



SUIVI DES PROGRES RÉLATIFS  
AUX ÉVOLUTIONS MACRO  
ÉCONOMIQUES ET SOCIALES EN  
AFRIQUE DE L'EST 2012-13

Vers une Croissance  
de Haute Qualité et  
une Transformation  
Structurelle dans la Région  
d'Afrique de l'Est

EXPLOITATION MINIERE

FINANCEMENT

ÉDUCATION



SUIVI DES PROGRES RÉLATIFS AUX  
RÉVOLUTIONS MACRO ÉCONOMIQUES ET  
SOCIALES EN AFRIQUE DE L'EST 2012-13

# Vers une Croissance de Haute Qualité et une Transformation Structurelle dans la Région d'Afrique de l'Est



Nations Unies  
Commission économique pour l'Afrique

Copyright © 2013  
Commission économique des Nations Unies pour l'Afrique  
[www.uneca.org](http://www.uneca.org)

ISBN: 978-99944-61-22-6  
eISBN: 978-99944-62-22-3

Tous les droits sont réservés.  
Le texte et les données de cette publication peut être reproduit à condition que la source soit citée.  
Reproduction à des fins commerciales est interdite.

**Clause de non-responsabilité**

Ce rapport est le résultat de l'analyse d'une étude commandée par la Commission économique des Nations Unies pour l'Afrique, Bureau sous-région de l'Afrique de l'Est (CEA / BSR-AE). Toutefois, le rapport ne prétend pas représenter les vues ou la politique officielle de l'institution ou de n'importe quel pays membre du BSR-AE.

## TABLE DES MATIÈRES

Figures	8
Tableaux	10
Encadrés	11
Remerciements	12
Acronymes	13

## SOMMAIRE 15

### CHAPITRE 1: ÉVOLUTIONS MACROECONOMIQUES 23

1.1.	PERFORMANCE DE LA CROISSANCE DANS LA REGION - UN APERÇU	24
1.2.	LE CONTEXTE EST-IL PROPICE A UNE POLITIQUE FISCALE EXPANSIONNISTE?	30
1.3.	LA DETTE PUBLIQUE	32
1.4.	POLITIQUE MONETAIRE ET ATTENUATION DES PRESSIONS INFLATIONNISTES	35
1.5.	LES TAUX DE CHANGE	36
1.6.	ÉVOLUTION DES PRIX DES PRODUITS DE BASE ET DES EXPORTATIONS DANS LA REGION	37
1.7.	ÉVOLUTION DU COMPTE COURANT ET RESERVES INTERNATIONALES	43
1.8.	L'AIDE PUBLIQUE AU DEVELOPPEMENT – FAIRE FACE AUX REDUCTIONS DE L'AIDE DANS LA REGION	46
1.9.	INVESTISSEMENTS DIRECTS ÉTRANGERS (IDE) ET INVESTISSEMENTS PRIVÉS	48
1.10.	CONCLUSION	49

### CHAPITRE 2: CARACTÉRISTIQUES STRUCTURELLES DE LA CROISSANCE DANS LA RÉGION D'AFRIQUE DE L'EST 53

2.1.	INTRODUCTION	54
2.2.	RÉDUCTION DE LA PAUVRETÉ ET CROISSANCE	55
2.2.1.	Élasticités de la Réduction de la Pauvreté dans la Région d'Afrique de l'Est	54
2.2.2.	La Croissance s'est-elle Accompagnée d'une Amélioration Concomitante des Niveaux de Vie?	55
2.3.	INÉGALITÉ ET CROISSANCE	61
2.3.1.	Niveau et Impact des Inégalités en Afrique de l'Est	61
2.3.2.	Mesures Politiques de Réduction des Inégalités	64
2.4.	EMPLOI ET CROISSANCE	66
2.4.1.	La Nature des Marchés du Travail dans la Région d'Afrique de l'Est	66
2.4.2.	D'où Viendront les Emplois?	68

2.5.	CHANGEMENTS STRUCTURELS ET CROISSANCE– CE QUE LE DÉBAT SIGNIFIE POUR L'AFRIQUE DE L'EST	71
2.5.1.	Un Domaine de Recherche en Plein Essor – avec Quelques Implications Importantes pour les Politiques Sectorielles	71
2.5.2.	Éviter la Négligence « Bénigne » du Secteur Agricole	73
2.5.3.	Politiques Industrielles Ciblées – Vers Une Nouvelle « Politique Industrielle »?	75
2.6.	CONCLUSIONS ET RECOMMANDATIONS	80
2.7.	ANNEXE: AUGMENTATION DE LA CONSOMMATION ET DES REVENUS PAR HABITANT ( DOLLARS CONSTANTS DE 2000)	81

### CHAPITRE 3: UNE ANALYSE DES DYNAMIQUES DE LA CROISSANCE DANS LA RÉGION D'AFRIQUE DE L'EST 87

3.1.	INTRODUCTION	88
3.2.	LES MODELES DE CROISSANCE EN AFRIQUE DE L'EST - UN APERÇU	88
3.3.	UNE PERSPECTIVE DE LA DÉCOMPOSITION DE LA DEMANDE SUR LA CROISSANCE ÉCONOMIQUE DANS LA REGION D'AFRIQUE DE L'EST	91
3.4.	ANALYSE DU CÔTÉ DE L'OFFRE, UNE ANALYSE DE LA PRODUCTIVITÉ TOTALE DES FACTEURS.	94
3.5.	ANALYSE ÉCONOMETRIQUE DES PERFORMANCES RÉGIONALES DE LA CROISSANCE DE 1980 À 2011	97
3.5.1.	L'importance de l'Épargne Intérieure Pour la Croissance	98
3.5.2.	Analyse Économétrique des Sources de la Croissance en Afrique de l'Est	100
3.6.	CONCLUSIONS ET RECOMMANDATIONS	104
3.7.	ANNEXES	107
3.7.1.	Annexe I: Secteurs les Plus Dynamiques, 2001-2010	107
3.7.2.	Annexe II: Contribution Sectorielle à la Croissance: 2001-2010	108

### CHAPITRE 4: REMÉDIER AUX DEFICITS EN MATIÈRE D'ÉDUCATION EN AFRIQUE DE L'EST– LE DÉFI DE LA CONSOLIDATION DE L'ÉDUCATION 113

4.1.	INTRODUCTION	114
4.2.	DE MEILLEURES PRIORITÉS POLITIQUES ET FINANCIÈRES EN FAVEUR DE L'ÉDUCATION COMME UNE CONDITION NECESSAIRE MAIS NON SUFFISANTE POUR `LA CONSOLIDATION ÉDUCATIVE	115
4.3.	INDICATEURS DES RÉSULTATS	119
4.3.1.	Amélioration des Taux de Scolarisation	119
4.3.2.	Progression dans le Système Éducatif	121

4.3.3.	Taux de Réussite du Cycle Primaire	121
4.3.4.	Résultats Décevants	122
4.4.	IMPORTANCE DES INTRANTS ÉDUCATIFS	125
4.4.1.	Variation du Ratio Élève-Enseignant	125
4.4.2.	Rôle des Frais de Scolarité	128
4.5.	OBSTACLES A L'AMÉLIORATION DU SECTEUR DE L'ÉDUCATION DE LA REGION	129
4.5.1.	Facteurs Économiques et Géographiques	129
4.5.2.	Enseignants	130
4.5.3.	Motivation des Enseignants	131
4.6.	TRANSITION DANS LE SYSTEME ÉDUCATIF	131
4.6.1.	Renforcement de l'Enseignement Supérieur	133
4.6.2.	Enseignement et Formation Techniques et Professionnels	137
4.6.3.	Investissements dans les Programmes de Développement de la Petite Enfance	138
4.7.	CONCLUSIONS	140
4.8.	RÉFÉRENCES	145

## FIGURES

Figure 1.1:	Taux de croissance moyen du PIB (% de la variation annuelle)	25
Figure 1.2 :	PIB nominal de la region d'Afrique de l'Est (milliards USD) 2012	26
Figure 1.3:	PIB nominal par habitant de l'Afrique de l'Est (USD) 2012	26
Figure 1.4:	Dette publique, % du PIB 2012 par rapport à 2011	33
Figure 1.5:	IPC en glissement annuel dans quatre pays à forte inflation (< 20 pour cent) (% de la variation), de janvier 2012 à mai 2013	35
Figure 1.6:	Taux de change nominal, monnaie locale-USD	36
Figure 1.7:	Indice des taux de change effectifs réels (2007 = 100 )	37
Figure 1.8:	Indices des prix du marché mondial pour des produits choisis, 2009-2012	38
Figure 1.9:	Indices des prix du pétrole et des produits alimentaires	38
Figure 1.10:	Exportations et importations régionales (en milliards USD )	38
Figure 1.11:	Croissance pondéré du PIB (2008 -2012)	41
Figure 1.12:	Taux d'inflation pondéré (2008 -2012)	41
Figure 1.13:	Exportations intra-régionales moyennes, en pourcentage par destination	42
Figure 1.14:	Changements des termes del'échange, 2011 à 2012	43
Figure 1.15:	Déficits du compte courant à travers l'Afrique de l'Est, 2012	44
Figure 1.16:	Impact des factures d'importation de pétrole élevées sur les soldes des comptes coura nts en Afrique de l'Est (en milliards de USD)	45
Figure 1.17:	Réserves en mois d'importations de biens et services, 2012	46
Figure 2.1:	Élasticités de réduction de la pauvreté, années 2000	55
Figure 2.2:	Pourcentage de croissance annuelle de possession de téléphone mobile par ménage, années 2000	57
Figure 2.3:	Taux moyen de croissance annuelle du RNB par habitant et de possession de biens sélectionnés par ménage, années 2000	58
Figure 2.4:	Taux de croissance de la possessions, par les ménages, de biens sélectionnés, à partir de la croissance du RNB par habitant.	59
Figure 2.5:	Coefficient de Gini, Afrique de l'Est, dernière année disponible	61
Figure 2.6:	Parts de consommation par déciles (le plus riche et le plus pauvre), dernière années disponible	62
Figure 2.7:	Secteur informel et taux de chômage, dernière année	67
Figure 2.8:	Élasticité croissance –emploi	67
Figure 2.9:	Croissance et création d'emploi en Afrique, 2002 -2010	68
Figure 3.1:	Secteurs les plus dynamiques, RAE -13, 2001-2010	89
Figure 3.2:	Contribution sectorielle à la croissance, 2001 -2010	90
Figure 3.3:	Croissance, exportation et consommation privée, classées par source de croissance la plus importante, moyenne 1999- 2011	94

Figure 3.4:	Comparaison des taux moyens d'épargne (en pourcentage du PIB)	98
Figure 3.5:	Épargne brute et taux d'intérêt réels au Kenya de 2000 à 2011	99
Figure 4.1:	Dépenses d'éducation en pourcentage du PIB <sup>viii</sup>	116
Figure 4.2:	Dépenses d'éducation dans le primaire en pourcentage des dépenses totales d'éducation <sup>ix</sup>	117
Figure 4.3:	Montant de l'aide publique au développement allouée à l'éducation en Afrique de l'Est (millions de dollars)	117
Figure 4.4:	Part des dépenses d'APD du CAD sur l'éducation dans les différents niveaux d'éducation, 2002 et 2010	118
Figure 4.5:	Atteindre les objectifs nets de scolarisation	119
Figure 4.6:	Pourcentage de la population masculine ayant terminé l'école primaire par quintile de revenu	120
Figure 4.7:	Réussite des études primaires	121
Figure 4.8:	Ecole post- secondaire	121
Figure 4.9:	Taux d'achèvement en dernière année du primaire	122
Figure 4.10:	Taux de réussite au test des enfants du primaire, Afrique de l'Est	123
Figure 4.11:	Taux de réussite des enfants de 10 à 16 ans par pays	124
Figure 4.12:	Pourcentage d'enfants ayant obtenu zéro en lecture et compréhension en Ethiopie	124
Figure 4.13:	Ratio élève-manuel scolaire dans la région	126
Figure 4.14:	Besoins en enseignants dans la région pour atteindre l'EPU d'ici à 2015	130
Figure 4.15:	Taux de transition effectifs <sup>xxv</sup> de l'enseignement primaire à l'enseignement secondaire de 2008 à 2009 et taux brut d'inscription à l'école secondaire en 2010	132
Figure 4.16:	Manque des compétences contre inadéquation des compétences	135
Figure 4.17:	Pourcentage de la population qui lit un journal au moins une fois par semaine	137

## TABLEAUX

Tableau 1.1:	Taux nationaux et régionaux de croissance du PIB, Afrique de l'Est, 2008-2014 (% de la variation annuelle) (à partir du 25 novembre 2013)	24
Tableau 1.2:	Impacts macro économiques de la suspension de l'aide (en % du PIB, sauf indication contraire)	28
Tableau 1.3:	Solde budgétaire global, (en % du PIB)	31
Tableau 1.4:	Analyse de la soutenabilité de la dette	34
Tableau 1.5:	Dette extérieure envers des créanciers publics, en pourcentage du PIB	34
Tableau 1.6:	Parts des exportations est-africaines par destination (en pourcentage, 2007 -2011)	39
Tableau 1.7:	Parts des importations est-africaines par source (en pourcentage, 2007 -2011)	40
Tableau 1.8:	Balance commerciale (en millions USD)	40
Tableau 1.9:	Tendances du compte courant (en pourcentage du PIB)	43
Tableau 1.10:	APD du comité d'aide au développement à l'Afrique de l'Est; Prix et taux de change de 2010, millions USD	47
Tableau 1.11:	Flux d'aide publique de la Chine en 2011, millions USD	47
Tableau 1.12:	Flux d'IDE en Afrique de l'Est (millions USD), 2007 -2012	48
Tableau 2.1:	Résorption de la pauvreté, en pourcentage de la population, 2000/1 à 2010/11	63
Tableau 2.2:	Évolution des inégalités au Rwanda, coefficient de Gini, 2000/2 à 2010/11	64
Tableau 2.3:	Taux d'emploi salaire/population pour 2011	67
Tableau 2.4:	Élasticités de création d'emplois par industrie, Rwanda 2006 -2010	68
Tableau 2.5:	Valeur ajoutée du secteur manufacturier en Afrique de l'Est et dans des pays africains sélectionnés (Pourcentage du PIB total)	71
Tableau 2.6:	Transformation structurelle: part des secteurs agricole, minier, manufacturier, de construction ou tertiaire, 1995-2010	74
Tableau 3.1:	Décomposition de la croissance de 1999 à 2012	94
Tableau 3.2:	Décomposition de la croissance pour six économies régionales, 1990 et 2000	96
Tableau 3.3:	Ratios épargne- consommation, 2000, 2005 et 2010	100
Tableau 3.4:	Analyse économétrique des déterminants de la croissance dans la région d'Afrique de l'Est	103
Tableau 4.1:	Variation du ratio élève-enseignant au fil du temps	125
Tableau 4.2:	Analyse comparative de la qualité de l'enseignement aux Seychelles	127
Tableau 4.3:	Qu'est-ce que les élèves étudient? Taux d'obtention de diplômes universitaires en Afrique et dans le monde (2008-2010)	135

## ENCADRÉS

Encadré 1.1:	L'impact de la suspension de l'aide sur la performance économique du Rwanda et de l'Ouganda	27
Encadré 1.2:	Une croissance en dents de scie dans le Soudan du Sud en 2011-2012	28
Encadré 1.3:	Analyse comparative de la performance macro économiques des CER en Afrique	41
Encadré 1.4:	Impact des factures d'importation de pétrole élevées sur les soldes des comptes courants en Afrique de l'Est	44
Encadré 2.1:	Réductions des inégalités et réduction de la pauvreté – l'exemple rwandais	63
Encadré 2.2:	Impact des TIC sur le marché du travail en Afrique de l'Est	69
Encadré 2.3:	Le rôle du gouvernement dans le développement de l'industrie textile: Leçons du Bangladesh	77
Encadré 3.1:	L'appui de la CEA à la modernisation technologique - Le cas du Rwanda Innovation Endowment Fund (RIEF)	105
Encadré 4.1:	Un aperçu de l'éducation dans la région: que peut-on retenir des EDS?	120
Encadré 4.2:	S'inspirer des Seychelles– un bon exemple dans la région	127
Encadré 4.3:	Impact de la fuite des cerveaux sur les universités éthiopiennes	134
Encadré 4.4:	Vers une culture de la lecture?	136
Encadré 4.5:	Appliquer les nouvelles technologies pour améliorer les systèmes éducatifs	139

## REMERCIEMENTS

Le document « Edition 2012/2013 du Suivi du Progrès relatifs aux Évolutions Macro économiques et Sociales en Afrique de L'Est » a été préparé sous la supervision d'Antonio Pedro, Directeur du BSR-AE-CEA, par une équipe composée d'Andrew Mold (chef d'équipe et Responsable du Pôle Macroéconomique et Politique Sociale), Emelang Leteane, Rodgers Mukwaya, Farzana Sharmin, Severin Lubke et Jee Eun Chung. Une première version de ce rapport a bénéficié de commentaires et observations reçus au cours d'un atelier d'examen par les pairs qui a eu lieu à Nairobi le 13 décembre 2012 au Conseil Economique et Social National (CNES) du Kenya. Nous tenons à remercier Dr. Julius Monzi Muia, Secrétaire et PDG du Conseil économique et social national, Présidence et Bureau des affaires du cabinet; Cabinet du Président du Kenya et Leonard Kimani (Directeur, secteur économique) pour l'organisation de l'atelier. Des commentaires détaillés sur les chapitres spécifiques ont été reçus lors de cet atelier de la part de Nyanjom Othieno, Dickson Khainga, Elda Onsomu et Paul Kamau. Des commentaires précieux sur cette première version ont également été reçus lors de la 17ième session du Comité Intergouvernemental d'Experts (CIE) du BSR-AE, qui a eu lieu à Kampala, du 18 au 22 février 2013. Hugh Delaney (UNICEF, Rwanda), a gentiment fourni des commentaires écrits sur la version préliminaire du chapitre 4. Plusieurs autres collègues de la BSR- AE- CEA, dont Mactar Seck, Yohannes Hailu et Geoffrey Manyara, ont également apporté leur contribution. Rosemary Bagiza a apporté son soutien au niveau de la recherche et Mulugeta Saare a effectué la révision finale du document.

Le travail de mise en page et d'édition a été réalisé par Image Matters (Kenya).

## ACRONYMES

AGOA	Loi sur la croissance et les possibilités économiques en Afrique
AMF	Accord multifibres
APD	Aide publique au développement
ASS	Afrique subsaharienne
ATEC	Appui technologique aux éducateurs et communautés
AUEP	Accès universel à l'enseignement primaire
BAD	Banque africaine de développement
BRICS	Brésil, Russie, Inde, Chine et Afrique du Sud
CAD	Comité d'aide au développement
CAE	Communauté de l'Afrique de l'Est
CEDEAO	Communauté économique des États d'Afrique de l'Ouest
CEEAC	Communauté économique des États d'Afrique centrale
CEN-SAD	Communauté des États Sahélo-Sahariens
CER	Communautés économiques régionales
CKWs	Communauté des travailleurs du savoir
CNUCED	Conférence des Nations Unies sur le commerce et le développement
COBET	Éducation de base complémentaire en Tanzanie
COMESA	Marché commun de l'Afrique australe et orientale
DAES	Département des affaires économiques et sociales des Nations Unies
DFID	Département Britannique pour le développement international
DPE	Développement de la petite enfance
EAU	Émirats arabes unis
ECDVU	Université virtuelle pour le développement de la petite enfance
EDS	Enquêtes démographiques et de santé
EFFORT	Fonds de dotation pour la réhabilitation du Tigré
EFTP	Enseignement et formation techniques et professionnels
EICV	Enquête intégrale sur les conditions de vie des ménages
EIU	Unité d'Intelligence économique
EP	Entreprises publiques
EPE	Externalisation des processus d'entreprise
EPT	Éducation pour tous (Rapport mondial de suivi de l'UNESCO, 2009)
FAO	Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture
FMI	Fonds monétaire international
ICAI	Commission indépendante britannique sur l'incidence de l'aide
IDE	Investissements directs étrangers
IGAD	Autorité intergouvernementale pour le développement
IPAR	Institut d'analyse et de recherche stratégique (Rwanda)
IPC	Indice des prix à la consommation
IRIN	Réseaux d'information régionale intégrés
IUCEA	Conseil interuniversitaire d'Afrique de l'Est
MDE	Ministère de l'éducation
MINECOFIN	Ministère des finances et de la planification économique (Rwanda)
MINEDUC	Ministère de l'éducation (Rwanda)
MININFRA	Ministère des infrastructures (Rwanda)
NEPAD	Nouveau partenariat pour le développement de l'Afrique
NISR	Institut national Rwandais de la statistique
OCDE	Organisation de coopération et de développement économiques
ODI	Institut du développement extérieur
OIC	Organisation internationale du café
OMD	Objectifs du millénaire pour le développement
ONG	Organisation non gouvernementale
ONU	Organisation des Nations Unies
ONUDI	Organisation des Nations Unies pour le développement industriel

PAM	Programme alimentaire mondial
PDDAA	Programme détaillé de développement de l'agriculture africaine
PEA	Perspectives économiques en Afrique
PEM	Perspectives de l'économie mondiale
PER	Perspectives économiques régionales
PIB	Produit intérieur brut
PMA	Pays les moins avancés
PME	Partenariat mondial pour l'éducation
PNUD	Programme des nations unies pour le développement
PPA	Panel pour le progrès en Afrique
PSLE	Certificat de fin d'études primaires
PTF	Productivité totale des facteurs
PWT	Penn World Tables
RAE	Région de l'Afrique de l'Est
RDC	République Démocratique du Congo
REA	Rapport économique sur l'Afrique
REE	Ratio élèves/enseignant
REPOA	Recherche sur la lutte contre la pauvreté
RIEF	Fonds de garantie pour l'innovation au Rwanda
RIM	Rapport sur l'investissement dans le monde
RNB	Revenu national brut
RTN	Réseau des télécentres du Rwanda
RU	Royaume Uni
SACMEQ	Consortium d'Afrique australe et orientale pour le suivi de la qualité de l'éducation
SADC	Communauté de développement de l'Afrique australe
SDERP	Stratégie pour le développement économique et la réduction de la pauvreté
SID	Society for Information Display
SNNPRS	Région des Nations, Nationalités et Peuples du Sud (Ethiopie)
TIC	Technologie de l'information et de la communication.
TIN	Taux d'inscription net
TSB	Taux de scolarisation brut
TVA	Taxe sur la valeur ajoutée
UA	Union Africaine
UE	Union Européenne
UIS	Institut de statistique de l'UNESCO
UMA	Union du Maghreb Arabe
UNESCO	Organisation des nations unies pour l'éducation, la science et la culture
USAID	Agence américaine pour le développement international\
USD	Dollar des États-Unis
WDI	Indicateurs de Développement de la Banque Mondiale
ZFE	Zones franches d'exportation

# SOMMAIRE

## SOMMAIRE

### Introduction

Compte tenu du contexte économique difficile au niveau mondial, la résilience constante de la croissance économique dans la région de l'Afrique de l'Est a été tout à fait remarquable. Mais cette performance satisfaisante a de plus en plus été accompagnée de préoccupations croissantes (et parfois assez expressives) quant à la qualité de la croissance - en particulier dans quelle mesure la croissance a été favorable à la réduction de la pauvreté et à la création d'emploi à grande échelle. Dans l'ensemble de la région, il existe des preuves soutenant l'idée que, malgré une performance économique bien meilleure dans les années 2000 après deux décennies de stagnation économique, une grande partie des aspirations sociales et économiques n'a pas encore été satisfaite. Par exemple, bien que le nombre de personnes vivant avec moins de 1,25 dollar par jour ait diminué en termes relatifs dans la région (de 65 pour cent de la population en 2000 à 54 pour cent en 2011), le nombre absolu de citoyens vivant en dessous du seuil international de pauvreté a en fait augmenté, passant de 155 millions à 166 millions dans la même période<sup>1</sup>.

---

*« Malgré une performance économique bien meilleure dans les années 2000 après deux décennies de stagnation économique, une grande partie des aspirations sociales et économiques n'a pas encore été satisfaite. »*

---

Ce rapport étudie les raisons pour lesquelles il en est ainsi en se concentrant en particulier sur la question de l'insuffisance en matière de la « transformation structurelle », c'est-à-dire une évolution vers des activités génératrices de revenus élevés, loin de la dépendance traditionnelle à l'égard de la production de matières premières et de produits non transformés. Dans les milieux politiques, la réflexion sur l'importance de la réalisation de la « transformation structurelle » est devenue chose courante. Un certain nombre d'études s'intéressant aux raisons de l'absence de diversification structurelle dans les économies africaines a émergé ces dernières années.

Certaines explications mises en avant sont particulièrement pertinentes pour la région d'Afrique de l'Est - par exemple l'échec des industries d'exploitation des ressources naturelles dans le développement des activités en amont et en aval, la stagnation du secteur manufacturier, le manque de diversification des exportations, et des économies qui ont des secteurs informels très importants. Parallèlement, les pays de la région d'Afrique de l'Est sont confrontés à un certain nombre de défis économiques majeurs - l'accélération des processus d'urbanisation, la pression démographique et des niveaux élevés d'inégalité de revenus. En combinant une recherche analytique originale et un examen des données empiriques disponibles, ce rapport essaye de clarifier la nature de certains de ces défis et tente d'expliquer pourquoi la région a besoin de « privilégier la qualité » dans l'ensemble des politiques de développement.

## Chapitre 1

### Évolutions Macro économiques

En dépit des excellents résultats qu'affiche l'économie de l'Afrique de l'Est au regard des normes internationales, la croissance régionale a cependant diminué de 0,7 pour cent pour atteindre 6,2 pour cent en 2012, alors qu'elle était de 6,9 pour cent en 2011. Ceci est en grande partie imputable au ralentissement de l'économie mondiale, qui a connu une croissance de 2,4 pour cent en 2012, alors qu'elle était de 2,8 pour cent en 2011. La croissance du PIB réel pour l'Afrique de l'Est devrait se renforcer de nouveau en 2013, atteignant 7,4 pour cent. La croissance est tirée principalement par les secteurs des services, de la construction et des transports. À quelques exceptions près, la performance agricole reste faible. La croissance économique mondiale a ralenti et s'élève à 2,4 pour cent en 2012, principalement en raison de la crise de la zone euro, des effets de la crise financière mondiale qui continuent à se faire sentir et devrait se maintenir à 2,4 pour cent en 2013. Selon l'UNDESA (2013), bien que plusieurs nouvelles

initiatives politiques dans les principaux pays développés aient permis de réduire les risques systémiques et de stabiliser la confiance des consommateurs, des entreprises et des investisseurs, la croissance mondiale ne devrait reprendre que lentement, atteignant 3,2 pour cent en 2014.

Il existe un certain nombre de risques pesant sur la croissance future dans la région de l'Afrique de l'Est. Tout d'abord, le ralentissement de la croissance économique mondiale ne se limite plus aux pays à revenu élevé – il est également évident dans certaines grandes économies émergentes (notamment au Brésil et en Inde, mais aussi en Afrique du Sud et en Chine). À l'exception du Brésil, tous ces pays sont devenus des partenaires commerciaux, de développement et des investisseurs importants de la région. L'Éthiopie et la Tanzanie sont particulièrement exposées à un ralentissement de la croissance en Chine/Inde.

Ensuite, un certain nombre d'événements ont suscité une incertitude qui pourrait à terme avoir un impact sur la croissance dans la région. Parmi eux, nous pouvons citer le processus électoral très contesté à Madagascar; les changements politiques en Éthiopie suite à la disparition soudaine du Premier ministre Meles Zenawi en août 2012; la détérioration des relations donateur-bénéficiaire tant au Rwanda qu'en Ouganda; la grande instabilité des provinces orientales de la République démocratique du Congo; et les nouveaux troubles au Soudan du Sud faisant suite au référendum contesté dans la riche région pétrolière d'Abyei. Enfin, un autre élément d'incertitude a été créé par la nouvelle vague de terrorisme, notamment avec les attaques à Nairobi et à Mogadiscio en septembre 2013. Cela constitue une menace potentielle, si elle est limitée, pour la stabilité économique, en particulier avec la réduction des revenus tirés du tourisme et avec la création d'une impression négative sur l'environnement économique. En somme, même si nous prévoyons une croissance régionale dépassant de nouveau les 7 pour cent en 2013, il existe toujours des risques considérables pesant sur ces perspectives économiques.

La stabilité macroéconomique s'est améliorée en 2012 et 2013 avec la diminution de l'inflation dans la région après sa forte accélération en 2011. Un certain nombre de pays de la région ont réagi à la flambée inflationniste en augmentant les taux d'intérêt et en limitant la croissance du crédit intérieur, malgré l'assouplissement de la politique monétaire au second semestre de 2012. Les taux d'inflation dans la région ont par la suite diminué avec une inflation moyenne dans la région retombant à 8 pour cent fin 2012. Pour éviter d'étouffer la croissance économique, certains pays de la région devraient maintenant étudier des moyens de réduire les taux d'intérêt afin d'accroître la disponibilité du crédit intérieur tout en contrôlant étroitement les taux d'inflation et les conditions du marché du crédit intérieur.

Les politiques budgétaires dans la région devraient viser à soutenir et à maintenir le rythme de croissance. Il peut s'avérer nécessaire de maintenir les déficits budgétaires et de mettre en place des mesures budgétaires anticycliques dans les pays à faibles contraintes financières et dont la production est en deçà de leur potentiel, afin de stimuler la production. La plupart des pays de la région peuvent continuer à utiliser des volants de sécurité en matière de finance publique pour absorber les chocs de la situation économique mondiale. La dette médiane en pourcentage du PIB a diminué pour atteindre 40 pour cent en 2012, contre 44,7 pour cent en 2011 et 64,2 pour cent pour la période 2004- 2008.

À moyen terme, la politique budgétaire devrait s'orienter vers des objectifs de croissance et de développement, à travers l'augmentation des dépenses dans les infrastructures et le développement du capital humain (santé et éducation). Les mesures visant à appuyer la transformation structurelle de la région devraient être une priorité. En outre, ce rapport préconise particulièrement un accroissement de l'appui gouvernemental au secteur agricole dans la région.

---

*« Bien que le nombre de personnes vivant avec moins de 1,25 dollar par jour ait diminué en termes relatifs dans la région (de 65 pour cent de la population en 2000 à 54 pour cent 2011), le nombre absolu de citoyens vivant en dessous du seuil international de pauvreté a en fait augmenté, passant de 155 millions à 166 millions dans la même période. »*

---

---

*« En dépit des excellents résultats qu'affiche l'économie de l'Afrique de l'Est au regard des normes internationales, la croissance régionale a cependant diminué de 0,7 pour cent pour atteindre 6,2 pour cent en 2012, alors qu'elle était de 6,9 pour cent en 2011. »*

---

## Chapitre 2

### Les Caractéristiques Structurelles de la Croissance dans la Région de l'Afrique de l'Est

La croissance économique de la région au cours de la dernière décennie peut être définie par plusieurs caractéristiques structurelles qui sont étroitement liées et qui ont entravé les efforts de réduction de la pauvreté :

1. Faibles élasticités de la réduction de la pauvreté par rapport à la croissance - ce qui signifie que la croissance ne se traduit pas en une réduction proportionnelle de la pauvreté;
2. Faibles élasticités de la création d'emplois par rapport à la croissance- ce qui implique que la croissance ne crée pas suffisamment d'emplois nouveaux pour faire face à la pression démographique; et
3. Des niveaux d'inégalités élevés - et en hausse - dans la plupart des pays de la région.

Le tableau qui vient d'être dressé, combiné à une absence de transformation structurelle, montre que le modèle de croissance dans la région ne favorise pas suffisamment un développement général. Ce chapitre étudie les facteurs empiriques qui expliquent cette situation et examine les options politiques correspondantes. Les défaillances du marché du travail sont particulièrement difficiles à résoudre, compte tenu de la combinaison d'un niveau extrêmement élevé d'informalité et de l'arrivée massive des jeunes sur le marché du travail, produit de la pression démographique. Néanmoins, il existe un certain nombre de domaines dans lesquels les gouvernements de la région pourraient agir de façon plus décisive afin d'améliorer le potentiel que possède la croissance dans la réduction de la pauvreté. Il faut tout d'abord reconnaître plus ouvertement que les inégalités dans la région sont un problème qui nuit à la nature pro-pauvre de la croissance. Traditionnellement, l'attitude selon laquelle on ne peut pas faire grand-chose face aux inégalités est prédominante. Dans ce chapitre, nous faisons valoir qu'il s'agit d'un problème que les gouvernements peuvent résoudre, principalement grâce à une combinaison de politiques budgétaires et d'ouverture des possibilités d'éducation. Nous en avons pour preuve l'Amérique latine où, dans les années 2000, de nombreux pays ont réussi à réduire les inégalités de revenus. En Afrique, il n'existe malheureusement jusqu'ici peu d'exemples de bonnes pratiques en matière de réduction des inégalités dont on pourrait s'inspirer. Le premier pays de la région qui le fera de manière vigoureuse sera manifestement couvert d'éloges et mériterait d'être imité.

---

*« En Afrique, il n'existe malheureusement jusqu'ici que peu d'exemples de bonnes pratiques en matière de réduction des inégalités dont on pourrait s'inspirer. Le premier pays de la région qui le fera de manière vigoureuse sera manifestement couvert d'éloges et mériterait d'être imité. »*

---

Ensuite, la piètre performance en termes de réduction de la pauvreté est également fondamentalement attribuable à la sous-performance du secteur manufacturier et à la relative négligence du secteur de l'agriculture. Il faut s'intéresser à ces deux problèmes et essayer de les résoudre. En ce qui concerne le premier, il faut utiliser des politiques sectorielles ciblées plus efficaces et efficaces. Pour le second, il faut éviter de négliger l'agriculture à travers un accroissement des ressources financières et un appui gouvernemental. L'expérience suggère qu'une diversification sectorielle solide ne peut se faire dans un contexte de rendement agricole instable. Les gouvernements doivent respecter les engagements du Programme détaillé de développement de l'agriculture africaine (PDDAA), selon lesquelles les pays participants doivent allouer au moins 10 pour cent du budget national au secteur agricole et atteindre un taux de croissance agricole annuel de 6 pour cent.

Ce chapitre fait également valoir que les gouvernements doivent faire preuve d'ouverture d'esprit en ce qui concerne les secteurs à promouvoir ou à accompagner et ne pas négliger les principaux facteurs de création d'emplois en dehors du secteur manufacturier. S'appuyer sur les avantages comparatifs existants en matière de ressources naturelles semble être une option stratégique raisonnable.

Enfin, il est important de reconnaître explicitement les faiblesses du secteur privé dans certaines filières et certains pays de la région. Dans les cas où les capitaux privés ne se manifestent pas, les gouvernements devraient prendre des mesures plus directes visant à favoriser la transformation structurelle. Il est certain que de telles interventions ne sont pas sans controverse. Les entreprises publiques, par exemple, sont souvent accusées de corruption, de favoritisme et d'activités génératrices de rente. Mais surtout dans le contexte des pays à faible revenu, supposer que le marché seul peut apporter le niveau nécessaire de transformation structurelle est trompeur.

*« Dans les cas où les capitaux privés ne se manifestent pas, les gouvernements devraient prendre des mesures plus directes visant à favoriser la transformation structurelle. »*

## Chapitre 3

### Analyse de la Dynamique de la Croissance dans la Région d'Afrique de l'Est

Dans la section analytique, le rapport examine sous différents angles les défis à relever en matière de transformation structurelle. Le chapitre débute par une analyse des principaux secteurs de croissance à travers la région. La construction, les transports, le secteur minier et les secteurs de la vente en gros et au détail comptent parmi ceux qui ont connu la croissance la plus rapide dans les années 2000. En revanche, l'agriculture et le secteur manufacturier sont des secteurs qui accusent un retard dans l'ensemble de la région, ce qui n'augure rien de bon en ce qui concerne l'atteinte des objectifs pour accélérer la « transformation structurelle ». Néanmoins, en termes de contributions absolues à la croissance (plutôt que leurs simples taux de croissance), les principaux secteurs contribuant à la croissance économique demeurent le secteur public, les finances, le commerce de gros et de détail, le tourisme, et l'agriculture.

Dans la section 2 du chapitre, nous analysons la croissance dans la région sous l'angle de la demande. Contrairement à l'orientation politique contemporaine sur l'amélioration de la compétitivité externe, il est constaté que la demande intérieure contribue généralement beaucoup plus à la croissance économique globale et à la réduction de la pauvreté. Cela ne signifie pas que le secteur extérieur n'a aucune importance - au contraire, dans une région très touchée par d'importants déficits de comptes courants, une meilleure performance à l'exportation est une condition nécessaire (mais non suffisante) pour une croissance plus solide. La croissance de la productivité des biens exportables stimule grandement le progrès et le développement économiques. Mais il est également nécessaire de bien saisir cet angle par rapport à l'importance relative des secteurs des biens échangeables et non échangeables pour la croissance, la réduction de la pauvreté et de la création d'emplois.

Dans la section 3, ce chapitre examine la croissance dans la perspective traditionnelle de décomposition de la croissance en différents facteurs y contribuant- soit avec un accent mis sur le côté de l'offre. Nous analysons les améliorations de la productivité globale des facteurs (PGF) - la partie de la croissance économique qui n'est pas expliquée par l'accroissement d'un usage des facteurs de production et que les économistes attribuent généralement aux progrès technologiques ou à une meilleure allocation des ressources. L'écrasante majorité des économistes s'accorde à dire que l'acquisition de technologies et une modernisation technologique constante sont essentielles pour assurer une croissance durable. Selon notre analyse de la PGF dans les années 1990 et 2000, la croissance depuis l'année 2000 a été attribuée en partie à une croissance plus rapide de la PGF résiduelle, indiquant un effort et une efficacité technologique plus importants en matière de production. Ostensiblement, cependant, en Afrique de l'Est, l'amélioration de la PGF n'a pas été régionale, et dans deux des plus grandes économies de la région (Kenya, Ouganda) ainsi qu'au Burundi, la PGF a en effet continué à diminuer dans les années 2000. En revanche, le capital physique

et humain par travailleur a augmenté pour la plupart des pays sur l'ensemble de la période allant de 1991 à 2010, ce qui implique que la croissance a été principalement portée par les gains tirés de l'accumulation de capitaux par opposition aux gains de productivité. En d'autres termes, la croissance dans la région s'est faite principalement par « transpiration plutôt que par inspiration ». Sur le long terme, il est peu probable qu'elle soit durable, d'où la nécessité d'efforts supplémentaires à l'échelle régionale pour catalyser les progrès technologiques.

*« La croissance dans la région s'est faite principalement par transpiration plutôt que par inspiration. »*

*Sur le long terme, il est peu probable qu'elle soit durable, d'où la nécessité d'efforts supplémentaires à l'échelle régionale pour catalyser les progrès technologiques. »*

Enfin, nous évaluons un modèle économétrique simple de croissance pour la région, qui se concentre particulièrement sur le rôle de l'épargne intérieure et de l'investissement, le solde du compte courant, le rôle de l'APD, la croissance démographique et quelques autres variables de contrôle. À ce niveau, nos résultats suggèrent que le maintien simultané de niveaux élevés d'investissement intérieur et d'épargne est nécessaire pour une croissance durable. L'élimination des obstacles à l'épargne est urgente – les taux d'intérêt réels négatifs, les écarts importants entre les taux de dépôt et d'épargne (indicatifs d'un secteur bancaire très rentable mais inefficace) – permettrait de résoudre considérablement certains de ces problèmes. En outre, des mesures visant à encourager l'inclusion financière, surtout en milieu rural, sont nécessaires. Enfin, comme le souligne le document « Suivi des progrès 2012 », les pressions démographiques dans la région sont parmi les plus importantes au monde. Il existe pourtant une forte corrélation entre des taux d'épargne faibles et une croissance démographique rapide. Des mesures visant à renforcer l'efficacité de la planification familiale sont donc nécessaires pour aider à accroître l'épargne intérieure.

## Chapitre 4

### Remédier aux Déficits en Matière d'Éducation en Afrique de l'Est – Le Défi de la "Consolidation" de l'Éducation

Il est largement reconnu qu'un enseignement de qualité est une condition nécessaire mais non suffisante pour que les pays d'Afrique de l'Est atteignent le statut de pays à revenu intermédiaire auquel ils aspirent. Les exigences de l'économie moderne et du marché du travail sont telles que, sans une population active hautement qualifiée, la transformation structurelle des économies régionales n'aura pas lieu. Au cours de la dernière décennie, conformément au deuxième des Objectifs du Millénaire pour le Développement, les pays d'Afrique de l'Est ont réalisé un développement impressionnant de l'enseignement primaire. Pourtant, des doutes persistent sur la qualité de l'enseignement dispensé et aussi sur la mesure dans laquelle les gouvernements ont simultanément pu accroître les possibilités d'éducation aux niveaux supérieurs–secondaire et supérieur. Compte tenu de la pénurie de compétences dans certains secteurs de l'économie et de la nécessité de mieux adapter les systèmes éducatifs aux besoins du marché du travail, la formation professionnelle est également passée au premier plan du calendrier politique.

Offrir davantage de possibilités en matière d'éducation constitue, pour les décideurs et les gouvernements, un défi particulièrement difficile. D'une part, il existe un énorme problème de cohérence temporelle, en ce sens qu'il faut de nombreuses années avant que l'impact positif de l'amélioration de la performance scolaire se fasse ressentir. Les grands investissements dans l'éducation aujourd'hui ne porteront généralement pas leurs fruits avant au moins deux décennies. En d'autres termes, la réforme éducative exige une vision et un engagement politique de long terme.

D'autre part, peu d'attention a été accordée à la qualité de l'éducation, notamment aux facteurs fondamentaux qui affectent les opportunités d'apprentissage des élèves. Il s'agit notamment de la présence des élèves en classe et de l'efficacité des enseignants:

*« Compte tenu de la pénurie de compétences dans certains secteurs de l'économie et de la nécessité de mieux adapter les systèmes éducatifs aux besoins du marché du travail, la formation professionnelle est également passée au premier plan du calendrier politique. »*

ces deux éléments sont des déterminants clés des résultats scolaires et de l'optimisation des ressources. Les fuites du secteur de l'éducation représentent également un sérieux défi pour l'amélioration de la qualité de l'éducation. Par exemple, en Tanzanie, une enquête réalisée en 2010 sur le suivi des dépenses publiques dans l'éducation (Etude d'impact : Green-Amber) a révélé que 30 pour cent des allocations budgétaires initiales destinées aux écoles primaires n'ont pas été reçues (ICAI, 2012:14). Dans de telles circonstances, il n'est pas surprenant que les évaluations externes aient généralement été assez sceptiques quant à la capacité des pays d'Afrique sub-saharienne à réaliser la « consolidation de l'éducation ».

L'expression « consolidation de l'éducation » désigne à la fois une extension des priorités du gouvernement vers la formation secondaire, supérieure et professionnelle, et aussi, point très crucial, une focalisation exclusive sur l'amélioration de la qualité de l'offre éducative. Nous soutenons que cela constitue l'un des défis les plus urgents pour les pays de la région s'ils tiennent à atteindre une croissance durable. Bien qu'il soit à la mode de ne regarder que les « extrants » éducatifs (par exemple, les taux de scolarisation, d'alphabétisation et cetera.), nous nous intéressons à la fois aux « intrants » éducatifs (par exemple, les indicateurs sur l'effectif des classes, la disponibilité des manuels scolaires, et cetera.), et aux extrants, convaincus que les deux sont inextricablement liés. Des classes surchargées, des enseignants mal payés et démotivés, et des écoles délabrées ne sont pas susceptibles de favoriser l'amélioration du niveau d'éducation.

En matière budgétaire, dans la plupart des pays de la région, l'éducation a bénéficié d'une part relativement généreuse par rapport aux dépenses totales du secteur public. Nous ne plaidons donc pas en faveur d'une augmentation majeure des dépenses, mais plutôt pour une utilisation plus efficace des fonds existants. « La qualité d'abord » doit être le mot d'ordre des gouvernements de la région pour faire face à leurs défis éducatifs. Une partie du défi consiste à réduire les nombreuses « fuites » du système. Il existe quelques initiatives intéressantes dans la région qui tentent de s'attaquer frontalement à ce problème. En Tanzanie, par exemple, l'ONG Twaweza a mobilisé la communauté pour contrôler la baisse du niveau de financement public consacré à l'école primaire (Twaweza). Bien qu'il incombe en grande partie aux gouvernements d'améliorer l'utilisation efficace des ressources du secteur de l'éducation, la pression du public – notamment des parents et de la société civile – est l'incitation ultime pour produire de meilleurs résultats.

Cela dit, il est clair que dans certains pays, les dépenses sont tout à fait insuffisantes. La RDC est un bon exemple, l'ensemble du budget de l'éducation ne représente en effet pas plus de 2 pour cent du PIB. Ces dernières années, la communauté des donateurs a compensé une partie de ce déficit, mais pour un pays de 75 millions de personnes, le budget total est encore insuffisant vu l'ampleur des défis à relever. De même, les longues crises politiques et humanitaires en Somalie mettent en lumière le sort de trois générations privées de scolarisation depuis que le système éducatif s'est effondré dans le milieu des années 1980. Avec la stabilisation croissante du pays, le système éducatif se reconstruit lentement. Dans ces cas cependant, des ressources plus importantes constituent clairement une priorité.

Enfin, dans ce chapitre, nous demandons que les pays redoublent d'efforts pour promouvoir l'alphabétisation des adultes, qui ne reçoit pas l'attention qui lui est due lorsqu'il s'agit d'éducation dans la région. Les adultes sont souvent négligés dans les différents systèmes éducatifs. Pourtant, l'édification d'une société alphabétisée exige de lutter contre les déficits éducatifs dans toutes les tranches d'âge; par conséquent la région doit compenser des années de négligence (bénigne ou autre) des secteurs de l'éducation, quelles soient dues à des conflits civils ou tout simplement à l'échec des politiques. Se focaliser uniquement sur les enfants et les jeunes dans de telles circonstances, est probablement une erreur.

---

*« L'alphabétisation des adultes ne reçoit probablement pas l'attention qui lui est due lorsqu'il s'agit d'éducation dans la région. Les adultes sont souvent négligés dans les différents systèmes éducatifs. Pourtant, l'édification d'une société alphabétisée exige de lutter contre les déficits éducatifs dans toutes les tranches d'âge. »*

---





# CHAPITRE 1

## ÉVOLUTIONS MACROECONOMIQUES

## 1.1. PERFORMANCE DE LA CROISSANCE DANS LA RÉGION - UN APERÇU

En dépit des bons résultats qu'affiche l'économie de l'Afrique de l'Est au regard des normes internationales, la croissance régionale a cependant diminué de 0,7 pour cent pour atteindre 6,2 pour cent en 2012, alors qu'elle était de 6,9 pour cent en 2011. Ceci est en grande partie imputable au ralentissement de l'économie mondiale. On estime que la croissance du PIB réel pour l'Afrique de l'Est s'est accélérée en 2013, atteignant 7,4 pour cent. La croissance économique mondiale a ralenti et s'élève à 2,4 pour cent en 2012, principalement en raison de la crise de la zone euro et des effets de la crise financière mondiale qui continuent à se faire sentir (UNDESA 2013). Le ralentissement de la croissance économique a également été évident dans certaines grandes économies de marché émergentes comme le Brésil, l'Inde, et la Chine en 2012 et 2013. Elle devrait rester faible au cours des deux prochaines années, avec des prévisions s'élevant respectivement à 2,4 pour cent en 2013 et 3,2 pour cent en 2014 (UNDESA, 2013).

**Tableau 1.1 : Taux nationaux et régionaux de croissance du PIB, Afrique de l'Est, 2008-2014 (% de la variation annuelle) (à partir du 25 novembre 2013)**

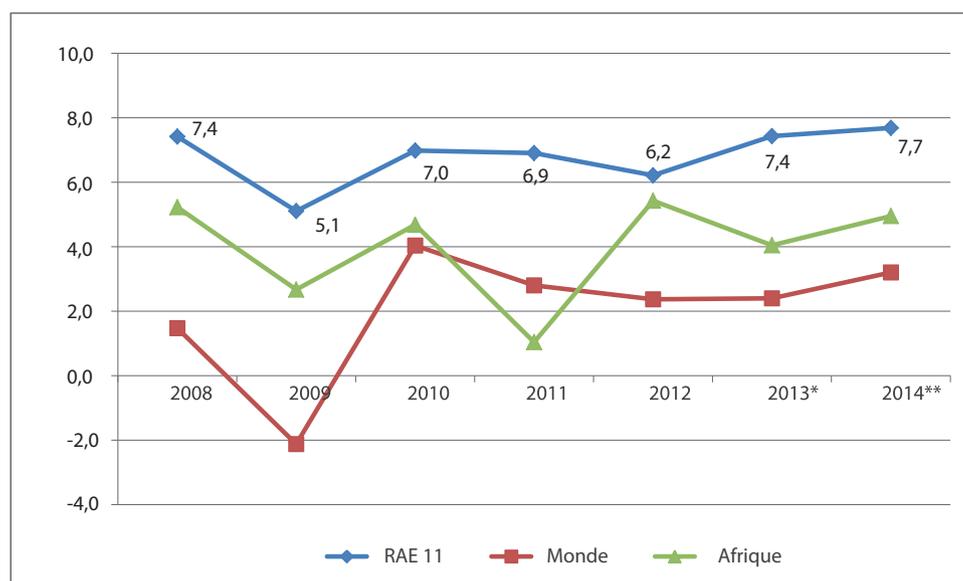
	2008	2009	2010	2011	2012	2013*	2014**	Taux de croissance moyen (2008-13)
Ethiopie	11,2	9,9	10,4	11,5	8,8	11,4	10,8	10,5
Rwanda	11,1	6,2	7,2	8,2	8,0	6,6	7,6	7,9
Tanzanie	7,4	6,0	7,0	6,5	6,9	7,0	7,3	6,8
RDC	6,2	2,8	7,1	6,9	7,2	8,0	8,0	6,4
Ouganda	10,4	4,2	6,1	4,1	3,2	5,8	6,6	5,6
Burundi	13,6	3,5	3,9	4,2	4,0	4,4	4,6	5,6
Djibouti	5,8	5,0	3,5	4,4	4,8	5,3	5,8	4,8
Kenya	1,5	2,6	5,6	4,3	4,6	4,8	5,5	3,9
Seychelles	-2,1	-1,1	5,9	7,9	2,8	3,7	4,0	2,9
Érythrée	-9,8	3,9	2,2	8,7	5,5	6,0	6,6	2,8
Somalie	2,6	2,6	2,6	2,6	2,0	2,0	n,a	2,4
Comores	1,0	1,8	2,0	2,2	2,5	3,4	3,8	2,1
Madagascar	7,1	-4,2	0,4	1,6	1,9	2,6	3,6	1,6
Soudan du Sud	n,a	4,3	4,2	1,9	-47,6	24,7	n,a	-2,5
<b>Taux de croissance régionaux</b>								
RAE-11	7,4	5,1	7,0	6,9	6,2	7,4	7,7	6,7
Monde	1,5	-2,1	4,0	2,8	2,4	2,4	3,2	1,8
Afrique	5,2	2,7	4,7	1,0	5,4	4,0	4,9	3,8
EU-28	0,4	-4,5	2,0	1,7	-0,4	-0,1	1,4	-0,2
USA	-0,3	-2,8	2,5	1,8	2,8	1,5	2,5	0,9
BRIC	7,3	4,4	8,6	7,1	5,6	5,6	5,7	6,4

Les estimations du Bureau Régional pour l'Afrique de l'Est de la CEA se basent sur les données nationales (RDC, Kenya, Madagascar, Rwanda, Soudan du Sud, Tanzanie et Ouganda) et sur la DAES des NU. Sources pour l'Éthiopie relatives aux données 2008-2011: indicateurs économiques et sociaux de la Banque centrale; les données de 2012 sont tirées de la note du gouverneur de la banque centrale, et celles de 2013 et 2014 sont tirées des données du Ministère des Finances et du Développement économique (MOFED). Les données sur le Soudan du Sud pour 2012 et 2013 sont des estimations du FMI. Seychelles - données nationales à l'exception de 2013 et 2014, pour lesquelles les données de l'EIU sont utilisées.

\*Estimation \*\* Prévisions \*\*\* Les données sur les 11 pays de la RAE excluent les Seychelles, le Soudan du Sud et la Somalie, et sont calculées sur la base d'une moyenne pondérée, en utilisant les estimations du PIB par habitant du FMI

Alors que l'Afrique de l'Est a continué à suivre une courbe de croissance ascendante impressionnante dans le contexte mondial (Figure 1.1), de nombreux pays de la région restent vulnérables au ralentissement de l'économie mondiale, à la fois directement, avec par exemple une baisse de la demande de leurs exportations et de la disponibilité de financements en matière de développement (aide publique au développement, investissement privé, transfert de fonds), et indirectement avec le fléchissement des prix des produits de base.

Figure 1.1 : Taux de croissance moyen du PIB (% de la variation annuelle)



Source : estimations de la CEA, sur la base des données nationales et du DAES

Le degré de vulnérabilité des économies de la région aux chocs mondiaux actuels varie en fonction de leur niveau d'exposition (déterminé par certaines caractéristiques économiques telles que leur dépendance aux exportations de matières premières ou à l'APD) et de leur résilience (la capacité à faire face et à réagir aux chocs déterminée par des facteurs tels que le niveau des réserves de change, l'état des finances publiques, et cetera.) Une récente étude de l'Overseas Development Institute (2012) révèle que l'Éthiopie et la Tanzanie sont extrêmement vulnérables aux chocs macrofinanciers actuels des prix de l'énergie et semblent être particulièrement exposés à un ralentissement de la croissance en Chine/Inde. Le Kenya est exposé à une nouvelle détérioration de la zone euro, à la fois à travers les exportations et les circuits financiers.

Il existe un certain nombre de risques pesant sur la croissance future dans la région de l'Afrique de l'Est. Tout d'abord, le ralentissement de la croissance économique mondiale ne se limite plus aux pays à revenu élevé – il est également évident dans certaines grandes économies de marché émergentes (notamment au Brésil et en Inde, mais également en Afrique du Sud et en Chine). À l'exception du Brésil, tous ces pays sont devenus des partenaires commerciaux, de développement et des investisseurs importants de la région. L'Éthiopie et la Tanzanie sont particulièrement exposés au ralentissement de la croissance en Chine/Inde.

Ensuite, un certain nombre d'événements en cours ont suscité une incertitude qui pourrait à terme avoir un impact sur la croissance dans la région. Parmi eux, nous pouvons citer le processus électoral très contesté à Madagascar; les changements politiques en Éthiopie suite à la disparition soudaine du Premier ministre Meles Zenawi en août 2012; la détérioration des relations donateur-bénéficiaire tant au Rwanda qu'en Ouganda (voir encadré 1.1); la grande instabilité des provinces orientales de la République démocratique du Congo; et les nouveaux troubles au Soudan du Sud faisant suite au

« Un autre élément d'incertitude a été créé par la nouvelle vague de terrorisme, notamment avec les attaques à Nairobi et à Mogadishu en septembre 2013. »

référendum contesté dans la riche région pétrolière d'Abyei (Voir encadré 1.2). Enfin, un autre élément d'incertitude a été créé par la nouvelle vague de terrorisme, notamment avec les attaques à Nairobi et à Mogadiscio en septembre 2013. Cela constitue une menace potentielle, si elle est limitée, pour la stabilité économique, en particulier par la réduction des revenus tirés du tourisme et par la création d'une impression négative sur l'environnement économique. En somme, même si nous prévoyons une croissance régionale dépassant de nouveau les 7 pour cent en 2013, il existe toujours des risques considérables pesant sur ces perspectives économiques.

Aux niveaux nationaux, l'Éthiopie a progressé d'environ 8,8 pour cent en 2012, et de 11,5 pour cent un an plus tôt. Malgré le ralentissement de la croissance économique, un certain nombre de tendances macro économiques favorables a été observé en termes de baisse de l'inflation, ainsi qu'une reprise de la production agricole en 2012 après la sécheresse de 2011. Le pays demeure cependant vulnérable aux fluctuations externes, et les réserves de change, à moins de deux mois d'importations, ne représentent pas un solide rempart contre les turbulences externes.

Au Rwanda, la deuxième économie à plus forte croissance dans la région, la croissance est estimée à 8,0 pour cent en 2012, en partie tirée par une forte performance dans les secteurs des services et de l'industrie, qui ont enregistré une croissance de 12,2 pour cent et de 7,3 pour cent respectivement. D'autre part, l'agriculture n'a augmenté que de 3 pour cent en partie en raison des conditions météorologiques défavorables du dernier trimestre de 2011 et du premier semestre de 2012<sup>ii</sup>. La réduction de l'aide des bailleurs de fonds au Rwanda a exercé des contraintes sur les dépenses du gouvernement au cours de l'exercice 2012-2013 (Encadré 1.1). « La croissance au Rwanda a ralenti dans la première moitié de 2013 en raison d'une croissance plus faible du secteur des services - un effet d'entraînement à partir des compressions des dépenses du gouvernement suite à la suspension de l'aide des bailleurs de fonds. La croissance est estimée à 6,6 pour cent pour 2013, en baisse de 1,4 pour cent par rapport à 2012 ».

La croissance de la Tanzanie a été estimée à 6,9 pour cent en 2012, principalement en raison de prix internationaux de l'or favorables. Au deuxième trimestre de 2012, l'économie tanzanienne a progressé de 6,9 pour cent, en légère baisse par rapport aux 7 pour cent pour la même période en 2011. Cette baisse est principalement due à la baisse du secteur minier qui a progressé de 1,2 pour cent au deuxième trimestre de 2012, comparativement aux 5,6 pour cent pour le même trimestre en 2011. En 2013-2014, le gouvernement tanzanien devrait dépenser 18,249 milliards de Tsh (11,4 milliards USD) et maintenir le déficit à 5 pour cent du PIB. Le léger maintien de la croissance en 2013 est estimé à 7,0 pour cent.

« La croissance au Rwanda a ralenti dans la première moitié de 2013 en raison d'une croissance plus faible du secteur des services - un effet d'entraînement à partir des compressions des dépenses du gouvernement suite à la suspension de l'aide des bailleurs de fonds. »

Figure 1.2 : PIB nominal de la région d'Afrique de l'Est (milliards USD) 2012

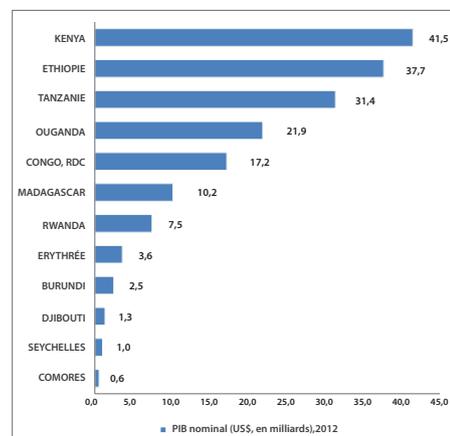
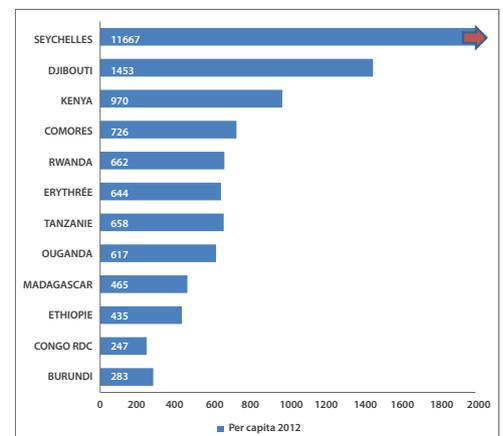


Figure 1.3 : PIB nominal par habitant de l'Afrique de l'Est (USD) 2012



Source : EIU, 2013 et estimations de la CEA<sup>iii</sup>

La croissance du Kenya, la plus grande économie de la région est estimée à 4,6 pour cent en 2012, en légère hausse par rapport aux 4,3 pour cent en 2011. Malgré l'arrivée tardive des longues pluies et un shilling kenyan affaibli début 2012, la croissance a été importante dans les secteurs de l'agriculture (3,5 pour cent), de la construction (4,8 pour cent), du commerce de gros et de détail (6,4 pour cent), et des transports et de la communication (4 pour cent), malgré un certain ralentissement dans le secteur manufacturier (atteignant 3,1 pour cent par rapport aux 3,4 pour cent de 2011). Comme d'autres pays de la région, le Kenya est confronté au risque de ralentissement de la croissance de la demande sur les principaux marchés d'exportation (notamment en Europe). Le prix du café a par exemple chuté à 140 dollars par sac de 50 kg en octobre 2012, alors qu'il était de 320 USD en janvier 2012 ; ceci est en partie dû à une demande en baisse dans la zone euro (ce qui a également un impact négatif sur d'autres exportateurs de café de la région)<sup>iv</sup>. Le tourisme a été affecté de la même manière négative par le ralentissement de l'économie mondiale, en particulier de la zone euro, avec une diminution des arrivées de visiteurs internationaux de 6,1 pour cent, passant de 1,8 million en 2011 à 1,7 million en 2012. Par ailleurs, les problèmes de sécurité sont susceptibles de provoquer une nouvelle détérioration du nombre de visiteurs en 2013.

#### Encadré 1.1 : L'impact de la suspension de l'aide sur la performance économique du Rwanda et de l'Ouganda

En 2012, des développements indésirables ont concerné deux bénéficiaires de l'aide dans la région - l'Ouganda et le Rwanda. Dans le cas du Rwanda, les décaissements de l'aide ont été suspendus par un certain nombre de bailleurs de fonds (parmi eux, le Royaume-Uni et la Banque mondiale) au cours du deuxième semestre de 2012 au motif du présumé soutien au mouvement des rebelles du M-23 dans l'Est de la RDC. Malgré les efforts déployés pour réduire la dépendance à l'aide, les subventions d'aide contribuent encore au budget à hauteur d'environ 45 pour cent. L'aide visée par la suspension s'élève à environ 3,7 pour cent du PIB, soit environ 12 pour cent des dépenses du gouvernement. En raison des répercussions sur le reste de l'économie, tels que la pénurie associée de devises étrangères, l'impact sur l'économie est susceptible d'être plus marqué.

Dans le cas de l'Ouganda, en décembre 2012, le détournement présumé de fonds des bailleurs a conduit à la suspension de l'aide par un certain nombre de donateurs. L'UE, le Royaume-Uni, la Banque mondiale, l'Autriche, la Belgique, l'Allemagne, l'Irlande et la Suède ont suspendu 282 millions USD (équivalent à 1,3 pour cent du PIB) promis à l'appui budgétaire chaque année. Le gouvernement a essayé de pallier la pénurie des ressources budgétaires en combinant des réductions de dépenses et des financements intérieurs supplémentaires. Le FMI estime que l'impact sur la croissance économique pour l'année financière 2012-2013 serait une réduction de 0,7 pour cent du PIB, entraînant la révision de la prévision de croissance à la baisse, de 5 pour cent à 4,3 pour cent.

---

*« Des preuves anecdotiques suggèrent une reprise remarquable dans certaines parties de l'économie somalienne - en particulier dans la capitale Mogadiscio. »*

---

**Tableau 1.2: Impacts macro économiques de la suspension de l'aide (en % du PIB, sauf indication contraire)**

	2011/12	2012/13	
	Réel	Sans la suspension de l'aide	Avec la suspension de l'aide
<b>Secteur réel</b>			
PIB réel (% de la variation)	3,4	5,0	4,3
IPC moyen (% de la variation)	23,5	6,2	6,2
<b>Secteur extérieur</b>			
Réserves brutes (mois d'exportation)	4,0	3,9	3,7
Flux nets des bailleurs de fonds	3,6	3,8	2,6
<b>Secteur fiscal</b>			
Recettes	13,3	14,6	14,5
Subventions	2,3	2,2	1,9
Total des dépenses et montant net des prêts	18,6	20,5	19,9
Financement intérieur	0,1	0,9	1,6
Financement extérieur	2,4	2,8	1,8
Total dettes	33,3	35,2	35,7
<b>Secteur monétaire</b>			
Crédit du secteur privé (% de la variation)	11,1	15,1	13,1

*Source: Autorités ougandaises et prévisions des équipes du FMI*

« Des preuves anedoctiques suggèrent une reprise remarquable dans certaines parties de l'économie somalienne - en particulier dans la capitale Mogadiscio. »

La croissance de l'Ouganda a été estimée à seulement 2,8 pour cent en 2012, mais elle semble s'être accélérée de manière significative en 2013, pour atteindre 5,8 pour cent. Cette amélioration pour 2013 est, cependant, en partie subordonnée à la résolution du conflit actuel avec la communauté des bailleurs de fonds (Encadré 1.1). Après avoir connu une forte inflation en 2011, l'inflation a diminué pour atteindre 3,4 pour cent en février 2013, en partie grâce à la politique de resserrement monétaire (Banque d'Ouganda, 2013). Mais tant la faiblesse de la demande intérieure qu'extérieure a contribué au ralentissement de la performance économique. L'économie est assez exposée à une baisse des exportations vers l'Europe et de transferts de fonds (Selon la Banque Mondiale (2012), l'Ouganda a été le plus grand bénéficiaire des transferts de fonds dans la région en 2011). Bien que la Banque Centrale ait commencé à assouplir sa politique monétaire en février 2012, des preuves de l'expansion du crédit bancaire au secteur privé n'ont été palpables que récemment, et les dépenses d'investissement du secteur privé restent relativement faibles. Par conséquent, les prévisions concernant la demande globale demeurent faibles sur la plus grande partie de 2012 - 2013 (FMI, 2013a).

#### Encadré 1.2 Une croissance en dents de scie dans le Soudan du Sud en 2011-2012

Suite à la décision du gouvernement de la République du Soudan du Sud de mettre un terme à la production de pétrole en réaction aux frais imposés par la République du Soudan sur l'oléoduc et aux frais de transit, une crise économique a frappé les deux pays. Au Soudan du Sud, les prix du carburant et des denrées alimentaires ont atteint un niveau record de 80 pour cent en mai 2012. Les estimations actuelles des Perspectives de l'Économie Mondiale du FMI (octobre 2013) indiquent que l'économie s'est contractée de 47,6 pour cent en 2012, mais a rebondi pour enregistrer une croissance positive d'environ 24,7 pour cent en 2013. Cependant, de grands espoirs de reprise économique se profilaient alors que les deux pays prévoient de se rencontrer pour des négociations. Les estimations de croissance dans le Soudan du Sud font état d'une reprise complète après la crise de 2012 sur la base de la relance de la production de pétrole en 2013.

La pression économique et politique a amené les deux parties à la table des négociations au sommet de l'Union africaine fin janvier 2013, mais elles ne sont pas parvenues à un consensus sur la mise en œuvre des accords signés en septembre de l'année précédente. Un accord a finalement été conclu en avril 2013. Cependant, la poursuite des troubles et un référendum contesté dans la région d'Abyei, région riche en pétrole jette toujours une ombre sur un règlement durable. Cette incertitude a des conséquences économiques et humanitaires graves pour les deux pays, en particulier pour le Soudan du Sud, qui a entrepris un renforcement ambitieux de l'état-nation et de la croissance économique depuis son indépendance en juillet 2011. Le pétrole constitue 98 pour cent des recettes du secteur public, ce qui équivaut également à presque toutes les recettes en devises. Le gouvernement reconnaît l'importance des recettes pétrolières ainsi que la difficulté de la gestion macroéconomique et budgétaire émanant de la vulnérabilité aux prix du pétrole et des niveaux de production. Bien que son objectif à court terme soit de bénéficier des ressources pétrolières, sa stratégie à moyen et à long terme comprend la diversification de la production et la réduction de la dépendance aux recettes pétrolières.

Sources: Reuters (2012), WEO (2012)

La croissance aux Seychelles, qui détient le revenu par habitant le plus élevé dans la région (Figure 1.3), est estimée à 2,8 pour cent en 2012. La croissance économique aux Seychelles est extrêmement dépendante de l'industrie du tourisme. Les arrivées touristiques étaient supérieures de 6,9 pour cent par rapport au niveau de 2011 après 40 semaines en 2012, soit beaucoup mieux que les prévisions compte tenu de la crise économique dans la zone euro. Malgré des séjours moyens un peu plus courts, la croissance du secteur a été estimée à environ 3 pour cent en termes réels (FMI, 2012a). Le pays cible de plus en plus les touristes en provenance de pays non membres de l'UE, tels que les Emirats Arabes Unis et la Russie (EIU, 2012). La croissance devrait atteindre 3,7 pour cent en 2013, reflétant la hausse des arrivées de touristes.

La croissance en République Démocratique du Congo est restée élevée, avec une estimation de 7,2 pour cent pour 2012 et les prévisions gouvernementales font état d'une croissance de 8,0 pour cent en 2013; cette croissance est principalement tirée par le secteur minier<sup>v</sup>. Les perspectives de croissance ont également été soutenues par les principales nouvelles découvertes pétrolières, même si des négociations sont en cours avec l'Angola concernant les droits d'exploitation de ces dépôts<sup>vi</sup>. La stabilité macroéconomique s'est considérablement améliorée au cours de l'année 2012 et en 2013 - dans un pays marqué par une histoire de fortes pressions inflationnistes, l'inflation a été nettement modérée en 2012, s'élevant à seulement 5,7 pour cent à la fin de l'année, et baissant davantage au cours des huit premiers mois de 2013, pour atteindre un taux annualisé d'environ 2 pour cent. Les taux d'intérêt ont également été modérés, avec les taux des banques commerciales en baisse, passant de plus de 41 pour cent en décembre 2011 à 22,9 pour cent en décembre 2012 (Banque Centrale du Congo, 2013)

Enfin, malgré la rareté des données sur le terrain, des preuves anecdotiques suggèrent une reprise remarquable dans certaines parties de l'économie somalienne - en particulier dans la capitale Mogadishio. La famine provoquée par la sécheresse de 2011 a pris fin en février 2012, et la Somalie a connu une stabilisation accrue au cours de la dernière année, du fait de la victoire de l'AMISOM, le contingent militaire de 17 000 hommes de l'Union africaine, contre les militants d'Al-Shabaab dans leur dernier principal bastion, Kismayo, en octobre 2012. En 2012, le retour de la diaspora somalienne s'est accéléré, avec un grand nombre d'individus qualifiés et dotés de ressources financières destinées à la mise en place de nouvelles entreprises ou à la reconstruction. Les transferts de

---

*« La stabilité macroéconomique s'est considérablement améliorée au cours de l'année 2012 et en 2013 - dans un pays marqué par une histoire de fortes pressions inflationnistes, l'inflation a été nettement modérée en 2012, s'élevant à seulement 5,7 pour cent à la fin de l'année, et baissant davantage au cours des huit premiers mois de 2013, pour atteindre un taux annualisé d'environ 2 pour cent. »*

---

fonds de la diaspora somalienne sont actuellement estimés à environ 1 milliard USD par an et devraient augmenter en 2013 (EIU, 2013b). Compte tenu de toutes ces avancées positives certaines sources rapportent que le gouvernement Somalien parle d'une croissance atteignant 10 pour cent en 2013 (Jeune Afrique, 9-15 juin 2013). Les vols réguliers pour Mogadiscio ont été rétablis avec Nairobi et Istanbul. Les investisseurs étrangers ont également exprimé un regain d'intérêt pour le pays. La Turquie, par exemple, a ouvert de nouvelles relations commerciales et d'aide.

## 1.2. LE CONTEXTE EST-IL PROPICE A UNE POLITIQUE FISCALE EXPANSIONNISTE?

Le ralentissement de la croissance mondiale rendra l'assainissement budgétaire dans la région difficile à soutenir économiquement et politiquement. Les prévisions font état de l'augmentation des déficits budgétaires dans un certain nombre de pays de la région (République Démocratique du Congo, Ethiopie, Rwanda et Ouganda) en raison du ralentissement de la demande mondiale, ce qui a un impact négatif sur la croissance et par conséquent sur les recettes fiscales de la région.

En Ethiopie, les dépenses publiques ont augmenté au cours de l'exercice 2012 -2013 pour atteindre 7 milliards USD, en hausse par rapport au budget de 5,6 milliards USD adopté l'année précédente. Par ailleurs, les dépenses devraient atteindre 159,4 milliards de birr (8,5 milliards USD) sur l'exercice 2013-2014, avec 21 pour cent du budget provenant de financements externes. Environ un tiers du budget sera alloué à la construction de routes. Le déficit budgétaire pour l'année se terminant le 7 juillet 2014, devrait atteindre 3,3 pour cent du PIB <sup>vii</sup>. Environ 2 milliards USD du budget ont été alloués à la subvention des Etats régionaux tandis que 1,2 milliard USD a été affecté à l'appui des activités menées pour atteindre les Objectifs du Millénaire pour le Développement. Le gouvernement a dû faire face à certains défis liés au financement d'une partie des mégaprojets, notamment le projet de barrage « Grand Renaissance Dam », dont le coût est estimé à 4,1 milliards USD. Le gouvernement a déclaré son intention de financer ce projet entièrement grâce à ses fonds propres, principalement par l'émission d'obligations publiques, mais également à travers des versements tant volontaires qu'obligatoires de la part des fonctionnaires et des demandes de versements volontaires auprès de l'importante diaspora éthiopienne. L'amélioration de la performance des recettes internes (qui a baissé en tant que pourcentage du PIB de plus de 20 pour cent en 2003-2004 à moins de 17 pour cent en 2011-2012) a été prévue en raison de la mise en œuvre des mesures visant l'élargissement de l'assiette fiscale, l'amélioration de la conformité et la réduction de l'évasion fiscale par l'Agence nationale du revenu, l'Ethiopian Revenues and Customs Authority (EIU, 2012).

Au Kenya, le budget pour l'exercice 2013-2014 était de 19,4 milliards USD, en hausse par rapport aux 17,2 milliards USD de l'exercice précédent, avec un déficit budgétaire global qui devrait atteindre 3,9 milliards USD. Il sera financé à travers 223 milliards de Ksh (2,63 milliards USD) d'emprunts étrangers et 106,7 milliards Ksh (1,26 milliard USD) de dette locale. Le gouvernement a l'intention de continuer à allouer des financements à la reconstruction des infrastructures au Kenya. Le pays a mis de côté 22 milliards de Ksh (258 millions USD) pour la construction d'une voie ferrée entre Mombasa et Kisumu, qui devrait être achevée dans les trois prochaines années <sup>viii</sup>.

Tableau 1.3 : Solde budgétaire global, (en % du PIB)

Pays	2011	2012*	2013**
Tanzanie	-6	-9,1	-3,9
Burundi	-8,4	-8	-8,7
RDC	-0,4	-6,2	-5,2
Kenya	-4,5	-4,7	-3,5
Madagascar	-1,7	-3,1	-3
Ouganda	-3,6	-3	-4,9
Comores	-1,8	-2,3	-3
Djibouti	-0,1	-2	-2
Rwanda	-2,4	-1,9	-1,4
Ethiopie	-1,6	0,2	0,8
Seychelles	2,5	2,6	0,3

Source: PEA, 2013, \* estimations, \*\* prévisions

En Ouganda, le Ministère des Finances a annoncé une augmentation des dépenses publiques de 19,3 pour cent pour l'exercice, dépenses qui vont atteindre 5,03 milliards USD contre 4,1 milliards USD l'année précédente. Les bailleurs de fonds ont retiré 93 pour cent des 289 millions de dollars initialement promis à l'appui budgétaire direct. Le gouvernement prévoit de combler cet écart consécutif en se tournant vers des « sources non traditionnelles de financement », tels que les « emprunts limités non-concessionnels et les financements facilités des fournisseurs ou les crédits des entrepreneurs », ainsi que vers le marché de la dette externe et interne<sup>ix</sup>.

Le gouvernement de la République Démocratique du Congo devrait se concentrer sur l'augmentation des recettes internes tout en poursuivant l'amélioration de l'administration d'une taxe sur la valeur ajoutée récemment introduite (TVA), qui a jusqu'à présent été mise en œuvre de manière inadéquate. La politique officielle du gouvernement a été de rationaliser les exonérations fiscales, les droits et taxes, de moderniser les douanes et les recettes fiscales, et d'accroître la contribution du secteur minier par le renforcement du *Large Taxpayers Office* au sein du Ministère des impôts et le vote d'un nouveau code minier. Le gouvernement prévoit l'expansion des dépenses de développement, mais les contrôles fiscaux et la capacité d'exécution des budgets sont faibles. De nombreux grands projets d'infrastructure du pays sont actuellement financés par un prêt de plusieurs milliards USD de la banque Export-Import de Chine, dont les conditions ne sont pas publiques (The Africa Report, 2012). Les prévisions font état de la persistance du déficit budgétaire passant de -1,8 pour cent en 2012 à -2,6 pour cent du PIB en 2013.

Au Rwanda, les dépenses totales pour l'exercice 2013 -2014 sont estimées à 1575,8 milliards de FRW (29,2 pour cent du PIB), une hausse par rapport aux 1425,1 milliards de FRW (30,5 pour cent du PIB) dans le budget révisé de 2012-2013. Le déficit budgétaire pour 2013-2014 est estimé à 297,7 milliards de FRW (5,5 pour cent du PIB), comparativement aux 283,6 milliards de FRW (6,1 pour cent du PIB) dans la version révisée du budget de 2012 -2013<sup>x</sup>. Dans le cadre de ses efforts visant la mobilisation des ressources intérieures, le gouvernement a lancé le Fonds de développement Agaciro en 2012, et a émis un Eurobond de 400 millions USD sur 10 années en avril 2013 pour permettre de combler le déficit budgétaire et le développement financier.

En 2013-2014, le gouvernement tanzanien devrait dépenser 18 249 milliards Tsh (11,4 milliards USD). Les dépenses de développement sont estimées à 5 674 milliards Tsh (3,5 milliards USD) avec 2 982 milliards Tsh (1,8 milliards USD) étant financés

intérieurement<sup>xi</sup>. En août 2013, le gouvernement tanzanien a sollicité, auprès du Fonds Monétaire International le relèvement du plafond de sa dette de manière significative en vue de l'augmentation du plafond de sa dette commerciale pour l'exercice 2013-2014 de près de 45 pour cent afin de pouvoir lancer de nouvelles obligations souveraines d'un montant de un milliard USD - potentiellement l'une des plus grandes émissions observés en Afrique subsaharienne<sup>xii</sup>.

Au Burundi, les dépenses en 2013 devraient augmenter de 4,5 pour cent pour atteindre 1 290,9 milliards de Francs Burundais, avec le déficit budgétaire qui devrait atteindre 1,7 pour cent du PIB. Le total des recettes et des dépenses publiques est estimé à 29,5 pour cent du PIB et 31,2 pour cent du PIB respectivement, en raison de l'amélioration du contrôle des dépenses et de l'amélioration de la perception des recettes<sup>xiii</sup>. En revanche, le déficit budgétaire au Soudan du Sud devrait connaître une diminution au cours de l'exercice 2013 en raison de la reprise de la production de pétrole. L'exportation de pétrole s'élève à 71 pour cent du PIB et les recettes pétrolières comptent pour près de 98 pour cent des recettes publiques totales<sup>xiv</sup>. La production pétrolière du pays a repris après presque un an de suspension pour cause de conflit avec son voisin du Soudan du Nord sur les frais d'exportation du pétrole brut dans les oléoducs du Nord (Encadré 1.2).

Aux Seychelles, le gouvernement a enregistré un excédent budgétaire de 1,8 pour cent du PIB en 2012. Une augmentation des dépenses du gouvernement est attendue en raison de la poursuite de l'allocation de subventions gouvernementales à Air Seychelles et du financement d'un Fonds interne de stabilisation des prix (SF) - visant à protéger les ménages contre l'impact des chocs des prix internationaux<sup>xv</sup>. L'accroissement des dépenses pour les infrastructures sera financé par une nouvelle taxe à valeur ajoutée (15 pour cent), qui a été introduite en janvier 2013 et par un impôt de 0,5 pour cent sur les revenus des entreprises supérieurs à 83 000 USD. Les prévisions font état du maintien de l'excédent budgétaire à 1,7 pour cent du PIB en 2013-2014<sup>xvi</sup>.

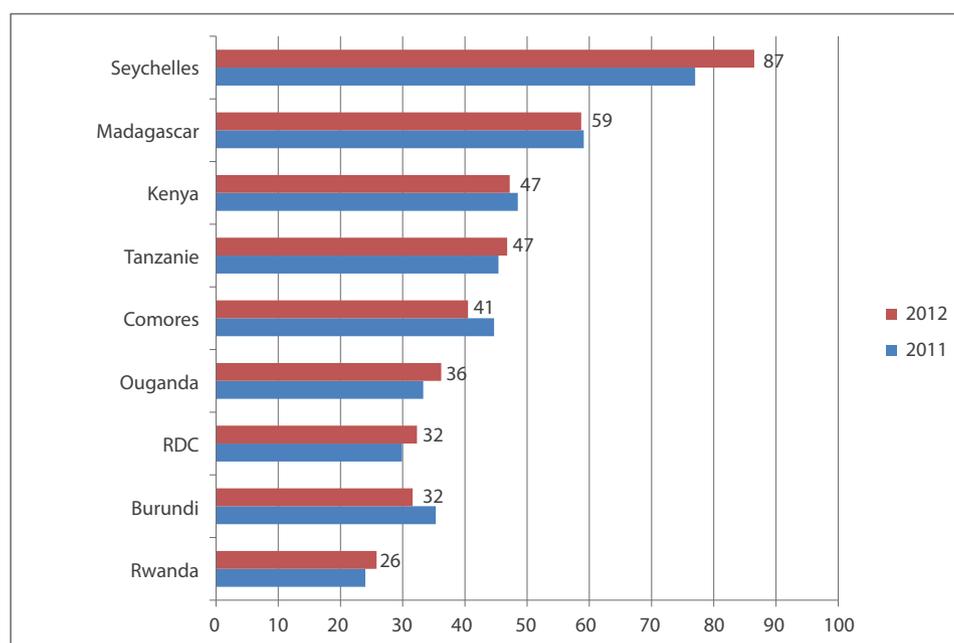
### 1.3. LA DETTE PUBLIQUE

La dette publique de la région est restée relativement stable pour la plupart des pays en 2012, et à des niveaux très modérés par rapport aux niveaux actuels dans les pays à revenu élevé en Europe, aux États-Unis et au Japon. Aux Seychelles et à Madagascar, les niveaux d'endettement, estimés à 87 pour cent et 59 pour cent du PIB respectivement, sont plus élevés que la moyenne régionale. Cependant, par rapport à 2009 (205 pour cent du PIB), le niveau d'endettement aux Seychelles s'est considérablement amélioré, principalement en raison des radiations en 2009-2010 par le Club de Paris, de 45 pour cent des obligations du pays au groupe, et de la conversion de la dette commerciale (environ 60 pour cent du total) en nouveaux escomptes sur effets début 2010 (EIU, 2012). Les pays de la région ont commencé à recourir de plus en plus aux marchés de capitaux nationaux et internationaux pour le financement de plusieurs de leurs programmes d'investissement. A l'heure des taux d'intérêt extrêmement bas à l'échelle mondiale, un nombre croissant de pays de la région (par exemple, la Tanzanie, le Rwanda et le Kenya) a exploré les moyens de faire appel aux financements internationaux. En 2012, le Kenya a obtenu une facilité de prêt syndiqué à moyen terme de 600 millions USD pour la facilitation des activités de développement telles que les projets d'infrastructure ainsi que les coûts de mise en œuvre de la Constitution. Un groupe diversifié de 13 bailleurs de fonds internationaux et régionaux a adhéré à la facilité en syndication. La facilité est mise en place pour une durée de deux ans et dispose d'une marge Libor de 4,75 pour cent par an<sup>xvii</sup>. Comme cela est indiqué plus haut, en août 2013, la Tanzanie a annoncé son intention de poursuivre l'émission d'un maximum d'un milliard USD sous la forme d'euro-obligations, reflétant la confiance du gouvernement dans sa capacité à tirer parti de ses nouvelles découvertes de ressources naturelles.

*« A l'heure des taux d'intérêt extrêmement bas à l'échelle mondiale, un nombre croissant de pays de la région (par exemple, la Tanzanie, le Rwanda et le Kenya) a exploré les moyens de faire appel aux financements internationaux. »*

*« La dette publique dans la région a augmenté après la crise financière de 2008 en raison de l'augmentation des dépenses par les gouvernements, augmentation destinée à stimuler la croissance suite à la diminution de la demande mondiale. »*

Figure 1.4 Dette publique, % du PIB 2012 par rapport à 2011



Source: FMI (2013)

La dette publique dans la région a augmenté après la crise financière de 2008 en raison de l'augmentation des dépenses par les gouvernements, augmentation destinée à stimuler la croissance suite à la diminution de la demande mondiale. La question de savoir si les niveaux actuels de la dette constituent une préoccupation a été largement débattue au niveau régional <sup>xviii</sup>. Une étude de Reinhart et Rogoff (2010) a trouvé une corrélation négative entre l'augmentation de la dette publique et la croissance du PIB (malgré l'absence d'établissement du sens de la causalité) à la fois pour les pays développés et pour les pays émergents. Ils ont également découvert une corrélation positive entre l'augmentation des niveaux de la dette publique et l'augmentation des taux d'inflation dans les marchés émergents. Néanmoins, le seuil à partir duquel les effets deviennent pernicious a été estimé par Reinhart et Rogoff à environ 90% - largement au-dessus de la nature des niveaux d'endettement qui sont évidents dans la région d'Afrique de l'Est. Par ailleurs, après la publication de l'étude de Reinhart et Rogoff, une controverse importante a surgi quant à l'exactitude de leurs calculs des valeurs de seuil (Herndon et al, 2013) <sup>xix</sup>. En l'état actuel des choses, il semble que les niveaux d'endettement de la majorité des pays de la région se situent bien dans l'intervalle des niveaux gérables.

L'analyse de la soutenabilité de la dette pour les pays de la région effectuée par le FMI, sur la base des seuils dette-PIB des pays à faible revenu, classe l'Éthiopie, le Kenya, la Tanzanie et l'Ouganda comme étant des pays à faible risque, avec des poids de la dette bien en dessous des niveaux de seuil des pays à faible revenu (tableau 1.4). Le Rwanda comporte un risque modéré en raison de l'indication par les tests de tension de l'éventualité de l'atteinte des niveaux de seuils face aux chocs externes (chocs des termes de l'échange et de l'aide). Le Burundi et Djibouti sont considérés comme étant des pays à haut risque puisque les indicateurs du fardeau de la dette ont dépassé les niveaux de seuil dans les scénarios de référence (sur la base d'un ensemble de projections macro économiques qui articulent les projets de politiques gouvernementales).

**Tableau 1.4 : Analyse de la soutenabilité de la dette**

Pays	Date de la publication de l'ASD du FMI	Risque de surendettement	Ratio de la dette publique sur le PIB, %	Ratio de la dette publique sur les exportations, %
Burundi	fév-12	Elevé	14	162
Djibouti	jan-12	Elevé	51	139
Ethiopie	août-12	Bas	13,6	95
Kenya	jan-12	Bas	18,7	65,3
Rwanda	juin-12	Modéré	14	111
Tanzanie	juin-12	Bas	28	88
Ouganda	mai-12	Bas	13	64

Source: Analyse de la soutenabilité de la dette, FMI, 2012

**Tableau 1.5: Dette extérieure envers des créanciers publics, en pourcentage du PIB**

Pays	2009	2010	2011	2012*	2013 *
Burundi	21,6	22,5	21,2	21,9	21,8
RDC	123,4	34,8	30,1	31,6	33,5
Érythrée	49,1	45,8	35,8	29,0	25,0
Ethiopie	12,8	18,1	20,9	18,2	19,0
Kenya	22,3	23,3	24,6	22,8	21,8
Madagascar	29,4	28,7	25,9	25,7	25,3
Rwanda	14,1	13,9	15,9	16,4	15,8
Seychelles	30,0	24,9	25,6	29,3	28,4
Tanzanie	25,5	27,7	30,0	28,8	30,1
Ouganda	13,8	14,9	18,0	19,0	21,1

Source: FMI, 2012b ; \* Prévisions

« Compte tenu du coût extrêmement élevé de ces emprunts par rapport aux financements concessionnels, les gouvernements de la région doivent mettre certaines limites à ces emprunts. »

Alors que les pays de la région dépendent principalement de sources multilatérales de financement concessionnel, certains pays se tournent vers les marchés obligataires internationaux pour diversifier leurs sources de financement. La Tanzanie a émis un emprunt obligataire amortissable de 600 millions USD sur sept ans en mars 2013<sup>xx</sup>, et le Rwanda a émis un Euro-bond de 400 millions USD sur 10 ans en avril. Des plans pour l'émission d'un milliard USD d'euro-obligations en septembre 2013<sup>xxi</sup> sont en cours pour le Kenya. De telles stratégies pour la mobilisation de capitaux semblent attrayantes tant que les taux d'intérêt mondiaux restent faibles. La décision de la réserve fédérale américaine en septembre 2013 de poursuivre son plan de relance monétaire signifie que les conditions pour les pays d'Afrique de l'Est planifiant l'émission d'obligations sur le marché international demeurent relativement favorables sur le moyen terme. Cependant, compte tenu du coût extrêmement élevé de ces emprunts par rapport aux financements concessionnels, les gouvernements de la région doivent mettre certaines limites à ces emprunts. Stiglitz (2013) a récemment mis ces pays en garde

« Afin de garantir que leurs émissions d'obligations souveraines ne se transforment pas en une catastrophe financière, ces pays devraient mettre en place une structure globale de gestion de la dette prospective et solide. Ils ont non seulement besoin d'investir les produits dans le bon type de projet adéquat à haut rendement, mais ils doivent également s'assurer de ne pas avoir à emprunter davantage pour assumer le service de leur dette ».

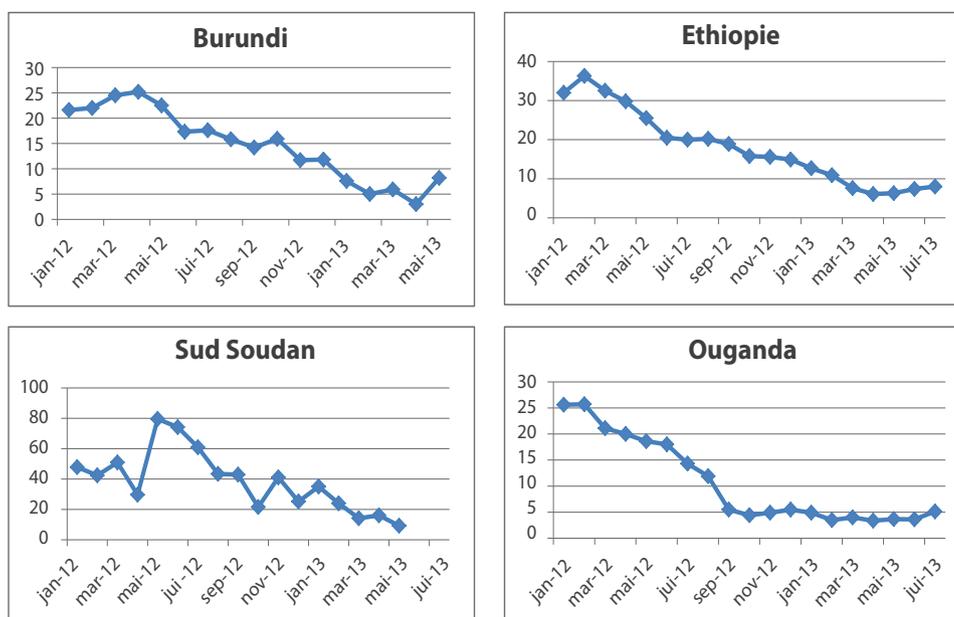
## 1.4. POLITIQUE MONÉTAIRE ET ATTENUATION DES PRESSIONS INFLATIONNISTES

Les pays d'Afrique de l'Est ont connu une hausse notable de l'inflation en 2011. Par exemple, le taux d'inflation a culminé à 40 pour cent en Ethiopie (en octobre 2011) et à 30,4 pour cent en Ouganda. Selon l'analyse de la Banque Africaine de Développement (2012), l'accélération de l'inflation dans les différents pays a eu des causes différentes - en Ethiopie et en Ouganda, une augmentation de la masse monétaire a été responsable d'une hausse de l'inflation de 40 pour cent et de 33 pour cent respectivement. Au Kenya et en Tanzanie, les hausses des prix exogènes ont respectivement représenté 20 et 26 pour cent des pressions inflationnistes, en plus de la croissance monétaire. L'inflation en Ethiopie a été le résultat du financement du déficit budgétaire par seigneurage par la Banque Centrale; tandis que la croissance du crédit dans le secteur privé a été la principale source de la large croissance monétaire en Ouganda et au Kenya. L'augmentation des prix des denrées alimentaires a également eu un effet sur l'inflation dans la région, avec des effets allant de 9 pour cent en Tanzanie à 13 pour cent en Ethiopie et en Ouganda<sup>xxii</sup>. Toutefois, en 2012, l'inflation a diminué dans la région, avec un déclin particulièrement marqué dans les pays ayant maintenu des taux d'inflation élevés en 2011 (Burundi, Ethiopie, Soudan du Sud et Ouganda) (Figure 1.5). La baisse a été le résultat d'une combinaison de politiques monétaires plus strictes dans la région, et de l'amélioration de la composante alimentaire de l'indice des prix à la consommation (IPC). Ces tendances se sont poursuivies dans la première moitié de 2013 (UBOS, 2013; Banque Nationale d'Ethiopie, 2013; SSNBS, 2013; EIU, 2013a).

Les pays ayant accompli des progrès en matière de lutte contre l'inflation ont déjà commencé à relâcher leur politique monétaire préalablement stricte. Le Kenya et l'Ouganda ont été parmi les plus agressifs en matière de politiques de réduction des taux. Cependant, la croissance du crédit dans ces deux économies est restée sujette à des restrictions pour la plus grande partie de 2012 - en partie à cause de retards dans la transmission de la politique monétaire et en raison du maintien de taux d'intérêt élevés, bien qu'en baisse (entre 11-23 points de pourcentage) (Perspectives Economiques Mondiales, 2013)<sup>xxiii</sup>.

« En 2012, l'inflation a diminué dans la région, avec un déclin particulièrement marqué dans les pays ayant maintenu des taux d'inflation élevés en 2011 (Burundi, Ethiopie, Soudan du Sud et Ouganda). »

**Figure 1.5: IPC en glissement annuel dans quatre pays à forte inflation (< 20 pour cent) (% de la variation), de janvier 2012 à mai 2013**



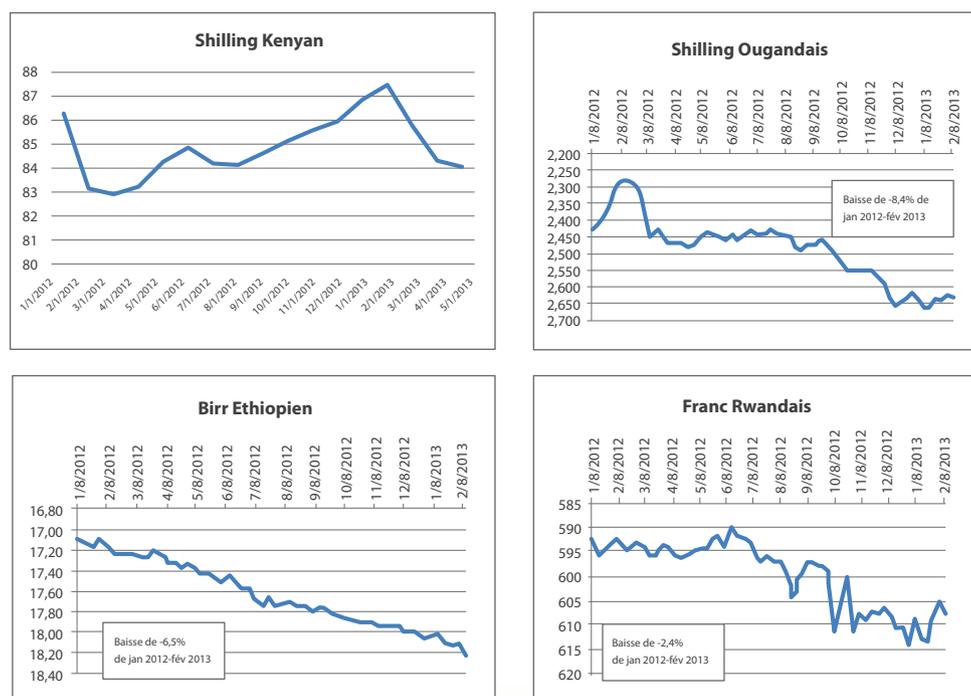
La Banque Centrale d'Ouganda a augmenté le taux de la banque centrale de 13 pour cent en juillet 2011 à 23 pour cent en décembre 2011, puis a réduit les taux à 12,5 pour cent en novembre 2012 et à 12 pour cent en janvier 2013. La Banque centrale du Kenya a baissé ses taux à 11 pour cent en novembre 2012 alors qu'ils étaient de 18 pour cent en décembre 2011. En Tanzanie, la croissance annuelle de la masse monétaire (M3) est tombée à 13,1 pour cent en décembre 2012, après avoir atteint 18,2 pour cent en décembre 2011 et les taux d'inflation annuels ont diminué pour atteindre 9,4 pour cent en avril 2013, alors qu'ils étaient de 18,7 pour cent en avril 2012. Le Rwanda, qui est l'un des pays les plus performants de la région en termes d'inflation, a connu une légère hausse de l'inflation dans la première moitié de 2012, en partie en raison d'une augmentation de la masse monétaire sous l'impulsion du crédit intérieur du secteur privé qui a augmenté de 18,1 pour cent contre 8,9 pour cent initialement prévus. En réponse, la Banque Nationale du Rwanda a augmenté le taux directeur de la banque centrale en mai 2012 de 7 à 7,5 pour cent<sup>xxiv</sup> L'inflation a cependant été modérée dans la seconde moitié de l'année, diminuant à moins de 5 pour cent en novembre 2012 et se situant à 4,37 pour cent en avril 2013.

« Le shilling kenyan s'est déprécié face au dollar américain au cours de période qui a précédé les élections de mars en partie en raison de la nervosité des marchés à cause d'une possible instabilité politique, semblable aux violences postélectorales de 2007. Toutefois, suite à une issue pacifique des élections, le shilling a repris de la valeur par rapport au dollar. »

## 1.5. LES TAUX DE CHANGE

Certaines monnaies régionales ont été dévaluées face au dollar américain en 2012 (Figure 1.6). Pour les pays de la région confrontés à des réductions de l'aide comme l'Ouganda et le Rwanda en 2012 et 2013, les monnaies locales ont été dépréciées face au dollar américain et à d'autres devises internationales. Le shilling kenyan s'est déprécié face au dollar américain dans la période qui a précédé les élections de mars en partie en raison de la nervosité des marchés à cause d'une possible instabilité politique, semblable aux violences post-électorales de 2007. Toutefois, suite à une issue pacifique des élections, le shilling a repris de la valeur par rapport au dollar.

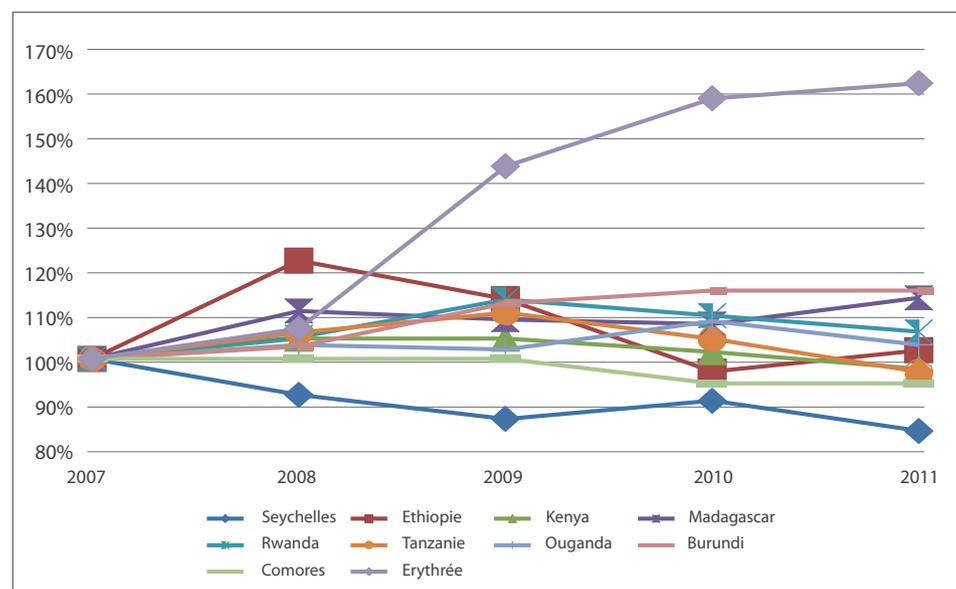
Figure 1.6: Taux de change nominal, monnaie locale-USD



Source : Banques Centrales

La figure 1.7 montre les tendances des *taux de change effectifs réels* de certains pays de la région entre 2007 et 2011. Seuls les Seychelles ont connu une baisse significative du taux de change réel entre 2007 et 2011. Le marché des taux de change aux Seychelles a été libéralisé en 2008 dans le cadre des réformes économiques du pays appuyées par le FMI. La chute de la valeur de la roupie seychelloise qui s'en est suivie est le résultat du réaligement des forces du marché (FMI, 2009). En Érythrée, le taux de change réel (le taux de change nominal est fixe) s'est apprécié de 60 pour cent entre 2007 et 2011, tiré par la hausse des prix de l'or.

Figure 1.7: Indice des taux de change effectifs réels (2007 = 100)



\*\* L'augmentation de l'indice signifie une appréciation du taux de change réel.

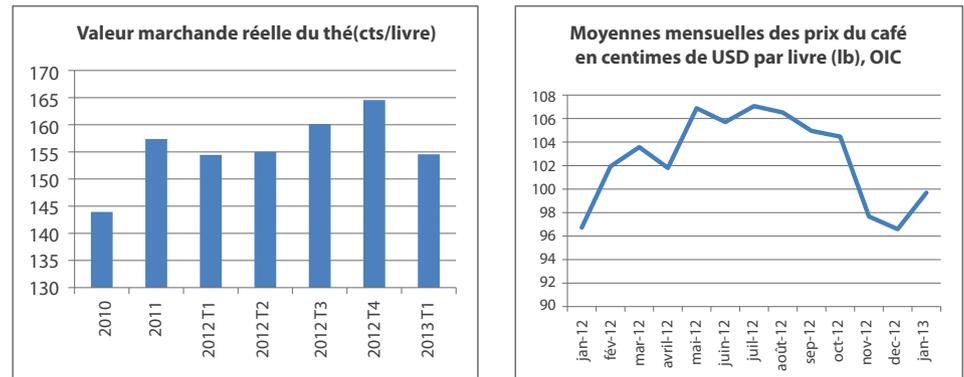
Source: FMI, REO Afrique subsaharienne, 2012

## 1.6. ÉVOLUTION DES PRIX DES PRODUITS DE BASE ET DES EXPORTATIONS DANS LA RÉGION

La région de l'Afrique de l'Est est fortement tributaire des produits de base pour ses recettes d'exportation. Le café et le thé font partie des produits d'exportation les plus importants de la région, avec la moitié de la région dépendant de ces deux produits pour une part importante des recettes d'exportation. Dans la première moitié de 2012, les prix du café ont augmenté de 10 pour cent, contribuant à la hausse des recettes d'exportation. Cependant, dans la seconde moitié de 2012, les prix du café ont chuté, tandis que les prix du thé ont augmenté aux premier et au quatrième trimestres de 2012 (Figure 1.8). En 2013, les prix des produits agricoles ont été confrontés à des pressions à la baisse en raison de l'amélioration des approvisionnements mondiaux. En revanche, l'ensemble des prix des métaux et des minéraux devraient augmenter légèrement en raison de l'augmentation de l'activité industrielle mondiale en 2013. Toutefois, on ne s'attend pas à une augmentation des prix du cuivre et de l'or (principales exportations de la région) en raison de stocks préalablement élevés. Les pays de la région ont ainsi été vulnérables, au cours de l'année 2013, aux tendances à la baisse des prix des matières premières minières (par exemple l'or en Tanzanie et en Érythrée, le cuivre en RDC, et cetera) et des produits agricoles<sup>xxv</sup>.

« Les importations de pétrole et de produits alimentaires constituent les principales importations de la région. Les prix du pétrole ont diminué en 2012 tandis que les prix alimentaires ont baissé au cours du premier semestre de 2012, pour remonter aux niveaux du début de l'année au cours du second semestre. »

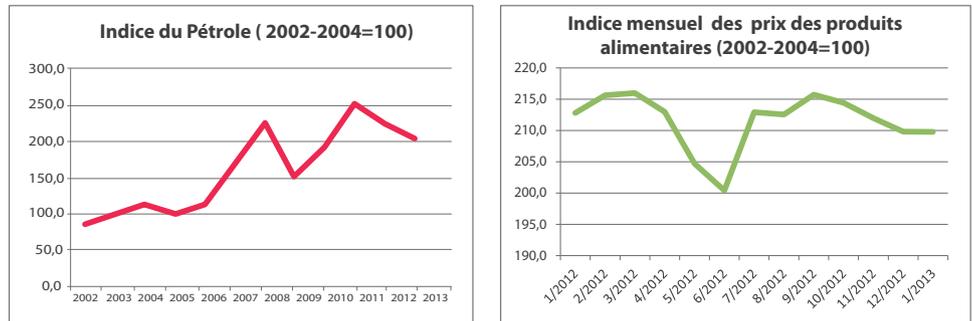
Figure 1.8 : Indices des prix du marché mondial pour des produits choisis, 2009-2012



Source : Indices des Prix des Produits Primaires de l'OIC et du FMI, 2003 -2013

Les importations de pétrole et de produits alimentaires constituent les principales importations de la région. Les prix du pétrole ont diminué en 2012 tandis que les prix alimentaires ont baissé au cours du premier semestre de 2012, pour remonter aux niveaux du début de l'année au cours du second semestre.

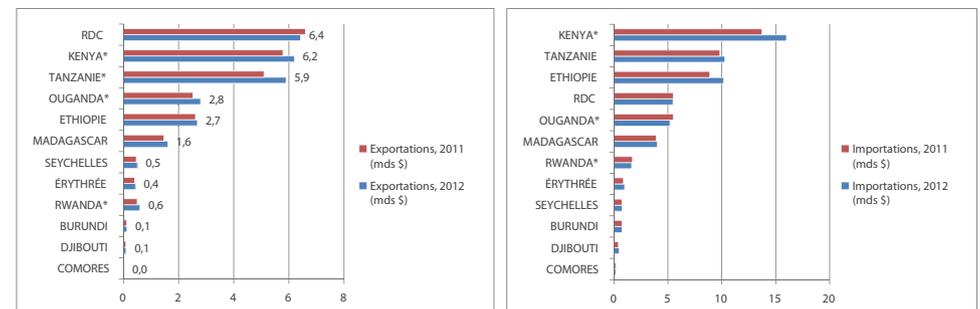
Figure 1.9 : Indices des prix du pétrole et des produits alimentaires



Sources: FAO 2013

Le commerce régional est resté soutenu en 2012 avec une légère augmentation des exportations et des importations. Les exportations totales ont augmenté pour atteindre 27,2 milliards USD en 2012 contre 25,6 milliards USD en 2011, et les importations totales étaient de 52,1 milliards USD en 2011 contre 56 milliards USD en 2012.

Figure 1.10 : Exportations et importations régionales (en milliards USD)



Source: Sources nationales\* & EIU, Les données nationales ont été utilisées pour le Kenya, le Rwanda, la Tanzanie et l'Ouganda

« Les importations de pétrole et de produits alimentaires constituent les principales importations de la région. Les prix du pétrole ont diminué en 2012 tandis que les prix alimentaires ont baissé au cours du premier semestre de 2012, pour remonter aux niveaux du début de l'année au cours du second semestre. »

La Tanzanie a enregistré une augmentation de 17,3 pour cent de ses exportations pour l'année se terminant en décembre 2012. Les exportations en décembre 2012 ont atteint 5,9 milliards USD, en hausse par rapport aux 5,1 milliards USD en décembre 2011. L'augmentation des recettes d'exportation en 2011 a été principalement tirée par les recettes provenant de l'or (2,1 milliards USD), des produits manufacturés (1,1 milliard USD) et des exportations traditionnelles (1 milliard USD) <sup>xxvi</sup>. Les exportations du Kenya ont augmenté de 5,5 pour cent, passant de 5,9 milliards USD en janvier 2012 à 6,2 milliards USD en janvier 2013. La croissance des recettes d'exportation a été tirée par le café (hausse de 18,9 pour cent pour atteindre 264 millions USD), le thé (augmentation de 5,4 pour cent s'élevant à 1,2 milliard USD), et les produits horticoles (hausse de 5,5 pour cent pour atteindre 703 millions USD). Les recettes issues des produits manufacturés ont cependant diminuées de 6,3 pour cent et se sont élevées à 694 millions USD <sup>xxvii</sup>. L'Ouganda a indiqué avoir réalisé des exportations pour un montant de 2,8 milliards USD sur l'année 2012, exportations tirées par les recettes provenant du café (372,5 millions USD), par les exportations de poisson (159 millions USD) et par les exportations du ciment (107 millions USD) <sup>xxviii</sup>. Le Rwanda a indiqué avoir réalisé une augmentation de 27,3 pour cent de ses recettes d'exportation au cours de l'année 2012. Les principales exportations - thé et café - ont respectivement rapporté 65,7 millions USD et 60,9 millions USD <sup>xxix</sup>.

Le tableau 1.6 montre qu'en dépit de la montée en puissance de nouveaux partenaires commerciaux sur le marché (tel que documenté dans le rapport « Suivi des progrès 2012 »), l'Europe continue à être le marché le plus important pour les exportations de la région, suivie respectivement par l'Asie, l'Afrique et l'Amérique. La part des exportations régionales vers l'Europe, l'Asie, le reste de l'Afrique et l'Amérique était de 35,1 pour cent, 29,6 pour cent, 23,6 pour cent et 7,0 pour cent, respectivement. En revanche, l'Asie est la principale source d'importations (la part moyenne des importations est de 45,2 pour cent), suivie par l'Europe et l'Afrique (Tableau 1.7).

**Tableau 1.6: Parts des exportations est-africaines par destination (en pourcentage, 2007 -2011)**

Pays	Afrique	Europe développée	Amérique développée	Asie en développement
Burundi	20,8	48,7	2,7	25,4
Comores	1,0	35,9	2,6	59,5
RDC	15,4	23,9	10,4	47,6
Djibouti	40,4	9,2	2,5	46,0
Érythrée	13,8	29,5	20,9	25,9
Ethiopie	19,4	38,5	6,1	29,4
Kenya	42,6	30,8	7,0	15,0
Madagascar	6,0	55,4	18,8	17,9
Rwanda	43,3	19,8	5,9	28,7
Seychelles	10,1	65,7	2,0	10,3
Ouganda	44,5	35,1	2,7	15,2
Tanzanie	26,0	28,9	2,3	34,3
Moyenne	23,6	35,1	7,0	29,6

Source: Base de données statistiques de la CNUCED

*« En dépit de la montée en puissance de nouveaux partenaires commerciaux sur le marché, l'Europe continue à être le marché le plus important pour les exportations de la région, suivie respectivement par l'Asie, l'Afrique et l'Amérique. »*

**Tableau 1.7: Parts des importations est-africaines par source (en pourcentage, 2007 -2011)**

Pays	Afrique	Europe développée	Amérique développée	Asie en développement
Burundi	35,4	26,9	3,5	30,5
Comores	20,8	29,5	0,4	47,0
RDC	51,4	28,3	3,7	12,6
Djibouti	6,3	12,3	6,3	68,2
Érythrée	18,6	21,8	2,6	48,4
Ethiopie	4,7	17,9	5,5	61,4
Kenya	12,9	18,4	5,4	53,8
Madagascar	12,9	23,7	5,5	53,6
Rwanda	46,5	23,2	4,7	22,5
Seychelles	10,8	32,3	1,6	51,3
Ouganda	25,8	20,9	3,6	40,4
Tanzanie	16,8	18,9	3,4	52,5
Moyenne	21,9	22,8	3,9	45,2

Source: Base de données statistiques de la CNUCED

« Les déséquilibres structurels à long terme entre les exportations et les importations de produits manufacturés et, pour de nombreux pays de la région, les importations de produits alimentaires, restent une préoccupation majeure pour les décideurs politiques, et rendent la diversification des exportations d'autant plus urgente. »

Le déséquilibre des échanges commerciaux a augmenté pour la plupart des pays de la région d'Afrique de l'Est en 2012. Le déficit moyen est passé de 2,0 milliards USD en 2011 à 2,1 milliards USD en 2012. Les déficits commerciaux de la région sont en partie tirés par les importations de pétrole et, par conséquent, les perspectives à moyen terme pour la balance commerciale semblent plus positives en raison de l'assouplissement des prix du pétrole<sup>xxx</sup>. Les pays fortement dépendants des importations pétrolières comme le Rwanda, l'Éthiopie et le Kenya devraient particulièrement bénéficier de prix du pétrole plus bas. Sur le long terme, les perspectives sont renforcées puisque certains pays de la région (comme la RDC, le Kenya, Madagascar, la Tanzanie, l'Ouganda) commencent à produire (et à raffiner) leurs propres pétrole et gaz naturel. Néanmoins, les déséquilibres structurels à long terme entre les exportations et les importations de produits manufacturés et, pour de nombreux pays de la région, les importations de produits alimentaires, restent une préoccupation majeure pour les décideurs politiques, et rendent la diversification des exportations d'autant plus urgente.

**Tableau 1.8: Balance commerciale (en millions USD)**

Pays	2011	2012	2013 (p)
Burundi	-428	-453	-487
Comores	-176	-192	-210
RDC	497	1275	831
Djibouti	-411	-446	-505
Érythrée	-415	-269	-146
Ethiopie	-5506	-6314	-7338
Kenya	-5979	-7862	-8508
Madagascar	-941	-1129	-1064
Rwanda	-1100	-1134	-1490
Seychelles	-416	-390	-437
Tanzanie	-3565	-4139	-4832
Ouganda	-2514	-2384	-4095
Moyenne	-1950	-2069	-2647

Source : PEA et sources nationales, 2013; pour 2012, les sources nationales ont été utilisées pour le Rwanda et l'Ouganda

### Encadré 1.3 : Analyse comparative de la performance macro économiques des CER en Afrique

L'intégration régionale est un objectif prioritaire, tant au niveau de l'union africaine que pour chaque pays de manière individuelle. Mais la performance des différentes communautés économiques régionales (CER) fait rarement l'objet de comparaisons à travers le continent. Dans cette section, nous comparons la performance des huit CER en Afrique afin de déterminer leur performance relative par rapport à trois critères macro économiques majeurs - la croissance, l'inflation et le commerce.

La croissance économique dans les différentes CER en Afrique n'est pas répartie de manière uniforme. Entre 2008 et 2012, les régions d'Afrique de l'Ouest (CEDEAO) et d'Afrique de l'Est (CAE et IGAD) ont enregistré les taux de croissance les plus élevés en Afrique tandis que la région d'Afrique australe (SADC) et les régions du MAGHREB ont enregistré les taux de croissance les plus faibles (figure 1.11). Étant donné qu'il s'agit de moyennes pondérées, les différents taux de croissance des CER sont souvent tirés par les tendances de croissance de la principale économie dans chaque région. Par exemple, en Afrique de l'Ouest (CEDEAO), le Nigeria est la plus grande économie contribuant pour environ 13,2 pour cent à la croissance sur une base PPA. De même, le Kenya est l'économie dominante en Afrique de l'Est (CAE) tout comme l'Afrique du Sud en Afrique australe (SADC), contribuant respectivement à environ 26,6 pour cent et 12,5 pour cent de la croissance régionale.

Figure 1.11 : Croissance pondéré du PIB (2008 -2012)

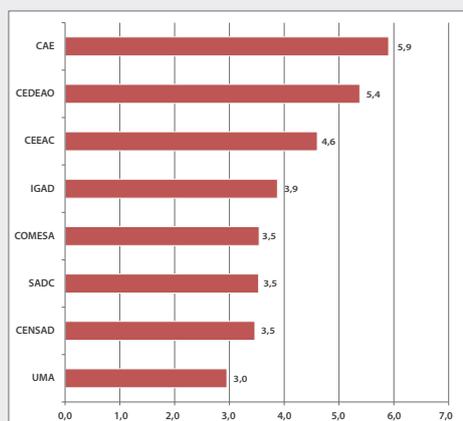
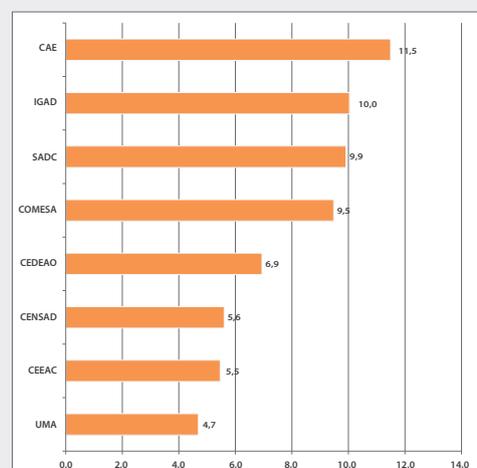


Figure 1.12: Taux d'inflation pondéré (2008 -2012)



Source : Estimations de la CEA

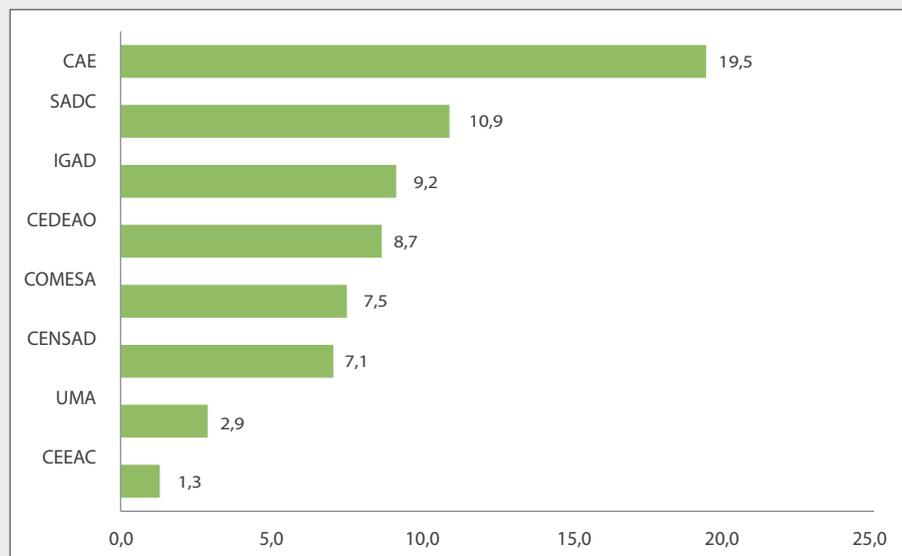
« Entre 2008 et 2012, les régions d'Afrique de l'Ouest (CEDEAO) et d'Afrique de l'Est (CAE et IGAD) ont enregistré les taux de croissance les plus élevés en Afrique tandis que la région d'Afrique australe (SADC) et les régions du MAGHREB ont enregistré les taux de croissance les plus faibles. »

Les taux d'inflation à travers le continent ont également montré de grandes variations (Figure 1.12) avec les taux les plus faibles enregistrés dans les pays du Maghreb (UMA) et les plus élevés en Afrique de l'Est (CAE). Les différences dans les taux d'inflation dans la région reflètent, en partie, les différences de politiques monétaires à travers l'Afrique. Par exemple, le franc CFA est arrimé à l'euro (et au taux d'inflation en Europe), et par conséquent l'inflation a été relativement modérée, tandis que les pays d'Afrique de l'Est ne fonctionnent pas selon un système d'indexation de la monnaie et mènent de fait leurs propres politiques monétaires indépendantes.

En ce qui concerne le commerce, les marchés régionaux sont devenus de plus en plus importants, résultat de la poursuite de la diversification en dehors des marchés traditionnels par les pays africains et la recherche de nouveaux débouchés pour leurs produits. La figure 1.13 montre la part des exportations intra-régionales en Afrique entre 2004 et 2011. C'est à ce niveau que la Communauté d'Afrique de l'Est sort du lot - les échanges entre les pays de la CAE ont été les plus élevés, atteignant 19,5 pour cent entre 2008 et 2011, et ont été les plus faibles dans la Communauté Economique des Etats de l'Afrique Centrale (CEEAC) atteignant 1,3 pour cent. Cela donne à réfléchir sur l'état de l'intégration régionale en Afrique alors que la part du commerce intra-régional des huit sur treize communautés économiques régionales est supérieure à 10 pour cent.

« Cela donne à réfléchir sur l'état de l'intégration régionale en Afrique alors que la part du commerce intr-régional de seulement 3 des 13 communautés économiques régionales est supérieure à 10%. »

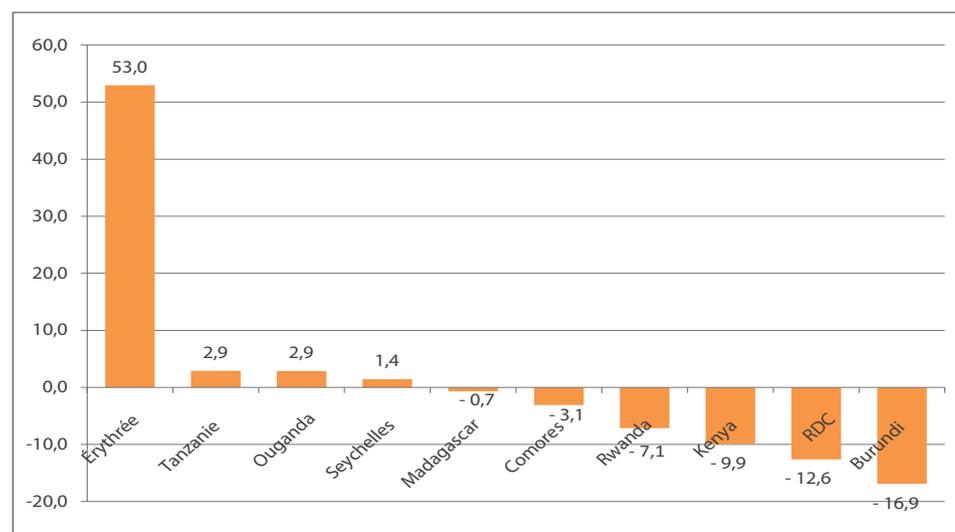
**Figure 1.13: Exportations intra-régionales moyennes, en pourcentage par destination**



Source : Estimations de la CEA à partir des données statistiques de la CNUCED

En 2012, les changements des termes de l'échange (Figure 1.14) ont été inégalement répartis à travers la région, avec l'Érythrée ayant bénéficié de la plus forte hausse des prix relatifs des exportations (tirée par les prix de l'or en 2012) vis-à-vis des prix des importations, tandis que le Burundi et la RDC enregistraient les plus fortes baisses de leurs termes de l'échange. Ce modèle met en évidence la mesure dans laquelle les tendances des termes de l'échange sont en grande partie axées sur les produits, avec les prix de certaines matières premières comme l'or ayant fortement augmenté en 2012, tandis que d'autres, comme le cuivre (le principal produit de la RDC) ont été faibles au cours de la même période.

Figure 1.14: Changements des termes del'échange, 2011 à 2012



Source : FMI, 2013

## 1.7. ÉVOLUTION DU COMPTE COURANT ET DES RÉSERVES INTERNATIONALES

Dans la moitié des pays de la région, le compte courant s'est détérioré en 2012. Au Soudan du Sud, le compte courant a connu une détérioration remarquable équivalente à plus de 30 pour cent du PIB, en raison de l'interruption des exportations de pétrole. Au Rwanda, malgré des exportations en forte croissance, les importations ont progressé, et dans le contexte d'un affaiblissement de la monnaie dû à des importations en plein essor, le compte courant s'est détérioré pour atteindre près de 10,5 pour cent du PIB.

« Dans la moitié des pays de la région, le compte courant s'est détérioré en 2012. »

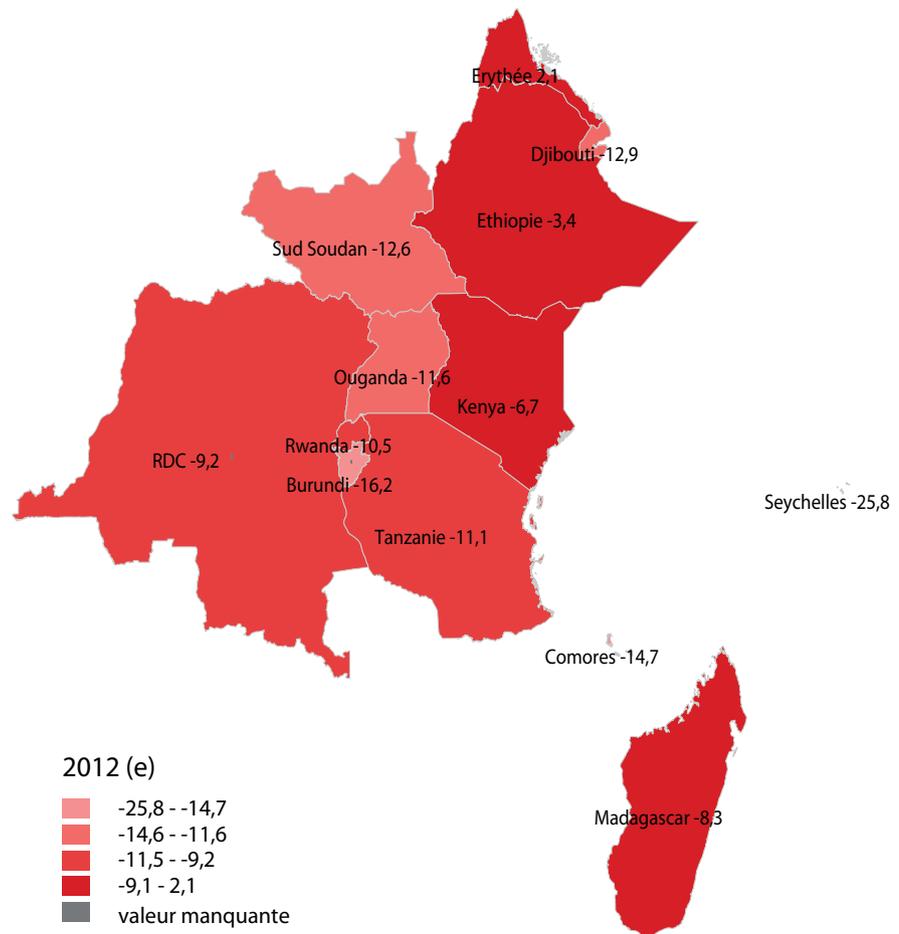
Tableau 1.9: Tendances du compte courant (en pourcentage du PIB)

Pays	2011	2012 *	2013 **
Burundi	-12	-16,2	-16,2
Comores	-13,6	-14,7	-15,8
RDC	-11,5	-9,2	-14,5
Djibouti	-12,6	-12,9	-14,8
Érythrée	0,5	2,1	2
Ethiopie	-0,9	-3,4	-5,5
Kenya	-5,5	-6,7	-6,1
Madagascar	-6,9	-8,3	-7,6
Rwanda	-8,5	-10,5	-10,2
Seychelles	-22,6	-25,8	-28,4
Sud Soudan	21,6	-12,6	...
Tanzanie	-11,9	-11,1	-11,9
Ouganda	-10,9	-11,6	-13,3

\* estimations \*\*prévisions

Source: PEA, 2013

Figure 1.15 : Déficits du compte courant à travers l'Afrique de l'Est, 2012



Note: Les frontières et les noms indiqués ainsi que t les désignations employées sur ces cartes n'impliquent pas la reconnaissance ou l'acceptation officielle des nations unies

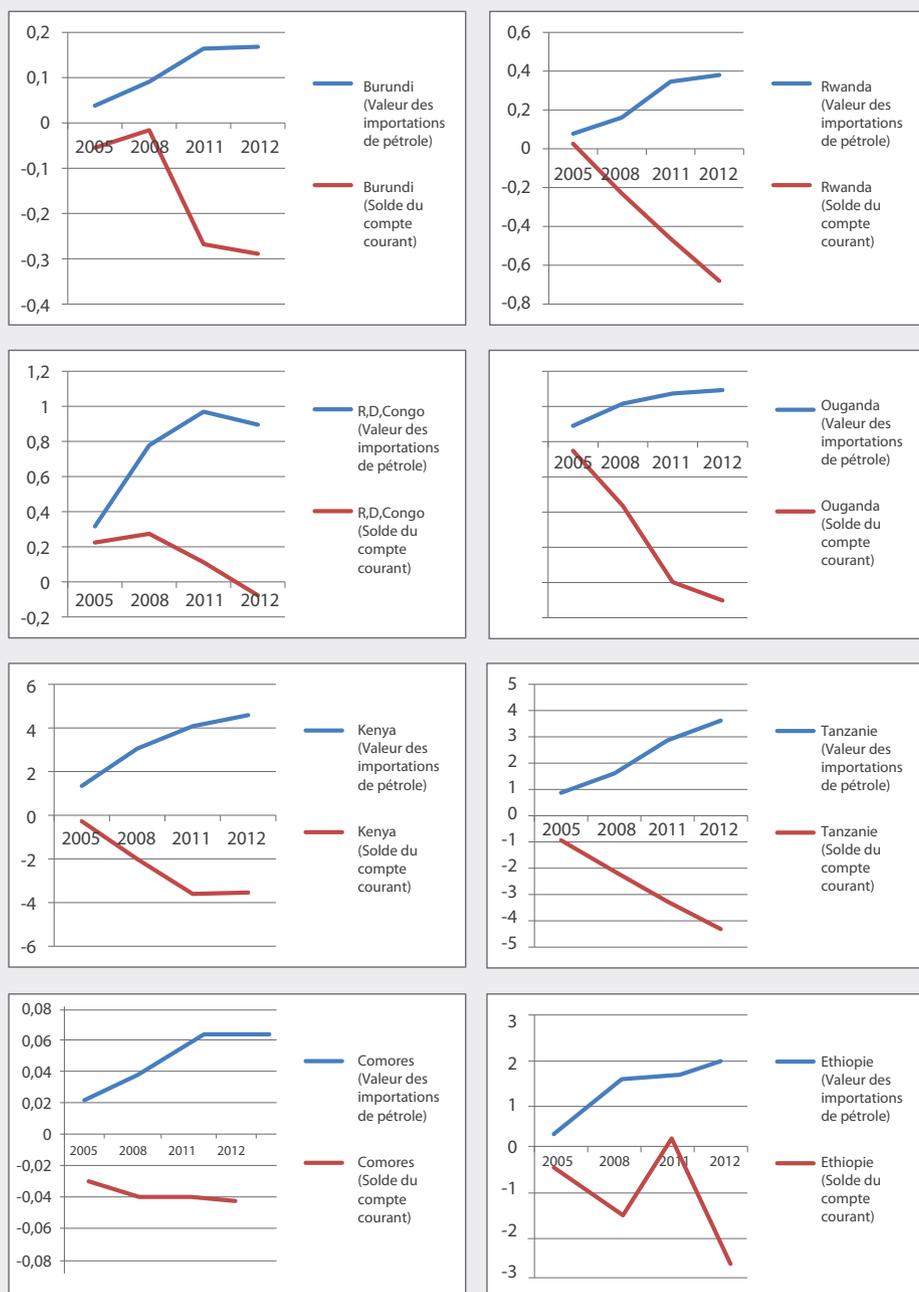
Source: PEA, 2013

#### Encadré 1.4 : Impact des factures d'importation de pétrole élevées sur les soldes des comptes courants en Afrique de l'Est

Au niveau mondial, des prix du pétrole volatiles peuvent causer une instabilité macroéconomique, et des prix plus élevés augmentent le risque de récession. Dans la sous-région d'Afrique de l'Est, les prix du pétrole ont eu un impact nettement négatif sur les soldes des comptes courants depuis 2005. Comme le montre la figure 1.16, à l'exception de l'Érythée (où la croissance du secteur minier a atténué ces effets), les autres pays ont largement connu une détérioration de leur balance des paiements; une position qui reflète assez fidèlement leurs factures d'importation d'énergie. Les défis liés à la sécurité énergétique, en particulier une forte exposition à la volatilité totale du marché pétrolier mondial, ainsi que les risques tant régionaux (tels que la piraterie, les infrastructures, la politique, et cetera) que nationaux (comme la politique de sécurité énergétique, l'existence de réserves stratégiques, l'acquisition effective des stocks, les infrastructures et cetera) continuent à exposer les économies sous-régionales à une plus grande instabilité macro économique. Avec la hausse de la demande mondiale d'hydrocarbures, et avec une population et des revenus en croissance rapide, en particulier dans les BRIC, la demande sous-régionale croissante et les niveaux de revenu sont susceptibles de continuer à stimuler une demande en pétrole plus élevée, pouvant conduire potentiellement à une plus grande exposition aux risques de l'énergie. Alors que

les découvertes de pétrole au Kenya et en Ouganda sont prometteuses, que l'industrie du gaz est en plein essor en Tanzanie, et que la production de pétrole a maintenant repris au Soudan du Sud, l'impact sur la réduction de la précarité énergétique sous-régionale, et ses répercussions économiques qui en résultent, dépendra de la capacité de détourner les ressources de pétrole et de gaz vers les marchés sous-régionaux. Par exemple, l'intention de l'Ouganda de créer une raffinerie à forte capacité offre une option potentielle d'atténuation.

**Figure 1.16 : Impact des factures d'importation de pétrole élevées sur les soldes des comptes courants en Afrique de l'Est (en milliards de USD)**

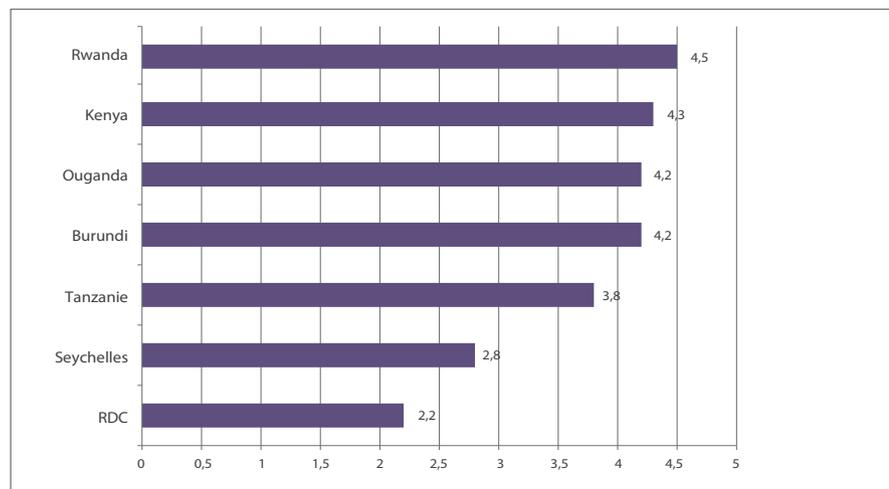


Source: CEA, sur la base de données des Perspectives de l'Economie Mondiale du FMI, 2012.

« Dans la sous-région d'Afrique de l'Est, les prix du pétrole ont eu un impact nettement négatif sur les soldes des comptes courants depuis 2005. »

Les réserves internationales de la majorité des pays de la région étaient à des niveaux relativement élevés en 2012. La crise financière mondiale de 2008 a affecté le niveau des réserves dans plusieurs pays dont les pays de la région d'Afrique de l'Est, malgré la réussite des initiatives de reconstitution des réserves à des niveaux de 2008 par les décideurs politiques. La figure 1.17 montre la répartition des réserves de change dans la région. La majorité des pays de la région disposaient de réserves de change qui couvraient les importations de la cible traditionnelle recommandée de trois mois, à l'exception de la RDC et des Seychelles. Les réserves sont encore au-dessus du niveau critique nécessaire pour maintenir la confiance (le taux de couverture des importations recommande la cible traditionnelle de trois mois d'importations). En Tanzanie, les réserves en décembre 2012 se sont élevées à 4,1 milliards de dollars contre 3,8 milliards de dollars en décembre 2011, niveau suffisant pour couvrir quatre mois d'importations de biens et services<sup>xxx</sup>. La Banque d'Ouganda a rapporté une augmentation des réserves de 2,8 milliards USD en août 2012 à 3,0 milliards en mars 2013 en raison de l'augmentation des exportations et de la baisse de la demande d'importation résultant en une dépréciation réelle de 6 pour cent par rapport au dollar américain. La Banque centrale des Seychelles a rapporté des réserves de 307 millions USD en décembre 2012, une couverture des importations de 2,8 mois par rapport aux 279 millions USD en décembre 2011.

Figure 1.17 : Réserves en mois d'importations de biens et services, 2012



Source: Banques centrales nationales.

« Les réserves internationales de la majorité des pays de la région étaient à des niveaux relativement élevés en 2012. »

## 1.8. L'AIDE PUBLIQUE AU DÉVELOPPEMENT – FAIRE FACE AUX RÉDUCTIONS DE L'AIDE DANS LA RÉGION

L'aide publique au développement (APD) pour la région devrait avoir diminué en 2012-2013, suite aux suspensions de l'aide à l'Ouganda et au Rwanda. L'APD du Comité d'Aide au Développement (CAD), les bailleurs de fonds de l'OCDE, a toujours constitué une part importante de l'aide à la région (Tableau 1.10). L'APD totale du CAD pour la région a augmenté de 17 pour cent en 2011, passant de 16,4 milliards USD en 2010 à 193 milliards USD en 2011.

L'Union européenne, la Banque mondiale et d'autres pays européens ont suspendus jusqu'à 300 millions USD en terme d'appui budgétaire au gouvernement en Ouganda au motif de scandales de corruption présumés dans le cabinet du Premier Ministre<sup>xxxii</sup>. Le Royaume-Uni et d'autres bailleurs de fonds occidentaux ont également suspendu leur aide au Rwanda au motif de controverses autour du conflit en République Démocratique du Congo, mettant un terme au paiement de 21 millions de livres sterling (GBP) dont

le versement était prévu en novembre 2012<sup>xxxiii</sup>. Ces réductions ont eu un effet négatif sur les dépenses du gouvernement et ont pu conduire à une augmentation de la dette puisque les gouvernements ont dû avoir recours aux marchés financiers pour financer les déficits.

**Tableau 1.10: APD du comité d'aide au développement à l'Afrique de l'Est; Prix et taux de change de 2010, millions USD**

Pays	2009	2010	2011
RDC	2 366	3 543	5 216
Ethiopie	3 847	3 525	3 364
Kenya	1 790	1 629	2 342
Tanzanie	2 971	2 958	2 294
Ouganda	1 795	1 723	1 489
Rwanda	932	1 032	1 204
Sud Soudan			1 041
Somalie	666	498	1 022
Burundi	558	630	541
Madagascar	441	470	384
Érythrée	145	161	153
Djibouti	166	132	133
Comores	49	67	48
Seychelles	23	56	20
<b>Total</b>	<b>15 749</b>	<b>16 424</b>	<b>19 251</b>

Source: OCDE, 2013

Dans le même temps, la Chine est devenue une source majeure d'aide à la région (Tableau 1.11). Les nouvelles données du projet china.aiddata.org (le projet assure le suivi de l'aide en utilisant une méthodologie de collecte des données basée sur les médias (MBDC) afin de recueillir de manière systématique des informations auprès de sources ouvertes sur les flux de financement du développement) ont montré que l'aide chinoise totale à la région était de 2,7 milliards USD en 2011, avec l'Éthiopie étant le plus grand bénéficiaire (plus de 50 pour cent du total de la région). Compte tenu de la nature de la coopération au développement de la Chine, qui mêle souvent des prêts à des conditions libérales, des entreprises commerciales pures et simples et l'APD (au sens des directives du CAD de l'OCDE), ces chiffres sous-estiment probablement la véritable valeur de leur contribution.

« L'aide chinoise totale à la région était de 2,7 milliards USD en 2011, avec l'Éthiopie étant le plus grand bénéficiaire. »

**Tableau 1.11: Flux d'aide publique de la Chine en 2011, millions USD**

Pays		Pays	
Ethiopie	1 566	Somalie	16
RDC	375	Rwanda	15
Ouganda	350	Burundi	1
Kenya	150	Madagascar	1
Tanzanie	81	Comores	0
Seychelles	61	Érythrée	NA
Sud Soudan	32	<b>Total</b>	<b>2 648</b>

Source: china.aiddata.org (2013)

## 1.9. INVESTISSEMENTS DIRECTS ÉTRANGERS (IDE) ET INVESTISSEMENTS PRIVÉS

Les tendances mondiales de l'IDE en 2012 ne sont pas encourageantes. Le total des flux d'IDE a diminué de 18 pour cent en 2012, pour atteindre environ 1,3 milliard USD - un niveau proche du minimum atteint en 2009 -principalement en raison de la fragilité macroéconomique et d'incertitudes politiques pour les investisseurs (CNUCED, 2013) <sup>xxxiv</sup>. Cependant, pour la première fois, les flux d'IDE vers les économies en développement, ont dépassé les flux vers les pays développés. Les entrées d'IDE en Afrique ont augmenté de 5,5 pour cent en 2012, passant de 43,4 milliards USD en 2011 à environ 45,8 milliards USD en 2012.

**Tableau 1.12: Flux d'IDE en Afrique de l'Est (millions USD), 2007 -2012**

Pays	2007	2008	2009	2010	2011	2012
RDC	1 808	1 727	664	2 939	1 687	3 312
Ouganda	792	729	842	544	894	1 721
Tanzanie	582	1 383	953	1 813	1 229	1 706
Ethiopie	222	109	221	288	627	970
Madagascar	773	1 169	1 066	808	810	895
Kenya	729	96	115	178	335	259
Rwanda	82	103	119	42	106	160
Seychelles	239	130	118	160	144	114
Somalie	141	87	108	112	102	107
Djibouti	195	229	100	27	78	100
Érythrée	7	39	91	91	39	74
Comores	8	5	14	8	23	17
Burundi	1	4	0	1	3	1
<b>Total</b>	<b>5 579</b>	<b>5 810</b>	<b>4 411</b>	<b>7 011</b>	<b>6 077</b>	<b>9 436</b>

Source: WIR, CNUCED, 2013

« Le total des flux d'IDE vers la région était de 9,4 milliards USD en 2012, contre 6,1 milliards USD en 2011. »

Le total des flux d'IDE vers la région était de 9,4 milliards USD en 2012, contre 6,1 milliards USD en 2011. Cependant, la répartition géographique des flux d'IDE est fortement biaisée, avec 71 pour cent (6,7 milliards USD) des flux vers la région allant en RDC, en Ouganda et en Tanzanie (Tableau 1.12). Les flux d'IDE vers ces pays ont été principalement tirés par les prix élevés des matières premières minérales, les découvertes de gaz naturel et de pétrole et on s'attend à ce que les futurs flux de la région suivent cette tendance. Les découvertes de pétrole au Kenya en 2012 impliquent une augmentation attendue des flux d'IDE dans le secteur. Tullow Oil a également annoncé son intention d'investir 2,0 milliards USD dans la création d'une raffinerie de pétrole en Ouganda. A Madagascar, Madagascar Oil, basée au Royaume-Uni, envisage de lancer les tests de capacité productives de nickel à Madagascar dans le cadre de son important projet Tsimiroro oil Onshore début de 2013 et la compagnie canadienne Sherritt International est pressentie pour commencer l'exploitation de l'une des plus importantes mines de nickel au monde.

## 1.10. CONCLUSION

En dépit de la performance remarquable des économies de l'Afrique de l'Est par rapport aux normes internationales, la croissance régionale a diminué pour atteindre 6,2 pour cent en 2012, par rapport aux 6,8 pour cent en 2011. Ce ralentissement est dû tant à des facteurs internes qu'externes. Sur le plan interne, alors que la politique budgétaire est restée principalement expansionniste dans la région, avec des gouvernements qui ont continué à dépenser dans le domaine des infrastructures, la politique monétaire a été resserrée pour les pays ayant connu une forte inflation en 2011. La contraction monétaire a conduit à l'augmentation des taux d'intérêt, à la diminution du crédit intérieur et a pu avoir un effet négatif sur la production dans la région. Sur le plan externe, la poursuite du ralentissement de l'économie mondiale (tant dans les pays développés que dans les économies émergentes) a également eu un effet négatif sur la croissance régionale. Enfin, les IDE vers la région ont connu une hausse importante en 2012, augmentant de plus de 50 pour cent par rapport à 2011, ce qui indique principalement (mais pas exclusivement) l'intérêt international pour le secteur des ressources naturelles.

Un certain nombre d'événements en cours dans la région ont créé de l'incertitude qui pourrait finalement avoir un impact sur la croissance (par exemple, les activités terroristes, les tensions politiques, les conflits dans la région des Grands Lacs). Bien que nos prévisions fassent état d'une performance de la croissance régionale dépassant 7 pour cent en 2013, des risques considérables persistent.

## Notes de bas de page

<sup>i</sup> Ces chiffres sont des estimations de la CEA, basés sur les chiffres des seuils de pauvreté disponibles pour 10 pays de la région d'AE (Burundi, Comores, Djibouti, Ethiopie, Kenya, Madagascar, Rwanda, Tanzanie et Ouganda). Les chiffres sont approximatifs en raison des différentes dates des évaluations du pourcentage de la population vivant avec moins de 1,25 USD par jour

<sup>ii</sup> Déclaration sur la politique monétaire et sur la stabilité financière, Amb. Gatete Claver, Banque Nationale du Rwanda, 15 février 2013

<sup>iii</sup> Données du PIB nominal de l'EIU et PIB par habitant calculé à partir des données sur la population de la CNUCED

<sup>iv</sup> The East African; <http://www.theeastafrican.co.ke/business/Tough-year-for-coffee-farmers-as-Eurocrisis-lowers-prices/-/2560/1616852/-/11nfr7ez/-/index.html>

<sup>v</sup> Selon les chiffres du gouvernement (Banque Centrale du Congo, 2013), la production de cuivre a plus que doublé entre 2009 et 2012, pour atteindre 635 561 tonnes, et les chiffres provisoires suggèrent une forte augmentation en 2013

<sup>vi</sup> Voir The Africa Report, août-septembre 2013, No 53, "Congo at a Crossroads", par Gregory Mthembu-Salter

<sup>vii</sup> Bloomberg News, 4 juillet 2013, Ethiopian Lawmakers Approve 12.4% Budget Increase. <http://www.bloomberg.com/news/print/2013-07-04/ethiopian-lawmakers-approve-12-4-budget-increase.html>

<sup>viii</sup> The East African, 15 juin 2013, Kenya in tax measures to build infrastructure, cushion old and poor. <http://www.theeastafrican.co.ke/news/Kenya+in+tax+measures+to+build+infrastructure/-/2558/1883932/-/view/printVersion/-/13sbi7s/-/index.html>

<sup>ix</sup> The East African, 15 juin 2013, Uganda breaks from donor funded budget <http://www.theeastafrican.co.ke/news/Uganda+breaks+from+donor+funded+budget/-/2558/1883914/-/view/printVersion/-/rxtiyoz/-/index.html>

<sup>x</sup> Ministère rwandais des finances et de la planification économique, Gouvernement du Rwanda: Budget Framework paper 2013/14-2015/16, avril 2013 [http://www.minecofin.gov.rw/fileadmin/General/NationalBudget/DRAFT\\_BFP\\_2013-16-P1.pdf](http://www.minecofin.gov.rw/fileadmin/General/NationalBudget/DRAFT_BFP_2013-16-P1.pdf)

<sup>xi</sup> The East African, juin 2013; <http://mobile.theeastafrican.co.ke/News/MPs-ensure-additional-33m-in-Tanzania-budget/-/433842/1883930/-/format/xhtml/-/14oc9in/-/index.html>

<sup>xii</sup> "Tanzania seeks IMF debt ceiling lift for 1bn bond issue" par Katrina Manson and Javier Blas, Financial Times online, 28 août 2013, <http://www.ft.com/cms/s/0/4c058612-0f18-11e3-8e58-00144feabdc0.html#axzz2dcgHbP00>

<sup>xiii</sup> FMI 2013, Lettre d'intention du Burundi, Mémoire de politiques économiques et financières et protocole d'accord technique

<sup>xiv</sup> Bureau national des statistiques, Soudan du Sud, <http://ssnbs.org/> Consulté le 20 juin 2013

<sup>xv</sup> OEA (2013)

<sup>xvi</sup> Economist Intelligence Unit (2013)

<sup>xvii</sup> East African Business Week: 20-26 août, "Record Loan for Kenya: USD 600 million is the biggest loan ever extended to an East African State", par Leonard Magumba

<sup>xviii</sup> Voir, par exemple, "Economists sound the Alarm over East Africa's Rising Public Debt", par Christine Mungai et Bernard Busullwa, The East African, 24 août, <http://www.theeastafrican.co.ke/business/Economists+sound+the+alarm+over+EA+rising+public+debt+/-/2560/1966408/-/12g11I9/-/index.html>

<sup>xix</sup> La relation entre la dette publique et la croissance du PIB varie considérablement d'une période à l'autre et d'un pays à l'autre. Leurs preuves contredisent les affirmations de Reinhart et Rogoff qui indiquent avoir identifié un fait stylisé important, le fait que des charges de la dette publique de plus de 90 pour cent du PIB contribuent de manière systématique à la croissance du PIB.

<sup>xx</sup> Le 27 Février 2013, la Tanzanie a placé 600 m USD en obligations venant à échéance en 2020. Le prix de l'obligation a été fixé à 100%. <http://allafrica.com/stories/201303120099.html>

<sup>xxi</sup> Le Kenya a lancé un Euro-bond d'un milliard USD après un vote pacifique. <http://www.reuters.com/article/2013/03/11/kenya-eurobond-idUSL6N0C35QS20130311>

<sup>xxii</sup> Banque Africaine de Développement (2012); Dynamiques de l'Inflation dans certains pays d'Afrique de l'Est: Ethiopie, Kenya, Tanzanie et Ouganda

<sup>xxiii</sup> <http://siteresources.worldbank.org/INTPROSPECTS/Resources/334934-1322593305595/8287139-1358278153255/GEP13aSSARRegionalAnnex.pdf>

<sup>xxiv</sup> Banque Nationale du Rwanda; monetary policy and financial stability statement August 2012

<sup>xxv</sup> Situation et Perspectives de l'Economie Mondiale 2013, Mise à jour en mi-2013, , Update as of mid-2013; ONU, United Nations New York

<sup>xxvi</sup> Banque Centrale de Tanzanie (2012)

<sup>xxvii</sup> Banque Centrale du Kenya (2012)

<sup>xxviii</sup> Banque Centrale d'Ouganda (2012)

<sup>xxix</sup> Banque Nationale du Rwanda, 2013; Balance des Paiements 1998-2012 <http://www.bnr.rw/index.php?id=171>

<sup>xxx</sup> World Economic Situation and Prospects 2013, Mise à jour mi-2013; ONU, New York

<sup>xxxi</sup> Banque de Tanzanie; Revue Economique Mensuelle, janvier 2013

<sup>xxxii</sup> <http://www.monitor.co.ug/News/National/Donors--cut--all-direct-aid--government--until-2015/-/688334/1635792/-/tc4u1pz/-/index.html>

<sup>xxxiii</sup> <http://www.bbc.co.uk/news/uk-politics-20553872>

<sup>xxxiv</sup> Le flux total d'IDE a diminué de 18 pour cent en 2012, à environ 1,3 milliard USD - un niveau proche du niveau atteint en 2009 - principalement en raison de la fragilité macroéconomique et d'incertitudes politiques pour les investisseurs (CNUCED, 2013)





## CHAPITRE 2

CARACTÉRISTIQUES  
STRUCTURELLES  
DE LA CROISSANCE  
DANS LA RÉGION  
D'AFRIQUE DE L'EST

## 2.1 INTRODUCTION

Dans le chapitre 1 du présent rapport, il a été question de la résilience continue de la croissance économique dans la région d'Afrique de l'Est. Mais ces performances économiques notables ont été de plus en plus accompagnées de préoccupations sérieuses (et souvent assez visibles) au sujet de la croissance – en particulier au sujet du niveau auquel la croissance a été favorable à la réduction de la pauvreté rampante et à la création d'emplois. Le présent chapitre, ainsi que celui qui suivra, se penchera sur les défis et dilemmes politiques liés à ces questions auxquels la région d'Afrique de l'Est doit faire face, en se concentrant particulièrement sur les secteurs susceptibles d'avoir un impact plus grand en termes d'amélioration de la qualité de la croissance dans la région.

Dans l'ensemble de la région, il existe des preuves soutenant l'idée que, malgré une performance économique améliorée dans les années 2000, après deux décennies de stagnation économique, une grande partie des aspirations sociales et économiques n'a pas encore été satisfaite. Par exemple, dans leur étude sur l'Ouganda, Ssewanyana et Young (2008) observent que la croissance économique rapide ne s'est pas toujours traduite en améliorations marquées des autres indicateurs du bien-être social tel que les taux de mortalité infantile. En guise d'illustration, d'après les données des EDS, le taux de mortalité des enfants de moins de cinq ans était toujours de 144 décès pour 1000 naissances en 2006, chiffre en baisse marginale par rapport à la décennie précédente<sup>i</sup>. De même, la Tanzanie a été l'une des économies les plus dynamiques au monde au cours de la dernière décennie. Toutefois, d'après les enquêtes de ménage, la pauvreté a seulement chuté de 35 à 33 pour cent entre 2000 et 2007. En tenant compte de la croissance de la population, cela représente un million de Tanzaniens supplémentaires vivant en dessous du seuil de pauvreté. Avec une ou deux exceptions<sup>ii</sup>, la situation est similaire dans d'autres pays de la région. Comme le souligne le rapport du Panel sur les Progrès en Afrique (2012 :16), « *La croissance économique a réduit la pauvreté en Afrique, mais pas autant qu'on aurait pu le prévoir, les pauvres en Afrique ne recevant qu'une part infime du gâteau de la nouvelle prospérité.* »

---

*« La croissance ne se traduit pas en développement général et inclusif comme les décideurs politiques et les citoyens l'auraient espéré. »*

---

Ces caractéristiques synthétiques de la croissance dans la région impliquent que la croissance ne se traduit pas en développement général et inclusif comme les décideurs politiques et les citoyens l'auraient espéré. Ce chapitre explore les causes de cette situation, en mettant un accent particulier sur le problème de l'insuffisance de la 'transformation structurelle'. Le chapitre s'intéresse à certains 'faits stylisés' relatifs à la croissance économique dans la région au cours de la dernière décennie – ainsi qu'à sa sous-performance par rapport à la réduction de la pauvreté et à la création d'emploi, à la nature de l'inégalité des revenus dans la région, et se termine par une discussion sur les modèles structurels de la croissance.

## 2.2 RÉDUCTION DE LA PAUVRETÉ ET CROISSANCE

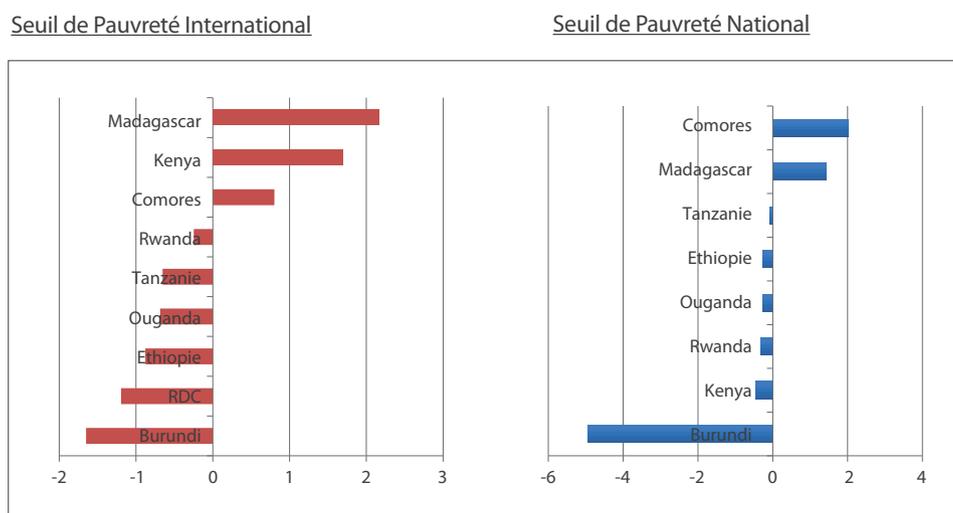
### 2.2.1 Élasticités de la Réduction de la Pauvreté dans la Région d'Afrique de l'Est

En Afrique, des études empiriques montrent que l'élasticité de la réduction de la pauvreté à la croissance (le degré à partir duquel la croissance se transforme en réduction de la pauvreté) tend à être plus faible que dans d'autres régions du monde (Berardi et Marzo, 2009). Shaohua et Ravallion (2004) notent qu'en 2001, l'élasticité de « l'écart de pauvreté » à la croissance du revenu moyen était inférieure d'un tiers en Afrique subsaharienne par rapport à l'Asie du Sud. Encore plus alarmant, ils ont noté qu'avec le temps, elle a baissé en valeur absolue en Afrique subsaharienne, alors qu'elle a augmenté en moyenne dans les pays en développement. Fosu (2009) a relevé que l'écart entre l'élasticité de la pauvreté

à la croissance en Afrique subsaharienne et dans le reste des pays en développement varie selon la mesure de la pauvreté considérée, le différentiel étant le plus grand (2,6 fois) lorsqu'on tient compte de l'indice numérique de pauvreté.

Malgré des taux de croissance économique très respectables en Afrique de l'Est (dans certains cas, des taux jamais atteints depuis les années 60), les élasticités de réduction de la pauvreté restent assez faibles (Figure 2.1).

**Figure 2.1: Élasticités de réduction de la pauvreté, années 2000**



Source: Conception de la CEA à partir de la base de données POVCAL et des données nationales

Dans le cas de trois pays de la sous-région (Comores, Kenya et Madagascar), les élasticités ont été positives – c'est-à-dire que la croissance économique s'est accompagnée d'une augmentation des niveaux de pauvreté<sup>iii</sup>. La question est la suivante: quelles sont les raisons derrière des élasticités si faibles par rapport aux autres régions? La réponse à cette question est plutôt complexe, mais en substance, elle est liée au caractère structurel de la croissance qui a prévalu dans la région – croissance qui a été accompagnée d'inégalités assez élevées et d'une capacité relativement faible à générer de solides opportunités d'emploi. Comme l'indique le rapport 'Suivi des Progrès 2012' (CEA, 2012), ces difficultés sont renforcées par les pressions démographiques qui, malgré des tendances à la baisse, restent parmi les plus élevées au monde. Par conséquent, les demandes sur le marché du travail, en particulier avec de nombreux jeunes qui aspirent à un emploi bien rémunéré, sont énormes.

« Les difficultés à réduire la pauvreté dans la région sont renforcées par les pressions démographiques qui, malgré des tendances à la baisse, restent parmi les plus élevées au monde. »

### 2.2.2. La Croissance s'est-elle Accompagnée d'une Amélioration Concomitante des Niveaux de Vie?

Le calcul des élasticités économiques globales de la réduction de la pauvreté peut être très sensible au calcul du nombre de personnes vivant dans la pauvreté, ainsi qu'à la variabilité et à la précision du calcul des taux de croissance. Une approche alternative consiste à s'intéresser au niveau à partir duquel la croissance se traduit directement en améliorations des niveaux de vie. Des économistes ont récemment exprimé des vues différentes – et parfois très contradictoires – au sujet du rapport entre le taux de croissance et le niveau de vie en Afrique, au cours de la dernière décennie (ex. Young (2012), Jerven (2009), Harttgen et al. (2012)). Certains affirment que le niveau de vie africain progresse à un taux plus rapide que les taux annoncés dans les données nationales, alors que d'autres (compte tenu de la mauvaise qualité des données et des problèmes structurels) pensent que le taux réel d'amélioration des niveaux de vie est probablement plus faible que ce qui est annoncé dans les données statistiques nationales.

« En utilisant les données des EDS, Young (2012) a découvert que depuis 1990, la consommation de matières en Afrique subsaharienne est en croissance et atteint un taux trois et demi à quatre fois supérieur aux données des sources internationales. Ainsi, dans ce sens, Young soutient que le 'miracle de la croissance africaine' est validé et que l'afropessimisme n'a pas raison d'être. »

Young (2012) en a déduit que l'augmentation de la consommation réelle des ménages en Afrique subsaharienne se situe entre 3,4 et 3,7 pour cent par an sur la période allant de 1990 à 2006. Ce qui, à son tour, implique que le taux est entre trois et demi et quatre fois supérieur au taux de croissance publié dans les sources de données internationales. Young a utilisé les mesures de consommation réelle des ménages provenant des données disponibles publiées dans les Enquêtes démographiques et de Santé (EDS)<sup>iv</sup>. Ces données comprennent, entre autres, les tendances relatives à la possession de biens durables, la qualité de l'habitat et le nombre d'années de scolarisation des jeunes. Young utilise les données disponibles sur la période allant de 1990 à 2006 pour estimer le niveau et la croissance de la consommation réelle d'un ensemble de biens ménagers dans 29 pays subsahariens, et dans 27 autres pays en développement en dehors de la région. Il a découvert que depuis 1990, la consommation réelle de matières en Afrique subsaharienne est en croissance et atteint un taux trois et demi à quatre fois supérieur aux données des sources internationales. Le taux d'amélioration des niveaux de vie est par conséquent similaire à ce qui se passe dans d'autres régions du monde en développement. Ainsi, dans ce sens, Young soutient que le 'miracle de la croissance africaine' est validé et que l'afropessimisme n'a pas raison d'être.

Toutefois, l'approche et la méthodologie de Young dans l'examen des preuves d'un « miracle de la croissance africaine » a provoqué un débat houleux dans le milieu académique. Harttgen et al (2012) ont soulevé les objections et réserves suivantes concernant son approche:

- ⊙ Il faut tenir compte du fait que les préférences pour certains biens peuvent survenir avec le temps puisque ces biens deviennent plus importants et font ainsi partie des conditions de vie « normales ». Ceci est particulièrement vrai concernant les équipements de télécommunication et média (téléviseurs et téléphones portables par exemple).
- ⊙ Des changements relatifs de prix peuvent entraîner un changement de demande en faveur de certains biens et au détriment d'autres dépenses des ménages.
- ⊙ Les enquêtes EDS n'enregistrent pas l'âge et l'amortissement des biens et peuvent ainsi surestimer la valeur des biens acquis à travers l'accumulation au cours d'une vie.
- ⊙ L'offre de certains biens inclus dans l'analyse de Young, comme l'accès à l'eau courante et à l'électricité, est le plus souvent assurée et subventionnée par les gouvernements. Ainsi, Harttgen et Al. (op.cit.) soutiennent que la possession de ces biens ne doit pas être considérée comme faisant partie de la consommation réelle du ménage<sup>v</sup>.

À la lumière de ces éléments, les auteurs remettent en question l'existence d'un 'miracle de la croissance africaine' et, après avoir effectué leur propre analyse des tendances de niveaux de vie, ils parviennent à la conclusion que les estimations officielles ou traditionnelles de l'augmentation des revenus et de la consommation peuvent être plus précises que ce que suggère Young.

Il y a cependant des limites aux approches de ces deux études. Les analyses de Young (2012) tout comme celles de Harttgen et al. (2012) se sont basées sur un *indice de biens* comprenant différents biens qui ont un impact significatif sur l'ensemble du niveau de vie. L'indice de biens a été construit sur un niveau d'agrégat très élevé, avec le risque subséquent de mélanger 'des pommes et des poires'. Cette approche risque de ne pas donner une image claire des taux de croissance comparée entre le PIB réel et la possession de ces biens.

Pour résoudre ce problème, l'approche adoptée dans ce rapport est celle qui consiste à présenter une analyse comparative du RNB réel et des tendances dans la possession de onze catégories de biens à partir des enquêtes EDS régionales disponibles.

Les EDS sont actuellement disponibles pour six pays de la région d'Afrique de l'Est. Il est à noter que, contrairement à Young (2012) et à Harttgen et al. (2012) qui ont utilisé le PIB par habitant à partir des Penn World Tables (PWT), l'analyse faite dans ce rapport repose sur les données relatives au RNB par habitant en USD à prix constant de 2000 de la Banque mondiale.

Young (2012) et Harttgen et al. (2012) ont utilisé le PIB par habitant converti en PPA à prix constants de 2005 des Penn World Tables (PWT) pour mesurer le taux de croissance réel du PIB. Mais sans aucun doute, il est plus approprié d'utiliser le Revenu National Brut (RNB) pour calculer la croissance de revenus par habitant, étant donné que le RNB reflète le revenu attribuable aux nationaux, plutôt qu'une mesure de la valeur de toute l'activité économique ayant lieu sur le territoire national. Dès lors, par exemple, la valeur absolue de l'exploitation des mines d'or en Tanzanie peut être très grande, mais cela ne signifie pas pour autant que les nationaux tanzaniens bénéficient de rentes. Jerven (2009) a montré que le taux de croissance réel du PIB calculé en utilisant les PWT varie de manière significative (et présente une volatilité plus élevée) par rapport au taux de croissance indiqué dans les sources nationales. Il ne s'agit donc pas nécessairement d'une source fiable concernant la croissance des revenus. Pour des raisons similaires, nous n'utilisons pas les estimations sur la consommation par habitant fournies par les Penn World Tables utilisée dans les analyses de Young (2012) et Harttgen et al. (2012). Les données de la Banque mondiale, plutôt que les sources nationales, ont été utilisées dans l'objectif d'avoir une source unique directement comparable à travers les pays<sup>vi</sup>. Les taux de croissance annuels moyens des onze indicateurs ont été calculés (Figure 2.3) et, par la suite, des courbes de déviation ont été produites pour démontrer les taux de croissance relative de ces biens par rapport au taux de croissance réel par habitant du RNB (Figure 2.4).

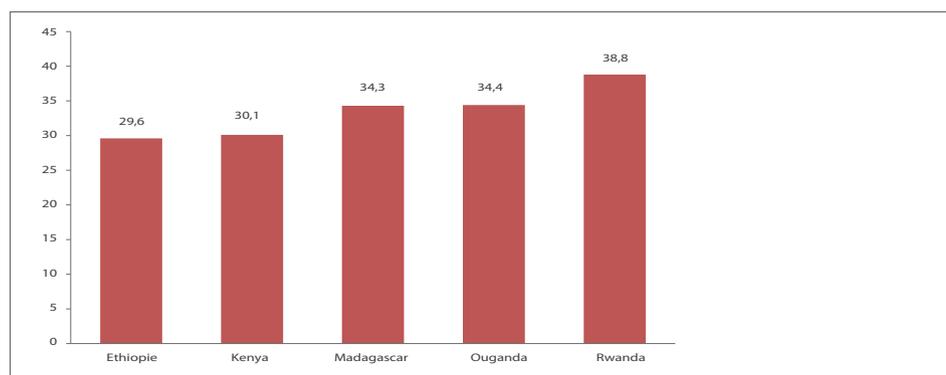
Les résultats de notre analyse sont plutôt mitigés. Le taux de croissance de la plupart de biens des ménages est positif sur la période, malgré le fait que les schémas de croissance varient assez considérablement d'un pays à l'autre. Dans tous les pays cependant, un bien a connu une croissance plus dynamique que tous les autres dans les années 2000 – le téléphone portable (Figure 2.2). La croissance de cette catégorie de bien a été phénoménale, surpassant de loin les taux annuels de croissance du revenu par habitant et de possession des autres biens par les ménages, avec une croissance moyenne annuelle de possession de téléphone portable allant de 30 pour cent à 39 pour cent sur les années étudiées à partir des enquêtes EDS dans les cinq pays pour lesquels les données existent (pour cette raison, la variable est représentée différemment). En clair, la possession du téléphone portable est devenue une nécessité plutôt qu'un luxe. La hausse rapide de possession de téléphone mobile illustre aussi parfaitement l'importance de la prise en compte de l'évolution des tendances de consommation dans le temps lorsque l'on analyse à quel point le niveau de vie s'est amélioré. Cette situation reflète également le faible niveau de pénétration de la téléphone filaire dans la région.

---

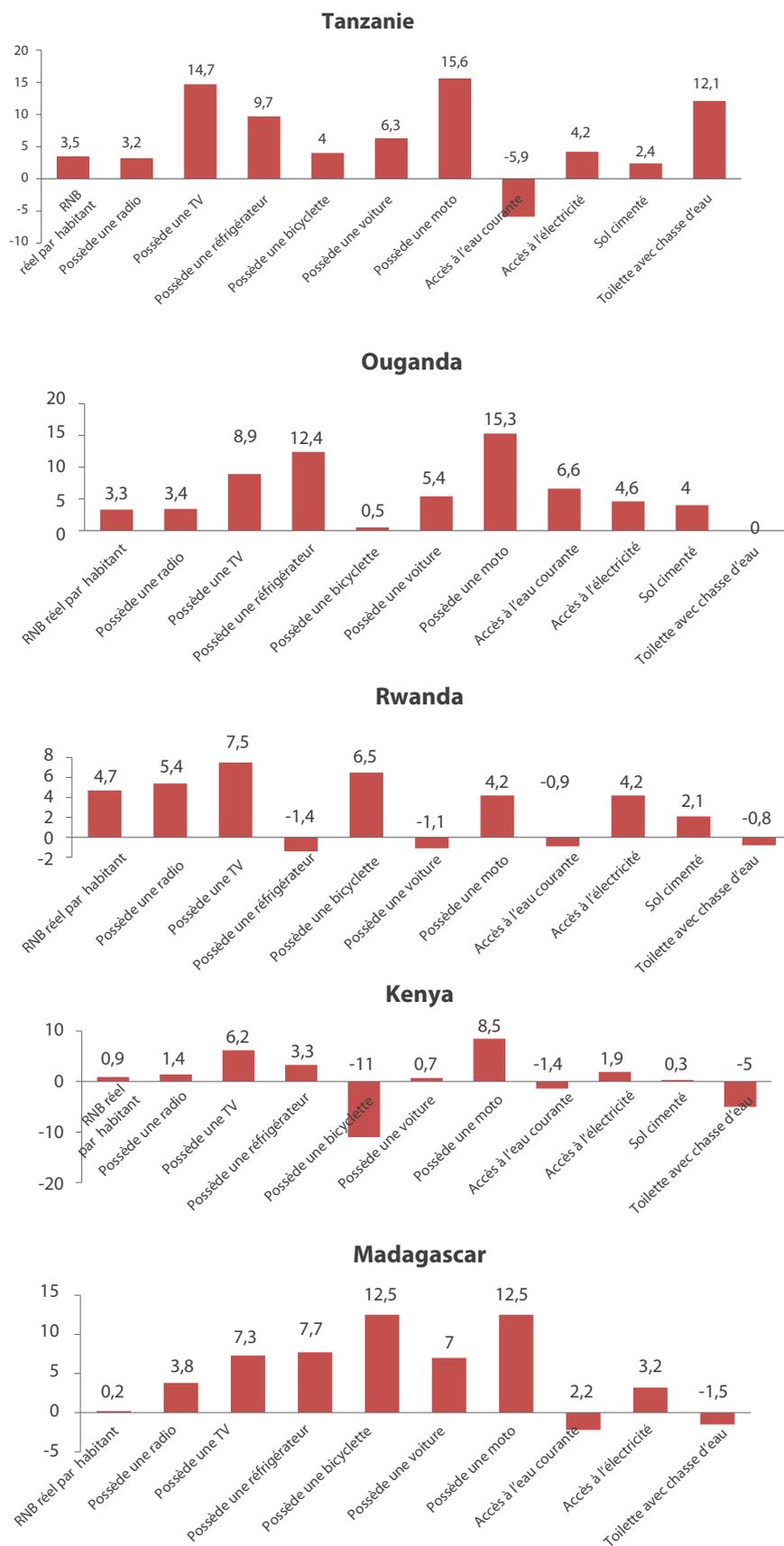
*« Dans tous les pays, un bien a connu une croissance plus dynamique que tous les autres dans les années 2000 – le téléphone portable. La croissance de cette catégorie de bien a été phénoménale, surpassant de loin les taux annuels de croissance du revenu par habitant et de possession des autres biens par les ménages, avec une croissance moyenne annuelle de possession de téléphone portable allant de 30 pour cent à 39 pour cent. »*

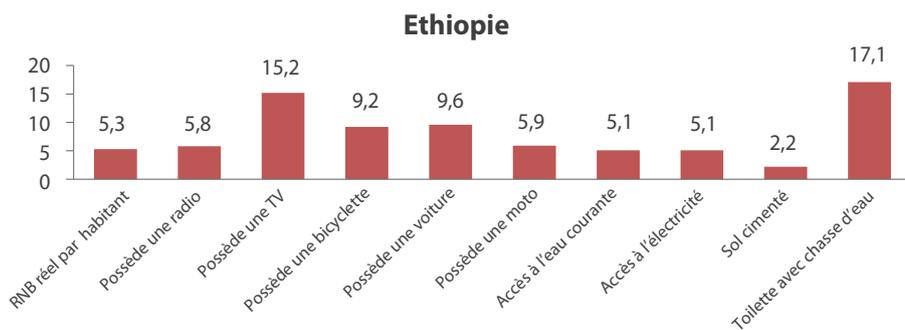
---

**Figure 2.2: Pourcentage de croissance annuelle de possession de téléphone mobile par ménage, années 2000**



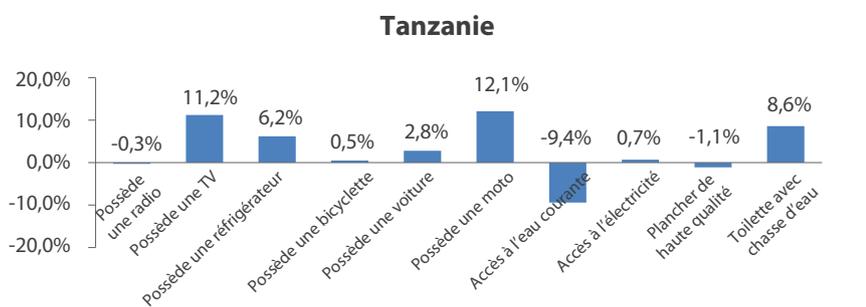
Source: Estimations de la CEA sur la base des données EDS

**Figure 2.3: Taux moyen de croissance annuelle du RNB par habitant et de possession de biens sélectionnés par ménage, années 2000**



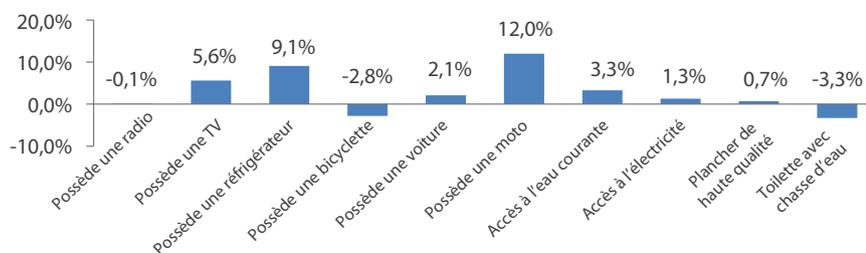
Source: Estimations de la CEA sur la base des données EDS

Figure 2.4: Taux de croissance de la possessions, par les ménages, de biens sélectionnés, à partir de la croissance du RNB par habitant.

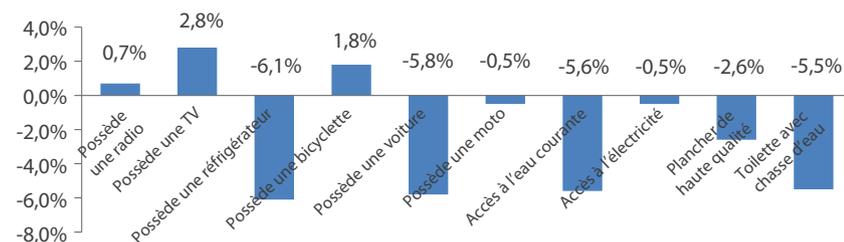


### Ouganda

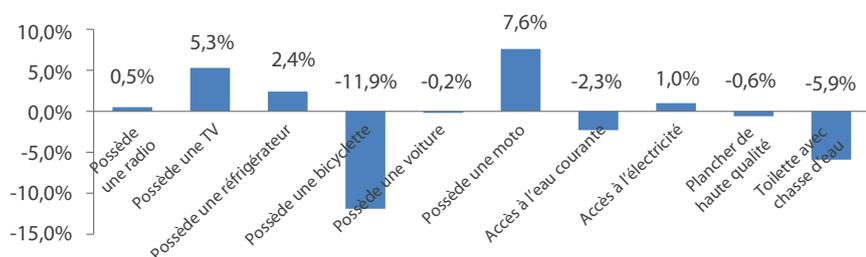
Real GNI growth rate 3,3%  
Time period 1995 - 2011

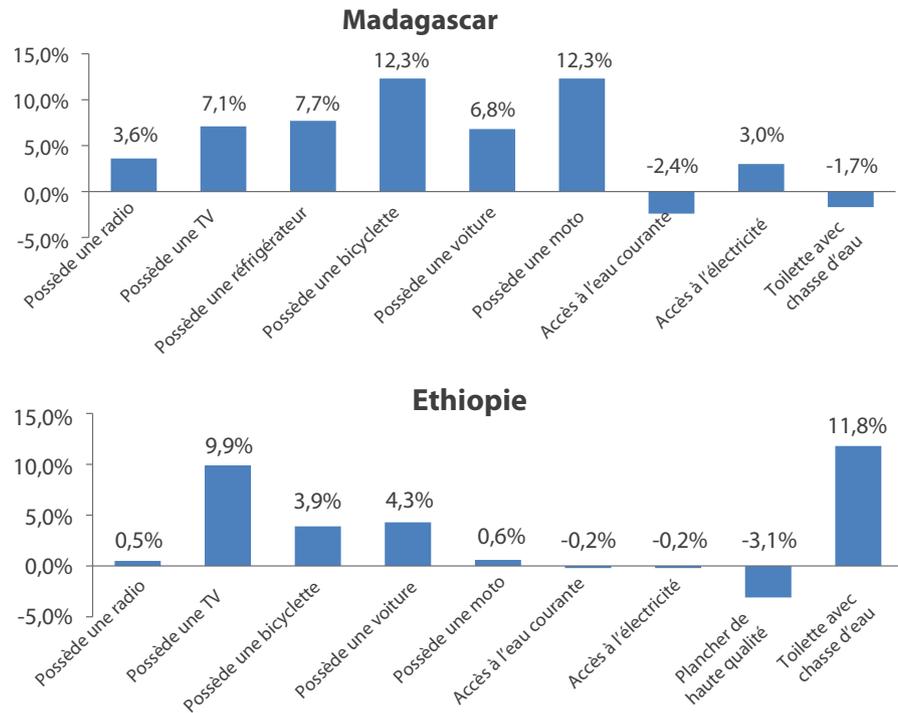


### Rwanda



### Kenya





Source: Estimations de la CEA sur la base des données EDS

« Dans certains cas, les améliorations des niveaux de vie sont évidentes même en l'absence d'une croissance économique majeure, suggérant un relation plus complexe que celle envisagée jusqu'ici entre l'augmentation des revenus et le développement. »

En revanche, une anomalie apparente des données EDS est la lente (et dans certains cas négative) croissance de l'accès à l'eau potable courante et à des toilettes à chasse d'eau, des biens importants pour une amélioration des niveaux de vie: le Kenya, le Madagascar et le Rwanda ont tous connu des taux de croissance annuelle négatifs pour l'accès à l'eau potable courante et à des toilettes à chasse d'eau. La Tanzanie a également connu un taux de croissance négatif pour ce qui est de l'eau potable courante. Le résultat est plutôt surprenant, puisque selon les données nationales et selon la *Poverty and Human Development Initiative (2012)* de l'Université d'Oxford, le Rwanda et la Tanzanie ont tous deux offert un meilleur accès à l'assainissement et à l'eau potable courante. Ces écarts peuvent en partie s'expliquer par les différentes méthodes utilisées pour représenter ce qu'est un meilleur accès (MININFRA, 2010:7) <sup>vii</sup>.

Une méthode alternative de représentation visuelle des données est l'utilisation de graphiques qui reflètent la déviation des taux de croissance des biens de ménage, calculée à partir du taux de croissance du RNB par habitant. Dans l'ensemble, les pays de la région ont réalisé de bonnes performances relatives aux taux de croissance de différentes catégories de biens, qui ont soit suivi le rythme, soit rapidement augmenté par rapport au taux de croissance de leur revenu par habitant. Toutefois, la majeure partie du progrès se concentre sur la possession de biens durables comme les voitures, les bicyclettes et les motocyclettes. Les résultats sont moins impressionnants pour le Rwanda et le Kenya (là où la croissance de respectivement sept et quatre biens a augmenté plus lentement que le taux de croissance du RNB réel par habitant). Dans le second cas (Rwanda) toutefois, cette évaluation est atténuée par le fait que le pays a atteint un taux de croissance réelle du RNB par habitant élevé (le deuxième plus élevé des six pays). En Éthiopie, malgré un taux de croissance par habitant élevé qui atteint 5,3 pour cent, le pays continue de réaliser une performance impressionnante en termes de croissance de la possession de biens, avec six biens sur les neuf qui augmentent plus rapidement que le taux du RNB réel par habitant.

Pourquoi y a-t-il souvent une grande disparité entre l'augmentation des revenus (représentée par le taux de croissance du RNB) et l'augmentation des biens des ménages? Cet exercice n'indique pas que le taux élevé de RNB réel n'a pas automatiquement

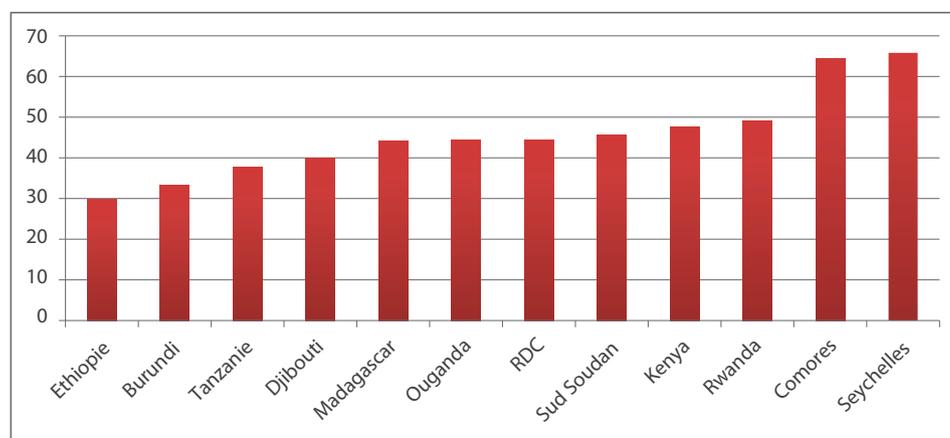
entraîné l'amélioration des niveaux de vie espérée dans la région. Dans certains cas (Madagascar se démarque tout comme, à un degré moindre, le Kenya), cependant, les améliorations des niveaux de vie sont *évidentes même en l'absence d'une croissance économique majeure*, suggérant une relation plus complexe que celle envisagée jusqu'ici entre l'augmentation des revenus et le développement <sup>viii</sup>. Une explication plausible à ce décalage, dans les cas où l'augmentation des biens a été plus lente que l'augmentation des revenus, est que le degré élevé des inégalités et la faible création d'emplois qui ont prévalu dans la région ont entravé la transformation des gains dans les revenus en améliorations plus générales des niveaux de vie. Nous parlerons davantage de ces caractéristiques de la croissance dans la région dans la section qui suit.

## 2.3. INÉGALITÉ ET CROISSANCE

### 2.3.1. Niveau et Impact des Inégalités en Afrique de l'Est

Bien qu'étant souvent non mentionnées, les disparités de revenus en Afrique sont parmi les plus importantes au monde et bon nombre de pays d'Afrique de l'Est sont particulièrement touchés par des niveaux d'inégalités sans cesse croissants. L'unité de mesure des inégalités de revenu la plus répandue, l'indice ou coefficient de Gini, saisit la concentration des revenus ou des dépenses d'un ménage (plus l'indice est élevé, plus l'inégalité est grande, avec un maximum de 1 et un minimum de 0). La figure 2.5 montre les données les plus récentes disponibles à partir des enquêtes de ménages sur la profondeur des inégalités dans la région, alors que la figure 2.6 montre les inégalités de revenus dans la perspective de consommation des déciles les plus élevés contre les déciles les moins élevés.

Figure 2.5: Coefficient de Gini, Afrique de l'Est, dernière année disponible

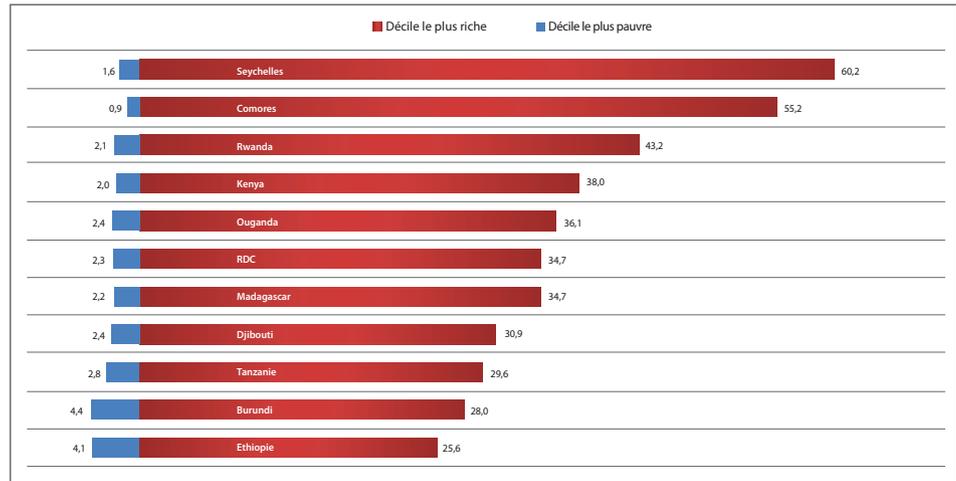


Source: Données POVCAL et sources nationales

À titre de comparaison, en Chine, là où l'indice de Gini est actuellement de 0,42, les responsables politiques ont identifié la croissance des inégalités comme étant une menace à la stabilité sociale et à la croissance future. Pourtant, en Afrique, 24 pays ont des scores relatifs aux inégalités plus élevés que la Chine (APP, 2012 :16) et en Afrique de l'Est, environ la moitié des pays connaissent des inégalités de revenus plus élevées qu'en Chine. S'il s'agit là d'un problème politique majeur en Chine, nous sommes en droit de nous demander pourquoi ce problème ne reçoit pas l'attention qu'il mérite en Afrique de l'Est. Dans le cas des Comores et des Seychelles, ces deux pays sont parmi les trois premiers au monde en termes de degré d'inégalité. Les héritages égalitaires du socialisme en Éthiopie et en Tanzanie ont permis à ces pays d'avoir les inégalités de revenus les plus faibles en Afrique de l'Est, mais même dans ces deux cas, les tendances disponibles montrent que les inégalités sont en nette augmentation.

« En Afrique de l'Est, environ la moitié des pays connaissent des inégalités de revenus plus élevées qu'en Chine. S'il s'agit là d'un problème politique majeur en Chine, nous sommes en droit de nous demander pourquoi ce problème ne reçoit pas l'attention qu'il mérite en Afrique de l'Est. »

**Figure 2.6: Parts de consommation par déciles (le plus riche et le plus pauvre), dernière années disponible**



Source: Povcal

« Les inégalités entravent la capacité des pays à élaborer des politiques d'appui et de ciblage industriels efficaces. »

Traditionnellement, de nombreux économistes sont plutôt partagés au sujet de ces tendances. Ils ont tendance à croire qu'il y a un effet de courbe de 'Kuznets' – que dans les premiers stades du processus de développement, une nette augmentation des inégalités est à prévoir. Certains économistes ont même vu cet effet comme étant bénéfique puisqu'il a été lié à l'augmentation de l'épargne (la propension à épargner étant très supérieure pour les groupes à revenus élevés). Les défenseurs de cette position conseillent aux gouvernements de se focaliser sur l'investissement dans la croissance, croyant que les bénéfiques pourront un jour atteindre les plus pauvres (Cummins et Ortiz, 2011).

Aux cours des dernières années, cependant, il est de plus en plus reconnu que les impacts négatifs de niveaux élevés ou en croissance des inégalités peuvent être graves. De nombreuses études économétriques, Alesina et Rodrick (1994), Birdsall(2008), Cummins et Ortiz (2011) et Berg et Ostry (2011) entre autres, ont toutes démontré que les pays en développement ayant des inégalités élevées tendent à progresser plus lentement (UNCTAD, 2012a). Une étude particulièrement intéressante par rapport à la situation en Afrique de l'Est est celle récemment menée par Berg et Ostry (2011), qui examinent la soutenabilité des épisodes de croissance dans une analyse économétrique transnationale. Leur analyse aboutit plutôt à la conclusion de bon sens que l'augmentation de la durée des épisodes de croissance, plutôt qu'une simple croissance, est primordiale pour obtenir des gains de revenus sur le long terme, comme dans les modèles énoncés dans divers plans de développement dans la région pour atteindre le statut de revenus intermédiaires. Plus précisément cependant, Berg et Ostry ont découvert que les pays ayant une répartition des revenus plus inégale tendent à avoir des périodes de croissance nettement plus courtes – en d'autres termes, les inégalités compromettent la soutenabilité de la croissance économique.

Bien entendu, l'attention accordée aux inégalités peut se justifier par des raisons sociales, indépendamment de ses effets sur la croissance à proprement parler (Wilkinson et Pickett, 2009).<sup>ix</sup> Il existe, par exemple, une reconnaissance croissante selon laquelle les inégalités peuvent entraver la cohésion sociale (OECD, 2011). Mais ce raisonnement a aussi un effet considérable sur l'histoire de la croissance, puisque la croissance, en situation de conflit, peut quoi qu'il arrive, être à soutenir, comme ce fut le cas récemment en Afrique du Nord. Un autre argument solide, bien que moins largement cité, qui est en faveur d'une plus grande égalité de revenus a été avancé par Amsden (2001), et a beaucoup à voir avec la capacité des pays de la région à orchestrer et à catalyser efficacement le type de transformation structurelle souhaitée par les gouvernements de la région. Amsden note que les pays en développement qui ont beaucoup investi dans les firmes nationales

et dans les compétences nationale, exemple, la Chine, l'Inde, la Corée du Sud et le Taipei chinois – ont tous connu une répartition des revenus relativement égale lorsqu'ils sont entrés dans une période de croissance accélérée. En guise d'explication, Amsden soutient que plus les inégalités de revenus sont grandes (par classe sociale, race, religion ou région), plus la société est fracturée, plus il est difficile de mobiliser un appui aux entreprises nationales et aux compétences industrielles spécifiques nationales (Amsden, 2001 :18). \* Par conséquent, les inégalités entravent la capacité des pays à élaborer des politiques d'appui et de ciblage industriels efficaces.

Il existe également plusieurs cas qui montrent que des niveaux élevés d'inégalité entravent la capacité à traduire la croissance en réduction rapide de la pauvreté. Dans une étude transnationale, Fosu (2011) constate, qu'en moyenne, l'augmentation des revenus a été le principal moteur de réduction de la pauvreté – mais avec des variations régionales et nationales importantes. Néanmoins, il soutient également que dans plusieurs cas, des niveaux élevés d'inégalité ont limité l'efficacité de la croissance dans la réduction de la pauvreté<sup>xi</sup>. Dans la région d'Afrique de l'Est, un certain nombre d'études a mis en avant à quel point des inégalités grandissantes ont souvent entravé la réduction de la pauvreté. Dans une étude menée sur la croissance et sur la réduction de la pauvreté en Éthiopie entre 1994 et 1997, Bigsten et al. (2003) ont utilisé la décomposition de la transformation de la pauvreté en composantes de croissance et de répartition. Ils ont constaté que la réduction potentielle de la pauvreté attribuable à l'augmentation des revenus réels par habitant a été, dans une certaine mesure, contrecarrée par l'aggravation de la distribution des revenus (cité par Atkinson et Lugo, 2010). Ce qui implique qu'une réduction des inégalités pourrait renforcer les capacités des pays à réduire la pauvreté. La situation récente au Rwanda, en termes de croissance et de réduction de la pauvreté, illustre bien comment la performance relative à la réduction de la pauvreté peut entraîner des changements dans les inégalités.

« Des niveaux d'inégalité élevés entravent la capacité de traduire la croissance en réduction rapide de la pauvreté. »

#### Encadré 2.1: Réductions des inégalités et réduction de la pauvreté – l'exemple rwandais

Comme cela a été le cas dans plusieurs pays pauvres à croissance rapide, jusqu'en 2005, le processus de croissance au Rwanda s'est accompagné d'une augmentation des inégalités. Entre 2001 et 2006, alors que l'économie progressait à un taux moyen de 6,4 pour cent par an, les inégalités se sont renforcées passant de 0,47 à 0,51 pour cent, d'après le coefficient de Gini, sur la même période (MINECOFIN, 2012 :8). La pauvreté a décliné, mais seulement de 2,1 points.

Tableau 2.1: Résorption de la pauvreté, en pourcentage de la population, 2000/1 à 2010/11

province	2000/01 pour cent	2005/06 pour cent	2010/11 pour cent
Ville de Kigali	22,7	20,8	16,8
Province du Sud	65,5	66,7	56,5
Province de l'Ouest	62,3	60,4	48,4
Province du Nord	64,2	60,5	42,8
Province de l'Est	59,3	52,1	42,6
Urbain		28,5	22,1
Rural		61,9	48,7
<b>Total</b>	<b>58,9</b>	<b>56,7</b>	<b>44,9</b>

Source: NISR, 2012

**Tableau 2.2: Évolution des inégalités au Rwanda, coefficient de Gini, 2000/2 à 2010/11**

Province	2000/01	2005/06	2010/11
Ville de Kigali	0,559	0,586	0,559
Province du Sud	0,425	0,446	0,373
Province de l'Ouest	0,445	0,492	0,395
Province du Nord	0,457	0,431	0,438
Province de l'Est	0,403	0,436	0,362
National	0,507	0,522	0,490
Ratio du 90 <sup>e</sup> au 10 <sup>e</sup> percentile	7,066	7,100	6,36

Source: NISR, 2012

Toutefois, de 2005 à 2011, il ya eu amélioration assez remarquable de l'élasticité de la réduction de la pauvreté – et la pauvreté est passé de 56,7 pour cent à 44,9 pour cent, soit un recul de 11,8 pour cent. Ceci est en partie attribué aux efforts du gouvernement rwandais pour réduire les inégalités au cours de la même période. Au niveau national, le coefficient de Gini en enregistré a reculé passant de 0,52 pour cent à 0,49 pour cent sur la même période. Selon le gouvernement, « *le succès de l'augmentation des opportunités de gains non agricoles et de l'amélioration de la production et des ventes dans le secteur de l'agriculture sont susceptibles d'avoir été des facteurs importants ici. Il se peut que certaines personnes pauvres aient également mené des activités non agricoles, mais cela ne peut pas être confirmée en l'absence des données* ». L'objectif du gouvernement, contenu dans le DSRP-II, est de réduire le taux de pauvreté à 30 pour cent à l'horizon 2015. Pour atteindre cet objectif, il semble que des mesures supplémentaires visant à réduire les inégalités contribueront de manière significative à l'accélération du rythme de réduction de la pauvreté.

### 2.3.2. Mesures Politiques de Réduction des Inégalités

Comment les décideurs politiques peuvent-ils atténuer ces tendances et réduire activement les inégalités ? En matière de politique concernant la façon de s'attaquer au problème des inégalités, la tendance est de se concentrer sur l'amélioration de la propension de la croissance pro-pauvres, et porte peu d'intérêt à la manière de lutter contre la concentration excessive des revenus dans les quintiles les plus élevés. La question est, bien entendu, hautement politique et les tentatives de réduction des inégalités nécessitent un soutien politique important pour réussir. C'est notamment le cas des politiques de distribution destinées à faire face aux inégalité des revenus.

Dans les pays à revenus élevés, la politique budgétaire est généralement l'un des principaux leviers utilisés dans la redistribution des revenus et la réduction des inégalités. Mais l'impact de redistribution de la politique budgétaire dans la région est limité par des niveaux généraux d'impôts et de transferts faibles. Alors que le coefficient fiscal moyen des taxes pour les économies avancées excède 30 pour cent du PIB, les coefficients dans les économies en développement se trouvent généralement dans la fourchette des 15 à 20 pour cent du PIB (Bastagli et al, 2012). Dans la région d'Afrique de l'Est, dans un certain nombre de pays (Rwanda, Burundi et RDC par exemple) les coefficients sont même en dessous cette fourchette. Par conséquent, les dépenses sont aussi substantiellement faibles dans la région d'Afrique de l'Est, avec de faibles

dépenses de transferts expliquant la plus grande partie de la différence. Ce qui réduit substantiellement le potentiel redistributif de la politique fiscale.

Ainsi, il convient de se demander si de nombreux gouvernements de la région ne jouent pas sur un seul tableau, en espérant une matérialisation de la croissance « pro-pauvre » ou une 'redistribution' au quintile le plus faible de la population, sans prendre entièrement en compte les autres options de redistribution active des revenus des groupes les plus riches vers les moins favorisés. Les options politiques à explorer sont notamment les suivantes :

- ⊙ **Impôts indirects:** Les taxes sur la consommation ou les impôts indirects ne sont pas souvent considérés comme étant très progressifs, et sont perçus comme ayant un effet négatif sur les couches sociales les plus pauvres. Mais s'ils sont bien conçus, ce n'est pas forcément pas le cas. Les taxes sur les importations qui restent importantes pour les économies à faible revenu, apparaissent souvent comme étant très régressives, alors qu'à l'inverse, les taxes d'accise – sur les produits tels que le carburant, l'alcool et la cigarette – ont tendance à être plus progressives (Bastagli et. al. 2012). Dans certains cas, il s'agit simplement de sélectionner des biens consommés principalement par les quintiles à revenus intermédiaires et à revenus élevés (les produits de luxe par exemple), et de n'imposer aucune taxe aux produits consommés principalement par les plus pauvres (ex, les denrées de première nécessité) <sup>xii</sup>. Il existe également des preuves évidentes selon lesquelles l'exonération des petites entreprises (notamment dans l'agriculture et dans le secteur informel) peut conduire à une incidence plus progressive (Jenkins, Jenkins, et Kuo, 2006).
- ⊙ **Impôts directs:** Bien que les impôts sur le revenu des particuliers et les taxes foncières soient progressifs dans les économies en développement, des niveaux élevés de non-conformité, ajoutés à une base imposable étroite tendent à réduire la capacité des impôts directs à réduire les revenus (Bastagli et. al. 2012) <sup>xiii</sup>. À l'inverse, les ressources fiscales peuvent être progressives et en même temps efficaces, bien qu'elles soient appliquées principalement aux revenus étrangers. L'un des défis à relever est de renforcer la transparence en ce qui concerne les quintiles de la population qui paient le plus d'impôts.
- ⊙ **Dépenses:** Bien que les programmes de transfert et les régimes de pension se répandent dans la région <sup>xiv</sup>, des dépenses faibles limitent la capacité de redistribution des programmes de transferts. L'existence d'un vaste secteur informel complique davantage le développement de tels programmes et, par conséquent, la participation aux régimes d'assurance sociale et de pension tend à se restreindre aux travailleurs du secteur formel et aux employés du secteur public ayant des revenus élevés (Bastagli et. al. 2012). Les tentatives d'expansion de ces programmes sur une base universelle aideront réellement à éviter que la concentration des bénéfices se fasse dans les groupes à revenus plus élevés.
- ⊙ **Mesures visant à encourager l'égalité des opportunités:** Il est maintenant à la mode d'insister sur l'égalité des opportunités comme étant l'une des façons les plus sûres de lutte contre les inégalités, principalement à travers le système éducatif. Une plus grande égalité des opportunités peut certainement se traduire par des résultats sociaux plus égaux et plus efficaces (OECD, 2012). Par exemple, des investissements dans la formation et dans une éducation plus formelle comme ceux discutés dans le chapitre 3, pourront renforcer la capacité de la main d'œuvre à s'adapter aux nouvelles technologies (qui ont pu contribuer à plus d'inégalités), et ainsi non seulement à réduire les inégalités, mais aussi à aider à soutenir la croissance (Berg et Ostry, 2011). L'expansion de l'enseignement secondaire, en particulier, semble être un moyen efficace de réduction de ce que les économistes appellent les « primes de compétences » – en d'autres termes, une part disproportionnée des revenus revenant aux travailleurs hautement qualifiés dans les pays où ces compétences sont rares sur le marché du travail (voir, inter alia, Cornia, 2012).

---

*« Il convient de se demander si de nombreux gouvernements de la région ne jouent pas sur un seul tableau, espérant une matérialisation de la croissance 'pro-pauvre' ou une 'redistribution' au quintile le plus faible de la population, sans prendre entièrement en compte les autres options de redistribution active des revenus des groupes les plus élevés vers les moins favorisés. »*

---

Enfin, les gouvernements d'Afrique de l'Est peuvent également explorer les différentes expériences internationales en matière des moyens utilisés pour réduire les inégalités. Le pays qui a eu un succès considérable dans cette lutte depuis 2010 est le Brésil, sa réussite s'est bâtie sur la combinaison d'une forte croissance et une meilleure répartition des revenus (APP, 2012: 17). Bien que restant à des niveaux très élevés selon les normes internationales, le succès du gouvernement brésilien dans la lutte contre les inégalités s'est appuyé sur deux piliers – une expansion rapide des programmes de transferts de fonds, à l'instar de *Bolsa familia* et simultanément (mais moins largement reconnu) la mise en application de la loi portant sur le salaire minimum dans tous les États. Cette histoire est généralisable à toute l'Amérique latine. Alors qu'en Amérique latine plusieurs pays ont réussi à réduire les inégalités de revenus dans les années 2000 (Cornia, 2012)<sup>xv</sup>, en Afrique, il n'y a malheureusement jusqu'ici que peu d'exemples de bonnes pratiques à retenir en termes de réduction des inégalités. Le premier pays à réussir cela gagnera forcément en estime et méritera d'être imité.

## 2.4. EMPLOI ET CROISSANCE

### 2.4.1. La Nature des Marchés du Travail dans la Région d'Afrique de l'Est

---

*« En Afrique, il n'y a malheureusement jusqu'ici que peu d'exemples de bonnes pratiques à retenir en termes de réduction des inégalités dont on pourrait s'inspirer. Le premier pays de la région à réussir cela gagnera forcément en estime et mériterait d'être imité. »*

---

Depuis que la situation économique de la région a commencé à s'améliorer de manière spectaculaire aux débuts des années 2000, *la croissance sans emplois* – le sentiment que la croissance ne s'est pas suffisamment traduite en création d'emploi – est devenue une préoccupation constante pour les décideurs, les gouvernements et les citoyens (Gallup, 2012a)<sup>xvi</sup>. Ces craintes ont été accentuées par les pressions démographiques dans la région. Comme le montre le rapport sur 'Le suivi des progrès 2012', le taux de croissance démographique en Afrique de l'Est est le plus élevé au monde, avec des pays comme l'Uganda et la RDC qui connaissent des taux particulièrement élevés. Par conséquent, le nombre de nouveaux entrants sur le marché du travail (adultes économiquement actifs et âgés de 15 ans et plus) représente un défi énorme pour les décideurs politiques. SID (2012) estime que le nombre d'adultes économiquement actifs dans la Grande Corne de l'Afrique va augmenter de 68 millions de personnes dans les dix prochaines années. La main d'œuvre augmentera de 3,2 millions de personnes chaque année entre 2010 et 2015 puis ce chiffre va s'accroître pour atteindre 3,6 millions de personnes par an entre 2015 et 2020.

Ces défis doivent également être remis dans le contexte de la nécessité d'un changement structurel. Comme l'observe la Banque mondiale (Stratégie assistance pays 2010 : paragraphe 36), dans le cas de l'Ouganda :

*« La croissance ininterrompue du pays depuis 1987 a été une réalisation remarquable. Toutefois, le point faible de la performance économique a été une évolution limitée d'une économie basée sur le secteur primaire à faible productivité, vers une économie de production basée sur l'industrie et les services. Le taux de croissance élevé de la population du pays rend la transformation structurelle particulièrement urgente afin de créer des emplois non agricoles et davantage productifs pour l'une des mains d'œuvre dont l'augmentation est la plus rapide au monde ».*

De même, dans le cadre de sa stratégie pour la transformation structurelle, au Rwanda, l'un des principaux objectifs de sa Vision 2020 est la réduction de la population dépendante des activités agricoles, de son niveau actuel de 85 pour cent à 50 pour cent d'ici 2020. Mais en tenant compte de la croissance actuelle de la population, cela reviendrait à créer 2,2 millions de nouveaux emplois hors du secteur agricole d'ici 2020 (Ronnas, 2010). L'échelle des défis est, dès lors, immense.

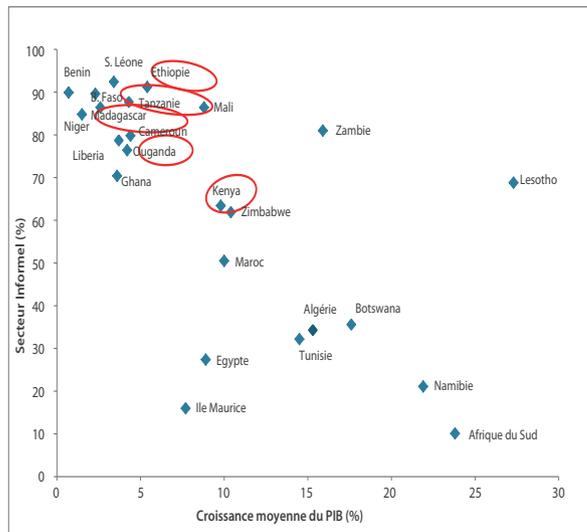
Par ailleurs, les caractéristiques du marché du travail de la région d'Afrique de l'Est ont certaines spécificités – caractéristiques que les politiques en matière d'emploi doivent

prendre en compte. Le degré élevé du secteur informel est l'une d'elles (Hart, 1973)<sup>xvii</sup>. Même si les taux de chômage sont officiellement faibles, le nombre de personnes ayant un emploi dans le secteur formel est aussi excessivement faible dans la plupart des pays de la région (Figure 2.7 and Tableau 2.3)

**Tableau 2.3: Taux d'emploi salaire/population pour 2011**

Country	%
Ouganda	15
Rwanda	12
Région du Somaliland	12
Burundi	11
Djibouti	11
Comores	10
Madagascar	9
RDC	7
Memo: US	41
Allemagne	32
Chine	28

**Figure 2.7: Secteur informel et taux de chômage, dernière année**

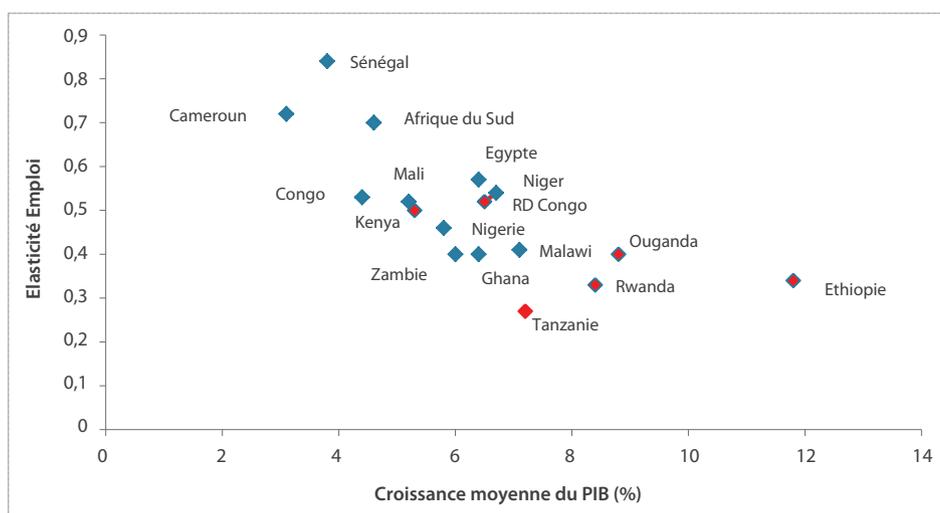


Source: Gallup (2012b) et BAD (2012)

En même temps, les données disponibles semblent indiquer que la région est affectée par de faibles élasticités emploi- croissance (c'est-à-dire qu'une unité donnée de croissance économique est accompagnée d'un faible taux de création d'emploi). Ainsi, malgré la réalisation de taux de croissance économiques élevés en Tanzanie, au Rwanda, en Ouganda et en Éthiopie au cours de la dernière décennie, la création d'emploi dans le secteur formel a été relativement décevante<sup>xviii</sup>.

« Malgré la réalisation de taux de croissance économiques élevés en Tanzanie, au Rwanda, en Ouganda et en Éthiopie au cours de la dernière décennie, la création d'emploi dans le secteur formel a été relativement décevante. »

**Figure 2.8: Élasticité croissance -emploi**



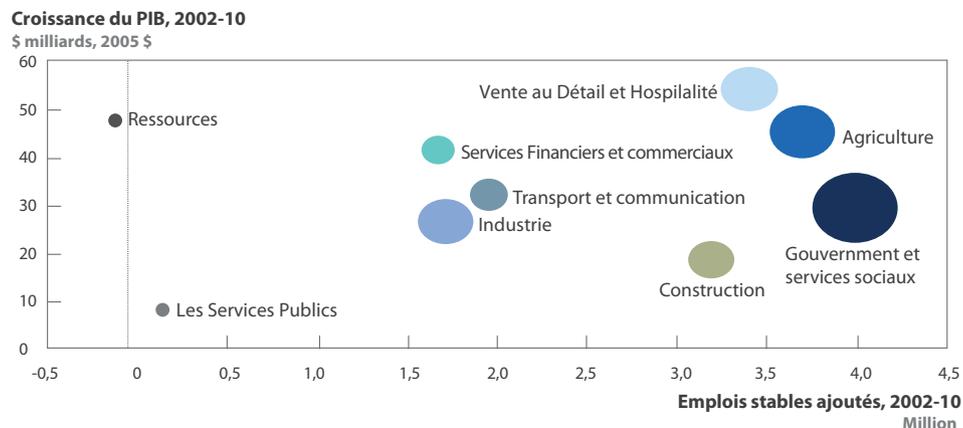
Source: BAD (2012)

En outre, il existe des données qui soutiennent que ces élasticités ont décliné avec le temps. Par exemple, en Tanzanie, les élasticités croissance-emploi sont passées de 1,04 pour cent sur la période 1992 à 1996 à 0,27 pour cent sur la période 2004 à 2008. Des tendances similaires ont été signalées pour l'Éthiopie (World Bank, 2012: 88).

## 2.4.2. D'où Viendront les Emplois?

Si le principal défi de développement à relever dans la région est celui de changer le schéma de croissance pour qu'il y ait une plus grande intensité dans la création d'emplois et la réduction de la pauvreté, l'analyse des secteurs qui sont susceptibles de créer les meilleures opportunités d'emploi est fondamentale. Dans une étude africaine à grande échelle basée sur les statistiques de dix pays africains, McKinsey (2012) a constaté que certains secteurs dans les économies africaines ont contribué à augmenter la croissance des emplois stables depuis 2002 (Figure 2.9).

**Figure 2.9: Croissance et création d'emploi en Afrique, 2002 -2010**



La taille de la bulle dans la figure 2.9 estime le nombre d'emplois stables créés dans l'économie, alors que l'axe vertical montre la contribution du secteur à la croissance économique. Cela peut sembler surprenant, mais en fait, le gouvernement et les secteurs agricoles ont été les sources de création d'emplois les plus importantes au cours de la période. Elles sont suivies du secteur de vente au détail, du secteur hôtelier, de l'industrie de fabrication et de construction. Par contre, bien que les secteurs des ressources naturelles aient contribué énormément à l'essor économique, leur création d'emploi a été négligeable (d'ailleurs, en termes nets, il semblerait que le secteur des ressources naturelles ait eu un impact négatif sur la création d'emploi)<sup>xix</sup>. Les services publics, un autre secteur sur lequel reposent beaucoup d'espoirs en termes de croissance future, est également un secteur qui exige des investissements et contribue à peine à la création d'emplois stables.

Une autre méthode d'analyse du potentiel de création d'emplois des différents secteurs consiste à calculer, sur une base nationale, les élasticités croissance-emplois par secteur. Dans le tableau 2.4, nous avons calculé ces élasticités sur la base des données disponibles au Rwanda. Des élasticités de création d'emplois élevées se retrouvent dans le secteur minier et dans les services publics, soit les deux secteurs qui, selon l'étude de McKinsey, ont contribué de manière négligeable à la création d'emplois.

**Table 2.4: Élasticités de création d'emplois par industrie, Rwanda 2006 -2010**

Secteur	Emploi	PIB par employé (FRW)	Croissance du secteur %	Croissance des emplois%	Élasticité de l'emploi
Agriculture	3 596 000	340 000	5,3	1,2	0,23
Mines et extraction	48 000	1 000 000	5,0	21,4	4,28
Industrie Manufacturiere	112 000	2 250 000	5,3	6,9	1,30

« Les TIC ont un fort potentiel de création de croissance économique grâce aux impacts positifs sur le marché du travail. »

Secteur	Emploi	PIB par employé (FRW)	Croissance du secteur %	Croissance des emplois%	Élasticité de l'emploi
Services publics	10 000	800 000	12,8%	22,4	1,75
Construction	146 000	2 170 000	15,0	17,4%	1,16
Commerce	444 000	1 110 000	11,3	8,4	0,74
Transport & TIC	91 000	3 160 000	12,3	10,3	0,84
Services financiers	20 000	5 450 000	10,2	8,9	0,87
Etat	211 000	1 490 000	11,1	8,4	0,76
Autres services	228 000	1 940 000	5,5	2,5	0,45
Tout Rwanda	4 960 000	772 000	8,2	2,9	0,35

Source: Données nationales(2011)

Le paradoxe apparent s'explique facilement en regardant les niveaux absolus de l'emploi dans ces secteurs, qui sont très faibles (48 000 dans le cas du secteur minier et extraction, et 10 000 dans les services publics). Il est également important de noter que le secteur minier est un secteur à petite échelle et à forte intensité de main d'œuvre, contrairement au schéma prédominant des grandes mines dans les autres parties d'Afrique. L'élasticité de la création d'emploi la plus faible se retrouve dans l'agriculture, bien que ce secteur soit, de loin, le plus grand pour voyeur d'emploi en termes absolus. De même, l'élasticité de création d'emploi dans les secteurs du commerce et de l'État est modeste, mais l'impact absolu du nombre d'emplois qu'ils créent est fondamental. En même temps, malgré son importance sur le plan régional en tant que nouveau pôle de croissance, le secteur des TIC retenu par le gouvernement comme l'un de ses secteurs prioritaires, apparaît comme ayant une très faible élasticité de création d'emploi (pour plus de détails sur l'impact du développement des TIC sur le marché du travail, voir encadré 2.2). Tout comme cela apparaît dans notre analyse, dans le chapitre 3, sur les secteurs moteurs en termes de valeur ajoutée, l'industrie de construction est également un important secteur de création d'emploi.

### Encadré 2.2: Impact des TIC sur le marché du travail en Afrique de l'Est

La révolution des TIC est en train de bouleverser complètement la nature du changement structurel, créant un marché global où le capital intellectuel, plus que les ressources naturelles, est la clé de la future croissance économique. Par ailleurs, le secteur offre des effets sociaux plus vastes, rendant les citoyens mieux informés sur les opportunités qui s'offrent à eux et aidant les gouvernements à offrir de meilleurs services.

D'après des études menées par les experts dans le secteur, les TIC ont un fort potentiel de création de croissance économique grâce aux impacts positifs sur le marché du travail. Une autre conséquence apparente de la révolution de la téléphonie mobile en Afrique est l'expansion rapide des entreprises et services locaux de téléphonie dans les centres urbains et ruraux. Les magasins de vente et de réparation de téléphones mobiles poussent dans chaque coin de rue animée et sur tous les marchés; et les vendeurs de cartes SIM et cartes de recharge sont omniprésents dans la rue. Les cybercafés sont également devenus d'importantes institutions sociales à travers tout le continent. Les études concluent que les TIC créent des emplois et génèrent des revenus, notamment au sein des communautés rurales enclavées et défavorisées, le plus souvent chez les femmes, les jeunes et les personnes handicapées.

La révolution des TIC a eu un impact majeur sur le marché du travail en Afrique de l'Est. Par exemple :

- En Ouganda, il existe une initiative des professionnels du savoir communautaire (PSC), impliquant les paysans pauvres (dont la moitié vit avec moins de 1,25 dollar par jour). Les paysans sont choisis par leurs pairs et utilisent des smartphones connectés à des bases de données spécialement conçues pour fournir des informations actualisées et exactes aux autres paysans des communautés enclavées – comme la météo, les soins aux animaux, les semences, le traitement des épidémies et des maladies, et les prix sur le marché des produits qu'ils cultivent. Les professionnels du savoir communautaire fonctionnent sur une base de 'mini-franchise', comme s'il s'agissait de leurs petites entreprises personnelles. Cela aide les paysans à améliorer leur rendement et à stimuler la croissance des fèves et du blé, principaux objectifs économiques. Il existe 800 professionnels du savoir communautaires répartis sur 20 districts en Ouganda. L'objectif est d'atteindre 1 million de personnes.
- Le service de paiement mobile Kenyan M-Pesa: introduit il y a cinq ans comme service à valeur ajoutée. M-Pesa est une solution innovante qui permet aux utilisateurs de transférer de l'argent à partir de leur téléphone au Kenya. Avec plus de 14 millions d'abonnés, M-Pesa est devenu l'un des produits les plus populaires de l'opérateur mobile, fidélisant les clients dans un marché hautement compétitif. M-Pesa, qui emploie directement 50 000 personnes aujourd'hui, est une source de revenus essentiel pour le Kenya. Les estimations font état de plus de 2 millions de transactions M-Pesa par jour et 30 pour cent du PIB kenyan est assuré par M-PESA par voie de sms.
- Le réseau des télécentres au Rwanda: les télécentres agissent comme des centres qui offrent des services à moindre coût; encouragent l'entrepreneuriat et créent des emplois; améliorent l'accès des paysans aux marchés; et créent une demande pour les biens et services. Alors que les estimations font état de seulement 400 personnes environ employées directement par les télécentres au Rwanda, on envisage de créer 1000 télécentres dans tout le pays. Il est prévu que 3 000 emplois seront créés d'ici 2015 à travers le projet Rwanda Télécentre Network (RTN). En outre, les centres demandent d'autres biens / services qui peuvent être fournis par les entrepreneurs locaux. Ils ont également amélioré l'accès des producteurs aux informations du marché, permettant ainsi davantage d'échanges hors des zones urbaines. Une formation de base dans le secteur des TIC sera dispensée dans ces centres, qui outillent les citoyens avec des pré-requis, des compétences et des connaissances, augmentant ainsi leurs capacités à participer de manière significative à l'économie basée sur le savoir.

Source: CEA

La conclusion à tirer de cette analyse est qu'il ne serait pas juste d'extraire de manière excessive des conseils politiques prospectifs sur la base des élasticités de création d'emplois par secteur uniquement. Même si elle est plus lente en termes de dynamique, l'importance absolue de certains secteurs (comme l'agriculture) est simplement trop grande pour être ignorée.

Encourager les industries qui génèrent de l'emploi à grande échelle doit rester la principale préoccupation de nombreux gouvernements dans la région. Dans les sections qui vont suivre et dans le chapitre 3, nous sélectionnons un certain nombre de secteurs clés couramment cités dans la littérature comme étant d'importants générateurs d'emplois. Compte tenu des contraintes liées à l'espace, cette analyse est loin d'être exhaustive. Mais les secteurs qui sont fréquemment mentionnés dans les cercles politiques sont brièvement analysés.

## 2.5. CHANGEMENTS STRUCTURELS ET CROISSANCE – CE QUE LE DÉBAT SIGNIFIE POUR L'AFRIQUE DE L'EST

### 2.5.1. Un Domaine de Recherche en Plein Essor – avec Quelques Implications Importantes pour les Politiques Sectorielles

Pour bien comprendre leurs causes, les faibles élasticités de la réduction de la pauvreté et les faibles élasticités de la création d'emploi doivent être prises en compte dans le contexte des débats contemporains sur les changements structurels. Au cours des dernières années, les économistes et les décideurs politiques en Afrique ont commencé à s'intéresser aux questions de transformation structurelle. Quelques dirigeants régionaux ont été en première ligne de ces réflexions (Zenawi, 2012) <sup>xx</sup>. Il est maintenant de plus en plus reconnu que sans changement structurel, la croissance qui prévaut dans la région depuis les débuts des années 2000 ne pourra probablement pas résister à l'épreuve du temps. Dans la nouvelle orientation de quelques vieilles théories économiques <sup>xxi</sup>, il est reconnu que les pays ayant des structures de production et d'exportation diversifiées ont des revenus par habitant plus élevés (Imbs et Wacziarg, 2003), et que les pays qui produisent et exportent des biens plus sophistiqués – ceux qui sont principalement transformés par des pays à niveaux de revenus plus élevés – ont tendance à progresser rapidement (Hausmann et al., 2007; UNIDO, 2009, Page, 2012).

Toutefois, la plupart des pays africains dépendent toujours considérablement de l'agriculture et des exportations de ressources naturelles pour leur croissance – et la région d'Afrique de l'Est ne fait pas exception à cette tendance générale. Rodrick et MacMillian (2011) soulignent le fait que la transformation structurelle en Afrique, depuis les années 2000, ne s'est pas faite des secteurs à productivité élevée vers ceux à faible productivité, entraînant une nette réduction de la croissance en Afrique. Ainsi, par exemple, depuis la fin des années 70 et le début des années 80, le secteur manufacturier a stagné dans plusieurs pays de la région – en fait, dans certains pays, il s'est amélioré aussi bien en termes relatifs qu'en termes absolus (Tableau 2.5).

Seuls quelques pays ont réussi à inverser ces tendances. En Tanzanie, le secteur manufacturier s'est fortement développé, tiré principalement par la demande des marchés régionaux, soutenus par le renforcement du marché commun de la Communauté d'Afrique de l'Est (CAE). La part des exportations manufacturières tanzanienne a progressé pour passer de 3 pour cent en 2000 à 17 pour cent en 2010, avec les principaux produits étant les produits alimentaires transformés, les boissons et les produits du tabac, suivis de la production de meubles et autres produits ligneux (FMI, 2012a :68). Madagascar a également réussi dans l'expansion de son secteur manufacturier, grâce au succès de son secteur textile, mais cette expansion a été entravée par la crise politique de 2008-2009 et par la suspension du pays de l'African Growth and Opportunity Act (AGOA) qui a suivie cette crise et qui lui garantissait un accès préférentiel au marché américain.

*« En Tanzanie, le secteur manufacturier s'est fortement développé, tiré principalement par la demande des marchés régionaux, soutenus par le renforcement du marché commun de la Communauté d'Afrique de l'Est (CAE). »*

**Table 2.5: Valeur ajoutée du secteur manufacturier en Afrique de l'Est et dans des pays africains sélectionnés (Pourcentage du PIB total)**

Pays	2000	2005	2012
Pays en développement	19,5	20,6	21,3
Afrique	11,2	10,0	10,0
Burundi	7,7	9,6	9,6
Comores	4,5	4,6	4,6
RDC	4,8	6,4	6,7
Djibouti	2,3	2,3	2,3
Érythrée	10,4	5,4	5,3
Ethiopie	5,2	4,3	4,2

Pays	2000	2005	2012
Kenya	10,3	10,4	10,3
Madagascar	11,1	13,4	13,3
Rwanda	7,0	6,7	6,6
Seychelles	19,2	12,0	12,2
Tanzanie	8,8	8,6	8,8
Ouganda	7,1	6,7	7,2

Source: <http://www.unido.org/resources/statistics/statistical-country-briefs.html>

Les observations empiriques de Rodrick et MacMillan les ont amené à déduire qu'il est nécessaire d'adapter fondamentalement la structure des économies pour augmenter la productivité, la nature et la vitesse de la croissance. Dans la même perspective, Page(2011) affirme que sans augmentation de la part de leur secteur manufacturier, la plupart des économies africaines auront du mal à atteindre leurs objectifs de devenir des pays à revenu intermédiaire à l'horizon 2025. Il soutient cette idée en comparant une version de référence des structures des économies des États ayant atteint le statut de pays à revenu intermédiaire (tels que l'Inde, la Chine et la Thaïlande) à l'état actuel de huit pays à faible revenu <sup>xxii</sup>. Il qualifie la différence de niveau de production de la valeur ajoutée dans des différents secteurs de « déficit structurel » <sup>xxiii</sup>. L'étude révèle aussi qu'un changement dans la structure des économies à faible revenu vers une structure qui ressemble davantage à celle des pays de référence conduira à des gains d'efficacité d'emplois considérables pour ces économies. Cela suppose que les niveaux de productivité sectorielle dans l'échantillon de pays africains est resté inchangé, mais que la répartition intersectorielle de l'emploi change pour correspondre à celle de l'indice de référence, auquel cas les pays pourraient réaliser des gains de productivité substantiels. En moyenne, la productivité des économies des pays africains à faible revenu de l'échantillon pourra augmenter de 1,3 fois. La productivité de l'Éthiopie pourrait augmenter de 1,6 fois, celle de la Tanzanie de 1,4 fois et celle du Kenya de 1,1 fois (Page, 2012 :91). Malheureusement, les études de McMillan et Rodrigue d'une part, et de Page d'autre part, ne s'intéressent pas suffisamment à la manière dont ces changements structurels peuvent être réalisés, au-delà des exhortations générales à progresser vers les secteurs à haute productivité.

Il existe encore beaucoup d'attachement à l'idée selon laquelle le secteur manufacturier est la première option en termes de transformation structurelle. L'ONUDI (2006 :9) révèle que la plupart des secteurs du domaine manufacturier nécessitent particulièrement une forte intensité de main d'œuvre. La croissance du secteur manufacturier peut augmenter l'égalité pour les femmes, étant donné qu'elles ont tendance à être employées de manière disproportionnée. De plus, l'emploi formel dans le secteur manufacturier aide les gens en leur offrant un salaire régulier et en leur permettant de renforcer leurs compétences beaucoup plus que quand ils sont travailleurs indépendants ou qu'ils travaillent dans le secteur informel.

Cependant, cette appréciation va à l'encontre du fait selon lequel la grande partie de la croissance régionale est assurée par les secteurs des services et non par le secteur manufacturier. Par exemple, le secteur des services au Kenya a été le plus grand contributeur à la croissance du PIB et aux revenus des échanges internationaux au cours des dernières années. Le Kenya dispose de plusieurs firmes de classe mondiale qui exportent des services off-shore à valeur ajoutée tels que le développement des produits, la recherche et le développement des entreprises privées, l'assurance, la comptabilité, les services *d'externalisation des processus d'entreprises*. Le Kenya apparaît particulièrement compétitif dans les services de transport, de la communication et des finances, étant donné la relative abondance de professionnels qualifiés au Kenya, employés dans les

« La plus grande partie de la croissance régionale est assurée par les secteurs des services et non par le secteur manufacturier. Par exemple, le secteur des services au Kenya a été le plus grand contributeur à la croissance du PIB et aux revenus des échanges internationaux au cours des dernières années. »

services commerciaux intra-CAE. Il faut ajouter à cela une forte tradition entrepreneuriale (FMI, 2012a). De même, l'augmentation de la part du secteur des services dans le PIB en Ethiopie a été particulièrement forte depuis 1990 (Martins, 2012 :11).

Bien que le secteur des services soit souvent associé à un travail à faible productivité, l'OCDE (2001) montre que la qualité du travail dans ce secteur dépend des structures préexistantes – et que tous les services ne sont pas les mêmes. Des données empiriques montrent que le secteur des services peut effectivement contribuer à la croissance de manière très significative, et peut également doper les revenus des exportations puisque les services deviennent de plus en plus échangeables (Dadush and Wyne; 2011). L'industrie touristique en est un exemple. Au Rwanda par exemple, les revenus du tourisme ont augmenté de 25 pour cent en 2011 pour atteindre 251,8 millions de dollars ; l'industrie touristique est ainsi devenu l'une des plus grandes sources de devises étrangères. De même, Mold et al. (2010) ont montré de manière économétrique que certains sous-secteurs du secteur des services ont le potentiel de devenir des « moteurs de croissance » de la même façon que le secteur manufacturier, notamment les sous-secteurs des finances, du commerce et des transports. En définitive, une politique économique qui encourage uniquement le secteur manufacturier est susceptible d'être contreproductive. L'économie mondiale aujourd'hui est complexe et des opportunités existent dans plusieurs secteurs et sous-secteurs. Comme le montre le *Rapport économique sur l'Afrique 2013* de la CAE, un secteur manufacturier fort est, sans aucun doute, essentiel, étant donné que les pays avancent vers le statut d'États à revenu intermédiaire. Mais une vision parcellaire centrée sur le secteur manufacturier et ignorant les autres moteurs de croissance serait contreproductive.

### 2.5.2. Éviter la Négligence « Bénigne » du Secteur Agricole

Si les arguments contemporains en faveur de l'accélération des changements structurels contribuent à négliger davantage le développement du secteur agricole, alors le débat ne serait pas perspicace. Les faits historiques ont montré que les pays en développement qui ont le plus réussi ont d'abord bâti leur succès sur une performance agricole solide<sup>xxiv</sup>. Un secteur agricole hautement productif constitue normalement le fondement d'une croissance économique rapide. Plus précisément, il est souvent essentiel de veiller à ce que la croissance se traduise en une réduction de la pauvreté plus rapide. La croissance économique phénoménale de la Chine a beaucoup fait parler d'elle, tout comme ses grandes réalisations en termes de réduction de la pauvreté. Seule la Chine a réussi à sortir 500 millions de personnes de la pauvreté depuis les années 80. Ce qui est moins bien reconnu est le fait que la plus grande partie de cette réduction de la pauvreté a eu lieu dans les années 80, lorsque la colonne vertébrale de la croissance était dans le secteur agricole. La réduction de la pauvreté s'est en effet ralentie dans les années 90, alors que l'économie s'orientait rapidement vers le développement du secteur industriel (Huang, 2008:114-118). Un cas similaire à mentionner est celui de l'Asie du sud-est, où l'Indonésie et la Malaisie ont entamé leur forte croissance dans les années 70 et 80 avec un développement du secteur agricole qui a eu un succès remarquable en termes de réduction de la pauvreté (Henley, 2012). En réalité, depuis 1700, presque tous les cas de réduction de la pauvreté en masse ont effectivement commencé avec l'augmentation de la productivité agricole (World Bank, 2012:191).

En somme, les données empiriques présentées par Christiaensen et al. (2011:251-252) soutiennent le principe général selon lequel le renforcement de la productivité agricole reste un point de départ important dans l'élaboration des stratégies de réduction de la pauvreté pour faire reculer la pauvreté à moins de 1 dollar par jour (1er OMD), particulièrement dans les pays à faibles revenus et riches en ressources. Lorsqu'il sera question de réduire la pauvreté à moins de 2 dollars par jour, les secteurs non agricoles auront l'avantage, notamment dans les configurations des pays pauvres en ressources.

---

*« Un secteur manufacturier fort est, sans aucun doute, essentiel étant donné que les pays avancent vers le statut d'États à revenu intermédiaire. Mais une vision parcellaire centrée sur le secteur manufacturier et ignorant les autres moteurs de croissance serait contreproductive. »*

---

En Afrique particulièrement, le secteur agricole emploie environ 60 pour cent de la main d'œuvre totale (FAO, 2012) – et en Afrique de l'Est, ce taux est même plus élevé, et atteignant environ 70 pour cent. Ce secteur est la colonne vertébrale de plusieurs économies et aide à réaliser des opérations de change très recherchées à travers les exportations. Toutefois, il y a encore un nombre disproportionné de personnes employées dans le secteur agricole, par rapport à la contribution des autres secteurs au PIB; ce qui reflète une faible productivité et des inefficacités structurelles (Gollin: 2009). Les faits historiques suggèrent que les changements structurels commencent dans le secteur agricole, avec des flux d'emplois importants à long terme dans le secteur, tandis que la productivité augmente pour satisfaire la demande sans cesse croissante en emploi dans d'autres secteurs de l'économie (Lewis, 1954; Bairoch, 1992). Dans la région, au cours de 15 dernières années, il existe une évolution assez marquée en dehors du secteur de l'agriculture dans la plupart des pays – mais à des vitesses variées. En Ouganda par exemple, la part de l'agriculture dans le PIB a reculé de -3,5 pour cent par an entre 1995 et 2010 (OEA, 2013 :119) <sup>xxx</sup>. Pour les plus grandes économies régionales (le Kenya et l'Éthiopie), cette évolution a été plus modeste, bien qu'à un rythme relativement rapide – la part de l'agriculture dans le PIB a décliné d'une moyenne de -1,7 pour cent au cours de la décennie des années 2000 (Tableau 2.6). Les cas isolés sont Madagascar, les Comores et l'Érythrée où la contribution de l'agriculture au PIB est restée soit constante, ou, comme c'est le cas en Érythrée elle a augmenté.

**Tableau 2.6: Transformation structurelle: part des secteurs agricole, minier, manufacturier, de construction ou tertiaire, 1995-2010**

	Agriculture		Final Pourcentage annuel de changement de la part de l'agriculture dans le PIB	Minier		Manufacture		Construction		Tertiaire	
	Initial	Final		Initial	Final	Initial	Final	Initial	Final	Initial	Final
Seychelles (2004-2010)	3,9	2,4	-6,5	0,0	0,0	10,4	7,5	4,7	6,0	78,8	82,1
Ouganda (2000-2010)	24,6	16,0	-3,5	0,3	0,4	7,9	7,5	11,8	16,2	51,0	56,7
RDC (2000-2010)	55,8	39,9	-2,9	10,4	14,7	5,4	4,5	4,8	10,2	33,2	39,6
Burundi	49,8	33,4	-2,2	0,8	0,4	10,6	10,0	3,0	5,9	34,3	48,8
Tanzanie (1998-2010)	31,8	23,9	-2,1	1,5	2,4	8,5	9,5	5,2	7	45,8	48,3
Ethiopie (2000-2010)	49,4	41	-1,7	0,5	0,5	3,6	3,4	4,2	5,7	38,1	45,9
Kenya (2000- 2010)	29,4	24,4	-1,7	0,4	0,4	10,3	9,9	2,9	3,2	55,1	59,8
Rwanda	45,9	39,4	-0,9	0,2	0,5	8,1	6,7	5,1	7,8	39,5	44,8
Madagascar	28,6	28,4	0,0	0,5	0,6	10,6	11,1	1,3	4,7	57,8	53,9
Comores	41,9	45,9	0,6	0,0	0,0	4,1	3,6	6,2	6,5	46,3	42,7
Érythrée (2000-2010)	15,1	22,4	4,9	0,1	0	11,2	6,3	10,5	15,8	61,9	54,1

Source: FMI REO SSA – Octobre 2012

Bien qu'étant un « secteur en déclin » en termes de contribution générale à la valeur ajoutée et à l'emploi, le potentiel de contribution du secteur agricole à la réduction de la pauvreté et à la croissance est bien documenté (BAD: 2010, Christiansen et. al, 2011). Dans toute l'Afrique, les positions politiques semblent reconnaître la prédominance du développement agricole. La Déclaration de Maputo de 2003, qui se concentre sur

l'agriculture et sur la sécurité alimentaire, appelle les gouvernements à allouer 10 pour cent de leurs budgets nationaux à l'agriculture.

Malheureusement, il semble que cet appui verbal ne soit pas toujours suivi d'une allocation substantielle de ressources financières. Ainsi, par exemple, la part du budget ougandais dédiée à l'agriculture en 2011-2012 est seulement de 4,5 pour cent (Initiatives de développement 2012a:12). Au Kenya, l'agriculture, et principalement l'agriculture de subsistance, représente l'activité économique principale d'environ 70 pour cent de la population. L'agriculture est le secteur primaire de l'économie kenyanne et a contribué au PIB avec une moyenne de 22,7 pour cent au cours des 5 dernières années. Pour tant une part extrêmement faible et en déclin de seulement 1,6 pour cent du budget de l'État est allouée à l'agriculture. Malgré sa richesse en pétrole, même le Soudan du Sud (1,9 pour cent) alloue une part plus large de son budget à l'agriculture (Initiatives de développement, 2012b :16).

---

*« L'appui verbal [en faveur du développement agricole] n'est pas toujours suivi d'une allocation substantielle de ressources financières. »*

---

### 2.5.3. Politiques Industrielles Ciblées – Vers Une Nouvelle « Politique Industrielle »?

Les gouvernements de la région font un effort concerté pour identifier les secteurs en croissance. Il y a eu, en effet, à travers la région, des changements d'attitudes quant au rôle du gouvernement à réaliser des changements structurels. Dans son projet Vision 2030 par exemple, le gouvernement kenyan a identifié les six secteurs suivants comme étant prioritaires: le tourisme, l'agriculture, le commerce de gros et de détail, le secteur manufacturier, les TIC et les services d'externalisation des processus des entreprises (EPE). Le problème avec ce genre d'exercice est que la cible n'est pas toujours bien définie, puisque ces secteurs sont très vastes, représentant environ 70-80 pour cent de l'économie kenyanne. L'identification en soi des 'secteurs prioritaires' n'a pas autant de sens dans une telle configuration. L'autre défi est, bien évidemment, la traduction de ces idées en action.

La politique industrielle est une approche de politique économique dans laquelle un appui direct est accordé à des secteurs particuliers en vue de la poursuite des objectifs nationaux à travers, par exemple, l'appui aux crédits souples, des rabattements de taxes, des congés fiscaux, et cetera. En partie en raison de la dévalorisation de la planification centrale du style soviétique et en partie à cause des politiques imposées de l'extérieur au cours des années 1980-1990 sous forme de Plans d'ajustement structurel, la politique industrielle est tombée en disgrâce de manière assez brutale en Afrique de l'Est. Plusieurs ministères de planification ont en fait été supprimés au cours de cette période. Aujourd'hui, la nécessité d'une politique industrielle et de planification se fait encore de plus en plus ressentir, malgré le caractère plutôt différent du modèle de politique industrielle qui a prévalu avant les années 80.

---

*« Aujourd'hui, la nécessité d'une politique industrielle se fait de plus en plus ressentir, malgré le caractère plutôt différent du modèle de politique industrielle qui a prévalu avant les années 80. »*

---

La Banque mondiale (2012) affirme qu'« une fois encore, le débat sur la politique industrielle est houleux », et que « cibler des secteurs n'est pas nécessairement une politique industrielle ». Selon la Banque, alors que l'ancien modèle de politique industrielle est discrédité, cibler les secteurs de croissance et apporter un appui sélectif aux « industries d'avenir » est une partie acceptable de l'arsenal politique du gouvernement. Il est facile de combattre ces déclarations, toutefois, et d'affirmer que la distinction entre une politique de « ciblage » (bon) et une « politique industrielle » (mauvais) est purement sémantique.

Tout d'abord, comme le souligne Chang (2010:205), la plupart des gouvernements de l'OCDE envisagent et façonnent l'avenir des industries clés à travers ce qui convient d'appeler une « politique industrielle sectorielle »<sup>xxvi</sup>. Ensuite, dans la plupart des pays de l'OCDE, le gouvernement détient et exploite aussi une part non négligeable de l'économie nationale à travers les entreprises publiques.

---

« Sans une orientation de la part du gouvernement, des changements structurels accélérés ne pourront certainement pas avoir lieu dans les pays à faible revenu. »

---

Ces entreprises ne se retrouvent pas seulement dans les secteurs clés des infrastructures (chemins de fer, voies terrestres, ports, aéroports), ou des services essentiels (eau, électricité, services postaux), mais elles existent également dans le secteur manufacturier et les finances. La part des entreprises publiques dans la production nationale peut atteindre jusqu'à 20 pour cent, comme c'est le cas à Singapour, et être aussi faible que 1 pour cent comme c'est le cas aux États-Unis, bien que la moyenne internationale se situe autour de 10 pour cent. Étant donné que les gouvernements planifient les activités des entreprises publiques, comme le souligne Chang, cela implique qu'une partie significative de l'économie capitaliste moyenne est directement planifiée.

Il existe un certain nombre de pays de la région dans lesquels les entreprises publiques ou celles ayant des liens étroits avec l'État continuent d'exercer une influence majeure dans le développement industriel. C'est le cas en Éthiopie, en Tanzanie, au Rwanda. Au Rwanda en l'occurrence, Crystal Ventures contrôlerait des actifs d'une valeur de plus de 500 millions de dollars dans le pays. Le groupe détient une entreprise de construction et une entreprise de construction des routes, des usines de granites et de tuile, une entreprise de meubles, une chaîne de cafétériats de luxe (à Kigali, Boston, Londres, Washington et New-York), une société immobilière et un groupe agro-industriel, Inyange. Il détient également des actions à MTN Rwanda, le principal opérateur de téléphonie mobile dans le pays. Ce qui « fait peut-être de Crystal Venture la plus grande entreprise quasi-privée dans le pays, et, avec 7000 employés, le deuxième plus grand employeur après l'État ». (The Financial Times, 2012:1).

De même, en Éthiopie, depuis les années 90, quatre conglomérats de dotation ont émergé, un dans chacun de ses États fédérés et sont associés à l'un des partis de coalition au pouvoir: le *Endowment Fund for the Rehabilitation of Tigray* (EFFORT) dans la région de Tigré; le *Tiret ou Endeavour* à Amhara; Tumsa à Ormia; et *Wendo* dans la région des Nations, nationalités et Peuples du Sud (SNNPRS). Tout le portefeuille des entreprises EFFORT a récemment été ramené à 16 compagnies, parmi lesquelles les plus importantes sont (en termes d'échelle d'investissement et/ou de bénéfices générés), *Mesebo Cement*, *Guna Trading House*, *Almeda Textiles & Garmenting*, *TransEthiopia Transport & Logistics*, *Mesfin Industrial Engineering*, *Sur Construction et Addis Pharmaceuticals*. Les entreprises EFFORT déclarent actuellement 2,7 milliards de birr éthiopiens en capital (environ 160 millions de dollars), et 6 milliards de birr éthiopiens en actifs (environ 360 millions de dollars) (Vaughan et Gebremichael, 2011).

---

« La croissance est susceptible de s'accélérer par anticipation des changements souhaités dans l'utilisation des ressources et est susceptible de ralentir en raison des configurations institutionnelles ou des politiques gouvernementales qui inhibent ces changements. »

---

Quelle que soit la configuration du secteur privé national - que l'État ait un rôle direct ou joue un rôle plutôt indicatif - il est clair que sans une orientation de la part du gouvernement, des changements structurels accélérés ne pourront certainement pas avoir lieu dans les pays à faible revenu. De manière plus simple, le secteur privé, qu'il soit national ou étranger, manque souvent de vitalité pour réaliser des changements structurels par lui-même. Comme l'a souligné Hollis B. Chenery en son temps en 1960 (ancien Économiste en chef de la Banque mondiale, 1972-1982) la croissance est susceptible de s'accélérer par anticipation des changements souhaités dans l'utilisation des ressources et est susceptible de ralentir en raison de configurations institutionnelles ou de politiques gouvernementales qui inhibent ces changements. Ce qui suppose que, malgré le penchant contemporain qui consiste à rejeter d'emblée une politique industrielle, les gouvernements pourront, en dernier recours, être « condamnés à choisir ». Comme le soulignent Hausmann et Rodrik (2006:24),

« Une politique industrielle conçue comme une mise à disposition de contributions spécifiques aux sous-ensembles des activités n'est pas un choix; c'est un impératif. L'idée selon laquelle les gouvernements peuvent se désengager de politiques spécifiques et se concentrer sur un appui étendu à toutes les activités de manière neutre est une illusion basée sur le mépris de la spécificité et de la complexité des contributions et compétences requises apportées publiquement ».

Dans le même temps, Wade (2012:267) insiste sur la nécessité d'éviter le piège qui consiste à penser que politique industrielle signifie « choisir les gagnants » que c'est comme

un interrupteur électrique qu'il faut « allumer » ou « éteindre », qui est « présent » ou « absent »: la politique industrielle peut être grande ou petite, discontinuée ou évolutive. Elle peut « entraîner » le marché ou, - au pire des cas - « suivre » le marché.

Les instruments politiques disponibles pour atteindre ces objectifs sont multiples. Ils peuvent être atteints par la mise en place des parcs industriels, par la mise à disposition des infrastructures nécessaires, ou en octroyant des mesures fiscales incitatives aux investisseurs locaux et étrangers dans les secteurs favorisés. Sur une base régionale, ces objectifs peuvent être atteints en percevant des tarifs douaniers extérieurs communs plus importants sur les produits de consommation que sur les intrants intermédiaires ou les matières premières, comme ce qui se fait dans le cadre de la CAE.

Les gouvernements d'Afrique de l'Est ont déjà expérimenté une série de politiques, avec des degrés de succès variés. Les pays comme Madagascar et le Kenya par exemple, ont été en mesure de développer l'emploi et d'augmenter les exportations en encourageant les zones franches industrielles), en mettant l'accent sur les industries à faible main d'œuvre comme les industries textiles. En 2004 déjà, il y avait plus de 100 000 employés dans la Zone franche malgache (plus de 90 pour cent dans le textile) (Stein, 2012:335). Certains pays de la région ont poursuivi des approches plus globales. En 2011, la Tanzanie a adopté sa Stratégie industrielle intégrée<sup>xxviii</sup>, un plan ambitieux de développement du secteur industriel qui tient compte de l'ensemble de la chaîne de valeur. La stratégie vise entre autre à développer des zones économiques de grande échelle sur chacun des quatre « corridors de développement » tanzaniens et à développer les industries agro-alimentaires.

De tels plans de diversification structurelle doivent être mis en œuvre. Malheureusement, l'histoire économique récente de l'Afrique a vu de nombreux documents et plans d'action ambitieux qui n'ont jamais été appliqués correctement. Des évaluations réalistes de la viabilité à long terme des mesures proposées pour appuyer des industries ou sous-secteurs particuliers doivent également être réalisées. Compte tenu de l'environnement économique mondial contemporain, il sera très difficile de reproduire une industrialisation tirée par les exportations sur le modèle de certaines pays d'Asie (ONU CEA ERA, 2013). Nous vivons dans un monde dans lequel l'espace commercial mondial est en grande partie libéralisé, et l'Asie se présente comme « l'atelier du monde », représentant ainsi une redoutable menace concurrentielle dans de nombreux secteurs manufacturiers. De ce fait, le choix judicieux de secteurs dignes de soutien est plus que jamais crucial. Tirer des leçons de l'expérience des autres gouvernements qui ont réussi dans des secteurs particuliers est tout aussi important (Encadré 2.3).

---

*« De tels plans de diversification structurelle doivent être mis en œuvre. Malheureusement, l'histoire économique récente de l'Afrique a vu de nombreux documents et plans d'action ambitieux qui n'ont jamais été appliqués correctement. »*

---

### **Encadré 2.3: Le rôle du gouvernement dans le développement de l'industrie textile: Leçons du Bangladesh**

L'industrie textile et de la confection, parce qu'elle ne nécessite que de faibles niveaux d'investissement, beaucoup de main d'œuvre et qu'elle produit des biens destinés aux marchés locaux et à l'exportation, a toujours été considérée comme l'un des tremplins vers une industrialisation et une transformation structurelle plus profondes. L'industrie de la confection est considérée comme étant particulièrement appropriée pour l'Afrique, puisqu'elle fait appel à un usage extensif des ressources locales, notamment de la main d'œuvre et des matières premières (McCormick et al. 2009:3). Avec l'avènement de l'accès préférentiel au marché des États-Unis en 2000 en vertu de la Loi sur la croissance et sur les possibilités économiques en Afrique (AGOA), il y a eu une augmentation spectaculaire des recettes d'exportation de textiles au Kenya, à Madagascar, en Éthiopie et en Tanzanie. Entre 1995 et 2010, le total des recettes d'exportation de la région d'Afrique de l'Est du secteur de la confection a augmenté de manière spectaculaire, passant de 17 millions à 526 millions de dollars.

Cette croissance rapide est principalement attribuable aux Rules of Origin Exemption pour les pays de la région qui leur permettent d'importer des intrants intermédiaires

(le coton par exemple), en particulier en provenance de la Chine et de l'Inde (McCormick et al 2009; ( Rotunno et al, 2012) <sup>xxviii</sup>. Cependant, suite à l'expiration de la disposition de cette réglementation d'exonération en octobre 2012, la région doit maintenant faire face à une concurrence accrue des autres sources d'approvisionnement, notamment de la Chine et du Bangladesh. L'industrie textile malgache aurait déjà perdu quelques 50 000 emplois dans le secteur textile (Easterly et Freschi, 2009) (bien que cela soit également lié à la crise politique qui a frappé le pays en 2008). Face à de tels défis, les recommandations destinées à maintenir la compétitivité dans le secteur ont tendance à se concentrer sur l'amélioration et sur la diversification à long terme grâce à un appui efficace du gouvernement, à une restructuration complète des entreprises, au renforcement des capacités de gestion de l'innovation, aux investissements plus importants dans la production de tissu, et à l'utilisation de tissus synthétiques (Shakya, 2011; - McCormick et al, 2009).

L'expérience du Bangladesh, qui a réussi à relever les recettes d'exportation du textile et de la confection grâce à un effort concerté de la part du gouvernement et des entrepreneurs privés peut, sans aucun doute, servir de leçon à la région. L'industrie d'habillement prêt-à-porter (PAP) du Bangladesh a démarré à la fin des années 70 et contribuait alors aux recettes totales d'exportation du pays à hauteur de seulement 1 million de dollars. Depuis les années 80, le Bangladesh a profité de restrictions commerciales sur les exportateurs de textiles d'Asie de l'Est en vertu de l'Accord multifibres (AMF). Ce qui a permis à ce pays de développer une industrie de prêt-à-porter. Toutefois, comme c'est maintenant le cas en Afrique de l'Est avec l'expiration des règles d'exonération de l'AGOA, lors l'expiration de l'AMF en 2005, de nombreux experts étaient sceptiques quant à la capacité de l'industrie textile du Bangladesh de continuer à prospérer. En l'occurrence, les sceptiques se sont trompés - en 2012, les recettes d'exportation ont dépassé 19 milliards de dollars <sup>xxix</sup>.

Qu'est-ce qui explique l'apparente résilience de l'industrie textile du Bangladesh? Sur une perspective de long terme, l'environnement commercial international favorable (notamment un accès illimité sans droits de douane au marché européen en), les initiatives prudentes du gouvernement et un climat d'investissement très favorable, sont les facteurs les plus fréquemment cités pour expliquer la montée des exportations au Bangladesh (Rashid, 2006; Mottabait et Sonobe, 2011) <sup>xxx</sup>. Un catalyseur particulièrement important pour le développement du secteur fut lorsque l'AMF imposa des restrictions quantitatives sur les exportations de produits vestimentaires en provenance des nouveaux pays industrialisés d'Asie de l'Est en 1974 ; les investisseurs se sont alors mis à la recherche de pays alternatifs dans lesquels ils pouvaient délocaliser leurs usines, afin de profiter des quotas d'exportations sous-exploités dans ces pays <sup>xxxi</sup>.

Au cours du processus de délocalisation, des investissements et des transferts de technologie importants ont eu lieu dans les pays bénéficiaires. L'un des premiers investisseurs était le Coréen Daewoo Corporation qui a fait équipe avec Desh Garments Ltd du Bangladesh en 1979 pour produire des vêtements destinés à l'exportation. A cette époque, ce pays d'Asie du Sud ne disposait pas d'une industrie moderne. Un peu plus de 20 ans plus tard, l'industrie générait plus de 12,5 milliards de dollars en recettes d'exportation. Les femmes représentaient 80 pour cent de ses 3,6 millions de travailleurs (Banque mondiale, 2013:117). Le processus de croissance des exportations tirées par le prêt-à-porter a établi un lien étroit entre le commerce et la pauvreté, en créant des opportunités d'emploi massives pour les travailleurs non qualifiés du Bangladesh (Razzaque et al. 2008)

Le gouvernement du Bangladesh a permis la répartition libre des quotas parmi les producteurs afin que les exportateurs puissent pleinement tirer profit de la prime de quota, qui a servi de mesure incitative pour les investisseurs. Une autre incitation est née d'un accès sans droits et quotas au marché de l'UE, accordé pour la première fois

en 1995 sous les auspices du programme de Système Généralisé de Préférences tarifaires (SPG) (Commission européenne, 2004), qui renforce le potentiel de rendements élevés. Ce climat de commercial international favorable, ajouté à une main-d'œuvre abondante et pas chère, ont attiré de nombreux investisseurs étrangers qui ont apporté à la fois leur capital et le savoir-faire technologique.

Au niveau local, le gouvernement a initié un certain nombre de mesures incitatives en vue de faciliter la croissance industrielle, notamment: a) des entrepôts de douane pour l'importation de biens intermédiaires, et l'importation en franchise de droits d'équipements; b) la mise en place du *Système de lettre de crédit* Back-to-Back dans lequel les exportateurs de vêtements peuvent acheter des biens intermédiaires sans déposer d'argent, en établissant un contrat avec l'acheteur comme garantie et cetera) l'octroi de prêts bonifiés, de congés fiscaux et d'incitations en espèces. En définitive, l'explosion des exportations textiles du Bangladesh est encore généralement considérée comme étant un succès du secteur privé, mais le gouvernement a sans aucun doute, joué un rôle majeur dans ce succès.

Il y a toutefois un aspect négatif important à ce succès, à savoir les mauvaises conditions de travail dans certaines usines qui ont provoqué une série d'accidents début 2013. Certains grands acheteurs internationaux, mécontents de l'indifférence montrée par le gouvernement et par les propriétaires d'usine à cet égard, ont décidé de se retirer du Bangladesh suite à l'effondrement récent d'un bâtiment où plus d'un millier de travailleurs textiles a trouvé la mort à Dhaka. La décision des entreprises a mis un énorme point d'interrogation quant à l'avenir de l'industrie, et a déclenché un débat houleux au sujet des solutions possibles. Le prix Nobel Dr Muhammad Yunus a exprimé son inquiétude quant à cette décision de boycott des vêtements du Bangladesh qui serait désastreuse pour la nation, aggravant la situation actuelle de l'industrie et conduisant à davantage de pertes d'emplois. Il a plutôt exhorté les acheteurs étrangers à les aider à trouver une solution de sortie comme fixer un salaire minimum pour les travailleurs comme, soit un salaire international minimum de 50 centimes par heure, ce qui représente le double du salaire minimum actuel au Bangladesh. Soit encore, d'imposer un supplément de 50 centimes sur chaque produit textile provenant du Bangladesh. Les fonds ainsi collectés seraient utilisés pour mettre en place un « fond de prévoyance géré en fiducie » pour les travailleurs du secteur textile qui servirait à traiter de questions telles que la sécurité physique des travailleurs, les pensions, les soins de santé, l'éducation des enfants, et cetera. (The Guardian, le 12 mai 2013). Bien accueillie dans de nombreux quartiers, cette proposition a également fait l'objet de nombreuses critiques tant au niveau national qu'international où elle est jugée « simpliste »<sup>xxxii</sup>. Pendant ce temps, le gouvernement du Bangladesh a mis en place une commission qui travaille sur la question de salaire minimum afin de mettre en œuvre un plan d'augmentation de salaires au cours des trois prochains mois, et plus important encore, il a décidé d'autoriser la formation de syndicats sans autorisation préalable de la part du propriétaire de l'usine afin de promouvoir les équilibres de pouvoirs entre l'attitude de maximisation du profit de la part des propriétaires et le bien-être des travailleurs (The Guardian, 13 Mai 2013).

Comme le soutiennent à la fois le Rapport Économique sur l'Afrique 2013 (ECA, 2013) et les Perspectives Économiques en Afrique 2013 (BAD/PNUD /UNECA/ OCDE, 2013), une stratégie sensée serait de s'appuyer sur les forces africaines existantes dans le domaine des ressources primaires (agriculture, minéraux, métaux et hydrocarbures) grâce à une exploitation totale des opportunités d'emploi, de revenus et d'investissements étrangers. Mais il faut surtout éviter les politiques d'appui sectoriel mal planifiées et mises en œuvre par le passé.

## 2.6. CONCLUSIONS ET RECOMMANDATIONS

La tournure remarquable de la situation économique dans la région d'Afrique de l'Est à la fin des années 90 et au début des années 2000 a sans aucun doute été un développement positif et bienvenu. Notre analyse ici a montré qu'en comparant la croissance économique et la croissance des biens des ménages dans les années 2000, il en ressort que, malgré le fait que les modèles aient varié d'un pays à l'autre, la croissance économique s'est généralement accompagnée d'améliorations tangibles des niveaux de vie dans la région (même si ces améliorations ont également été visibles dans des pays comme Madagascar qui n'ont pas connu pas une forte croissance économique au cours de la décennie, ce qui constitue un casse-tête pour les économistes qui tentent d'expliquer la déconnexion apparente).

Néanmoins, ce chapitre a fait valoir que la croissance n'a pas pu réaliser tout son potentiel en termes de réduction de la pauvreté. Ceci s'est manifesté par une faible élasticité de la réduction de la pauvreté-croissance. Les effets positifs de la croissance ont été sapés par une combinaison de facteurs:

- ⊙ Des inégalités de revenus élevées;
- ⊙ Une création d'emploi relativement lente; et
- ⊙ Une réduction de la pauvreté excessivement lente.

Les fortes inégalités de revenus, en particulier, ont un certain nombre de conséquences indésirables, notamment l'affaiblissement de l'impact de la croissance en faveur des pauvres, mais aussi (et moins bien reconnu) l'entrave au consensus politique derrière la fabrication de « champions nationaux ». Le chapitre montre que de nombreux gouvernements de la région ont joué sur un seul tableau, dans le sens où ils ont eu des espoirs démesurés dans la matérialisation d'une croissance « pro-pauvres » ou de réduction de la pauvreté pour le quintile inférieur de la population, sans entièrement tenir compte des autres possibilités de redistribution active des revenus, des groupes aux revenus les plus élevés vers les groupes les moins favorisés. Un certain nombre de mesures de redistribution ont été brièvement examinées dans ce chapitre, notamment la réforme fiscale et des programmes de dépenses. Les performances médiocres en termes de réduction de la pauvreté sont aussi fondamentalement imputables à la mauvaise performance du secteur manufacturier et à la négligence relative du secteur agricole. Il est nécessaire de s'intéresser à ces deux points. Le premier doit être géré par l'utilisation de politiques sectorielles ciblées plus efficaces. Le second, par une attribution de plus de ressources financières et un appui de la part du gouvernement. L'histoire montre qu'une forte diversification sectorielle ne peut pas se construire sur un rendement agricole mou. Les gouvernements devraient respecter les engagements qu'ils ont pris dans le cadre du Programme Détaillé pour le Développement de l'Agriculture Africaine (PDDAA), dans lequel les pays participants se sont engagés à allouer au moins 10 pour cent de leurs budgets nationaux au secteur agricole et à atteindre un taux de croissance agricole annuel de 6 pour cent.

Le chapitre montre également que les gouvernements doivent garder une approche ouverte en ce qui concerne les secteurs à promouvoir ou à soutenir, et qu'ils ne doivent pas négliger les principaux moteurs de création d'emplois en dehors du secteur manufacturier. S'appuyer sur les avantages comparatifs existants dans le domaine des ressources naturelles semble être une option politique raisonnable.

Enfin, il est important de reconnaître ouvertement la faiblesse du secteur privé dans certains secteurs et certains pays de la région. Là où les capitaux privés ne sont pas suffisamment présents, les gouvernements doivent prendre des mesures plus directes pour promouvoir la transformation structurelle, à travers la création et la promotion d'entreprises publiques. De telles interventions ne sont bien sûr pas exemptes de controverse, et les entreprises publiques se sont souvent vues accuser de corruption, de favoritisme, et de mener des activités génératrices de rentes de situation (voir Kelsal, 2013; Gökgür, 2012). Toutefois, dans le contexte particulier des pays à faible revenu, supposer que le marché seul puisse fournir le niveau de transformation structurelle requis n'est pas garanti.

---

*« De nombreux gouvernements de la région ont joué sur un seul tableau, dans le sens où ils ont eu des espoirs démesurés dans la matérialisation d'une croissance « pro-pauvres » ou d'une réduction de la pauvreté pour le quintile inférieur de la population, sans entièrement tenir compte des autres possibilités de redistribution active des revenus, des groupes aux revenus plus élevés vers les groupes les moins favorisés. »*

---

## 2.7. ANNEXE: AUGMENTATION DE LA CONSOMMATION ET DES REVENUS PAR HABITANT (DOLLARS CONSTANTS de 2000)

**Tableau 1: Augmentation de la consommation et de la croissance en Tanzanie**

	Anée	RNB Par habitant	une radio	une TV	un réfrigérateur	un vélo	une voiture	une moto	Accès à l'eau courante	Accès à l'électricité	Sol cimenté	Toilette moderne	Possède un téléphone
	1999	298,00	0,432	0,024	0,020	0,323	0,011	0,007	0,157	0,080	0,211	0,015	na
	2004	360,06	0,584	0,061	0,038	0,383	0,016	0,011	0,072	0,114	0,266	0,027	0,093
	2010	452,34	0,6300	0,124	0,061	0,519	0,023	0,040	0,076	0,131	0,280	0,059	0,504
Taux de croissance composé annuel	1999-2010	3,5	3,2	14,7	9,7	4,0	6,3	15,6	-5,9	4,2	2,4	12,1	na
% croiss. (période totale)	1999-2010	51,8	45,8	416,7	205,0	60,7	109,1	471,4	-51,6	63,7	32,7	293,3	na

**Tableau 2 Augmentation de la consommation et de la croissance en Ouganda**

	Année	RNB Par habitant	une radio	une TV	un réfrigérateur	un vélo	une voiture	une moto	Accès à l'eau courante	Accès à l'électricité	Sol cimenté	Toilette moderne	Possède un téléphone
	1995	219,59	0,375	0,029	0,007	0,342	0,013	0,007	0,018	0,068	0,147	0,015	0,004
	2000	251,33	0,515	0,056	0,021	0,388	0,014	0,024	0,020	0,086	0,125	0,017	0,027
	2006	315,29	0,630	0,062	0,033	0,440	0,021	0,032	0,033	0,075	0,203	0,009	0,168
	2011	384,08	0,660	0,124	0,051	0,371	0,032	0,079	0,053	0,146	0,288	0,015	0,609
Taux de croissance composé annuel	2000-2006	3,3	3,4	8,9	12,4	0,5	5,4	15,3	6,6	4,6	4,0	0,0	34,4
% croissanc e (période totale)	2000-2011	74,9	76,0	327,6	628,6	8,5	146,2	1028,6	194,4	114,7	95,9	0,00	15125,0

**Tableau 3 Augmentation de la consommation et de la croissance au Rwanda:**

	An- née	RNB Par habitant	une radio	une TV	un réfrigérateur	un vélo	une voi- ture	une moto	Accès à l'eau courante	Accès à l'élect- ricité	Sol cimenté	Toilette mod- erne	Possède un télé- phone
	2000	211,81	0,351	0,024	0,014	0,076	0,009	0,007	0,055	0,062	0,130	0,012	0,011
	2005	272,31	0,458	0,023	0,012	0,110	0,007	0,005	0,025	0,048	0,127	0,010	0,054
	2008	326,23	0,581	0,033	0,009	0,122	0,008	0,009	0,034	0,060	0,142	0,008	0,142
	2010	349,75	0,626	0,053	0,012	0,152	0,008	0,011	0,050	0,097	0,164	0,011	0,406
Taux de croissance composé annuel	2000-2008	4,7	5,4	7,5	-1,4	6,5	-1,1	4,2	-0,9	4,2	2,1	-0,8	38,8
%croissanc e (période totale)	2000-2010	65,1	78,4	120,8	-14,3	100,0	-11,1	57,1	-9,1	56,5	26,2	-8,3	na

Tableau 4 Augmentation de la consommation et de la croissance au Kenya:

	Anée	RNB Par habitant	une radio	une TV	un refriger- ateur	un vélo	une voiture	une moto	Accès à 'eau courante	Accès à l'elect- ricité	Sol cimen- té	Toilette mod- erne	Possède un télé- phone
	1998	411,73	0,631	0,130	0,038	0,239	0,048	0,009	0,232	0,145	0,336	0,118	0,027
	2003	399,14	0,736	0,194	0,043	0,293	0,049	0,007	0,210	0,160	0,344	0,110	0,128
	2009	456,07	0,743	0,268	0,056	0,349	0,052	0,024	0,195	0,181	0,350	0,064	0,633
Taux de croissance composé annuel	1998 -2009	0,9	1,4	6,2	3,3	3,2	0,7	8,5	-1,4	1,9	0,3	-5,0	30,1
% crois- sance (période totale)	1998 -2009	10,8	17,8	106,2	47,4	46,0	8,3	166,7	-16,0	24,8	4,2	-45,8	2244,4

Tableau 5 Augmentation de la consommation et de la croissance à Madagascar :

	Année	RNB Par habitant	une radio	une TV	un refriger- ateur	un vélo	une voiture	une moto	Accès à 'eau courante	Accès à l'elect- ricité	Sol cimen- té	Toilette mod- erne	Pos- sède un télé- phone
	1997	237,28	0,382	0,063	0,013	0,053	0,010	0,005	0,060	0,109	na	0,023	0,006
	2004	234,56	0,590	0,175	0,034	0,160	0,020	0,010	0,061	0,203	0,216	0,022	0,054
	2009	243,38	0,622	0,157	0,034	0,246	0,024	0,023	0,045	0,164	0,188	0,019	0,277
Taux de croissance composé annuel	1997 -2009	0,2	3,8	7,3	7,7	12,5	7,0	12,5	-2,2	3,2	na	-1,5	34,3
% crois- sance (période totale)	1997 -2009	-0,9	62,8	149,2	161,5	364,2	140,0	360,0	-25,0	50,5	na	-17,4	4516,7

Tableau 6 Augmentation de la consommation et de la croissance en Ethiopie:

	Année	RNB Par habitant	une radio	une TV	un refriger- ateur	un vélo	une voiture	une moto	Accès à 'eau courante	Accès à l'elect- ricité	Sol cimenté	Toi- lette mod- erne	Possède un télé- phone
	2000	122,77	0,207	0,019	na	0,008	0,003	0,001	0,047	0,127	0,033	0,003	0,013
	2005	148,78	0,356	0,049	0,019	0,015	0,006	0,001	0,060	0,120	0,035	0,015	0,062
	2011	229,14	0,405	0,104	0,037	0,023	0,009	0,002	0,085	0,230	0,043	0,020	0,292
Taux de croissance composé annuel	2000 -2005	5,3	5,8	15,2	na	9,2	9,6	5,9	5,1	5,1	2,2	17,1	29,6
% crois- sance (période totale)	2000 -2011	86,6	95,7	447,4	na	187,5	200,0	100,0	80,9	81,1	30,3	566,7	2146,2

## Notes de bas de page

<sup>i</sup> Le taux équivalent en 1995 était de 156 décès pour 1000 naissances. Il faut noter que ces chiffres, glanés dans les enquêtes EDS, ne coïncident pas avec les taux de mortalité infantile des moins de 5 qui apparaissent dans les indicateurs de la Banque mondiale, selon lesquels il y a eu une baisse très significative du taux de mortalité infantile des moins de 5 ans, passant de 165 à 69 pour 1000 en naissances en 2012. Une réserve est également à émettre concernant le cas de la Tanzanie, où les chiffres ont été publiés (novembre 2013) au moment où cette publication est allé sous presse et ont suggéré que le taux de pauvreté national a diminué rapidement - avec 28 pour cent de personnes vivant avec moins de 1,25 \$ par jour - une amélioration substantielle par rapport aux derniers chiffres disponibles précédemment (33 pour cent en 2007).

<sup>ii</sup> Le Rwanda se distingue comme exemple, avec un million de personnes sorties de la pauvreté depuis 2006. Néanmoins, même s'il est vrai que des chiffres impressionnants en matière de réduction de la pauvreté ont été réalisés depuis 2006, la réduction de la pauvreté a été faible au cours de la période 2001-2005. Par conséquent, le nombre absolu de personnes vivant en dessous du seuil national de pauvreté n'a guère changé depuis 2001 – aujourd'hui, 4,7 millions de personnes vivent en dessous du seuil de pauvreté sur une population totale de 10,5 millions, soit un recul de seulement 68 000 au cours de la décennie. Cela s'explique, bien sûr, par le taux rapide de croissance de la population. Mais, en raison de politiques efficaces de planification familiale, la fécondité a baissé rapidement au Rwanda, bien qu'elle se situe encore à environ 2,6 pour cent par an.

<sup>iii</sup> Il est intéressant de noter que, malgré le fait que dans certains pays de la région les seuils de pauvreté définis au niveau national correspondent plus ou moins au seuil international de la pauvreté (tel que défini par la Banque mondiale), dans d'autres cas, il existe de grandes différences entre les deux chiffres. Ainsi, alors que les différences ne sont pas grandes entre les seuils de pauvreté nationaux et internationaux aux Comores, en Éthiopie, au Kenya et à Madagascar, elles sont plutôt grandes importantes dans les cas du Burundi (14 %), de l'Ouganda (14 %), du Rwanda (18 %) et de la Tanzanie (34 %). Cette situation introduit un très grand niveau d'incertitude dans le calcul des élasticités de la réduction de la pauvreté.

<sup>iv</sup> Les enquêtes démographiques et de santé (EDS) sont réalisées en collectant des données nationales sur la santé et sur la population et sont financées par l'Agence américaine pour le développement international (USAID), avec des contributions d'autres bailleurs de fonds comme l'UNICEF, le FNUAP, l'OMS et l'ONUSIDA. Depuis 1984, un total de 321 enquêtes EDS ont été menées dans 90 pays en développement permettant de recueillir des renseignements sur les taux de fécondité, la santé reproductive, la santé maternelle, la santé infantile, la vaccination et le taux de survie, le VIH /SIDA, la mortalité maternelle, la mortalité infantile, le paludisme ainsi que divers biens de consommation durables utilisés pour mesurer le niveau de vie.

<sup>v</sup> La validité ou non de cet argument est discutable. Du point de vue des consommateurs, les produits subventionnés font tout de même encore partie de la consommation réelle des ménages, nécessitant un sacrifice au niveau des revenus pour pouvoir les consommer. Le fait que ces produits soient subventionnés ne changera pas cette situation. Il est plus simple de les rendre moins chers.

<sup>vi</sup> Dans le calcul de l'accès amélioré à l'eau potable, seule cette proportion de ménages qui ont accès à l'eau courante sur leurs parcelles ou terrains a été prise en compte par l'enquête EDS. De même, concernant l'amélioration du revêtement de sol, les chiffres ne sont pris en compte que pour le sol cimenté. Pour mesurer l'amélioration de l'assainissement, seules les toilettes à « chasse d'eau » ont été considérées.

<sup>vii</sup> Selon les sources statistiques nationales rwandaises, la couverture de l'assainissement en 2009 s'élevait à 49 % (44 % en milieu rural, 54% en milieu urbain), tout en gardant à l'esprit qu'il est difficile de classer les latrines privées utilisées par la grande majorité de la population. La couverture nationale en eau courante est de 32%, mais seuls 3,4% (17% en milieu urbain ; 0,9 % en milieu rural) y ont accès dans leur maison ou sur leur terrain.

<sup>viii</sup> Une explication plausible à cette situation est que la taille moyenne des ménages a varié au cours de la période de l'étude. Compte tenu des pressions démographiques dans la région d'Afrique de l'Est, par exemple, il paraît raisonnable de supposer que la taille des ménages a augmenté au cours de cette période. Mais en réalité, ce n'est pas le cas- le cas échéant, les résultats de l'EDS suggèrent que la taille moyenne des ménages dans les pays comme le Kenya et le Rwanda a diminué.

<sup>ix</sup> Par exemple, au cours de la période de ce que certains appellent un « miracle économique » (1968-1973), le Brésil a maintenu une croissance du PIB de plus de 11 % par an, mais cette croissance s'est avérée insoutenable. Les raisons de l'effondrement du Miracle brésilien sont complexes, mais l'une des raisons souvent évoquée est que les inégalités sociales ont compromis le processus même de croissance.

<sup>x</sup> Les pays comme le Brésil, par ailleurs, dépendent largement des investissements directs étrangers (18 sur 25 des plus grandes entreprises brésiliennes sont transnationales, comme l'indique le PGD (2010) et le pays n'a pas réussi à promouvoir le champion national.

<sup>xi</sup> Voir également Ravaillon (1997).

<sup>xii</sup> Cela se fait déjà dans certains pays de la région. Les voitures sont souvent imposées à des taux très élevés, par exemple. Le problème est que la politique pourrait être revue et appliquée de façon plus systématique pour une plus large gamme d'articles de « luxe ».

<sup>xiii</sup> Par exemple, la Tanzanie publiait auparavant les répartitions des contribuables par revenu (ex. Dans la publication des statistiques sur l'impôt sur le revenu pour l'année 1974). Mais cette pratique a été par la suite abandonnée. Pour les dernières années, il devrait être possible d'utiliser les rapports trimestriels de l'impôt sur le revenu publiés par la Tanzania Revenue Authority. Ces rapports contiennent des informations sur le nombre de contribuables et sur les impôts évalués par tranches d'imposition estimatives.

<sup>xiv</sup> Au Kenya par exemple, de 2005 à 2010, les dépenses relatives aux filets de sécurité ont doublé, passant de 11,9 milliards de Ksh en 2005 à 20,5 milliards Ksh en 2010, soit 0,80 pour cent du PIB, en grande partie en raison de la réponse à la sécheresse de 2008, et à une augmentation rapide des dépenses des programmes de transferts monétaires sociaux depuis 2009. En moyenne, les programmes de prévoyance sociale (contributif et filet de sécurité) couvrent maintenant 13 pour cent de la population (Kenyan Social Protection Review, June 2012).

<sup>xv</sup> Cornia (2012) examine la baisse régulière et généralisée des inégalités de revenus qui a eu lieu dans la plupart des pays d'Amérique latine sur la période 2002-2010. Une revue de la littérature et un test économétrique montrent que quelques facteurs complémentaires ont joué un rôle important dans ce sens, notamment une baisse de la prime de qualification après une expansion rapide de l'enseignement secondaire, et l'adoption d'un nouveau modèle de développement par un nombre croissant de gouvernements de centre-gauche qui met l'accent sur une macroéconomie fiscalement prudente mais plus équitable, sur les impôts, les dépenses sociales et les politiques de l'emploi. Pour la région dans son ensemble, l'amélioration des termes de l'échange, les transferts de migrants, les IDE et la croissance mondiale ont joué un rôle moins important que prévu, bien que leur impact soit perceptible dans les pays où ces opérations ont été conséquentes.

<sup>xvi</sup> Au Kenya par exemple, dans le cadre de l'élection présidentielle d'avril 2013, les données Gallup ont révélé que 36 % des Kenyans âgés de 18 ans et plus ont cité la création d'emplois comme étant la question la plus importante que le gouvernement devait gérer au cours des 12 prochains mois, et une statistique similaire de 28 % a identifié la réduction de la corruption comme étant le problème majeur. Des taux plus faibles ont concerné d'autres questions telles que l'amélioration de l'éducation (14 %) et l'amélioration de l'agriculture (12 %). Voir Gallup (2012).

<sup>xvii</sup> Bien que le terme soit souvent attribué à l'anthropologue Keith Hart (1973), l'expression « secteur informel » a effectivement été « découverte » en Afrique de l'Est, dans une étude réalisée par l'OIT au Kenya en 1972.

<sup>xviii</sup> Ces chiffres sont soumis à certaines réserves importantes, en raison des difficultés à obtenir des chiffres sur le marché de l'emploi dans des pays dans lesquels le secteur informel est très important.

<sup>xix</sup> Cela ne veut bien sûr pas dire que l'on peut se permettre de négliger la contribution potentielle des ressources naturelles à la croissance. Tout d'abord, compte tenu d'un ensemble de politiques appropriées, des liens considérables en amont et en aval peuvent être réalisés avec le reste de l'économie (voir, entre autres, Morris, Kaplinsky et Kaplan, 2012, et [http://www.africaminingvision.org/amv\\_researches/AMV/ISG%20Report\\_eng.pdf](http://www.africaminingvision.org/amv_researches/AMV/ISG%20Report_eng.pdf)) Deuxièmement, bien que l'expansion du secteur

des ressources naturelles ne contribue pas directement et de manière significative à la croissance de l'emploi, si des structures fiscales appropriées sont mises en place, les industries des ressources naturelles sont en mesure d'apporter des fonds importants aux gouvernements. Ces fonds peuvent ensuite être utilisés pour le financement des services publics pour soutenir la croissance des autres secteurs ayant un potentiel plus élevé de croissance de l'emploi, ou alors à apporter un appui financier aux programmes de garantie-emploi comme ceux actuellement opérationnels en Éthiopie.

<sup>xx</sup> Voir, par exemple, Zenawi (2012). L'urgence d'assurer le « changement structurel » a également été un thème récurrent des discours du président ougandais Yoweri Museveni.

<sup>xxi</sup> L'importance d'une structure économique plus diversifiée a été reconnue depuis longtemps par les économistes de l'école « structuraliste », en particulier ceux associés à l'organisation sœur de l'UNECA en Amérique latine, le CEPALC. Hans Singer, ainsi que Raul Prebisch, le premier Secrétaire exécutif de la CEPALC, ont vigoureusement plaidé en faveur de changements structurels et d'une plus grande diversification de l'économie, si les pays en développement veulent avoir une chance d'égaliser les pays à revenu élevé en termes de réalisation d'un développement humain à grande échelle.

<sup>xxii</sup> L'échantillon pour les pays à faible revenu comprend quatre économies de la région - l'Éthiopie, Madagascar, le Kenya et la Tanzanie.

<sup>xxiii</sup> Une définition attribuable à la plupart des pays de notre région (excepté les Seychelles).

<sup>xxiv</sup> Les exceptions ont tendance à être des petites villes-États comme Hong Kong ou Singapour, dont la croissance économique phénoménale a été réalisée en partie parce qu'il n'y avait pas de secteur agricole pour entrainer la croissance économique « vers le bas » dans le reste de l'économie.

<sup>xxv</sup> De même, l'OEA (2013:119) montre que dans les années 2000, la part de la main d'œuvre dans le secteur agricole a baissé de plus de 10 pour cent, tandis que celle dans le secteur manufacturier et celui des services a augmenté dans les mêmes proportions environ, indiquant des changements structurels majeurs.

<sup>xxvi</sup> Le rôle et la contribution du Ministère japonais du Commerce international et de l'industrie au développement industriel du pays est un bon exemple.

<sup>xxvii</sup> [www.tzdp.org.or.tz/index.php?eID=tx\\_nawsecuredI&u=0](http://www.tzdp.org.or.tz/index.php?eID=tx_nawsecuredI&u=0)

<sup>xxviii</sup> Des préoccupations ont été soulevées au sujet de la durabilité de l'essor du secteur du textile africain (Rotunno et al., 2012). Elles font valoir que les dispositions relatives aux règles sur l'exonération de l'origine, ont en fait bénéficié principalement aux producteurs chinois, avec le transbordement de leurs produits via ces pays africains.

<sup>xxix</sup> Selon les rapports annuels de la Banque du Bangladesh de 2005-2006 et 2011-2012 respectivement, le total des recettes d'exportations des vêtements tissés et tricotés étaient de 6,4 milliards de dollars pour l'exercice 2005, et ont atteint 19 milliards de dollars en 2012. Banque du Bangladesh Site Web (<http://www.bangladesh-bank.org/>).

<sup>xxxi</sup> Voir Razzaque et Raiha (2008). Le modèle d'entrée-sortie construit a révélé une relation positive significative entre l'expansion du prêt-à-porter et la réduction de la pauvreté au Bangladesh. L'effet multiplicateur implique une augmentation des dépenses en matière de nutrition de 0,76 taka (la monnaie du Bangladesh, BDT) pour chaque taka supplémentaire provenant de la demande du secteur prêt-à-porter. Les ménages non-agricoles et les travailleurs peu qualifiés féminins ont été les principaux bénéficiaires de l'expansion du secteur du prêt-à-porter, tandis que dans les zones urbaines, le principal groupe bénéficiaire était celui des ménages peu éduqués.

<sup>xxxii</sup> Akash (2013) a critiqué la solution de Yunus comme étant « une solution externe », s'appuyant sur les entreprises occidentales, plutôt qu'une « solution interne » réalisée par le gouvernement ou par les syndicats. Il soutient aussi que les 50 centimes supplémentaires ne forceront pas les compagnies textiles à dépenser une partie de leurs bénéfices au profit des travailleurs ».





## CHAPITRE 3

UNE ANALYSE DES  
DYNAMIQUES DE  
LA CROISSANCE  
DANS LA RÉGION  
D'AFRIQUE DE L'EST

### 3.1 INTRODUCTION

Après une revue de la littérature foisonnante sur les changements structurels et la description de faits stylisés pour la région d'Afrique de l'Est dans le chapitre 2, le chapitre 3 se concentre sur des questions identiques, mais qui sont étudiées selon des perspectives analytiques alternatives. Tout d'abord, compte tenu de la forte corrélation entre les modèles de changement structurel et le développement, nous effectuons un simple exercice de comptabilité de la croissance afin d'examiner les sources sectorielles de la croissance économique pour la période 2001-2011. Puis, le chapitre utilise une analyse de décomposition de la croissance pour explorer de manière plus approfondie les sources de la croissance dans la région du point de vue de la demande. Contrairement à l'accent de la politique contemporaine qui est mis sur l'amélioration de la compétitivité extérieure de la croissance, nous constatons que la composante de la demande intérieure est habituellement d'une importance plus considérable pour la croissance économique globale et la réduction de la pauvreté.

Ensuite, la section 3 du présent chapitre examine la croissance dans la perspective traditionnelle de comptabilité de la croissance – avec un accent sur le côté de l'offre. Nous analysons les améliorations de la productivité totale des facteurs (PTF) – la part de la croissance économique qui n'est pas expliquée par un accroissement de l'utilisation des facteurs de production – et qui est généralement attribuée par les économistes aux progrès technologiques ou à une meilleure allocation des ressources. Les résultats de cette analyse pour la région mettent en évidence un changement important de la nature de la croissance depuis le début des années 2000, en termes d'augmentation (quoiqu'encore faible) de la PTF, ainsi qu'une hausse marquée de l'importance de la composante liée à la qualité du capital humain (part de l'emploi ajustée par l'éducation), réaffirmant l'importance de la poursuite d'une plus grande qualité dans le secteur de l'éducation. Enfin, nous évaluons un modèle simple de croissance pour la région dans une perspective économétrique, qui se concentre sur le rôle de l'épargne intérieure et de l'investissement, sur la balance des paiements courants, sur le rôle de l'aide publique au développement (APD), sur la croissance démographique et sur d'autres variables de suivi. A ce niveau, les résultats suggèrent que le maintien de niveaux élevés d'investissement intérieur et d'épargne est nécessaire afin d'obtenir croissance soutenable sur le long terme. Le chapitre se termine par l'élaboration d'une série de conclusions politiques sur les stratégies d'amélioration de la qualité et de la durabilité de la croissance dans la région.

---

*« Contrairement à l'accent de la politique contemporaine qui est mis sur l'amélioration de la compétitivité extérieure de la croissance, nous constatons que la composante de la demande intérieure est habituellement d'une importance plus considérable pour la croissance économique globale et la réduction de la pauvreté. »*

---

### 3.2. LES MODÈLES DE CROISSANCE EN AFRIQUE DE L'EST - UN APERÇU

Depuis 2001, la région a profité de certains avantages (et également de certains coûts) liés aux prix des matières premières structurellement plus élevés. Les bénéfices proviennent principalement des recettes exceptionnelles réalisées avec les exportations traditionnelles de thé (Kenya), de café (Ethiopie, Burundi, Rwanda), de minéraux tels que l'or (Tanzanie), de pétrole (Soudan du Sud), de vanille (Iles Comores) et cetera. D'une manière générale, la hausse des prix des matières premières a été plus accentuée pour les matières « souples » (cultures de rente, par exemple) que pour les matières « dures » (minéraux, combustibles), mais elle a été assez marquée.

Dans quelle mesure cette situation a-t-elle été responsable de l'amélioration de la croissance dans la région depuis la fin des années 90? De manière controversée, Page (2011) soutient que la croissance récente en Afrique est principalement attribuable à la hausse des prix des matières premières. Par ailleurs, il soutient qu'elle n'est pas durable à long terme, car ces marchés sont notoirement volatiles et pourraient se traduire par un niveau élevé de dépendance. Les économies devraient plutôt adapter leurs structures afin d'améliorer la qualité et la durabilité de la croissance.

Le raisonnement semble logique, mais le rôle des prix des matières premières est peut-être exagéré, en particulier dans la région d'Afrique de l'Est (qui ne profite pas – pas encore - des avantages considérables de la richesse pétrolière ou minérale des autres parties de l'Afrique subsaharienne)<sup>i</sup>. Alors que de nombreux pays ont indubitablement bénéficié de prix plus élevés des matières premières, pour les pays de la région d'Afrique de l'Est, cette situation a été une bénédiction mitigée, avec une hausse des prix des exportations des cultures de rente traditionnelles (exemple: café, thé), mais également une forte hausse des coûts d'importation de carburants et de produits alimentaires. Au cours de la dernière décennie, les termes de l'échange n'ont certainement pas travaillé sans ambiguïté en faveur de la croissance économique dans la région.

McKinsey (2010) démontre qu'en termes de croissance en Afrique au cours de la période 2000-2008, les ressources naturelles et les dépenses gouvernementales liées à ce secteur ont généré seulement 32 pour cent de la croissance totale. Les deux tiers restants proviennent d'autres secteurs, notamment du commerce de gros et de détail, des transports, des télécommunications et de l'industrie manufacturière. Par ailleurs, il note que la croissance économique s'est accélérée à travers le continent, dans 27 de ses 30 plus grandes économies, notamment dans des pays comme ceux d'Afrique de l'Est qui ne bénéficient pas d'exportations de ressources importantes.

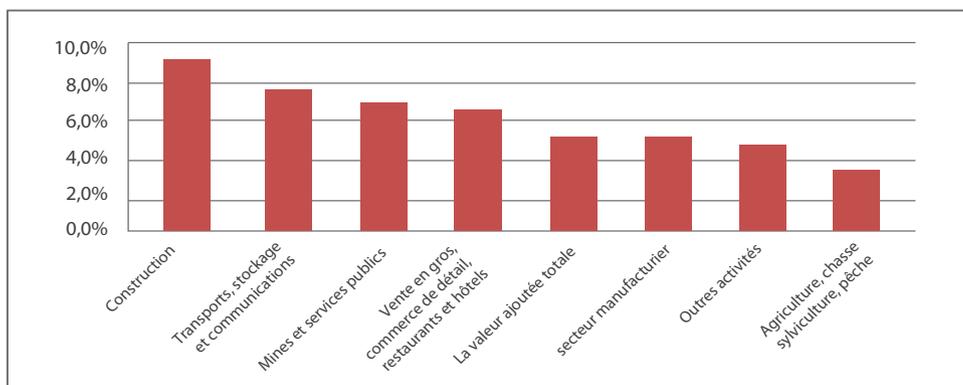
Notre analyse des tendances de la croissance en Afrique entre 2001 -2010 confirme cela. Cette analyse est basée sur un ensemble de données homogènes produites par l'UNCTADstat (2012)<sup>ii</sup>. Les estimations présentées dans le présent document concernent l'ensemble de la RAE-13 (toutes les économies régionales à l'exception du Soudan du Sud), en tant que groupe global ainsi que pour chaque pays (voir annexe). En réalité, parmi les différents pays, très peu de variations sont relevées au sujet des principaux moteurs de la croissance. En termes de taux de croissance des secteurs, le secteur de la construction a été de loin le plus dynamique, avec une croissance moyenne annuelle de plus de 9 pour cent par an, soutenant ainsi les impressions anecdotiques selon lesquelles la région se trouve au milieu d'un boom de la construction. Les transports, le stockage et les communications ont également été des secteurs à croissance rapide (>7 pour cent par an) tout comme les mines et les services publics (6,7 pour cent par an). De manière précise, l'agriculture, la chasse, la sylviculture et la pêche ont toujours été des « secteurs à la traîne », avec une croissance de seulement 2 pour cent par an, contre une croissance de 5 pour cent dans la valeur ajoutée totale, entraînant une baisse des taux de croissance globale dans la région. Et dans presque tous les pays de la région, le secteur manufacturier a également longtemps été à la traîne par rapport à la croissance économique globale.

---

*« Le secteur de la construction a été de loin le plus dynamique, avec une croissance moyenne annuelle de plus de 9 pour cent par an, soutenant ainsi les impressions anecdotiques selon lesquelles la région se trouve au milieu d'un boom de la construction. »*

---

Figure 3.1: Secteurs les plus dynamiques, RAE -13, 2001-2010



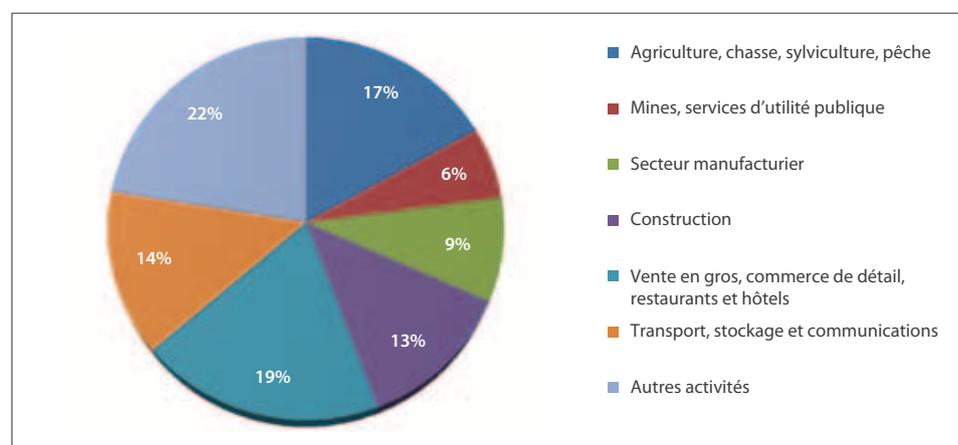
Source: Estimations de la CEA sur la base des données statistiques de l'UNCTAD (2012)

La reconnaissance de ces modèles de croissance est importante en raison de la mesure dans laquelle la croissance dans la région au cours de la dernière décennie semble avoir été largement axée sur les secteurs à forte intensité capitaliste, notamment les transports, le stockage et les communications, l'exploitation minière et les services publics. De tels secteurs n'ont eu qu'un effet marginal sur l'emploi, ce qui signifie qu'ils n'ont pas facilité une large participation. Le faible niveau de corrélation entre la croissance du PIB et la réduction de la pauvreté s'explique, en partie, par l'expansion relativement lente des secteurs agricole et industriel, qui représentent tous deux jusqu'à 4/5 de l'emploi régional <sup>iii</sup>.

Cependant, il serait tout aussi erroné d'exagérer l'interprétation de ces tendances puisque ces chiffres représentent les taux de croissance de secteurs particuliers, mais ne nous fournissent des données que limitées quant à la contribution globale du secteur à la croissance économique. A titre d'exemple, le secteur de la construction peut -être en mesure de maintenir des taux de croissance rapides précisément puisqu'il était, auparavant, un secteur peu développé; par conséquent les chiffres de la croissance semblent plus impressionnants. Lorsque nous nous intéressons à la contribution spécifique de chaque secteur à la croissance, nous constatons que d'autres activités (dont le secteur des administrations publiques et des finances) ont été les plus importants contributeurs à la croissance globale dans la région et responsables de 22 pour cent de la croissance totale.

« La croissance du secteur des administrations publiques est en partie le produit de l'expansion des investissements dans les secteurs sociaux, principalement la santé et l'éducation. On pourrait faire valoir que ces investissements dans le capital humain finiront par renforcer la croissance économique et la résilience, mais après un temps considérablement long que l'impact positif se manifeste. »

Figure 3.2: Contribution sectorielle à la croissance, 2001 -2010



Estimations de la CEA sur la base des données statistiques de la CNUCED (2012)

La croissance du secteur des administrations publiques est en partie le produit de l'expansion des investissements dans les secteurs sociaux, principalement la santé et l'éducation. On pourrait faire valoir que ces investissements dans le capital humain finiront par renforcer la croissance économique et la résilience, mais avec un temps considérablement long avant que l'impact positif se manifeste. D'après ce point de vue, les taux de pauvreté diminueront plus rapidement une fois que les pays de la région auront atteint un niveau suffisant de développement humain et de revenu (Banque Mondiale, Mise à jour relative à la Tanzanie, 2012: 22). Par opposition à ce point de vue, nous pouvons évoquer le fait qu'un certain nombre de pays ont accompli des progrès assez impressionnants en termes d'indicateurs de développement humain, tout en affichant une faible performance économique. En d'autres termes, il n'existe pas de lien automatique entre des niveaux élevés de capital humain et la croissance économique (Mehrotra et Jolly, 1997).

Le commerce de gros et de détail, la restauration et l'hôtellerie, qui représentent 19 pour cent de la croissance durant les années 2000, ont également été des contributeurs

importants. L'agriculture a été le troisième contributeur le plus important à la croissance, avec une part de 17 pour cent. Ainsi, en dépit de son faible taux de croissance et malgré le fait qu'elle soit considérée comme un « secteur à la traîne », l'agriculture demeure un contributeur important de la croissance économique globale dans la région. Il est peu probable que le secteur de l'agriculture perde cette importance dans les délais prévus par les pays de la région pour atteindre le statut de pays à revenu intermédiaire (dans la période 2020-2030), contribuant au renforcement des conclusions précédentes sur l'importance des actions visant le renforcement des performances agricoles.

Enfin, ces chiffres représentent des moyennes régionales mais varient évidemment dans certains pays. Les résultats sont présentés sur une base nationale dans les annexes 1 et 2. Néanmoins, dans la majorité des cas, la vaste histoire racontée au niveau régional est réaffirmée au niveau national – soit une faible croissance dans les secteurs manufacturier et agricole, une croissance rapide du secteur des services, et un rôle prononcé pour le secteur de la construction.

### 3.3. UNE PERSPECTIVE DE LA DÉCOMPOSITION DE LA DEMANDE SUR LA CROISSANCE ÉCONOMIQUE DANS LA RÉGION D'AFRIQUE DE L'EST

De nos jours, la majorité des analyses portant sur les causes de la croissance économique choisissent une perspective axée sur l'offre. Pourtant, une analyse du côté de la demande pourrait également fournir de plus amples indications sur les processus de croissance, en particulier dans le contexte des pays pauvres marqués par une assise financière faible et une demande intérieure croissante pour les biens et les services. La faible demande intérieure, résultat de la pauvreté généralisée, peut entraîner un handicap sérieux pour les performances de croissance. Lopez et Serven (2009) évaluent l'impact de la pauvreté sur la croissance dans une perspective économétrique. Les résultats révèlent un impact constamment négatif et fortement significatif de la pauvreté sur la croissance, qui revêt également une grande importance au plan statistique: une augmentation de 10 points de pourcentage du taux de la pauvreté effective réduit la croissance annuelle par habitant d'environ 1 point de pourcentage.

---

*« La réduction de la pauvreté est susceptible d'être plus efficace dans les pays où la croissance de la demande intérieure contribue pour la majeure partie à la croissance. »*

---

Par conséquent, une absence de demande effective peut constituer un obstacle fondamental à une croissance économique soutenue. Une croissance contrainte par une demande de cette nature est un sujet de préoccupation dans le cadre d'un certain nombre d'autres perspectives théoriques. La CNUCED (2004:143) formule l'hypothèse selon laquelle il existe une relation plus faible entre la croissance des exportations et la croissance de la consommation privée par habitant, dans les pays où la croissance des exportations prédomine comme composante majeure de la croissance économique axée sur la demande, que dans les pays où il existe une forme de croissance économique plus équilibrée, dans laquelle la croissance des exportations, la demande intérieure, et la substitution des importations contribuent toutes à la croissance.

Cette hypothèse découle de l'observation selon laquelle il n'est pas logiquement nécessaire, d'un point de vue comptable, que la consommation privée moyenne par habitant se développe si la croissance économique est réalisée de manière prédominante grâce à la croissance des exportations. La croissance de la demande intérieure peut évidemment être basée sur l'augmentation de l'investissement de la consommation privée ou publique. Cependant, d'une manière générale, la consommation privée moyenne par habitant est susceptible d'augmenter dans les pays où l'expansion de la demande intérieure apporte une contribution significative à la croissance de la production globale. Les auteurs du rapport de la CNUCED (2004) observent une régularité empirique entre les tendances de la consommation moyenne

par habitant et l'incidence de la pauvreté, et concluent par conséquent que la réduction de la pauvreté est susceptible d'être plus efficace dans les pays où la croissance de la demande intérieure contribue le plus à la croissance. Ce constat est étayé par une simple décomposition des composantes de la croissance axée sur la demande, d'abord utilisée par Chenery, économiste en chef à la Banque mondiale (1971):

$$(Y_t - Y_{t-1}) = \alpha_{t-1} (D_t - D_{t-1}) + (\alpha_t - \alpha_{t-1}) S_t + \alpha_{t-1} (X_t - X_{t-1})$$

Augmentation PIB	contribution Demande Intérieure	contribution substitution Importations	contribution Effet Exportations
---------------------	---------------------------------------	--	---------------------------------------

Où:

$Y$  = PIB,  $D$  = Demande intérieure ( $= Y + M - X$ ),  $S$  = offre totale ( $= Y + M$ ),  $X$  = Exportations totales de biens et services (fob),  $M$  = Importations totales de biens et services (caf),  $\alpha$  = PIB en tant que part de l'offre totale ( $Y/S$ ),  $t$  = Dernière année de la période,  $t-1$  = Première année de la période.

Les estimations sont effectuées sur une base annuelle pour les 12 pays de la région pour lesquels des données étaient disponibles pour les années 2000. La croissance d'un pays est classée comme étant tirée par les exportations (EE), par la demande intérieure (DD), ou par la substitution des importations (IS), selon l'élément qui contribue le plus à la croissance totale. Dans les pays DD1, la croissance des exportations contribue pour plus de 20 pour cent à la variation du PIB et la demande intérieure demeure la principale source de variation du PIB. Les pays DD2 sont les pays DD restants et pourraient être considérés comme étant « hyper-tirés par la demande intérieure ».

Les résultats de cette analyse pour l'Afrique de l'Est sont assez révélateurs. La croissance de la demande intérieure a été de loin la principale source de développement économique (45 classés comme DD1 et 64 classés comme DD2, totalisant 109 sur 156 observations). En conformité avec les conseils donnés par la CNUCED (2004:147) aux pays en développement, ces chiffres semblent confirmer l'importance de la demande intérieure pour les pays en développement à faible revenu. En revanche, il y a seulement 20 observations relatives à une croissance tirée par les exportations, et 12 cas de croissance tirée par les IS. Il est à noter que deux pays, l'Éthiopie et la Tanzanie, n'ont jamais enregistré une croissance tirée par l'EE - et que la demande intérieure a été le principal moteur de leur processus de croissance depuis 1999. En réalité, seuls les Seychelles ont affiché une croissance tirée par les exportations sur plus de trois périodes, ce qui est attribuable à leurs revenus touristiques.

La décomposition de ces résultats par rapport à leur performance en termes de croissance et de réduction de la pauvreté donne lieu à des conclusions particulièrement intéressantes (Tableau 3.1 et Figure 3.3). En termes de croissance des exportations, il est clair que les pays EE ont beaucoup mieux réussi, avec un taux de croissance annuel moyen de 38,8 pour cent<sup>iv</sup>, contre seulement 2,4 pour cent pour les pays DD. Mais ce résultat est presque tautologique - en théorie, les pays tirés par l'EE devraient voir leurs exportations croître plus rapidement. Ce qui est plus révélateur, en termes de taux de croissance du PIB, c'est le fait que les pays EE réussissent moins bien les pays classés DD (4,2 pour cent par an contre 4,8/4,9 pour cent en fonction du pourcentage DD1 ou DD2).

Cependant, la conclusion véritablement remarquable porte sur le fait qu'en termes de taux de croissance de la consommation par habitant (ce qui pourrait être considéré comme un indicateur de réduction de la pauvreté), ces taux s'étendent tant dans les pays DD1 que dans les pays DD2 (à 3,4 et 3,8 pour cent respectivement), tandis que les

---

*« Il semblerait donc que le lien entre la croissance des exportations et la croissance des revenus soit loin d'être automatique. »*

---

pays IS et EE ont en fait enregistré une baisse de la consommation par habitant de -1,0 et -2,0 pour cent par an, respectivement. Ainsi, le lien entre une réduction plus efficace de la pauvreté et le commerce apparaît lorsque la croissance de la demande intérieure est la principale source de croissance économique.

Il semblerait donc que le lien entre la croissance des exportations et la croissance des revenus soit loin d'être automatique. Ces modèles ont une explication très simple - même si la croissance des exportations aboutit à une croissance rapide du PIB, cela n'est pas automatiquement suivi par une croissance rapide du PNB ou du RNB (Griffin, 1999: 76). Une grande partie de la croissance dépend de la « valeur retournée » dans le secteur des exportations. Ainsi, si une forte proportion des recettes d'exportation reste dans l'économie nationale sous la forme de paiement de salaires, de bénéfices aux entreprises à capitaux nationaux, de taxes et redevances et de paiements aux fournisseurs nationaux pour des intrants de matériels et services, alors une corrélation positive est probable entre la croissance des exportations et l'économie nationale dans son ensemble. Mais si la « valeur retournée » est faible, la croissance du PIB ne peut se refléter dans la croissance du RNB et la corrélation entre les exportations et le développement global peut être faible<sup>v</sup>.

De ce fait, contrairement à l'accent de la politique contemporaine qui est mis sur l'amélioration de la compétitivité externe, ces résultats suggèrent dès lors que la composante de la demande intérieure est généralement de loin la plus importante pour la croissance économique globale et la réduction de la pauvreté. Néanmoins, quelques mises en garde importantes à cette conclusion sont à émettre. Premièrement, l'analyse peut être moins pertinente pour les petits pays. Par exemple, Djibouti a une population d'environ 800 000 habitants; une stratégie de maintien d'une demande intérieure élevée irait de façon inévitable à l'encontre de la contrainte de petite taille du marché local. En d'autres termes, la conclusion sur l'importance de la demande intérieure doit reconnaître la structure variable des économies de la sous-région.

Deuxièmement, nos résultats ne devraient pas être interprétés comme signifiant que le secteur extérieur n'est pas important - au contraire, dans une région fortement touchée par des déficits courants assez importants, une performance à l'exportation améliorée est une condition essentielle (mais pas suffisante) pour une croissance plus résiliente. Ce constat est étayé par le fait que la croissance de la productivité des biens échangeables est un catalyseur important du progrès économique et du développement. Il est cependant nécessaire d'avoir une idée exacte de l'importance relative de la contribution des secteurs échangeables et non-échangeables à la croissance, à la réduction de la pauvreté et à la création d'emplois. De plus, tel qu'exprimé par la CNUCED (2012:40), dans le contexte actuel de ralentissement de la croissance dans les pays développés, il est devenu évident que les pays en développement ne pourront pas dépendre des exportations vers les pays développés pour la croissance, comme ce fut le cas par le passé, et devront compter de plus en plus sur les marchés intérieurs et sur le commerce Sud-Sud. C'est particulièrement vrai pour l'Afrique de l'Est, qui a été généralement fortement dépendante des marchés d'exportation avec les pays à revenu élevé.

C'est également à ce niveau que l'on retrouve les arguments précédents du Chapitre 2 concernant l'importance de la réduction des inégalités de revenus et de la relance de la demande intérieure, car la taille et la composition de ces marchés dépendent également dans une large mesure de la distribution des revenus. Les pays d'Afrique de l'Est devront par conséquent redoubler d'efforts en faveur de la réduction des inégalités de revenus et trouver l'équilibre approprié entre la demande intérieure et la demande extérieure.

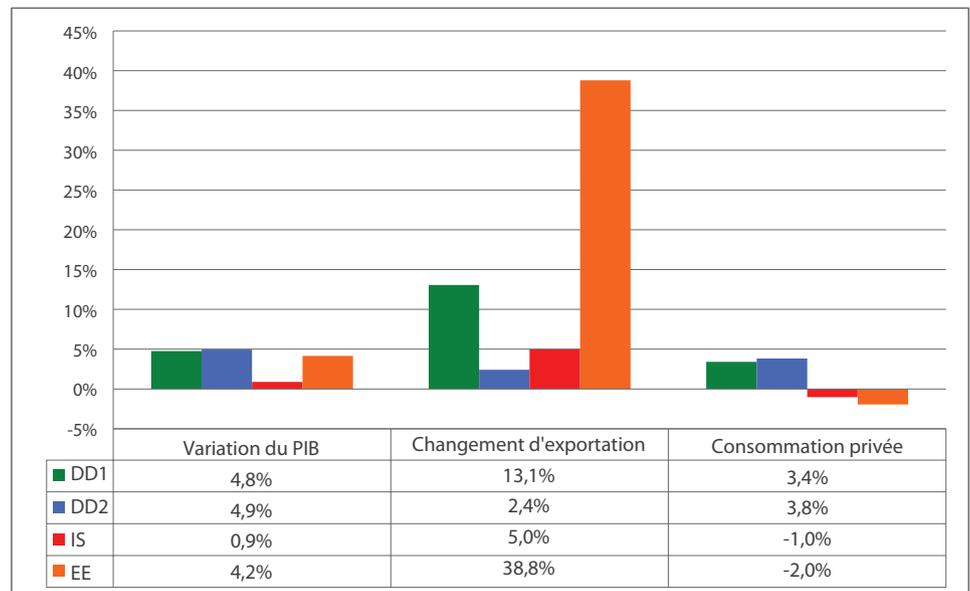
Tableau 3.1: Décomposition de la croissance de 1999 à 2012

Pays	1999-2000	2000-2001	2001-2002	2002-2003	2003-2004	2004-2005	2005-2006	2006-2007	2007-2008	2008-2009	2009-2010	2010-2011	2011-2012
Burundi	IS	EE	DD1	IS	DD1	DD1	DD1	EE	DD2	DD2	DD1	DD2	DD1
Comores	EE	DD2	DD2	DD2	EE	DD2	DD2	DD1	EE	DD1	DD2	DD1	DD2
Djibouti	DD2	IS	EE	DD1	DD2	EE	DD2	DD1	DD2	IS	IS	DD1	DD2
Éthiopie	DD1	DD2	DD1	DD2	DD1	DD2	DD2	DD2	DD2	DD2	DD2	DD1	DD2
Érythrée	DD2	DD1	DD2	EE	IS	DD2	DD2	IS	DD2	DD2	DD2	EE	NA
Kenya	DD1	DD2	IS	EE	DD1	DD1	DD2	DD1	DD1	DD2	EE	DD1	DD1
Madagascar	DD1	DD1	DD1	DD1	DD1	IS	DD1	DD1	DD2	DD2	DD1	EE	DD1
Rwanda	DD2	EE	DD2										
Seychelles	EE	IS	IS	DD2	IS	DD2	EE	DD1	IS	EE	EE	EE	DD1
Tanzanie	DD1	DD1	DD2	DD1	DD2	DD1	DD2	DD1	DD1	DD2	DD2	DD1	DD2
Ouganda	DD2	DD1	DD2	DD2	DD1	DD1	DD2	EE	EE	DD2	DD2	DD2	DD2

NB: Les pays IS, EE et DD sont des pays dans lesquels la substitution des importations, la croissance des exportations et la croissance de la demande intérieure sont respectivement les principales composantes du côté de la demande de la croissance économique. Dans les pays DD1, la croissance des exportations contribue à plus de 20 pour cent à la variation du PIB et la demande intérieure demeure la principale source de variation du PIB. Les pays DD2 sont les pays DD restants.

Source: Estimations de CEA sur la base des données de l'EIU (2012)

Figure 3.3: Croissance, exportation et consommation privée, classées par source de croissance la plus importante, moyenne 1999- 2011



Estimations de la CEA sur la base des données de l'EIU (2012)

### 3.4. ANALYSE DU CÔTE DE L'OFFRE, UNE ANALYSE DE LA PRODUCTIVITÉ TOTALE DES FACTEURS.

La comptabilité de la croissance (ou analyse de la productivité totale des facteurs (PTF)) est devenue une méthode largement utilisée pour expliquer les différences entre les taux de croissance des pays. En substance, la comptabilité de la croissance consiste à

calculer les contributions des différents facteurs de production (travail et capital) à la croissance, et un élément inexplicé ou résiduel, qui est la partie de la croissance qui ne peut pas être attribuée à l'augmentation des entrées de capitaux et à la main-d'œuvre. Ce résidu inexplicé est souvent interprété par les économistes comme reflétant des améliorations technologiques ou des gains plus généraux de l'efficacité économique. A ce titre, il reçoit souvent beaucoup d'attention de la part des économistes et des décideurs, car il reflète le niveau de progrès technologique de façon générale. Une croissance rapide de la PTF peut s'expliquer dans économies pauvres et relativement ouvertes par deux facteurs. Premièrement, des gains de productivité globaux peuvent être atteints grâce à une réduction des troubles macro économiques (par exemple, une baisse de l'inflation due à une meilleure gestion macroéconomique). Deuxièmement, l'amélioration de la productivité peut résulter de changements structurels, à savoir de l'allocation de facteurs aux activités les plus productives, ce qui contribue à une trajectoire de croissance soutenue. (Martinez et Mlachila, 2013:7).

Cependant, la méthodologie de calcul de la PTF n'est pas dénuée de problèmes et de restrictions techniques graves.<sup>vi</sup> Malgré l'utilisation à large échelle de l'analyse de la PTF dans l'analyse des processus de croissance dans les pays développés, elle a rarement été appliquée aux cas des pays de l'Afrique de l'Est<sup>vii</sup>. L'indisponibilité de données sur des périodes suffisamment longues explique en partie cet état de fait. Une autre raison provient du fait que si la procédure de calcul de la PTF présente quelques sérieuses lacunes pour les économies développées, elle présente davantage de difficultés dans le contexte des pays en développement. Le fait que le rôle de la terre en tant que facteur distinct de production soit généralement ignoré- en partie en raison de l'insuffisance de données, est une faiblesse particulière (Agenor, 2004:513). Cette limite se traduit par la surestimation de la part du capital dans la fonction de production et par la sous-estimation du taux de croissance de la PTF. Ce problème est particulièrement grave dans le cas des économies des pays d'Afrique de l'Est, là où le secteur agricole représente une part absolument considérable de la production totale. Néanmoins, à titre d'évaluation approximative initiale des déterminants de l'offre de la croissance, elle peut sans doute encore fournir des indications pertinentes.

Malgré les limites de l'approche PTF pour l'analyse de la croissance, un certain nombre d'études antérieures ont révélé des tendances intéressantes relatives à la performance de la croissance. Une analyse de Ndulu et al. (2007) révèle qu'au cours des premières années de l'indépendance (1960-1973), le rendement par travailleur a augmenté rapidement, et que l'accumulation du capital et la PTF suivaient une courbe ascendante; la période allant de 1973 à 1990 a connu un grave effondrement de la croissance en raison de la chute brutale du rendement par travailleur. Parmi les six pays d'Afrique de l'Est couverts par l'analyse de Ndulu, un seul pays a réussi à maintenir une croissance positive de la PTF (Kenya) au cours de cette période. La période a été marquée par des conflits civils (Ethiopie, Ouganda), et par des programmes d'ajustement structurels rigoureux, dans le cadre desquels des politiques macro économiques austères ont été adoptées.

Dans le but de couvrir l'évolution des performances de la PTF depuis 1990, nous avons effectué l'analyse correspondante pour six pays (Burundi, RDC, Kenya, Rwanda, Tanzanie et Ouganda) pour lesquels des données étaient disponibles. Tout comme Bosworth et Collins (2003), nous supposons des rendements constants aux fonctions de production d'échelle de la forme.

$$Y = AK^\alpha(LH)^{1-\alpha}$$

Où Y représente la production, A représente une mesure de la productivité, K représente le capital physique, L la main-d'œuvre, H représente une mesure du capital humain et, comme Bosworth et Collins (2003) et d'autres études, la part du capital,  $\alpha$ , est supposée

---

*« Malgré l'utilisation à large échelle de l'analyse de la PTF dans l'analyse des processus de croissance dans les pays développés, elle a rarement été appliquée aux cas des pays de l'Afrique de l'Est. »*

---

égale à 0,35. La croissance du rendement par travailleur  $\Delta \ln(K/L)$  est ainsi décomposée en contributions de la croissance du capital par travailleur  $\Delta \ln(K/L)$ , en augmentation de l'éducation par travailleur  $\Delta \ln(H)$ , et en amélioration de la productivité totale des facteurs  $\Delta \ln(A)$ . Il s'ensuit que:

$$\Delta \ln(Y|L) = \alpha[\Delta \ln(K|L)] + (1 - \alpha)\ln H + \Delta \ln A$$

« Pendant les années 90, la croissance de la productivité totale des facteurs est négative pour les cinq pays de la région pour lesquels il a été possible de calculer la PTF, tandis que dans les années 2000, elle a augmenté dans seulement trois des six pays (RDC, Rwanda et Tanzanie). »

Les résultats de cette décomposition, indiqués dans le tableau 1, révèlent que l'amélioration de la PTF dans les années 1990 et 2000 a été moins marquée tel que cela apparaît dans l'exercice comparable antérieur effectué par Ndulu et al. (2007). Pendant les années 90, la croissance de la productivité totale des facteurs est négative pour les cinq pays de la région pour lesquels il a été possible de calculer la PTF, tandis que dans les années 2000, elle a augmenté dans seulement trois des six pays (RDC, Rwanda et Tanzanie).

**Tableau 3.2: Décomposition de la croissance pour six économies régionales, 1990 et 2000**

Pays	Année	Croiss de la production (% annuel de changement)	Croiss de la prod par trav (% annuel de changement)	Contribution par composante (Points de %)		
				Capital humain par trav	Capital physique par trav	Productivité totale des facteurs
Burundi	1991-2000	-1,9	-3,1	1,7	48	-53
Burundi	2001-2010	3,6	-1,1	3,9	-0,2	-4,7
RDC	1991-2000	-6,3	-8,9	5,4	-1,6	-12,7
RDC	2001-2010	6,1	2,8	1,3	0,4	1,1
Kenya	1991-2000	2,1	-0,4	6,0	0,5	-7,0
Kenya	2001-2010	4,0	1,1	3,4	1,0	-3,3
Rwanda	2001-2010	7,9	4,5	2,3	1,1	1,1
Tanzanie	1991-2000	2,7	-0,5	3,7	0,2	-4,3
Tanzanie	2001-2010	7,3	4,9	1,8	1,6	1,5
Ouganda	1991-2000	7,5	4,4	4,9	0,0	-0,6
Ouganda	2001-2010	6,2	3,1	3,0	1,3	-1,2

Source: Estimations de la CEA

Quelles sont les causes de la reprise modeste de la performance de la PTF observée dans les pays d'Afrique de l'Est analysés dans les années 2000, Berthélemy et Söderling (2001) expliquent que les sources de l'amélioration de la PTF constatée à travers l'Afrique subsaharienne (ASS) depuis le milieu des années 90 sont à chercher du côté de la réduction de la distorsion du marché des changes (prime du marché noir), des changements structurels (par exemple, passage de l'agriculture vers des activités non-agricoles) et de l'augmentation des exportations. Ils ont également fait valoir que les

politiques qui réduisent les taux de croissance démographique et la dette et facilitent une plus grande ouverture, de solides fondamentaux macro économiques, la stabilité des prix, l'augmentation de l'importance des circuits financiers et une plus grande participation du secteur privé ont été liées à une meilleure productivité totale des facteurs en Afrique subsaharienne (Martinez et Mlachila, 2013: 13).

Cependant, de manière ostensible, les améliorations de la PTF en Afrique de l'Est n'ont pas concerné toute la région et dans deux des plus grandes économies de la région (Kenya, Ouganda), ainsi qu'au Burundi, la PTF a en fait continué son déclin dans les années 2000. En revanche, le capital physique et humain par travailleur a augmenté pour la plupart des pays sur l'ensemble de la période allant de 1991 et 2010, ce qui implique que la croissance a été principalement tirée par les gains provenant de l'accumulation du capital par opposition aux gains de productivité. En d'autres termes, la croissance a été réalisée à travers la « transpiration plutôt que l'inspiration ».

Bien qu'impressionnante, du point de vue de la mobilisation des ressources, cette croissance ne présage rien de bon pour l'avenir de la soutenabilité de la croissance dans la région, en particulier compte tenu du fait que les pressions démographiques (parmi les plus élevées au monde) feront de l'accumulation du capital par travailleur une stratégie de plus en plus difficile à soutenir. Sur une note plus encourageante, la contribution à l'amélioration du capital humain a été positive, reflétant le résultat des efforts régionaux visant l'accroissement des possibilités d'éducation <sup>viii</sup>.

### 3.5. ANALYSE ÉCONOMETRIQUE DES PERFORMANCES RÉGIONALES DE LA CROISSANCE DE 1980 A 2011

Depuis le milieu des années 80, un foisonnement de littérature et de recherche a émergé sur les déterminants macro économiques de la croissance, essayant de comprendre et d'expliquer les différences entre les taux de croissance et les revenus par habitant dans le monde entier (Thirlwall, 2005:153). Une grande partie de ces travaux a été réalisée dans le cadre d'hypothèses connues de « théorie de la croissance endogène ». Reflétant les tendances dans la littérature théorique, les variables prises en compte dans l'analyse économétrique de cette nature comprennent le revenu initial par habitant (pour voir si une « convergence » s'est opérée avec les pays à revenu élevé), les ratios épargne-investissement, la croissance démographique, l'éducation (utilisé comme proxy pour le capital humain), l'instabilité politique, des variables monétaires et budgétaires, les variables du commerce et de l'inflation. De plus en plus, ces modèles intègrent également des variables pour mesurer la qualité des aspects de la gouvernance.

Dans cette section, nous construisons un modèle économétrique pour expliquer la croissance dans la région, mais en se concentrant particulièrement sur la manière dont la croissance a été financée. Plusieurs raisons expliquent cette approche. Tout d'abord, la plupart des pays de la région affichent d'importants déficits courants, ce qui indique une forte dépendance aux sources externes de financement du développement. La manière dont cet élément influence la croissance a de multiples implications pour la durabilité de la croissance dans la région. Deuxièmement, malgré le soutien théorique apporté à l'idée selon laquelle la qualité de la gouvernance est importante pour la performance économique, les indicateurs de gouvernance affichent de nombreuses imperfections (Oman and Ardent, 2010) et, en outre, une série complète de tels indicateurs est indisponible pour la région d'Afrique de l'Est. Par conséquent, nous avons décidé d'adopter des caractéristiques techniques plus parcimonieuses pour les régressions de la croissance. Avant d'expliquer la méthodologie, le modèle et les résultats économétriques, nous commençons par une réflexion sur l'importance de l'épargne intérieure pour la croissance.

---

*« La croissance de l'épargne a été beaucoup plus faible dans la CAE. En effet, les économies nettes ont diminué dans la CAE depuis le début de leur décollage. Au lieu de cela, les pays de la CAE se sont appuyés sur les ressources extérieures. »*

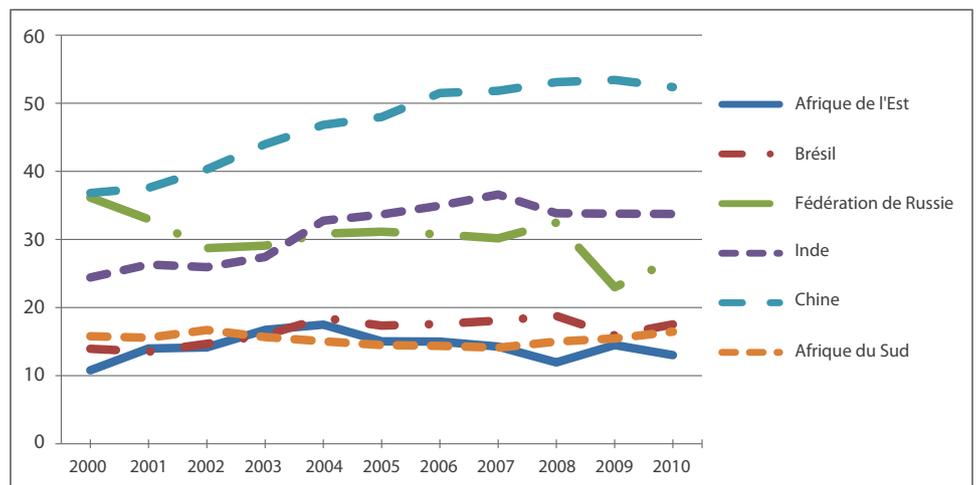
---

### 3.5.1. L'importance de l'Épargne Intérieure Pour la Croissance

Rajam et al. (2007) constatent que plus un pays en développement finance ses investissements à travers ses économies domestiques, plus sa croissance est rapide. Inversement, plus il utilise de financements étrangers, plus sa croissance est lente. L'un des principaux obstacles à la croissance économique de la région a été l'incapacité à mobiliser des ressources pour des investissements importants. Le rapport économique de 2011 de la CEA sur l'Afrique souligne que ces dernières années, l'accès au financement extérieur et l'allègement de la dette se sont considérablement améliorés pour l'Afrique subsaharienne. Néanmoins, les gouvernements ont du mal à mobiliser des ressources nationales dans le même objectif (CEA: 2011, p.58). Ce constat est également valable dans la région d'Afrique de l'Est où les taux d'épargne ont été faibles par rapport à quelques-uns des pays ayant maintenu une forte croissance au cours de la dernière décennie (Figure 10). Comme cela est largement reconnu, le taux d'épargne en Chine est très élevé, et en dépit d'une évolution constante vers une plus grande consommation intérieure, il a été l'un des principal élément expliquant la résilience de ses performances économiques depuis les programmes de réforme lancés dans les années 80. Il existe des variations plus importantes dans les autres pays BRIC. Mais il est clair que les taux d'épargne en Afrique de l'Est sont encore inférieurs à ceux des pays avec lesquels nous les comparons.

« Les taux d'épargne ont été faibles [en Afrique de l'Est] par rapport à quelques-uns des pays ayant maintenu une forte croissance au cours de la dernière décennie. »

Figure 3.4: Comparaison des taux moyens d'épargne (en pourcentage du PIB)



Source: Estimations des auteurs sur la base des données 2012 de la Banque mondiale

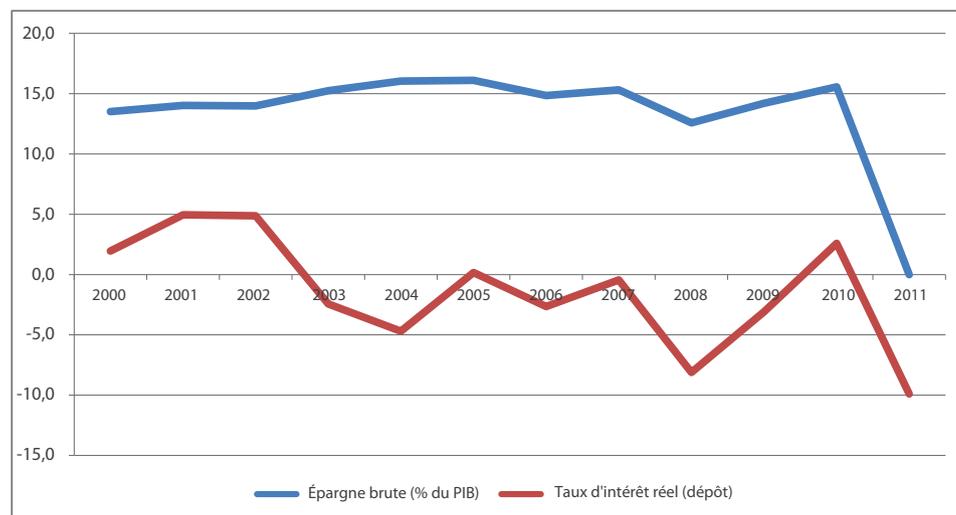
Il est important et primordial de générer une épargne au sein de la région puisque cela donne plus de pouvoir de décision aux acteurs locaux (qu'il s'agisse du gouvernement ou des individus) pour les investissements. Des études, telles que celles effectuées par Levine et Renelt(1992), ont découvert une forte corrélation positive entre les taux d'investissement et la croissance économique. Davantage de fonds pour les investissements permettrait aux gouvernements de développer davantage les infrastructures régionales et de mettre en place d'autres projets de financement public importants. Les dépenses en infrastructures peuvent en particulier permettre d'agir en tant que catalyseur à davantage de croissance économique (UA et NEPAD: 2011). Par ailleurs selon Heuty et Letouze (2006), les investissements du secteur privé ne semblent pas remplacer les investissements publics dans les infrastructures.

Dans une étude récente qui compare les Etats membres de la Communauté d'Afrique de l'Est (CAE) à un groupe de pays en développement ayant réussi à maintenir leur croissance économique sur des périodes prolongées, McAuliffe, Saxena, et Yabara (2012) notent que

la croissance de la CAE a été financée principalement par des emprunts extérieurs. Alors que l'épargne intérieure a rapidement augmentée dans les pays à croissance soutenue après leur décollage – réduisant rapidement l'écart entre l'épargne et l'investissement - la croissance de l'épargne a été beaucoup plus faible dans la CAE. En effet, l'épargne nette a diminuée dans la CAE depuis le début de leur décollage. Au lieu de cela, les pays de la CAE se sont appuyés sur les ressources extérieures – principalement l'aide des bailleurs de fonds – pour le financement de la majeure partie des investissements. L'aide publique au développement (hors allègement de la dette) a atteint en moyenne plus de 15 pour cent du PIB depuis le décollage de la croissance dans la CAE, niveau bien au-dessus de la moyenne du groupe des pays à « croissance soutenue ».

Dans la région, un certain nombre de facteurs entravent actuellement la capacité des Etats à accroître sensiblement l'épargne. Les principaux obstacles à une augmentation de la mobilisation des ressources sont « les faibles niveaux de revenu, les facteurs démographiques et la faible capacité institutionnelle » (CEA, 2011:58). Bien que ces problèmes se retrouvent partout à travers l'Afrique, ils s'appliquent en particulier à la région d'Afrique de l'Est, des pays dans lesquels les taux d'inclusion financière (dans le sens de l'accès au secteur bancaire formel) restent faibles et où les taux de croissance démographique sont parmi les plus élevés au monde (voir « Suivi des progrès 2012 »). Tant que l'inclusion financière reste faible, il est difficile de réaliser des investissements à travers les institutions publiques et privées puisque l'assiette fiscale et le nombre de déposants restent faibles. Par ailleurs, en raison d'une inflation élevée dans la région au cours des dernières années, les taux d'intérêt réels sont restés défavorables pour les épargnants. Le Kenya, qui a l'un des niveaux d'intégration financière les plus élevés de la région, en est un exemple (Figure 3.5). De toute évidence, le niveau actuel des taux d'intérêt est tel qu'il n'encourage pas les dépôts dans les banques. Ces modèles de taux d'intérêt sont observés dans toute la région et incitent la consommation par rapport à l'épargne, comme cela apparaît dans la faiblesse des ratios épargne-consommation (Tableau 3.3). La consommation peut augmenter la croissance à court terme, mais des épargnes élevées resteront un facteur clé pour des perspectives de croissance économique à long terme.

Figure 3.5: Épargne brute et taux d'intérêt réels au Kenya de 2000 à 2011



Source : Banque des données de l'EIU et de la Banque mondiale 2012

Une étude récente de Matovu (2010-2013) évoque diverses raisons expliquant la faiblesse des taux d'épargne privée en Ouganda, y compris le fait que l'épargne est souvent détenue dans des actifs non financiers qui la rendent moins disponibles pour des investissements à long terme et à grande échelle. La plupart des institutions financières

formelles sont situées dans les zones urbaines, limitant ainsi l'accès des personnes vivant dans les zones rurales à ces institutions. Dans le secteur bancaire formel, une faible concurrence, des frais généraux élevés et l'insuffisance d'informations sur le crédit se traduisent en des taux très importants: les emprunteurs peuvent payer jusqu'à 24 pour cent, tandis que les épargnants ne gagnent que 4 pour cent. Enfin, une fois de plus, des niveaux élevés d'inégalités peuvent avoir une incidence sur ces éléments. Traditionnellement, s'inspirant de la fameuse « courbe de Kuznets », les théoriciens soutiennent que si les inégalités augmentent, l'épargne prévue de tous les ménages pris dans leur ensemble va augmenter, parce que les taux d'épargne des riches sont plus élevés que ceux des pauvres.

Toutefois, dans ce cas, les producteurs sont immédiatement confrontés à une demande à la baisse pour leurs produits et à des bénéfiques qui se retrouvent en chute libre. Ils réagissent généralement en réduisant leurs investissements dans les nouvelles capacités de production, imposant de ce fait des obstacles aux perspectives de croissance. Dans le même temps, lorsque les plans d'épargne sont fondés sur l'anticipation de revenus dépendant d'une hausse des investissements, mais sont confrontés dans la réalité à la diminution des investissements, le revenu global sera inférieur aux attentes des ménages lors de leur élaboration des plans d'épargne. Dès lors, l'augmentation prévue de l'épargne globale des ménages ne se concrétisera pas. De plus, face à une croissance inférieure, l'épargne des entreprises (c-a-d. les bénéfiques non répartis) est susceptible de baisser. Ainsi, malgré l'identité macroéconomique de l'épargne ex-post et des investissements, le mécanisme de déclenchement de la péréquation se traduit par une chute inattendue du revenu réel qui neutralise l'augmentation planifiée de l'épargne (CNUCED, 2012: 35). En résumé donc, contrairement à la pensée économique traditionnelle en la matière, de plus grandes inégalités peuvent finir par miner l'épargne, et par ce biais, elles peuvent avoir un impact négatif sur la croissance.

« Contrairement à la pensée économique traditionnelle en la matière, de plus grandes inégalités peuvent finir par miner l'épargne, et par ce biais, elles peuvent avoir un impact négatif sur la croissance. »

**Tableau 3.3 : Ratios épargne- consommation, 2000, 2005 et 2010**

	2000	2005	2010
Burundi	0,01	0,12	(0,07)
Djibouti	0,07	0,44	
Érythrée	0,06	-	
Ethiopie	0,22	0,16	0,19
Kenya	0,17	0,22	0,21
Madagascar	0,11	0,09	
Rwanda	0,15	0,19	0,15
Seychelles	0,34	0,08	
Tanzanie	0,17	0,26	0,31
Ouganda	0,19	0,27	0,25

Source : Estimations de la CEA sur la base des indicateurs de développement de la Banque Mondiale, 2012

### 3.5.2. Analyse Économétrique des Sources de la Croissance en Afrique de l'Est

Le modèle utilisé dans le présent rapport s'appuie sur les travaux antérieurs de Bosworth et Collins (2003) et Prasad, Rajan et Subramanian (2007). Les régressions groupées incluent des observations sur 11 pays de la région au cours de la période 1980-2010. Le tableau 3.3 présente les principaux résultats issus de la régression à partir de données tirées des Penn World Tables (version 6.2), de l'EIU, des Statistiques de la

CNUCED et des WDI. La variable dépendante est le taux de croissance annuel moyen du PIB par habitant sur la période 1980-2010. Nous incluons les variables de contrôle suivantes dans les caractéristiques standards: PIB initial (1980) par habitant, espérance de vie initiale et perméabilité initiale aux échanges (la mesure de Sachs - Warner).

Dans le but de tester les interactions entre l'épargne intérieure, l'investissement et le compte courant, des variables sont ajoutées à ces régressions de base. Afin de vérifier la précision des résultats, nous incluons une variable démographique (croissance démographique), facteur déterminant de l'épargne<sup>ix</sup>. Pour minimiser les risques de multicollinéarité et de causalité bidirectionnelle, les variables de l'épargne et d'investissements ne sont jamais incluses dans la même régression. Du fait de la forte dépendance de la région aux flux d'APD, l'APD est également incluse dans les régressions, comme une variable factice pour l'année 2002, qui est destinée à appréhender la forte amélioration de la performance des pays africains depuis le début des années 2002, liée aux avancées du contexte externe (meilleures opportunités de financement - augmentation de l'APD, de l'IDE, des transferts de fonds et des prix des matières premières). Tous les coefficients sont harmonisés.

Les conclusions, qui se sont avérées étonnamment précises pour un cadre de régression entre pays de ce type, sont présentées dans le tableau 1, et confirment un certain nombre de caractéristiques intéressantes de la croissance dans la région d'Afrique de l'Est:

1. Le revenu initial par habitant est fortement significatif et négatif, suggérant des degrés importants de convergence vers les niveaux de revenu des pays les plus riches de la région (depuis 1980, les pays les plus pauvres de la région se sont développés plus vite que les pays riches).
2. Le proxy du capital humain (espérance de vie) se révèle de même être significatif dans la plupart des caractéristiques techniques, ce qui confirme l'importance du capital humain dans les résultats du développement.
3. La variable de la politique commerciale de Sachs-Warner, reflétant les pays dotés d'un régime commercial plus libéral, ne semble pas avoir eu d'impact sur la croissance. Dans une région fortement tributaire de l'exportation de produits essentiels, qui, pendant deux décennies sur trois, a dû faire face à des prix chroniquement bas, un tel résultat n'est pas surprenant. En effet, « l'ouverture » du commerce dans un contexte de volatilité des prix internationaux, pourrait effectivement contribuer à saper les performances économiques de la région.
4. Quant à la variable des investissements, en ligne avec de nombreuses autres études antérieures (par exemple, Levine et Renelt (1992), Easterly, Loayza et Montiel (1997), et Hoeffler (2002)), elle est constamment significative, avec une valeur de paramètre estimée à environ 4 à 5, suggérant un coefficient marginal de capital. En d'autres termes, une augmentation de 10 pour cent du ratio investissements-PIB donne lieu à une augmentation de 1,8 à 2,4 pour cent du PIB par habitant.
5. De même, le rapport taux d'épargne-PIB produit une valeur de paramètre constamment importante, qui varie de 0,16 à 21, ce qui confirme davantage les résultats des études antérieures.
6. Cependant, la nature des interactions entre l'épargne et l'investissement avec la balance des paiements courants est particulièrement intéressante. Prasad et et.al. (2007) émettent l'hypothèse d'une situation selon laquelle, dans les pays à revenu élevé, des déséquilibres courants entraînent des taux de croissance

---

*« Le revenu initial par habitant est fortement significatif et négatif, suggérant des degrés importants de convergence vers les niveaux de revenu des pays les plus riches de la région (depuis 1980, les pays les plus pauvres de la région se sont développés plus vite que les pays riches). »*

---

---

*« Une augmentation de 10 pour cent du ratio investissement-PIB donne lieu à une augmentation de 1,8 à 2,4 pour cent du PIB par habitant. »*

---

plus élevés, grâce aux investissements induits en recourant à l'épargne étrangère. Ils trouvent cependant que cette relation n'est pas valable pour les pays à faible revenu, où les déficits courants sont négativement associés à la croissance économique. En d'autres termes, Feldstein-Horioka (1980) constatent que la tendance des pays à financer les investissements à travers la mobilisation de ressources intérieures reste valable pour les pays à faible revenu<sup>x</sup>. En désaccord avec les conclusions de Prasad et al., nos régressions suggèrent l'absence de relation entre la balance des paiements courants et la croissance dans la région d'Afrique de l'Est. Une explication possible est que la plupart des pays de la région soutiennent de façon assez chronique des déséquilibres courants, et il y a donc peu de variabilité dans l'échantillon de pays pour expliquer les différences des taux de croissance. Par ailleurs, une part importante des déficits courants est financée par des subventions (APD), ce qui signifie que l'impact négatif de la persistance de déséquilibres courants n'est pas ressenti dans toute sa mesure par les pays de la région.

7. En accord avec les études antérieures (par exemple Knight, Loayz et Villanueva (1993), la croissance démographique dans la région est jugée en corrélation avec la croissance de manière significative. Cela ne signifie pas que les taux élevés de croissance démographique sont sans conséquences négatives. Comme cela est résumé dans le rapport « Suivi des progrès 2012 » (CEA, 2012), ce constat peut signifier par exemple, que la fourniture de services sociaux (éducation et santé) est particulièrement onéreuse, pour ne pas mentionner les difficultés de création d'opportunités d'emploi suffisantes. Cependant, dans l'ensemble, une population en croissance constante conduit à un marché en développement, à une demande intérieure plus élevée, et est par conséquent propice à des taux plus élevés de croissance du revenu par habitant.
8. En revanche, l'Aide Publique au Développement (APD) ne présente aucun effet significatif sur la croissance économique. Etant donné le degré élevé de la dépendance de la région à l'aide, ce constat peut représenter une déception pour les défenseurs des programmes d'aide au développement. Mais cette conclusion agnostique se retrouve dans d'autres études (Par ex. voir, Easterly et al, 2004, Rajan et Subramanian 2005, Driffield et Jones, 2013)<sup>xi</sup>. En outre, comme cela est rapporté dans les documents de la CEA (2012), la plus grande partie de l'aide des bailleurs de fonds traditionnels du Comité d'Aide au Développement de l'OCDE (CAD) dans la région est destinée aux secteurs sociaux (éducation, santé et protection sociale), avec une infime partie de l'aide du CAD destinée aux secteurs productifs. Par conséquent, son impact direct sur la croissance peut être difficile à mesurer<sup>xii</sup>. Par ailleurs, les données utilisées dans cette analyse ne concernent que les 24 membres traditionnels du CAD - et ne tiennent pas compte de l'importance croissante des bailleurs de fonds non-membres du CAD dans la région (notamment de la Chine). Les bailleurs de fonds non-membres du CAD consacrent beaucoup plus leurs efforts directement vers les secteurs productifs, et par conséquent l'impact de ces flux est susceptible de se traduire plus facilement par l'amélioration de la croissance. Une étude plus approfondie serait cependant nécessaire pour confirmer cette hypothèse.
9. Enfin, la variable factice pour l'année 2002 est hautement significative, ce qui suggère qu'un « évènement s'est produit » dans les années 2000 représentant une rupture nette avec le passé. Cet « évènement » est clairement lié à un contexte externe beaucoup plus amélioré (options de financement externes, meilleurs prix des matières premières, allègement de la dette, et cetera), mais également à une amélioration de la politique intérieure (amélioration de la stabilité macroéconomique, réformes politiques, et cetera). D'après les

---

*« La plus grande partie de l'aide des bailleurs de fonds traditionnels du Comité d'Aide au Développement de l'OCDE (CAD) dans la région est destinée aux secteurs sociaux (éducation, santé et protection sociale), avec une infime partie de l'aide du CAD destinée aux secteurs productifs. »*

---

conclusions de notre analyse antérieure de la PTF, des améliorations notables ont déjà été relevées entre le milieu et la fin des années 90 pour un certain nombre de pays de la région. Mais il a fallu attendre les années 2000 pour qu'un revirement considérable de la situation économique des économies régionales soit remarquable.

En résumé, ces régressions « expliquent » seulement une infime partie du revenu par habitant dans la région (un R2 de 0,16). Mais les estimations des paramètres sont précises et la plupart des variables significatives. Les régressions pourraient être étendues pour inclure des techniques de régression plus pointues, comme le MGM, tel qu'utilisé par Prasad et al. (2007), pour le contrôle de l'endogénéité qui en résulte. Néanmoins, les techniques les plus avancées représentent souvent un coût en termes de clarté des conclusions qui en découlent. A titre d'appréciation approximative initiale de la relation entre la croissance et le financement dans la région, ces résultats fournissent d'importantes indications.

**Tableau 3.4: Analyse économétrique des déterminants de la croissance dans la région d'Afrique de l'Est**

Méthode: EGLS réunis (Effets aléatoires transversaux)													
Echantillon 1980-2010													
Variable	(1)	(2)	(3)	(4)	(5)	(6)	(7)	(8)	(9)	(10)	(11)	(12)	(13)
C	4,63	3,33	4,23	3,60	-1,84	-1,64	-2,20	-2,49					
Espérance de vie 1980	0,23 *	0,23 *	0,24	0,23	0,23 *	0,23 *	0,23 **	0,27 **					
Revenu par hbt 1980	-0,36 **	-0,30 **	-0,35 **	-0,33 **	-0,25 *	-0,25 *	-0,24 **	-0,28 **					
Ouverture 1980	-0,01	-0,01	0,00	0,00	-0,03	-0,05	-0,04	-0,05					
Investissement/PIB	0,23 ***		0,24 ***		0,19 ***			0,18 ***					
Épargne/PIB		0,20 ***		0,21 ***		0,20 ***	0,16 ***						
Balance des paiements courants			0,04	-0,07	-0,07	-0,07	-0,05	0,03					
Croissance démographique					0,25 ***	0,26 ***	0,25 ***	0,27 ***					
APD coef, part du RIB						-0,01	-0,02	0,00					
Variable factice 2002							2,47 ***	2,37 ***					
Racine carrée	0,06	0,05	0,05	0,05	0,11	0,11	0,16	0,16					
Nbre	317	330	316	329	329	319	319	306					
Nbre de secteurs transversaux	11	11	11	11	11	11	11	11					
S,E, de la	5,54	5,47	5,54	5,45	5,31	5,36	5,31	5,33					
F-statistique	6,25	5,50	4,59	4,42	7,50	6,58	8,41	8,06					

Source: Conception de la CEA

N.B. La variable est significative à intervalles de confiance de 1%, \*\*5% et \*\*\*10% 1%, respectivement

### 3.6. CONCLUSIONS ET RECOMMANDATIONS

Dans le chapitre 2, nous avons expliqué de quelle manière la croissance dans la région a été handicapée par la combinaison de fortes inégalités de revenus, par une faible création d'emploi et un taux excessivement lent de réduction de la pauvreté. Tel que confirmé dans les modèles de croissance économique examinés dans la section 1 du présent chapitre, cette combinaison de défis est en partie le produit de deux problèmes structurels - la sous-performance du secteur manufacturier et la négligence relative de l'agriculture.

Dans le but de clarifier ces questions, les études analytiques menées dans ce chapitre ont révélé les principales conclusions suivantes :

---

*« Un des éléments centraux de la politique économique doit consister à assurer des niveaux constamment élevés de demande intérieure. Ce maintien permettra d'assurer une croissance économique et une réduction de la pauvreté plus rapides. »*

---

- ⊙ La croissance a été généralement tirée par la demande intérieure dans la région. Bien sûr, compte tenu des déséquilibres courants en vigueur dans la région, les pays ne peuvent pas se permettre de négliger l'amélioration des performances à l'exportation. Cependant, un des éléments centraux de la politique économique doit consister à assurer des niveaux constamment élevés de demande intérieure. Ce maintien permettra d'assurer une croissance économique et une réduction de la pauvreté plus rapides. Cela conduira à un processus de renforcement mutuel dans le cadre duquel une réduction de la pauvreté plus rapide facilitera le renforcement de la résilience de la croissance économique. Un certain nombre de conclusions politiques inhérentes peuvent être déduites. Premièrement, une répartition plus équitable des revenus permettrait de soutenir la demande intérieure. Deuxièmement, au cours des dernières années, les économies de la région ont été vulnérables aux épisodes inflationnistes, et il y a eu une tendance à affronter les pressions inflationnistes consécutives avec un resserrement de la politique monétaire. Les taux d'intérêt réels ont été proportionnellement élevés dans un certain nombre de pays de la région. Pourtant, dans les cas où l'inflation est due à des facteurs exogènes (exemple: produits alimentaires importés), plutôt qu'à une politique monétaire intérieure laxiste, le resserrement de la politique monétaire n'est pas la réponse adéquate et risque d'étouffer la croissance économique (McAuliffe, Saxena, et Yabara 2012: 36) <sup>xiii</sup>.
- ⊙ Une écrasante majorité d'économistes s'accorde pour dire que l'acquisition de technologies et une modernisation technologique constante sont essentielles pour garantir une croissance durable. Selon notre analyse de la PTF dans les années 1990 et 2000, la croissance depuis 2000 est attribuable, en partie, à une croissance plus rapide de la PTF résiduelle, indiquant le rôle de plus en plus croissant du progrès technologique et de l'efficacité dans la production. Cependant de manière palpable en Afrique de l'Est, l'amélioration de la PTF ne s'est pas réalisée à l'échelle régionale et dans deux des plus grandes économies de la région (Kenya, Ouganda), ainsi qu'au Burundi, la PTF a en fait suivi une courbe descendante dans les années 2000. En revanche, le capital physique et humain par travailleur a augmenté pour la plupart des pays sur l'ensemble de la période allant de 1991 et 2010, ce qui implique que la croissance a été principalement tirée par les gains provenant de l'accumulation du capital par opposition aux gains de productivité. En d'autres termes, la croissance a été réalisée à travers « la transpiration plutôt que l'inspiration ». Sur le long terme, il est peu probable qu'elle soit durable, et davantage d'efforts sont nécessaires au niveau régional pour catalyser les progrès technologiques (voir l'encadré 3.1 pour un exemple d'initiative soutenue par la CEA).
- ⊙ En ce qui concerne le financement de la croissance dans la région, le maintien de niveaux plus élevés d'épargne et d'investissement intérieurs devrait être une priorité. L'élimination des contraintes à l'épargne – des taux d'intérêt

réels négatifs et des écarts importants entre le dépôt et le taux d'épargne (indiquant un secteur bancaire très rentable, mais inefficace) – constituerait une réelle avancée dans la résolution de certains de ces problèmes. Comme l'a récemment souligné le gouverneur de la Banque centrale d'Ouganda, Professeur Tumusiime Mutebile, le redoublement des efforts pour la réduction des pressions démographiques, à travers la planification familiale, devraient être encouragés, car cette stratégie faciliterait également l'augmentation des taux d'épargne sur le long terme. En outre, des mesures d'encouragement d'"inclusion financière, notamment dans les zones rurales, sont nécessaires<sup>xiv</sup>.

### Encadré 3.1: L'appui de la CEA à la modernisation technologique - Le cas du Rwanda Innovation Endowment Fund (RIEF)

La Déclaration de la Vision 2020 du gouvernement rwandais, sa politique nationale relative aux sciences, aux technologies et à l'innovation, et la Stratégie de développement économique pour la Réduction de la Pauvreté (SDERP) sont toutes basées sur le principe qu'à travers la consécration d'un effort concerté au renforcement des capacités dans le domaine des sciences, des technologies et de l'innovation, le Rwanda permettra de manière significative à améliorer ses chances d'atteindre la croissance, la réduction de la pauvreté, la création de richesses et les objectifs de diversification des exportations. Avec cet objectif à l'esprit, le Gouvernement Rwandais a officiellement lancé le Rwanda Innovation Endowment Fund (RIEF) destiné au financement de la recherche et du développement de mécanismes et de produits innovants axés sur le marché, en partenariat avec la Commission économique des Nations Unies pour l'Afrique (CEA) et ONE UN Rwanda.

Ce Fonds a pour objectif de stimuler la transformation économique par une stratégie de R&D pour les produits et procédés innovants axés sur le marché dans les secteurs prioritaires de l'économie, augmentant ainsi la prospérité et la compétitivité de l'économie rwandaise. Au cours d'une cérémonie de lancement (avril 2012) en présence de représentants du gouvernement, du corps diplomatique, d'organisations internationales, du secteur privé, d'institutions supérieures de la recherche et de l'enseignement, l'hon. Vincent Biruta, Ministre de l'éducation a confié aux invités que la création du Fonds était: « l'occasion pour les chercheurs, les entrepreneurs et les hommes d'affaires de collaborer dans le but de contribuer pleinement au développement socio-économique du Rwanda ».

Le RIEF octroie des fonds aux projets scientifiques de recherche appliquée ou à des études de faisabilité, mises en œuvre par les institutions d'enseignement et de recherche ou par des entreprises commerciales au Rwanda. Les activités comprennent l'octroi de subventions, des échanges et autres destinés à renforcer la recherche et le renforcement des capacités des institutions d'enseignement et de recherche, et le financement de projets qui encouragent les innovations pour appliquer des connaissances et technologies à des situations et défis spécifiques en mettant l'accent sur l'appui au développement social, l'apprentissage et la croissance économique au Rwanda.

Le compte du Fonds a été ouvert avec un capital initial total de 390 millions de francs rwandais. Grâce au ONE UN Fund, la CEA a fourni un capital d'amorçage d'un montant de 125 000 dollars, complété par 300 millions de francs apportés par le gouvernement rwandais, au titre de la première phase du Fonds.

Les priorités de financement du RIEF consistent tout d'abord à mettre l'accent sur les trois domaines prioritaires, à savoir l'agriculture, le secteur manufacturier et les TIC. Le premier appel à propositions a été lancé en novembre 2012 et les dossiers de demande de fonds ont été soumis du 15 octobre au 15 novembre 2012. 369

---

*« Le maintien de niveaux plus élevés d'épargne et d'investissement intérieur devrait être une priorité. »*

---

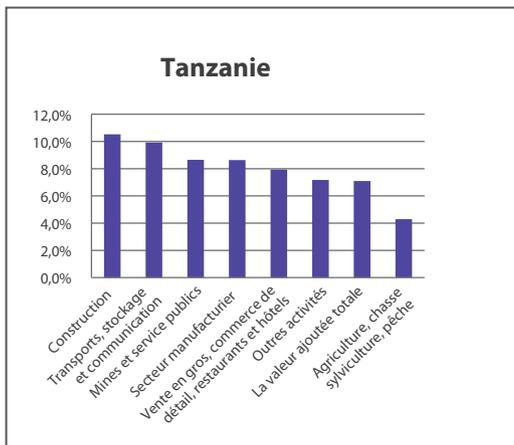
candidats ont présenté les documents de conception de leurs projets innovants, dont 138 projets liés à l'agriculture, 135 projets liés au secteur manufacturier et 96 demandes dans le secteur des TIC. Les demandes proviennent de 29 des 30 districts du Rwanda. Pour cette première phase, les 10 meilleurs projets ont été sélectionnés pour un financement. La première cérémonie de remise des récompenses du RIEF s'est tenue le 2 mai 2013 au cours d'un événement présidé par le Ministre Rwandais de l'éducation, l'hon. Dr Vincent Biruta. Des subventions d'environ 50 000 USD chacune ont été remises à huit propositions de projets d'innovation réussis. Cela les aidera à approfondir les idées des projets en vue de leur réalisation.

*Source: CEA*

3.7 ANNEXES

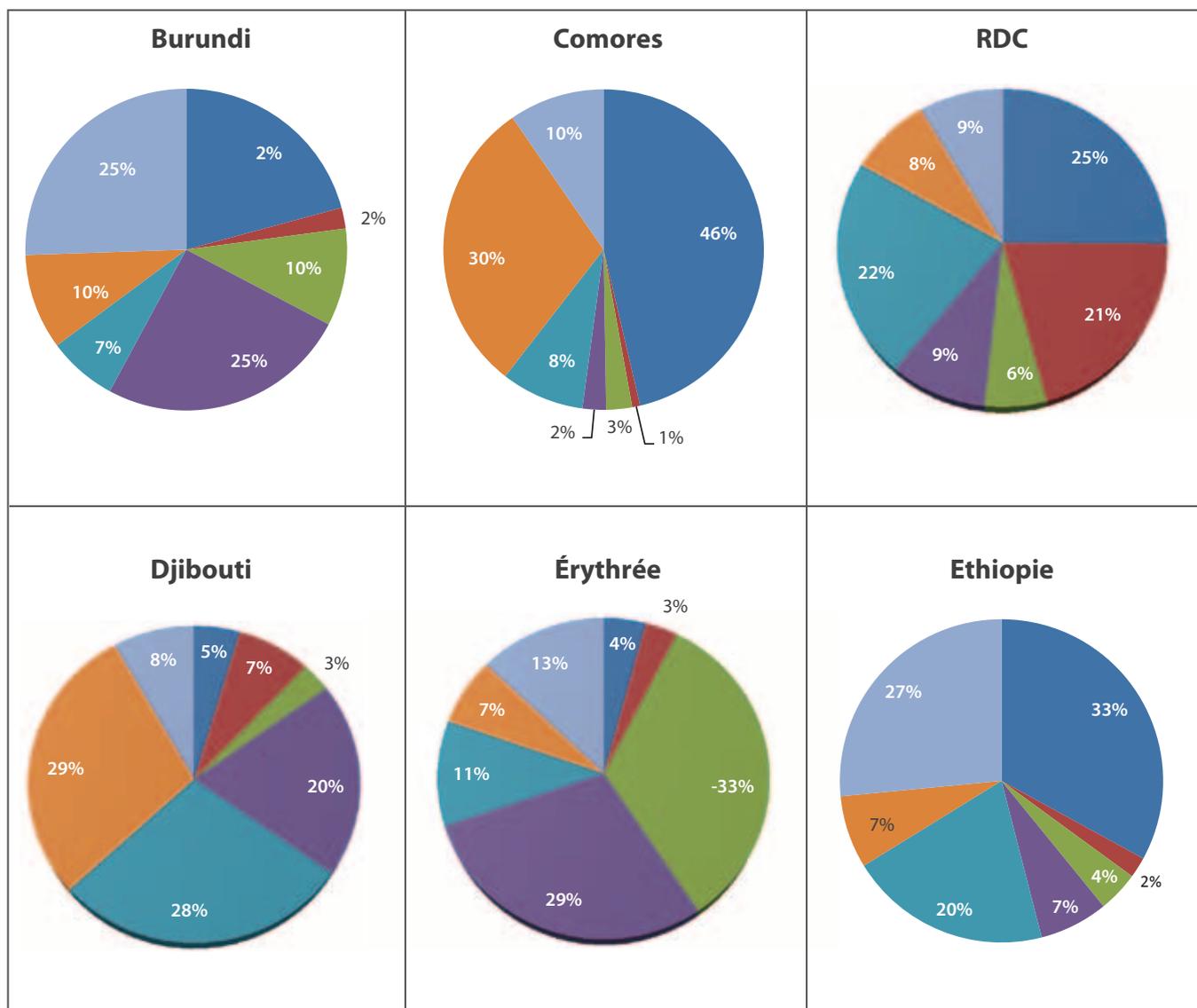
3.7.1 Annexe I: Secteurs les Plus Dynamiques, 2001-2010

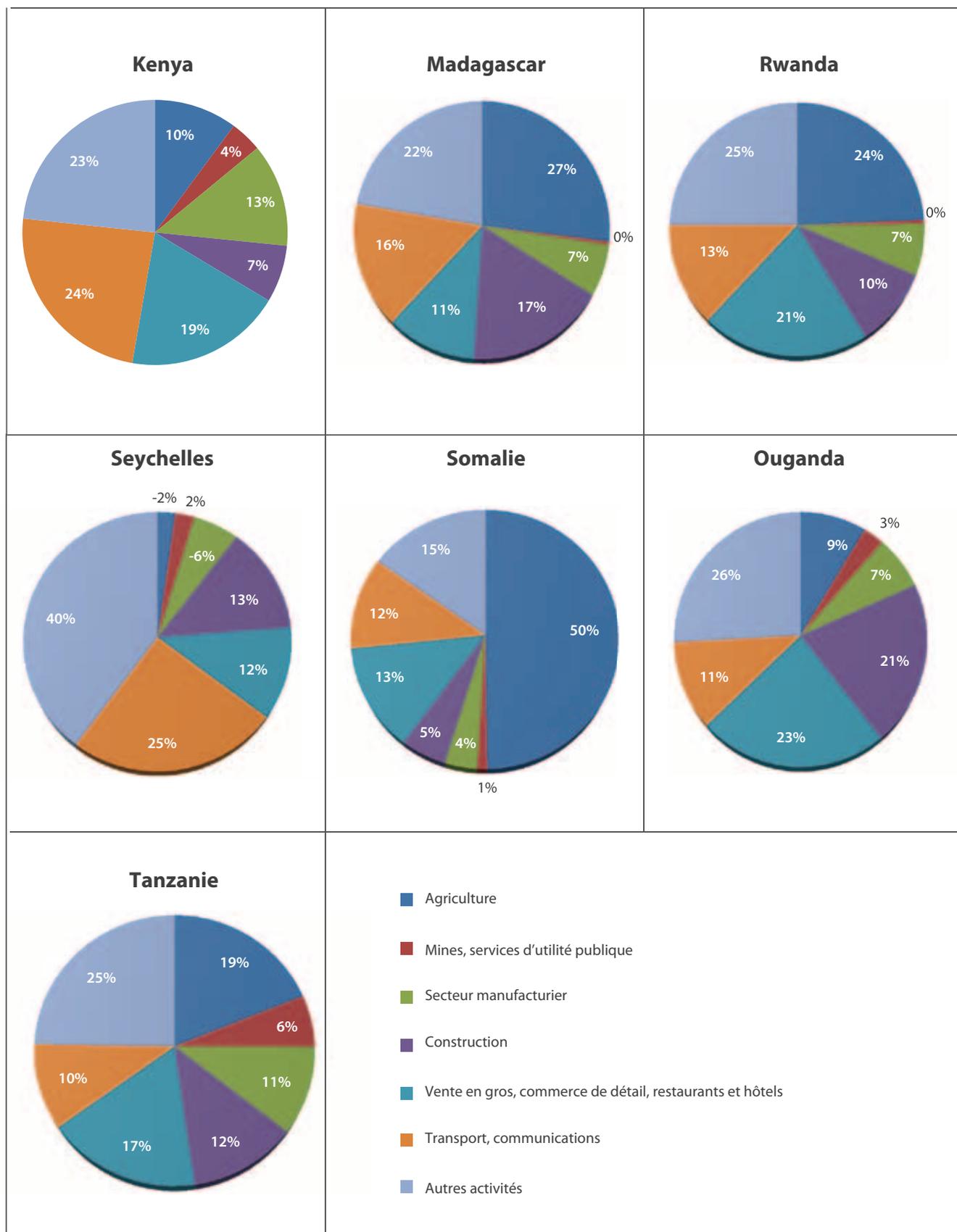




Source: Estimations de la CEA sur la base des données statistiques de la CNUCED (2012)

3.7.2 Annexe II: Contribution Sectorielle à la Croissance: 2001-2010





Source: Estimations de la CEA sur la base des données statistiques de la CNUCED (2012)

## Notes de bas de page

<sup>i</sup> Les exceptions évidentes sont le Soudan du Sud (pétrole), la RDC (métaux), l'Érythrée et la Tanzanie (or). Cependant, nous pouvons soutenir que les rentes provenant de ces ressources naturelles n'ont pas encore été d'un volume suffisant ou étalées sur une période suffisamment longue pour impulser une transformation de l'économie de leur pays.

<sup>ii</sup> Le niveau d'agrégation est assez élevé, et idéalement, une analyse de cette nature doit être répétée à un niveau plus désagrégé. Cela pourrait se faire au niveau national, mais avec l'éventualité qu'une comparaison entre les pays ne soit pas possible.

<sup>iii</sup> Ces observations sont tirées de la mise à jour économique en Tanzanie de la Banque Mondiale (2012), mais sont également applicables à l'ensemble de la région.

<sup>iv</sup> Le chiffre est étonnamment élevé, mais s'explique par un nombre extrêmement élevé pour l'Érythrée en 2010-2011 (où la croissance des exportations dans la période était de 500%), par le fait que les moyennes ne sont pas pondérées et par le nombre d'observations de croissance tirée par les EE.

<sup>v</sup> Ces résultats coïncident avec d'autres évaluations récentes, bien que nos interprétations diffèrent. Martinez et Mlachila (2013) décomposent la croissance du PIB de l'Afrique depuis 1995 en deux composantes, la croissance de la demande intérieure et la croissance des exportations nettes (exportations moins importations) – et révèlent que la majeure partie de la croissance est due à l'évolution de la demande intérieure, et que seule une petite partie est attribuable aux changements dans les exportations nettes. Une explication plausible à cela est qu'en raison de l'envolée des recettes d'exportation, les pays africains ont importé un grand nombre de produits, entraînant ainsi une petite variation des exportations nettes (et donc leur faible contribution à la croissance du PIB).

<sup>vi</sup> Pour une discussion formelle sur la façon dont la PTF est calculée et sur les difficultés méthodologiques liées au calcul, voir Agénor (2004), chapitre 13.

<sup>vii</sup> Les études africaines comprennent Ndulu (2007), et Berthélemy et Söderling (2001).

<sup>viii</sup> Les données empiriques confirment cette relation à double sens entre l'investissement dans l'éducation et la croissance pour les économies africaines. Le stock d'éducation est une source de croissance, mais avec la croissance constante des économies, les investissements dans l'éducation tendent à augmenter. Seetanah (2009) montre que le taux de scolarisation a tendance à être plus élevé lorsque l'économie est en croissance plus rapide (Martinez et Mlachila, 2013: 8).

<sup>ix</sup> Au-delà des déterminants classiques de l'épargne (revenus, taux d'intérêt), les facteurs démographiques sont importants - toutes choses étant égales par ailleurs, un rythme plus rapide de croissance démographique déprime les taux d'épargne, tandis qu'une population à croissance lente, vieillissante, tend à augmenter les taux d'épargne. Pour une discussion sur ce sujet, voir Agénor (2004).

<sup>x</sup> Feldstein et Horioka (1980) ont formulé l'idée qu'avec la mondialisation de la finance internationale, la relation statistique entre les taux nationaux d'épargne, l'investissement et la croissance devrait se décomposer. Mais ils ont trouvé une cohérence statistique tout à fait étonnante dans la relation entre l'épargne et l'investissement intérieurs, ce qui suggère que la croissance et l'investissement sont, pour reprendre l'expression de Keynes, la plupart du temps « impulsés de l'intérieur »

<sup>xi</sup> L'étude mentionnée ci-dessus sur la durabilité de la croissance dans la CAE par McAuliffe, Saxena, et Yabara (2012:36) note également que peu de preuves sont disponibles concernant l'appui de l'aide des bailleurs de fonds à la productivité et à la croissance.

<sup>xii</sup> Il peut, bien sûr, avoir un impact indirect à travers l'amélioration du capital humain. Un tel impact positif peut cependant ne se faire sentir qu'après une longue période de temps (des dépenses relatives à l'éducation, par exemple, prendront peut-être autant qu'une génération pour se manifester en termes d'amélioration du capital humain sur le marché du travail), et peut donc être difficile à détecter au niveau économétrique.

<sup>xiii</sup> Ce constat est particulièrement avéré dans le contexte des pays à faible revenu dont les marchés financiers sont peu développés avec de faibles mécanismes de transmission entre la politique monétaire et l'inflation. (voir Mishra et al., 2010). Buigut (2009) a examiné la transmission monétaire dans trois pays (Kenya, Tanzanie et Ouganda) appartenant à la CAE, en utilisant l'approche de la VAR à trois variables avec la production réelle, l'inflation et un taux d'intérêt politique en tant que variables endogènes, et une décomposition de Cholesky pour identifier les chocs structurels. Il a constaté que les variations des taux d'intérêt directs n'avaient que des effets moindres et statistiquement insignifiants sur la production et l'inflation, et conclu que la transmission monétaire était faible dans les trois pays.

<sup>xiv</sup> Des signes encourageants que les choses vont dans la bonne direction sont perceptibles. Par exemple, Allen et al. (2012) documentent la manière dont le système bancaire au Kenya a considérablement augmenté en termes de nombre de succursales au cours des dernières années - entre 2006 et 2009, le nombre total de succursales bancaires au Kenya a augmenté passant d'environ 600 à près de 1000 (68%), une augmentation non seulement dans les zones urbaines mais également dans les régions rurales et dans les districts arides et semi-arides. Cette expansion a concerné toutes les catégories de banque, à savoir les banques privées nationales, les banques étrangères et les banques publiques. De même, le pourcentage de Rwandais de 18 ans et plus ayant ouvert des comptes d'épargne a augmenté passant de 9,2 pour cent en 2005-2006 à 20,6 pour cent en 2010-2011 (INRS, 2012).





## CHAPITRE 4

REMÉDIER  
AUX DÉFICITS  
EN MATIÈRE  
D'ÉDUCATION EN  
AFRIQUE DE L'EST—  
LE DÉFI DE LA  
CONSOLIDATION DE  
L'ÉDUCATION

#### 4.1. INTRODUCTION

---

*« Compte tenu de la pénurie de compétences dans certains secteurs de l'économie et de la nécessité de mieux adapter les systèmes éducatifs aux besoins du marché du travail, la formation professionnelle est également passée au premier plan. »*

---

Au cours de la dernière décennie, conformément au deuxième des Objectifs du Millénaire pour le développement, les pays d'Afrique de l'Est ont réalisé un développement impressionnant de l'enseignement primaire. Pourtant, des doutes persistent sur la qualité de l'enseignement dispensé et aussi sur la mesure dans laquelle les gouvernements ont simultanément pu accroître les possibilités d'éducation aux niveaux supérieurs– secondaire et tertiaire. Compte tenu de la pénurie de compétences dans certains secteurs de l'économie et de la nécessité de mieux adapter les systèmes éducatifs aux besoins du marché du travail, la formation professionnelle est également passée au premier plan. Nous appelons cet ensemble d'objectifs le défi de la « consolidation de l'éducation ».

L'éducation est considérée comme faisant partie intégrante du développement, car elle est non seulement un moyen, mais aussi une fin en soi. Un niveau d'éducation plus élevé permet d'améliorer la qualité de vie, notamment la santé globale de la société, d'augmenter la productivité et de réduire la criminalité (DFID: 2012). Des études ont montré que l'éducation des femmes en particulier favorise une réduction de la mortalité infantile, car une meilleure prise de conscience des causes des maladies peut accroître la capacité des femmes à prévenir et à faire face aux maladies infantiles (Caldwell: 1979). Une plus grande *consolidation de l'éducation* permet ainsi d'améliorer le capital humain d'un pays et d'accroître le potentiel de ce que les économistes appellent la « croissance endogène » (en termes simples, une croissance autonome) (Chang 2010:1 81, Prichett 2004)<sup>i</sup>.

---

*« La plupart des politiciens d'aujourd'hui comprennent la primauté, sur le long terme, d'une amélioration de l'éducation, mais il est toujours plus facile d'accorder une plus grande attention aux projets et programmes qui produisent des résultats plus immédiats et tangibles, comme les investissements dans les infrastructures physiques. »*

---

Toutefois, pour les décideurs et les gouvernements, offrir davantage de possibilités d'éducation constitue un défi particulièrement difficile. D'une part, il existe un énorme problème de cohérence temporelle, en ce sens qu'il faut de nombreuses années pour que l'impact positif de l'amélioration de la performance scolaire se fasse ressentir. Les grands investissements dans l'éducation aujourd'hui ne porteront généralement pas leurs fruits avant au moins deux décennies. Et pour beaucoup d'hommes politiques, ces perspectives à long terme signifient que les bénéfices seront récoltés longtemps après qu'ils aient quitté leurs fonctions. Il est vrai, bien sûr, que la plupart des politiciens d'aujourd'hui comprennent la primauté, sur le long terme, d'une amélioration de l'éducation, mais il est toujours plus facile d'accorder une plus grande attention aux projets et programmes qui produisent des résultats plus immédiats et tangibles, comme les investissements dans les infrastructures physiques. En d'autres termes, la réforme éducative exige une vision et un engagement politique à long terme.

D'autre part, peu d'attention a été accordée à la qualité de l'éducation, notamment aux facteurs fondamentaux qui affectent les opportunités d'apprentissage des élèves. Il s'agit notamment de la présence des élèves en classe et de l'efficacité des enseignants : ces deux éléments sont des déterminants clés des résultats scolaires et de l'optimisation des ressources (ICAI, 2012). Les *fuites* financières du secteur de l'éducation représentent un sérieux défi pour l'amélioration de la qualité de l'éducation. Par exemple, une étude de suivi des dépenses publiques (Reinikka and Smith, 2004) suggère *qu'en Ouganda, à peine 13 pour cent des ressources non salariales allouées aux écoles primaires publiques ont effectivement été versées aux écoles*. Le secteur de l'éducation en Tanzanie a fait l'objet de beaucoup de controverse publique en 2008 au sujet des enseignants « fantômes » qui apparaissent toujours dans la masse salariale publique après être soit partis ou soit décédés<sup>ii</sup>. De même, une enquête réalisée en 2010 sur le suivi des dépenses publiques dans l'éducation (Etude d'impact : Green-Amber) a révélé que 30 pour cent des allocations budgétaires initiales destinées aux écoles primaires n'ont pas été reçues (ICAI, 2012:14). Même lorsque les ressources ont atteint les écoles, les enseignants n'étaient souvent pas présents: les taux d'absentéisme des enseignants en Ouganda et en Tanzanie ont été estimés à environ 27 et 23 pour cent respectivement

(Banque mondiale, Bold et Svensson). Et comme l'ont souligné Devarajan et Fengler (2012:28), même lorsque les enseignants sont présents à l'école, la qualité du service peut être souvent médiocre. Ainsi, les enseignants en Ouganda et en Tanzanie passent respectivement environ 20 et 25 pour cent seulement du temps passé en classe à enseigner (Devarajan et Fengler, 2012: 28).

Dans de telles circonstances, il n'est pas surprenant que les évaluations externes aient été généralement assez sceptiques quant à la capacité des pays d'Afrique subsaharienne à réaliser une « consolidation de l'éducation ». Par exemple, la Banque mondiale (2012:13) a récemment déploré l'état du capital humain en Afrique, notant que « *malgré une décennie et demie de croissance économique, une certaine réduction de la pauvreté et l'amélioration des indicateurs de capital humain, l'Afrique affiche toujours les plus faibles niveaux de capital humain dans le monde, malgré des ressources considérables — provenant des donateurs et des contribuables africains— injectées dans les secteurs de la santé et de l'éducation.* »

Il s'agit en fait d'une demi-vérité, en ce sens que, tandis que les gouvernements et les donateurs en Afrique de l'Est ont accordé une plus grande priorité à l'éducation au cours de la dernière décennie, les ressources fournies n'ont pas été nécessairement proportionnelles à l'ampleur des défis à relever. Bien sûr, en pourcentage du PIB, les gouvernements ont renforcé la priorité accordée à l'éducation au cours de la dernière décennie<sup>iii</sup> et le financement des bailleurs de fonds en faveur du secteur a souvent été généreux. Mais compte tenu des très faibles niveaux de revenu par habitant, les ressources qui en résultent ne sont souvent pas suffisantes pour marquer une différence nette sur les résultats relatifs à l'éducation<sup>iv</sup>. Le problème est aggravé par les « fuites » du système mentionnées plus haut, en ce sens qu'une grande partie des dépenses consacrées au secteur n'atteint pas ses bénéficiaires visés— les élèves et les enseignants.

Dans ce chapitre, nous utilisons donc l'expression « consolidation de l'éducation » pour désigner à la fois une extension des priorités du gouvernement vers la formation secondaire, supérieure et professionnelle, et aussi, point très crucial, une focalisation exclusive sur l'amélioration de la qualité de l'offre éducative. Dans le présent rapport, nous soutenons que cela constitue l'un des défis les plus urgents pour les pays de la région s'ils tiennent à atteindre une croissance durable. Bien qu'il soit à la mode de ne regarder que les « extrants » éducatifs (par exemple, les taux de scolarisation, d'alphabétisation, et cetera.) , nous nous intéresserons dans ce chapitre à la fois aux « intrants » éducatifs (par exemple, les indicateurs sur l'effectif des classes, la disponibilité des manuels scolaires, et cetera.) et aux extrants, convaincus que les deux sont inextricablement liés. Des classes surchargées, des enseignants mal payés et démotivés, et des écoles délabrées ne sont pas susceptibles de favoriser l'amélioration du niveau d'éducation<sup>v</sup>.

#### 4.2. DE MEILLEURES PRIORITÉS POLITIQUES ET FINANCIÈRES EN FAVEUR DE L'ÉDUCATION COMME UNE CONDITION NÉCESSAIRE MAIS NON SUFFISANTE POUR LA CONSOLIDATION ÉDUCATIVE

Avant de s'intéresser aux questions de priorités politiques et financières en faveur de l'éducation, une brève discussion sur le rôle de la qualité de l'éducation dans le développement est nécessaire. La reconnaissance de la place centrale de l'éducation pour le développement n'est pas nouvelle. Cela a été mis en exergue dans les cadres de développement depuis la Déclaration universelle des droits de l'homme de 1948, qui reconnaissent que l'éducation participe à la croissance des revenus nationaux en améliorant les capacités productives de la main d'œuvre. La mention la plus notable de

---

*« Tandis que les gouvernements et les donateurs en Afrique de l'Est ont accordé une plus grande priorité à l'éducation au cours de la dernière décennie, les ressources fournies n'ont pas été nécessairement proportionnelles à l'ampleur des défis à relever. »*

---

---

*« La réforme éducative exige une vision et un engagement politique à long terme. »*

---

---

*« Des classes surchargées, des enseignants mal payés et démotivés, et des écoles délabrées ne sont pas susceptibles de favoriser l'amélioration du niveau d'éducation. »*

---

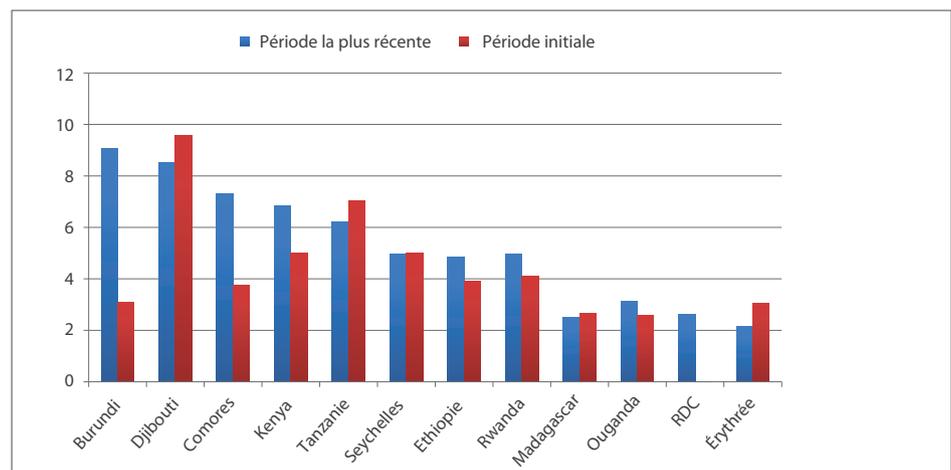
l'éducation dans les cadres de développement au cours des dernières années est sans doute celle faite dans les Objectifs du Millénaire pour le Développement (OMD), signés en 2000 par l'Assemblée générale des Nations Unies, dans lesquels l'objectif fixé est l'accès total à l'enseignement primaire pour les garçons et les filles du monde entier à l'horizon 2015. Dans le cadre des OMD, il est reconnu qu'il existe « une interdépendance entre tous les objectifs pour le développement avec des interconnexions clés entre l'éducation, la santé, la réduction de la pauvreté, et l'égalité des genres, où l'amélioration dans un secteur a un impact positif sur les autres <sup>vi</sup>. »

Ces dernières années, il existe une reconnaissance grandissante de la nécessité d'améliorer les indicateurs de performance, non seulement quantitatifs mais aussi qualitatifs, dans le secteur de l'éducation. Depuis la réunion qui s'est tenue à Dakar en 2000, organisée par l'UNESCO, l'amélioration de la qualité de l'éducation est devenue un objectif explicite du cadre d'action Éducation pour Tous de l'UNESCO. L'objectif six du cadre consiste à « améliorer la qualité de l'éducation », en exhortant les pays à améliorer « ... tous les aspects de la qualité de l'éducation dans un souci d'excellence, de façon à obtenir pour tous des résultats d'apprentissage reconnus et quantifiables, notamment en ce qui concerne la lecture, l'écriture et le calcul et les compétences indispensables dans la vie courante <sup>vii</sup>. »

Les cadres spécifiques de développement pour l'Afrique ont également insisté sur la primauté de l'obtention de meilleurs résultats relatifs à l'éducation. En 2009, par exemple, le directeur du Nouveau partenariat pour le Développement de l'Afrique (NEPAD) a salué le travail du secteur Éducation et Formation du NEPAD dans ses « efforts visant à ce que l'éducation et la formation soient au cœur de l'élaboration d'une solide base de compétences, qui permettra d'atteindre le développement économique durable sur le Continent. » Cette publication reconnaît la place centrale de la qualité de l'éducation, en se concentrant sur les mêmes domaines identifiés par l'UNESCO, mais en y ajoutant le genre et la culture, la gestion de la qualité, l'enseignement et la formation technique et professionnel (NEPAD, 2009:8).

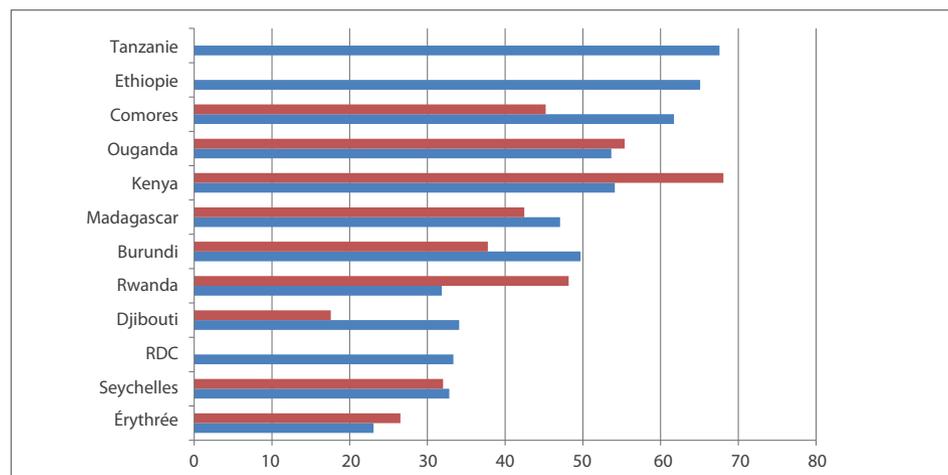
Est-ce que cette reconnaissance politique accrue de la primauté d'une meilleure éducation s'est accompagnée d'une augmentation du montant des ressources financières publiques consacrées à l'éducation? Depuis le début des années 1990, la plupart des pays de la région ont nettement augmenté leurs dépenses en pourcentage du PIB – les exceptions étant Djibouti, l'Érythrée et la Tanzanie.

**Figure 4.1: Dépenses d'éducation en pourcentage du PIB <sup>viii</sup>**



Source: Données de l'Unesco : 2012

Figure 4.2: Dépenses d'éducation dans le primaire en pourcentage des dépenses totales d'éducation <sup>ix</sup>

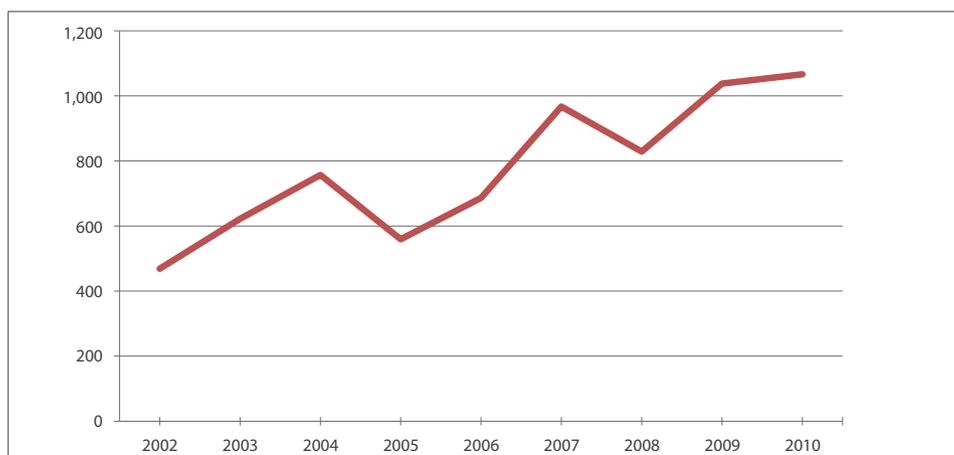


Source: Données de l'Unesco : 2012

En outre, pour de nombreux pays, la priorité accordée à l'enseignement primaire semble évidente – dans six pays de la région, l'enseignement primaire concentre plus de 50 pour cent des dépenses totales d'éducation. La Tanzanie, en particulier, se distingue en raison de sa part peut-être disproportionnée de dépenses d'éducation allouée à l'enseignement primaire, mais comme on le verra dans les sections suivantes, ces dépenses se sont accompagnées d'un certain succès dans l'obtention de meilleurs résultats pour les élèves.

De même, les bailleurs de fonds traditionnels du CAD de l'OCDE ont accordé beaucoup d'attention au soutien des systèmes éducatifs de la région, à travers des aides-projets, des approches sectorielles, ou des appuis budgétaires généraux. Les flux d'aide soutenant les secteurs de l'éducation dans la région ont ainsi plus que doublés depuis le début des années 2000 pour atteindre environ 1 milliard de dollars en 2010. Des augmentations de dépenses ont eu lieu dans tous les pays mais les flux vers la République démocratique du Congo, l'Éthiopie et la Tanzanie ont particulièrement augmentés. Cependant, il y a également eu une nette évolution des domaines sur lesquels l'APD s'est concentrée ces dernières années.

Figure 4.3: Montant de l'aide publique au développement allouée à l'éducation en Afrique de l'Est (millions de dollars)

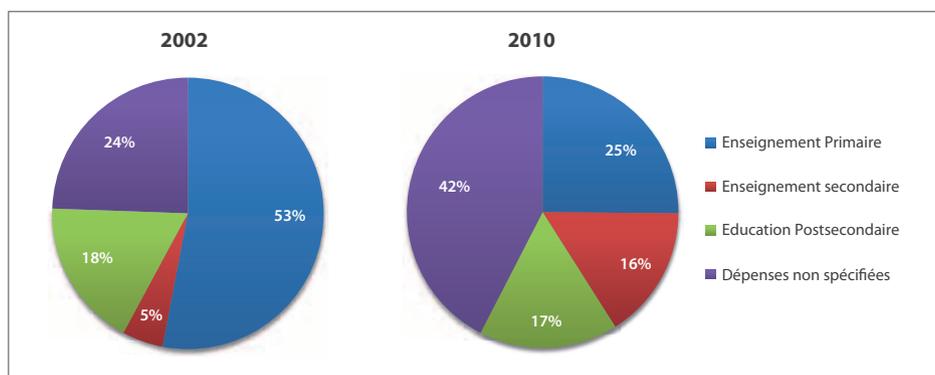


Source: OECD 2012, à l'aide des données de 14 pays de la région

« La part des ressources des bailleurs de fonds dédiées à l'enseignement secondaire a plus que triplée entre 2002 et 2010. »

La part des ressources des bailleurs de fonds dédiées à l'enseignement secondaire a plus que triplée entre 2002 et 2010. Dans le même temps, la part consacrée à l'enseignement primaire semble avoir diminué considérablement. Cela peut refléter une lente réorientation des dépenses des donateurs. Au cours de la période mesurée, le montant des dépenses non spécifiées a connu une augmentation significative, mais les dépenses allouées au cycle post secondaire sont restées stables en pourcentage des dépenses globales.

Figure 4.4: Part des dépenses d'APD du CAD sur l'éducation dans les différents niveaux d'éducation, 2002 et 2010



Source : CEA, à partir des données de l'OCDE 2012

Le montant des ressources monétaires consacrées à l'éducation a clairement aidé certains pays à améliorer leurs performances. Par exemple, les améliorations du taux net de scolarisation (TNS) pour le Burundi peuvent dans une certaine mesure être attribuées à l'augmentation de ses dépenses d'éducation. Cela fait partie d'un effort concerté visant à améliorer les résultats scolaires au Burundi, qui s'est traduit par une augmentation annuelle du budget alloué à l'éducation de 12,2 pour cent entre les années 1999 et 2009. Près du tiers de l'argent dépensé au Burundi provenait de l'APD (UNESCO:2011). Cela souligne la nécessité du maintien de l'aide extérieure aux projets éducatifs. Cela dit, il est intéressant de noter que les donateurs ont eux aussi été critiqués pour leur manque d'attention concernant l'orientation des dépenses sur les questions de qualité de l'éducation. Entre 2005 et 2015 par exemple, le Département Britannique pour le Développement International (DFID) va dépenser près de 1 milliard livres au total dans l'éducation en Ethiopie, au Rwanda et en Tanzanie. Pourtant, il a été critiqué par la Commission indépendante pour l'impact de l'aide (ICAI) (2012:22)<sup>xi</sup>, qui, tout en reconnaissant que la baisse de la réussite scolaire est dans une certaine mesure une conséquence inévitable de l'expansion rapide de l'accès, a exprimé sa préoccupation en déclarant:

« Nous sommes néanmoins préoccupés par la qualité de l'enseignement dispensé à la plupart des enfants de ces pays qui est si faible qu'elle nuit gravement à l'impact sur le développement de l'assistance éducative du DFID. Obtenir une scolarisation primaire quasi-universelle mais avec une grande majorité des élèves ne parvenant pas à atteindre des niveaux de base en lecture, écriture et calcul n'est pas, à notre avis, un bon résultat de développement. Cela représente un mauvais retour sur investissement, tant pour l'assistance du Royaume-Uni que pour les budgets nationaux. » (Al-Samarrai 2003)<sup>xii</sup>

### 4.3. INDICATEURS DE RÉSULTATS

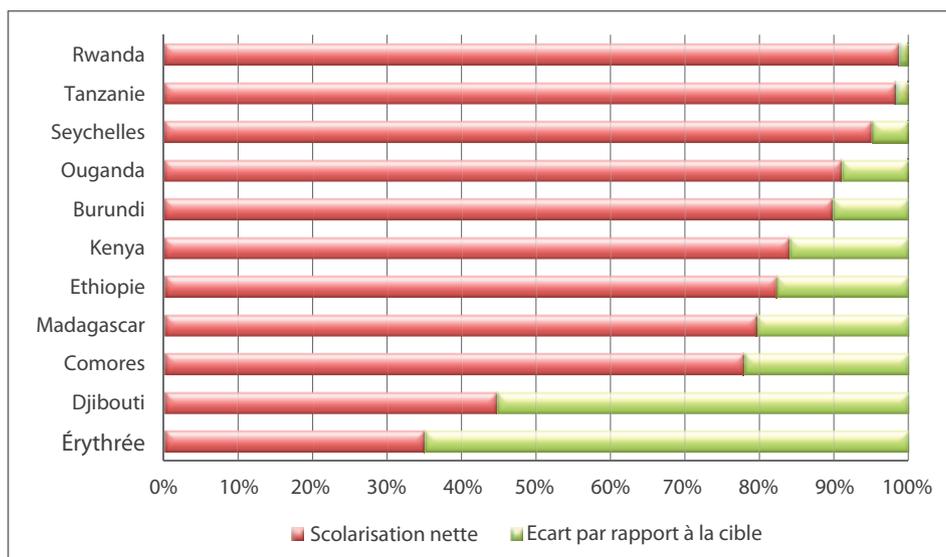
#### 4.3.1. Amélioration des Taux de Scolarisation

Signe de l'une des grandes réussites de la région d'Afrique de l'Est, en ligne avec l'OMD numéro II, au cours des dernières décennies, l'amélioration des taux nets de scolarisation dans la plupart des pays a été saisissante. Dans la majeure partie de la région, le nombre d'enfants inscrits à l'école n'a cessé d'augmenter depuis les années 1990. Par exemple, le Rwanda et la Tanzanie ont réussi à se rapprocher de leurs objectifs de TNS et sont en passe de les atteindre d'ici 2015 si les tendances actuelles se poursuivent (ISU: 2012). Un autre bon élève est l'Éthiopie, pays qui a fait des efforts concertés pour améliorer ses taux de scolarisation et atteindre un développement rapide de l'enseignement primaire au cours des cinq dernières années - ces trois bons élèves ont notamment tous reçu des quantités importantes d'aide financière pour leurs secteurs de l'éducation de la part de la communauté des donateurs. Au Soudan du Sud, les taux bruts de scolarisation ont augmenté de façon spectaculaire depuis les années 2000. La scolarisation dans le primaire a presque doublé entre 2000 et 2005 passant de 0,3 million à 0,7 million, pour atteindre 1,4 million en 2009. Par conséquent, le taux brut de scolarisation dans le primaire (TBS) est passé d'environ 21 pour cent en 2000 à 72 pour cent en 2009, « un exploit impressionnant, de tous points de vues, qui témoigne de l'engagement des populations du Soudan du Sud pour l'éducation de leurs enfants. » (Banque mondiale, 2012: 2).

« Au cours des dernières décennies, l'amélioration des taux nets de scolarisation dans la plupart des pays a été saisissante. »

En outre, un certain nombre de pays ont également été en mesure de réduire leurs ratios élève-enseignant (REE) (voir tableau 4.1), ce qui reflète les efforts déployés pour améliorer la quantité et la qualité de l'enseignement. Ces améliorations ont pu se produire principalement grâce à l'utilisation d'une approche « de la carotte et du bâton », en remédiant aux obstacles que rencontrent les gens, tout en les obligeant à envoyer leurs enfants à l'école. Entre autres choses, la suppression des frais de scolarité et l'offre de repas scolaires<sup>xiii</sup> ont davantage poussé les parents à envoyer leurs enfants à l'école (PAM: 2012). Dans le même temps, les décideurs politiques ont adopté des lois pour rendre la scolarisation obligatoire pour les enfants en âge d'aller à l'école primaire (Mehrotra 1997:104)<sup>xiv</sup>. Ces politiques se sont traduites par une forte amélioration du taux de fréquentation des écoles primaires, en particulier dans les zones sujettes à la sécheresse (PAM:2012 (WFP:2012).

Figure 4.5 : Atteindre les objectifs nets de scolarisation



Source: Données UNESCO 2012

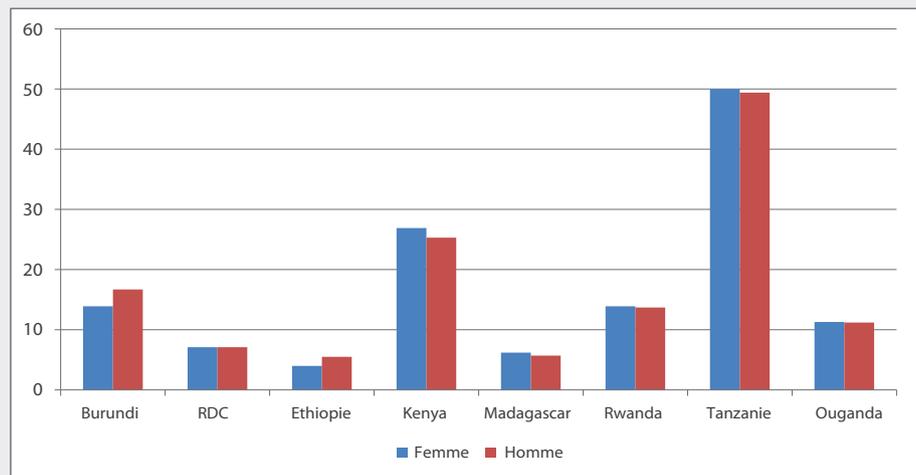
#### Encadré 4.1: Un aperçu de l'éducation dans la région: que peut-on retenir des EDS?

Des enquêtes démographiques et sanitaires (EDS) sont actuellement menées dans 8 pays de la région. Ces enquêtes à grande échelle interrogent des milliers de répondants, afin de constituer une représentation statistiquement significative de la population dans son ensemble. Par exemple, le nombre de répondants à l'EDS en 2010 au Rwanda était de 13.671 et en Tanzanie, le chiffre était de 10.300. Contrairement aux indicateurs tels que l'Accès Universel à l'enseignement Primaire (AUEP), l'avantage des profils pays des EDS est qu'ils donnent une idée du niveau d'instruction dans toutes les tranches d'âge, du statut d'emploi, du revenu, de la religion et du lieu de résidence.

Les résultats de ces différentes enquêtes révèlent que les pays de la région ont encore un long chemin à parcourir en termes d'amélioration des performances scolaires. Ils soulignent également la nécessité de consacrer des ressources suffisantes aux programmes pour adultes tels que les campagnes d'alphabétisation— se concentrer exclusivement sur l'amélioration des performances scolaires pour les plus jeunes implique qu'il faudra de nombreuses années avant que les avantages de l'amélioration des politiques d'éducation se fassent ressentir.

Par exemple, les EDS révèlent que de faibles pourcentages de la population ont achevé le cycle primaire— en Ouganda, en R.D.C et à Madagascar, par exemple, à peine respectivement 11,3 pour cent, 7,1 pour cent et 5,7 pour cent des hommes ont achevé le cycle primaire. Les chiffres sont beaucoup plus respectables pour la Tanzanie uniquement, avec une moyenne de 49,4 pour cent d'hommes ayant achevé leurs études primaires. C'est sans doute en partie le produit des politiques socialistes menées dans les années 1960 et 1980 jusqu'à la fin de l'ère Julius Nyerere, où l'enseignement primaire a été accordé à l'ensemble de la population.

**Figure 4.6: Pourcentage de la population masculine ayant terminé l'école primaire par quintile de revenu**



En dépit de ces chiffres faibles, peu de gouvernements de la région investissent dans des programmes d'alphabétisation des adultes. Pourtant, il existe des preuves claires de l'efficacité de ces programmes, comme en témoignent les programmes menés à Cuba et au Kerala, où des bénévoles des écoles secondaires ont été sélectionnés afin de mener des campagnes d'alphabétisation (Mehrotra, 1997:102) Les EDS révèlent également des informations intéressantes sur le niveau de scolarité par niveau de revenu. Les figures 4.7 et 4.8 montrent que, bien qu'il existe des différences relativement mineures dans le taux de réussite des hommes dans le cycle primaire à travers les quintiles de

revenu (à l'exception de la RDC, où pratiquement aucun homme dans les trois quintiles les plus bas n'a achevé le cycle primaire), les différences sont extrêmement grandes dans le cas des hommes qui ont suivi une éducation postsecondaire.

### Niveau de scolarité des hommes par quintile de richesse

Figure 4.7: Réussite des études primaires

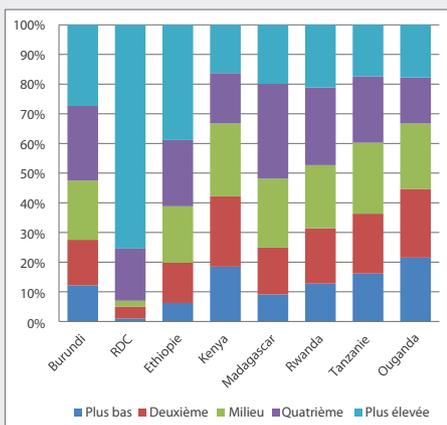
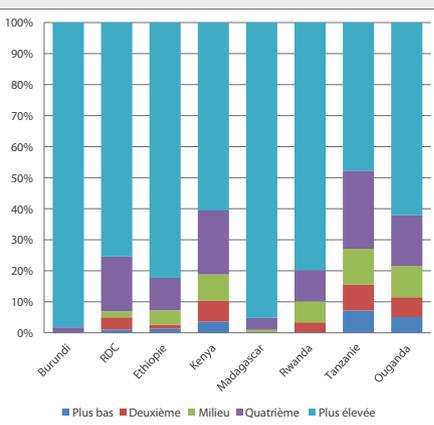


Figure 4.8: Ecole post- secondaire



Dans les cas du Burundi et de Madagascar, plus de 95 pour cent de la population masculine ayant suivi des études post secondaires est issue du quintile le plus élevé. C'est seulement en Tanzanie, au Kenya et en Ouganda, que plus du tiers des hommes ayant des qualifications postsecondaires ne provient pas du quintile supérieur. En d'autres termes, les opportunités d'études postsecondaires sont très asymétriques dans la région et sont en faveur des groupes à revenu supérieur. Une plus grande équité relative à l'accès à l'enseignement supérieur semble être un élément auquel les décideurs doivent accorder la priorité.

Source: CEA à partir des études EDS (divers)

### 4.3.2. Progression dans le Système Éducatif

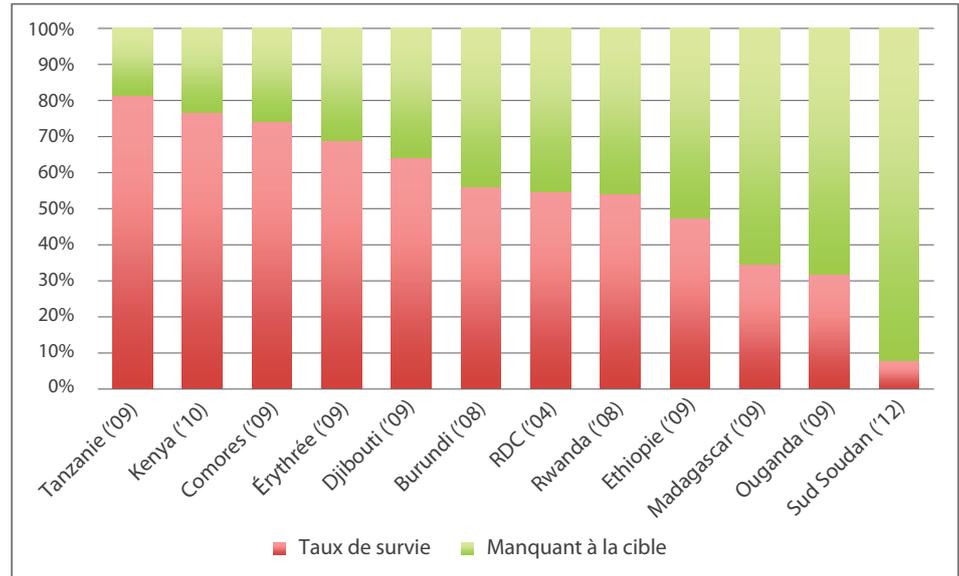
Les efforts déployés par les gouvernements de la région pour fournir aux élèves une éducation primaire universelle (EPU) ont généralement connu beaucoup de succès, dans le sens où ils ont entraîné une augmentation constante du taux de scolarisation dans les écoles primaires. Cependant, il est tout aussi important d'évaluer la qualité de l'enseignement dont bénéficient les enfants une fois dans le système scolaire. Cette section se penchera sur cette question à travers la progression scolaire et des études sur la lecture, l'écriture et le calcul.

### 4.3.3. Taux de Réussite du Cycle Primaire

Le nombre d'enfants qui entrent à l'école pour la première fois dans la région a augmenté, mais il semble que beaucoup de ces élèves ne terminent pas leurs études. L'inscription des enfants à l'école devrait leur permettre de progresser dans le système éducatif, mais il semble que de nombreux enfants ne terminent pas l'école primaire et quittent le système scolaire prématurément. Il est évident que cela est particulièrement contreproductif, puisque les spécialistes de l'éducation estiment que moins de quatre ans d'enseignement primaire ne suffisent pas à garantir une alphabétisation de base, et une fois qu'ils quittent l'école, ces élèves peuvent redevenir illettrés. Ainsi, les efforts déployés pour mettre ces enfants à l'école sont effectivement réduits à néant.

« Les opportunités d'études post secondaires sont très asymétriques dans la région et sont en faveur des groupes à revenu supérieur. »

Figure 4.9: Taux d'achèvement en dernière année du primaire



Source: Données UNESCO 2012, Banque Mondiale 2012

« La Tanzanie montre que des politiques et un système éducatif intégrés qui mettent l'accent sur le maintien des enfants à l'école, peuvent accueillir les enfants issus de milieux défavorisés de manière à leur permettre de rester dans le système scolaire. Cela a toutefois un coût car la Tanzanie dépense nettement plus pour son éducation primaire que les autres pays de la région. »

La Tanzanie et le Kenya ont un meilleur bilan en matière de réussite du cycle primaire que certains autres pays de la région. Les deux pays ont également augmenté le nombre d'élèves franchissant le cycle primaire au cours de ces dernières années. Néanmoins, les taux de réussite sont faibles dans certains grands pays de la région, l'Ouganda et l'Éthiopie étant particulièrement mal classés. Après des années de conflit, le système éducatif sud-soudanais commence à se redresser, mais la forte incidence de la pauvreté signifie qu'actuellement, seuls 8 pour cent des enfants terminent l'école primaire.

La Tanzanie a le meilleur bilan en matière de scolarisation et de maintien des élèves à l'école dans la région. Cela a été favorisé par des politiques gouvernementales garantissant l'affectation d'enseignants plus qualifiés auprès de groupes d'âge plus jeunes dans les écoles afin que les enfants issus de milieux socialement défavorisés rattrapent les enfants ayant déjà des niveaux plus élevés en lecture, écriture et calcul (EPT: 2011. p.52). Des restrictions plus sévères sur l'âge auquel<sup>xv</sup> les enfants peuvent entrer à l'école ont également fait une différence, avec les enfants plus âgés qui ont été intégré à un projet d'enseignement informel dénommé projet d'Enseignement élémentaire complémentaire en Tanzanie (COBET – Complementary Basic Education in Tanzania) (ibid, p.52). Les évaluations suggèrent que ce projet a connu un succès considérable ; il a permis à environ 8 pour cent des enfants non scolarisés d'être de nouveau scolarisés et a par la suite permis de réduire les taux d'abandon de manière significative. La Tanzanie montre que des politiques et un système éducatifs intégrés qui mettent l'accent sur le maintien des enfants à l'école, peuvent accueillir les enfants issus de milieux défavorisés de manière à leur permettre de rester dans le système scolaire. Cela a toutefois un coût car la Tanzanie dépense nettement plus pour son éducation primaire que les autres pays de la région (UNESCO: 2011a).

#### 4.3.4. Résultats Décevants

Bien que le nombre d'enfants inscrits à l'école ait augmenté, il semble que la qualité de l'enseignement ne s'est pas améliorée de manière significative dans la région. Le faible nombre d'enfants qui terminent l'école primaire est un aspect de cette mauvaise performance. De plus, diverses études sur la qualité de l'enseignement et sur les résultats scolaires des élèves dans la région concluent que la plupart des enfants qui

obtiennent leur diplôme n'acquièrent pas les compétences adéquates en lecture, écriture et calcul.<sup>xvi</sup>

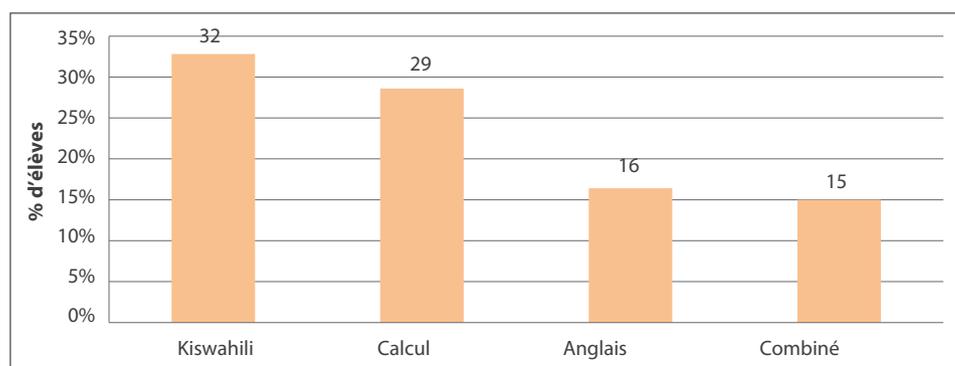
Le rapport Uwezo (2012) est la plus grande étude comparative des normes éducatives en Afrique de l'Est. Ce rapport a constaté de grandes différences dans les résultats moyens aux tests entre les pays d'Afrique orientale. Les élèves kenyans ont les meilleurs résultats en lecture, écriture et calcul. Les enfants ougandais enregistrent les pires résultats dans les premières années scolaires, mais rattrapent lentement les enfants tanzaniens et les surpassent au bout de six années passées à l'école. L'édition 2011 des enquêtes a évalué les compétences en lecture, écriture et calcul d'environ 350 000 enfants âgés de 6 à 16 ans dans plus de 150 000 ménages à travers le Kenya, l'Ouganda et la Tanzanie. Dans les tests de lecture et d'écriture, les enfants ont été invités à reconnaître une lettre de l'alphabet, à lire un mot, à lire un paragraphe et à lire et comprendre une histoire courte. Le test s'est déroulé en anglais, langue enseignée comme matière et langue utilisée au cours des examens de fin d'études primaires en Ouganda et au Kenya. En Tanzanie et au Kenya (mais pas en Ouganda), un autre test de lecture et d'écriture a été administré en swahili.

Le rapport a révélé des différences significatives dans les résultats moyens entre les districts au sein des pays d'Afrique de l'Est, avec de grandes disparités dans les trois pays. S'il y a des différences minimales dans les résultats des tests entre les garçons et les filles, les élèves les plus pauvres ont les pires résultats partout, avec les enfants issus de familles défavorisées ayant les pires résultats dans tous les tests et à tous les âges (UNESCO : 2012).<sup>xvii</sup>

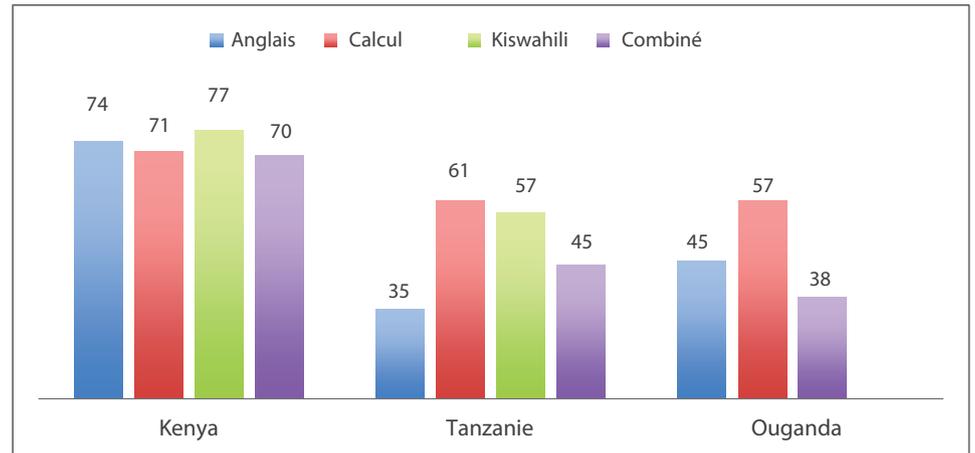
Plus particulièrement, les écoles privées ont eu de meilleurs résultats que les écoles publiques dans les trois pays – une différence particulièrement nette en Tanzanie, où le taux de réussite chez les enfants de 10 à 16 ans pour la lecture, l'écriture et le calcul était de 47 pour cent dans les écoles publiques, contre 75 pour cent dans les écoles privées. Cela s'explique en partie par le fait que la proportion d'élèves en Tanzanie fréquentant les écoles privées est beaucoup plus faible, ce qui suggère qu'elles sont particulièrement sélectives. Au Kenya, le taux de réussite dans les écoles privées est de 83 pour cent contre 75 pour cent dans les écoles publiques, tandis qu'en Ouganda, l'écart était de 53 pour cent contre 36 pour cent.

Dans les tests de calcul, les enfants ont été invités à reconnaître des nombres et à effectuer des calculs de base – addition, soustraction, multiplication et division. Moins d'un enfant sur trois a réussi le test en swahili (32 pour cent) et les tests de calcul (29 pour cent). Seul un enfant sur six a réussi le test d'anglais (16 pour cent). Moins d'un enfant sur six a réussi tous les tests de lecture, d'écriture et de calcul (15 pour cent). Les auteurs de l'étude ont conclu que « ces résultats impliquent que la grande majorité des élèves n'acquièrent pas les compétences de base pendant les premières années d'école primaire comme cela est prévu dans les programmes nationaux. ».

Figure 4.10 : Taux de réussite au test des enfants du primaire, Afrique de l'Est



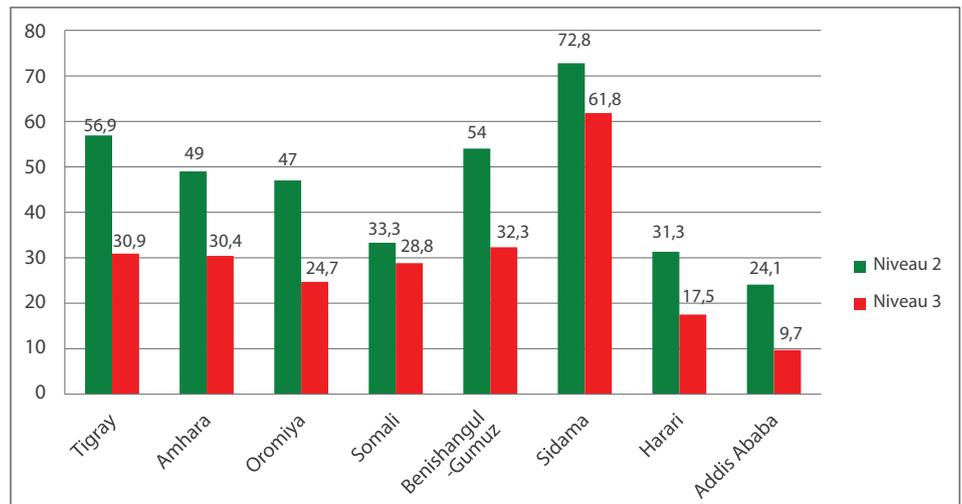
Source: Uwezo: 2012

**Figure 4.11 : Taux de réussite des enfants de 10 à 16 ans par pays**

Source: Uwezo: 2012

La mauvaise performance de l'Ouganda a été analysée par Tamusuza (2011) et il suggère que certains enfants abandonnent l'école en raison de leurs mauvais résultats aux examens ou en raison de la nécessité pour eux de redoubler une classe. Cependant, on note également que quelques politiques ont été mises en place afin de réduire le redoublement en Ouganda. Cela concerne notamment une inscription à l'école qui se fait « dans les temps », c'est-à-dire qui garantit que les enfants sont inscrits à l'âge approprié, politique qui a fait ses preuves en Tanzanie. Inscrire les enfants à l'école à l'âge approprié améliore non seulement les taux de scolarisation, mais augmente aussi les taux de réussite et réduit les taux d'abandon (Tamusuza: 2011, p.142). Les autres facteurs qui semblent contribuer au niveau élevé d'abandons scolaires sont le travail des enfants, la difficulté d'accès aux écoles et le manque de repas scolaires (p.142)

Une étude réalisée en 2010 par USAID estime que les élèves du primaire éthiopien ont des problèmes similaires en lecture, écriture et calcul. Le rapport révèle que de nombreux enfants sont analphabètes et que certains de ceux qui savent lire ne comprennent pas ce qu'ils disent puisqu'ils ont échoué à des tests de compréhension simples. Le mauvais taux de réussite est manifeste dans toutes les régions et un test a été administré dans les langues autochtones qui sont parlées dans les différents districts.

**Figure 4.12 : Pourcentage d'enfants ayant obtenu zéro en lecture et compréhension en Ethiopie**

Source : Evaluation du niveau de lecture en première année en Ethiopie, USAID (2010)

L'étude a révélé que des améliorations sont nécessaires dans la plupart des compartiments du système éducatif, mais en particulier pendant les premières années de formation. Les enfants n'ont pas suffisamment accès aux livres, en classe ou à l'extérieur, pour leur permettre de s'exercer en lecture (p. ES-6). Ce constat doit être analysé en parallèle de l'incapacité de certains pays à fournir les ressources nécessaires à l'enseignement. Les problèmes en matière de lecture, d'écriture et de calcul mis en évidence par ces études montrent que, pour assurer un enseignement plus efficace, il faut aller au-delà du simple fait de scolariser les enfants, et améliorer leurs capacités d'apprentissage.<sup>xviii</sup>

Enfin, les tendances décrites par ces études régionales sont étayées, en partie, dans le Partenariat Mondial pour l'Éducation (2012), qui constate que la différence des résultats d'apprentissage entre les pays à faible revenu et ceux à revenu élevé est beaucoup plus grande que l'écart entre les taux de scolarisation. L'étude conclut donc que « *les pays à faible revenu sont loin de rattraper les pays à revenu élevé, l'écart apparaît davantage dans les résultats d'apprentissage que dans les taux d'accès ou de réussite des études* » (p.120)

## 4.4. IMPORTANCE DES INTRANTS ÉDUCATIFS

### 4.4.1. Variation du Ratio Élève-Enseignant

Un indicateur largement utilisé pour évaluer la qualité de l'enseignement est le ratio élève-enseignant (REE). Bien que cela ne soit pas universellement valable<sup>xix</sup>, les classes plus petites sont généralement associées à de meilleurs résultats scolaires (Finn et al: 2001). Le tableau ci-dessous présente quelques-uns des changements qui ont eu lieu au cours des périodes pour lesquelles les données étaient disponibles. L'Érythrée et Madagascar en particulier semblent avoir considérablement réduit leur REE au cours de la période mesurée.

**Tableau 4.1 : Variation du ratio élève -enseignant au fil du temps**

Pays	Période	Variation annuelle	REE initial	REE final
Madagascar	2005-2010	-2,7	53,6	40,1
Érythrée	2005-2010	-1,9	47,5	38,0
Comores	2005-2008	-1,6	35,0	30,2
Rwanda	2006-2011	-1,6	65,9	58,1
Ethiopie	2000-2010	-1,3	67,3	54,1
Tanzanie	2005-2010	-1,0	55,9	50,8
Ouganda	2005-2010	-0,3	50,1	48,6
Afrique de l'Est	2005-2010	-0,2	45,3	44,0
Seychelles	2005-2010	-0,2	13,7	12,6
Djibouti	2006-2011	0,3	33,6	35,2
RDC	2002-2010	0,3	34,3	37,0
Burundi	2005-2010	0,4	48,7	50,6
Kenya	2004-2009	1,5	39,5	46,8
Sud Soudan	2009	NA	NA	52,0
Somalie	NA	-2,7	53,6	40,1

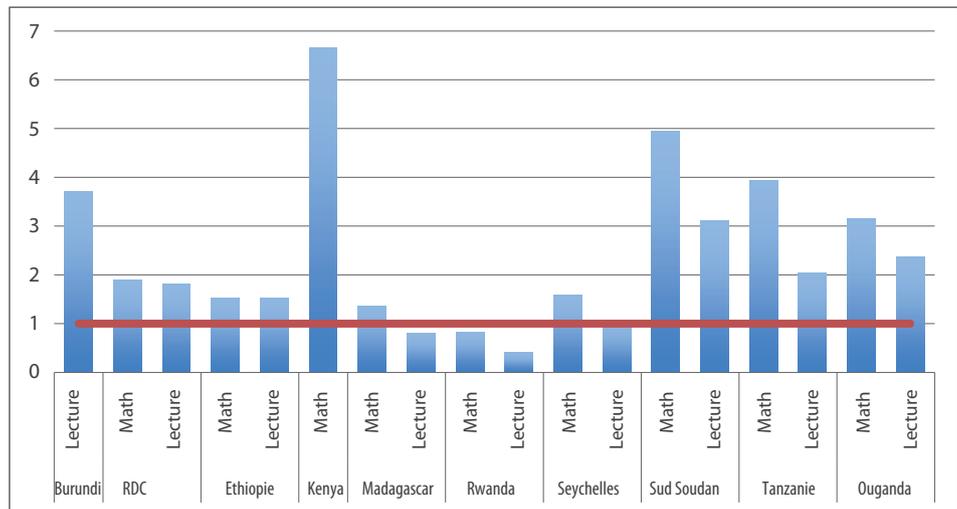
Source : Données UNESCO 2012, et Banque Mondiale 2012

Il existe quelques explications plausibles aux améliorations. La première est que, dans quelques cas, la réduction du ratio élève-enseignant peut être le reflet d'une détérioration de l'accès des enfants à l'école plutôt qu'une véritable amélioration de la qualité de l'enseignement. C'est par exemple sans doute le cas pour Madagascar. Une plus grande importance de l'enseignement privé peut aussi avoir eu un impact. Une autre raison est tout simplement l'augmentation du nombre d'enseignants. L'Érythrée, par exemple, dispose maintenant de cinq établissements capables de former des enseignants, ce qui est une augmentation importante (Bins and Wood, 2007). Néanmoins, il est intéressant de noter que l'Érythrée et Madagascar sont actuellement à la traîne s'agissant de leurs taux de scolarisation et continuent à lutter pour atteindre l'objectif d'EPU (ISU: 2012) ; ainsi, une baisse du REE ne suffit pas à elle seule à brosser le tableau complet.

Djibouti et le Kenya, en revanche, ont connu une augmentation du REE. A Djibouti, le système éducatif aurait pâti de faibles investissements dans les écoles, certaines d'entre elles étant contraintes de fonctionner sans eau courante ni électricité (Éducation International : 2011). Au Kenya, le problème semble être le manque d'infrastructures suffisantes pour faire face au nombre croissant d'élèves (Mungai: 2012). La pire performance de la région en termes de REE revient au Soudan du Sud. Entre 2002 et 2009, la moyenne des inscriptions dans les écoles primaires sud-soudanaises a doublé pour atteindre 429 élèves, entraînant un surpeuplement de nombreuses écoles. En 2009, le nombre moyen d'élèves par enseignant dans les écoles primaires était de 52 en incluant les enseignants bénévoles et de 81 en les excluant, et il y avait en moyenne 129 élèves par classe (Banque mondiale, 2012:6).

Une autre mesure souvent utilisée pour mesurer la qualité des intrants de l'éducation est le rapport entre le nombre d'élèves et le nombre de manuels dont ils disposent. Par exemple, une étude sur l'Éthiopie (USAID: 2010) montre l'importance pour les enfants d'avoir accès aux manuels afin d'améliorer leurs capacités de lecture et de compréhension.

**Figure 4.13: Ratio élève- manuel scolaire dans la région**



Source: (Hungu: 2011 et UNESCO: 2011)

La région compte des pays qui ont de bons résultats selon cet indicateur. Le Rwanda en particulier s'en sort bien. Selon les données de l'UNESCO, le Rwanda se situe en dessous du seuil d'un manuel par élève pour les mathématiques et la lecture, alors que de récentes statistiques sur l'éducation en 2012 montrent que le Rwanda a déjà atteint ce seuil (MINEDUC:2012)<sup>xx</sup>. Les autres pays qui se rapprochent de cet objectif sont Madagascar et Les Seychelles. Les Seychelles affichent également de bons résultats par rapport à d'autres indicateurs régionaux relatifs à la qualité, comme le REE, et ont le système éducatif le plus avancé de la région (Leste et Benstrong:2011).

**Encadré 4.2: S'inspirer des Seychelles– un bon exemple dans la région**

Les Seychelles sont l'un des rares pays de la région qui devrait atteindre les OMD (PNUD: 2010). Les Seychelles ont porté une attention particulière non seulement à l'amélioration de la santé et à la réduction de la pauvreté, mais ont également fait des efforts considérables pour atteindre ses objectifs en matière d'éducation. La performance remarquable des Seychelles (voir Tableau 4.2) peut être attribuée à quelques facteurs importants. Tout d'abord, il y a eu des efforts concertés de la part du gouvernement pour atteindre l'éducation universelle. Cela a été énoncé pour la première fois dans la déclaration de politique générale de 1984 « L'éducation pour une société nouvelle ». Cette politique a mis en place un contrôle centralisé de l'enseignement primaire par le ministère, qui était chargé de la dotation en personnel, du paiement et des installations (Leste et Benstrong: 2011). Cependant, depuis les années 1990, lorsque le gouvernement a commencé à atteindre des taux de scolarisation élevés, la politique du ministère de l'éducation a été de plus en plus de décentraliser le processus afin de permettre aux écoles d'obtenir leur « environnement d'enseignement et d'apprentissage optimal » (Leste et Benstrong: 2011p. 2, MOE, 2000). Ceci est particulièrement important aux vues des difficultés que certains autres états membres ont rencontrées avec un système similaire. Le gouvernement a eu beaucoup de succès dans la réalisation de ses propres objectifs et a été en mesure de surpasser les autres membres du SACMEQ, mais il n'a pas brillé autant qu'il le souhaitait dans certains de ses indicateurs.

**Tableau 4.2 : Analyse comparative de la qualité de l'enseignement aux Seychelles**

Indicateur retenu	Description de l'indicateur	Référence nationale	Seychelles (2007)	Seychelles (2000)	Moyenne SACMEQ
Matériel didactique de base	L'élève a au moins un cahier, un crayon ou un stylo et une règle	100%	98%	87%	79%
Manuels de mathématiques	L'élève utilise seul un manuel de mathématiques pendant les cours de mathématiques	100%	63%	76%	41%
Ratio élève-enseignant	Nombre total d'élèves dans une école divisé par le nombre d'enseignants	20:01	14	17	43
Effectif classe de 6 <sup>e</sup> année du primaire	Effectif moyen par classe de 6 <sup>e</sup> année du primaire	30	25	27	46

Source: Recueilli auprès de SACMEQ: 2011

Ces indicateurs donnent une idée de la qualité de l'éducation aux Seychelles car ils vont au-delà du nombre d'enfants inscrits à l'école. La fourniture de matériel pour écrire est un indicateur essentiel qui montre comment les enfants peuvent apprendre et va au-delà de la simple mesure de la fréquentation. Il en est de même du ratio élève-enseignant (REE), qui peut être un indicateur de l'efficacité avec laquelle les enfants peuvent apprendre, car des classes plus petites permettent aux élèves d'améliorer leurs résultats scolaires (Finn et al: 2001). Les améliorations des indicateurs sont très acceptables, mais la réduction de 13 pour cent du nombre d'élèves utilisant seuls un manuel de mathématiques au cours d'une leçon de mathématiques est une évolution inquiétante. Cependant, le gouvernement a reconnu ce fait et l'a pris en compte, tout comme certains autres changements, dans l'Éducation Reform Act (loi de réforme de l'éducation) de 2010 (MOE:2010). Néanmoins, l'amélioration des performances des Seychelles doit être comprise pour que d'autres pays puissent s'en inspirer. Bien que l'île soit petite, cela montre encore que des dépenses efficaces<sup>xxi</sup> et des politiques gouvernementales concertées peuvent nettement améliorer les résultats scolaires.

La performance relativement médiocre du Kenya est souvent attribuée à la corruption liée aux pratiques pour les marchés publics. Toutefois, selon Hungi (2011), le gouvernement a commencé à s'attaquer à ce problème et des améliorations sont attendues tant dans le REE que dans le ratio élève-manuel. D'autres pays ont du mal à atteindre les mêmes niveaux de couverture en manuels scolaires que les Seychelles et le Rwanda. Il s'agit notamment du Soudan du Sud nouvellement créé, où l'infrastructure scolaire a été jusqu'ici incapable de faire face à l'augmentation du nombre d'élèves après l'indépendance.

#### 4.4.2. Rôle des Frais de Scolarité

La plupart des pays de la région ont abandonné les frais de scolarité dans le primaire (IRIN:2011)<sup>xxii</sup>. L'école primaire obligatoire et gratuite est désormais régionalement reconnue comme étant une meilleure pratique pour accroître les inscriptions à l'école primaire. L'Ouganda a été le premier pays de la région à supprimer les frais de scolarité, en 1997. Les études sur l'Ouganda ont depuis montré que les filles et les enfants des zones rurales, populations qui, naguère, peinaient à avoir accès à l'école pour des raisons sociales et économiques, ont été les plus grands bénéficiaires de la suppression de ces frais (Deinenger: 2003). Au Rwanda, le gouvernement est allé plus loin en supprimant également les frais de scolarité du cycle secondaire.

La suppression des frais de scolarité et un effort plus concerté des gouvernements pour amener les enfants à l'école ont certainement permis d'augmenter les inscriptions (Rapport d'avancement des OMD: 2012). Cela est particulièrement vrai pour le Rwanda, la Tanzanie et l'Ouganda, dont les gouvernements ont entrepris de sérieux efforts pour revoir le programme d'éducation, investir dans plus de manuels scolaires et accroître la formation des enseignants en vue d'améliorer l'accès. En outre, la force démonstrative de ce type de politique a conduit à l'adoption de programmes semblables ailleurs – ainsi le Burundi a reconnu l'efficacité de ces programmes et cherche désormais à mettre en œuvre des politiques similaires (Organisation des Nations Unies: 2012).

Néanmoins, une certaine forme de contribution financière des familles au coût de la scolarité est toujours attendue dans de nombreux pays de la région (EFA: 2011). Dans certaines régions du Soudan du Sud, par exemple, les écoles prélèvent encore des frais de scolarité « modestes ». Toutefois, dans le cas particulier du Soudan du Sud, nous ne savons pas si ces frais sont trop élevés et s'ils empêchent les enfants d'aller à l'école (Banque mondiale: 2012, p.109). Habituellement, les paiements sont destinés à l'achat de manuels scolaires, aux frais d'examen et aux cotisations auprès des associations de parents d'élèves (EPT: 2003, UNESCO: 2011a, p 64). Au Rwanda, par exemple, l'IPAR (2012) évalue l'impact des contributions parentales en étudiant les écoles de deux districts rwandais contrastés, l'un très pauvre et l'autre plus aisé. Les contributions parentales dans le district plus aisé sont très importantes, soit plus du double des budgets non salariaux des écoles. En revanche, les contributions parentales n'ont eu qu'un impact marginal sur les budgets scolaires dans le district pauvre. *« Par conséquent, les écoles ayant des élèves plus nécessiteux et plus pauvres ont un niveau de financement global inférieur à celui des écoles des zones plus riches où les élèves sont, en moyenne, moins nécessiteux. Ces résultats soulèvent la question de savoir si le système scolaire rwandais contribue à une plus grande égalité des chances. »*

Par ailleurs, le problème de viabilité financière demeure. Les frais de scolarité avaient été supprimés dans les années 1960 et 1970, mais en raison de difficultés financières, des frais d'utilisation ont par la suite été réintroduits dans de nombreux pays de la région. Pour que l'éducation reste gratuite, les gouvernements doivent continuer à accroître leur part de financement. Sinon, une situation semblable à celle des années 1980 peut se produire, c'est-à-dire que les gouvernements ne seront plus en mesure de financer l'enseignement public (EPT: 2012, p 12.). Ce problème pourrait être exacerbé par la baisse des budgets d'aide des pays développés et par l'incapacité (pour l'instant) des bailleurs de fonds potentiels (comme la Chine et l'Inde) à combler le déficit de financement.

---

*« Les établissements non publics font de plus en plus partie du paysage éducatif des pays de la région. »*

---

Avec les gouvernements supprimant progressivement les frais de scolarité au début des années 2000, certains d'entre eux ont introduit des subventions forfaitaires pour l'éducation primaire universelle (UPE) (Ouganda, Kenya, Tanzanie et Rwanda). En république démocratique du Congo, ce financement était principalement assuré par des donateurs (De Herdt et al. 2012). Ces fonds devaient servir à combler la perte de revenus des écoles due à l'annulation des frais de scolarité et à améliorer la qualité de l'éducation en mettant à disposition de vraies ressources au niveau des écoles. L'étude Uwazi (2010) révèle qu'ils étaient destinés à l'achat de manuels et d'autres fournitures et matériels d'enseignement et d'apprentissage. Par le biais de ces programmes, les gouvernements devaient transférer les fonds directement aux écoles en fonction des inscriptions de leurs élèves. Ce processus nécessitant une forte décentralisation des services, l'on espère un certain niveau de responsabilité de la part des chefs d'établissement qui devront utiliser ces fonds. Bien que l'utilisation des subventions forfaitaires ait rencontré un certain succès dans la plupart des pays, cela ne s'est pas fait sans défi. Par exemple, une étude menée par Uwazi en 2010 révèle qu'en Tanzanie, la politique initiale de subventions forfaitaires allouant 10 USD par élève n'a jamais été suivie, et que même dans les cas où elle a été appliquée, les subventions étaient trop faibles pour couvrir le coût des fournitures scolaires (Uwazi 2010, REPOA: 2012)<sup>xxiii</sup>. De plus, les élèves n'avaient pas de bonnes notes aux examens de fin d'études primaires (PSLE), et l'on a enregistré une baisse des résultats de 35 pour cent depuis 2002 (Uwazi, 2010). La situation s'est encore plus aggravée en 2012.

Le problème permanent de financement signifie que les établissements non publics font de plus en plus partie du paysage éducatif des pays de la région. Ceux-ci tendent à être soit des ONG sans but lucratif qui travaillent dans des régions reculées et difficiles d'accès, soit des établissements à but lucratif visant les riches citoyens des différents pays. Ces deux types d'établissements non publics ont joué un rôle important dans l'amélioration de l'accès et des résultats scolaires. Dans certains pays, les établissements payants permettent de répondre à une demande excédentaire. Dans les zones reculées d'autres pays, les écoles gérées par les ONG peuvent être les seules options viables en raison de la faible performance du secteur public. Même si certaines études montrent que l'enseignement privé offre de meilleurs résultats aux élèves (UNESCO: 2011), il est clair que pour assurer un meilleur accès à l'éducation, la gratuité scolaire est nécessaire (UNICEF, 2009). Cela est certainement vrai au niveau primaire, où le rôle du secteur privé a généralement été plus limité dans le cas des pays performants en termes de résultats scolaires (Mehrotra, 1997). Par ailleurs, les études qui se penchent sur la performance supérieure apparente des écoles privées et sur la situation socio-économique des familles des élèves, tendent à constater que la meilleure performance des écoles privées est presque entièrement attribuable à la situation socio-économique de l'enfant. Une fois que cela est maîtrisé, les différences entre enseignement public et privé disparaissent quasiment (OECD 2011)<sup>xxiv</sup>.

---

*« Les études qui se penchent sur la performance supérieure apparente des écoles privées et sur la situation socio-économique des familles des élèves, tendent à constater que la meilleure performance des écoles privées est presque entièrement attribuable à la situation socio-économique de l'enfant. »*

---

#### 4.5. OBSTACLES A L'AMÉLIORATION DU SECTEUR DE L'Éducation DE LA RÉGION

Les études mentionnées précédemment ont évoqué quelques-uns des résultats médiocres issus des systèmes scolaires existants. Cependant, les causes de ces problèmes sont variées. Certains de ces problèmes sont liés à la demande d'éducation par les parents et d'autres sont dus à l'incapacité des gouvernements et de leurs partenaires de développement à fournir l'infrastructure nécessaire. Cette section se penchera sur certains de ces obstacles de façon plus détaillée.

##### 4.5.1. Facteurs Économiques et Géographiques

L'un des plus grands obstacles au maintien des enfants à l'école, est le fait que beaucoup d'entre eux sont tenus d'aider leurs parents et de participer aux tâches ménagères. Il s'agit pour la plupart de tâches telles que les travaux champêtres ou la collecte d'eau. Beaucoup de parents apprécient davantage le travail que leurs enfants peuvent faire

maintenant pour la famille, plutôt que l'avantage potentiel à long terme de l'éducation (Cockburn, 2000). L'emplacement d'une école est également important pour déterminer si oui ou non les enfants peuvent aller à l'école. Les familles rurales ont tendance à trouver qu'il est difficile d'envoyer les enfants à l'école. De manière générale, elles ont tendance à être plus pauvres et l'école est plus difficile d'accès, de sorte qu'il leur faut consentir beaucoup de sacrifices pour permettre aux enfants de fréquenter l'école. Les faibles taux d'urbanisation à travers la région peuvent aider à expliquer pourquoi, malgré des améliorations récentes, les taux de scolarisation dans la région sont encore relativement faibles, alors que les récents processus accélérés d'urbanisation qu'ont connus certains pays offrent la possibilité d'impulser les taux de scolarisation.

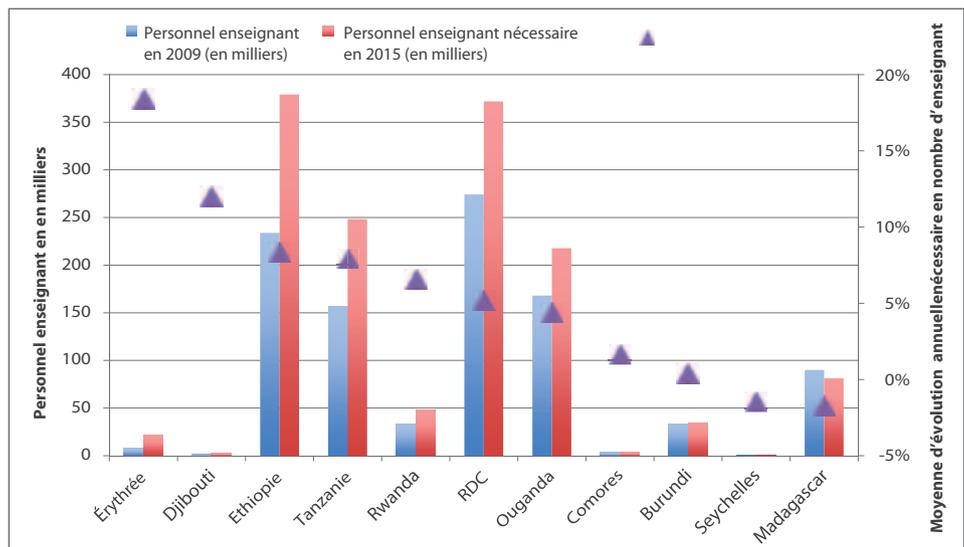
La Banque Africaine de Développement estime que le niveau d'instruction des parents a un effet positif sur la probabilité que leurs enfants aillent à l'école (Tamausuza: 2011). Ceci suggère qu'une fois qu'une génération a été à l'école, elle est susceptible d'encourager ses enfants à aller, eux aussi, à l'école.

#### 4.5.2. Enseignants

Pour offrir un enseignement efficace, il est nécessaire d'avoir des enseignants qualifiés et compétents. Das et al (2011) suggèrent que l'augmentation des intrants d'enseignement tels que le nombre et l'effort des enseignants peuvent augmenter le niveau de rendement de l'éducation (p. 31). Cependant, la région a du mal à former et à embaucher suffisamment d'enseignants pour répondre à la demande croissante évoquée dans la section précédente. Une étude récente de l'UNESCO (2011b) estime que la pénurie mondiale d'enseignants pour atteindre les OMD d'ici à 2015 est de 8 millions. Dans la région, la plupart des pays devront recruter nettement plus d'enseignants pour atteindre cet objectif, comme indiqué dans la Figure 4.14. La variation annuelle nécessaire pour atteindre les objectifs d'EPU est la plus importante pour deux des petits pays (Djibouti et Érythrée). Le Soudan du Sud connaît des problèmes semblables car il a du mal à trouver un financement pour embaucher et payer le nombre d'enseignants qualifiés nécessaires pour faire face à l'augmentation des taux de scolarisation (Banque Mondiale: 2012, p.120). Compte tenu de ces pénuries d'enseignants, il est peu probable que la plupart des pays de la région, dans son ensemble, soient en mesure d'atteindre l'objectif d'EPU d'ici à 2015. Cela, combiné aux problèmes de qualité des extrants et intrants abordés plus haut et aux faibles taux de réussite du cycle primaire par les élèves, signifie que les résultats scolaires de la région peuvent continuer à stagner.

« Compte tenu de ces pénuries d'enseignants, il est peu probable que la plupart des pays de la région, dans son ensemble, soient en mesure d'atteindre l'objectif d'EPU d'ici à 2015. »

Figure 4.14: Besoins en enseignants dans la région pour atteindre l'EPU d'ici à 2015



Source: (UNESCO, 2011)

Le Rwanda a reconnu la nécessité de s'attaquer à ce problème et a lancé un programme de recrutement d'enseignants issus de la région. Le gouvernement a commencé à recruter 4 000 enseignants provenant d'autres pays d'Afrique de l'Est afin d'améliorer le niveau d'anglais dans le pays (Mugisha: 2012). Jusqu'à présent, cette politique a connu un certain succès, mais la pénurie d'enseignants de la région fait qu'il est difficile pour le Rwanda d'attirer le nombre souhaité.

### 4.5.3. Motivation des Enseignants

Le manque d'enseignants est symptomatique d'un problème plus large de la profession. L'absentéisme des enseignants a continué à être un problème dans le monde entier et, comme indiqué en introduction de ce chapitre, dans cette région en particulier. Rodgers et Vegas (2009) estiment que la principale raison de l'absentéisme est le manque de responsabilité dans le système scolaire. Ce manque relève à la fois des parents et des ministères de l'Éducation, car ils ne disposent pas de mécanismes appropriés pour sanctionner les enseignants qui manquent à leurs obligations. Ce problème est aggravé par l'éloignement de certaines écoles et le manque d'instruction des parents, qui peuvent ne pas être en mesure d'utiliser correctement les procédures destinées à demander des comptes à quelqu'un.

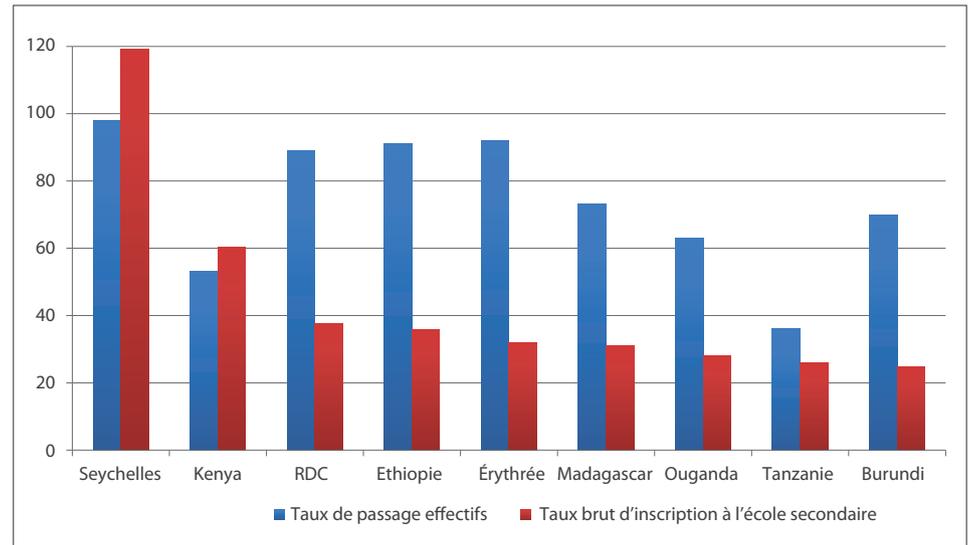
Les gouvernements commencent à instaurer des politiques visant à surmonter ces problèmes et à encourager les enseignants à être plus assidus à l'école. Par exemple, Duflo et al. (2009) estiment qu'au Kenya, les enseignants contractuels ont un meilleur bilan d'assiduité à l'école et produisent également de meilleurs résultats que les enseignants de la fonction publique. Ils soulignent qu'il est important de faire participer activement les parents au processus d'éducation et de leur faire connaître leurs pouvoirs. Par ailleurs, beaucoup d'enseignants ne perçoivent pas assez d'argent et doivent exercer un second emploi pour joindre les deux bouts. En Tanzanie, cela implique souvent d'avoir à dispenser des cours privés le soir, ce qui signifie que les enseignants ne peuvent pas se consacrer entièrement à leurs classes (Lambert: 2004, p. 4). Par conséquent, davantage de recherche sur la mise en place de mécanismes efficaces de paiement des enseignants peut être nécessaire.

Il est clair qu'il ne s'agit pas seulement d'une question de volonté des gouvernements pour améliorer les résultats, mais il est aussi question de financement. Les Nations Unies ont reconnu qu'il s'agit d'un problème mondial et ont lancé une initiative visant à accroître le nombre d'enseignants et le nombre de salles de classe (ONU: 2012). Ce programme vise à construire 4 millions de salles de classe supplémentaires, mais jusqu'à présent, seule une partie du financement a été garantie. Le problème du financement est considéré comme étant l'un des principaux défis auxquels les pays devront faire face afin de maintenir les progrès scolaires dans la région et atteindre des objectifs ambitieux (EPT: 2012).

## 4.6. TRANSITION DANS LE SYSTÈME ÉDUCATIF

Le succès enregistré dans l'attraction d'un plus grand nombre d'élèves vers l'enseignement primaire n'est pas le même dans l'enseignement secondaire. En effet, dans toute la région, le niveau de transition est très faible en raison des nombreuses contraintes décrites dans la section précédente.

**Figure 4.15: Taux de transition effectifs<sup>xxv</sup> de l'enseignement primaire à l'enseignement secondaire de 2008 à 2009 et taux brut d'inscription à l'école secondaire en 2010**



Source: Recueil de données mondiales sur l'éducation 2011, Banque Mondiale 2008 et ISU 2012

Il semble que seules les Seychelles aient des niveaux bruts de scolarisation élevés dans le secondaire. Beaucoup d'autres pays ayant des taux de rétention plus élevés, ont des taux de scolarisation très bas au niveau du primaire, ce qui signifie que seuls quelques enfants reçoivent une éducation complète. Par exemple, l'Érythrée connaît des taux nets de scolarisation en baisse depuis 2004 (UIS: 2012), ce qui signifie que même si les taux de passage sont relativement élevés, les taux bruts de scolarisation restent faibles. Le cas de la Tanzanie souligne que même s'il y a des taux élevés de scolarisation au primaire, le pays a du mal à amener ses élèves dans l'enseignement secondaire.

De nombreuses contraintes auxquelles sont confrontés les élèves et les parents au niveau de l'école primaire sont exacerbées dans le secondaire (UNESCO: 2011b). Il s'agit notamment de contraintes d'infrastructure telles que le nombre d'enseignants et de salles de classe. Ce problème est lié aux coûts relativement plus élevés de la construction de salles de classes spécialisées (comme les laboratoires) et à la spécialisation de la formation des enseignants (UNESCO: 2011b). Beaucoup de pays ont été confrontés au choix entre l'amélioration de l'accès à l'enseignement primaire ou l'amélioration des conditions dans les écoles secondaires. L'OMD qui se focalise sur l'importance de l'enseignement primaire a signifié que l'investissement judicieux à l'époque visait à accroître l'accès à l'école pour les élèves du primaire. Cependant, l'infrastructure éducative n'existe tout simplement pas encore pour permettre aux enfants de progresser à travers le système. Au Kenya, le problème de manque de salles de classe est si grave que le secrétaire à l'éducation a déclaré que 4 500 nouvelles salles de classe étaient nécessaires<sup>xxvi</sup> pour répondre à la demande de l'enseignement secondaire (East African:2012). En raison du manque d'espace dans les écoles en Afrique, plusieurs enfants ne peuvent pas faire d'études secondaires, car il n'y a tout simplement pas de place pour eux (EFA, 2011: 15). L'Ouganda commence également à rencontrer des problèmes similaires au fur et à mesure que les élèves terminent leurs études primaires (Kavuma:2011).

En outre, les parents peinent à justifier l'envoi de leurs enfants à l'école s'ils ne sont pas certains que cet investissement soit rentable à long terme. Il s'agit d'une conséquence directe de la baisse de la qualité de l'enseignement et concerne à la fois le primaire, mais en particulier l'enseignement secondaire (EFA 2011)<sup>xxvii</sup>. Cela devient particulièrement vrai lorsque les enfants peuvent contribuer davantage au revenu familial par les travaux champêtres ou la recherche de l'eau (Cockburn: 2000).

L'un des principaux obstacles à la fourniture de l'infrastructure nécessaire aux enfants est le manque de fonds. C'est pourquoi, ces dernières années, les partenariats public-privé sont devenus de plus en plus populaires. Bien que les écoles privées aient tendance à obtenir de meilleurs résultats, différents universitaires réfutent le fait que ces résultats sont uniquement attribuables au paiement de l'enseignement ou à l'auto-sélection socio-économique. Duflo et al. (2009) suggèrent que le facteur important pour un meilleur résultat scolaire est l'interaction parentale, plutôt que le paiement.

Le système d'enseignement secondaire de la plupart des pays de la région a besoin d'une mise à niveau, tant en capital physique qu'humain. L'amélioration de ces deux facteurs permettra aux enfants de progresser dans le système éducatif. Ensuite, les élèves peuvent soit rejoindre le marché du travail soit continuer à étudier. D'une façon ou d'une autre, cela permettra aux gouvernements de disposer d'une main-d'œuvre plus qualifiée pour leurs plans de développement.

#### 4.6.1. Renforcement de l'Enseignement Supérieur

Dans les années 1990, la communauté des bailleurs de fonds a mis l'accent presque exclusivement sur l'enseignement primaire. Ce « biais » en faveur des niveaux inférieurs de l'enseignement a sans doute été renforcé par la priorité donnée à la scolarisation à 100 pour cent dans le primaire voulue par l'OMD 2. Pourtant, pour les pays en développement qui aspirent à atteindre et à maintenir des taux élevés de croissance économique, une telle orientation politique est susceptible de compromettre les perspectives à long terme. Une économie moderne, structurelle et diversifiée requiert une main-d'œuvre qualifiée – dans de telles circonstances, se concentrer exclusivement sur l'enseignement primaire ou secondaire est susceptible de condamner un pays en développement à rester perpétuellement au bas de l'échelle dans la division internationale du travail. En d'autres termes, les gouvernements doivent aspirer à des objectifs plus ambitieux concernant la mise à niveau de leur main d'œuvre. Et comme la Banque Mondiale l'a récemment reconnu, dans la région sub-saharienne:

*« les inscriptions au niveau supérieur sont bien en deçà des niveaux nécessaires pour accélérer le progrès industriel et la diversification des exportations. » (Banque Mondiale 2009:37).*

Dans le passé, plusieurs voix se sont élevées contre les dépenses publiques dans l'enseignement supérieur au motif que cela est régressif (c'est-à-dire que cela profite généralement aux enfants des classes moyenne et supérieure, qui sont les plus susceptibles de fréquenter l'université). Mais cela est souvent trompeur. Il ne suffit pas de montrer que les quintiles supérieurs « capturent » davantage les bénéfices d'un soutien public à l'enseignement supérieur – la bonne comparaison est de savoir si ces dépenses sont plus ou moins inégales par rapport à la répartition avant impôt de la richesse. Ainsi, si le degré de « capture de ces dépenses par les quintiles supérieurs est inférieur à la répartition initiale du revenu disponible (c'est-à-dire le revenu tel que défini dans la plupart des enquêtes sur les ménages et les dépenses), alors les dépenses publiques dans l'enseignement supérieur contribuent encore à l'atténuation des inégalités. À l'inverse, si la part des groupes à faible revenu dans les dépenses publiques consacrées à l'enseignement supérieur est plus élevée que leur part dans le revenu disponible, le résultat net peut être moins d'inégalités, même lorsque leur avantage par habitant est inférieur à celui des groupes à revenu élevé.

Malheureusement, on assiste rarement à ce genre d'exercice comparatif. La CNUCED (2002: 44) constitue une exception. Elle a examiné la « capture des bénéfices » par quintile des dépenses d'éducation de quatre pays d'Afrique subsaharienne, dont le Kenya. En raison des difficultés liées aux données, les auteurs n'ont pu ventiler les chiffres par niveaux de dépenses (primaire, secondaire ou supérieur). Mais, leur analyse a bien montré que les dépenses publiques d'éducation étaient fortement « progressives » c'est

---

*« Le système d'enseignement secondaire de la plupart des pays de la région a besoin d'une mise à niveau, tant en capital physique qu'humain. »*

---

---

*« Une économie moderne, structurelle et diversifiée requiert une main-d'œuvre qualifiée – dans de telles circonstances, une focalisation exclusive sur l'enseignement primaire ou secondaire est susceptible de condamner un pays en développement à rester perpétuellement au bas de l'échelle dans la division internationale du travail. »*

---

à dire qu'elles contribuent à augmenter la part du revenu théorique des quintiles les plus pauvres. En ce sens, les dépenses ont contribué à la réduction des inégalités.

Même si cela n'était pas le cas, les gouvernements devront décider s'ils sont prêts à soutenir un peu plus d'inégalités en échange d'un investissement à long terme dans le développement de leurs économies, par le biais d'un meilleur soutien à l'enseignement supérieur. Conscients de la nécessité d'accélérer le changement structurel et d'améliorer leurs capacités économiques, la plupart des gouvernements répondraient sans doute par l'affirmative à ce compromis.

Néanmoins, plusieurs défis importants résident dans la façon de réaliser des progrès dans ce domaine. Le premier défi majeur est l'ampleur de la « fuite des cerveaux » à l'international. Ces dernières années, les économistes ont minimisé l'impact négatif de la fuite des cerveaux sur les pays en développement. Actuellement, plusieurs faits démontrent que la rétention du personnel hautement qualifié demeure un réel défi pour les pays de la région (Encadré 4.3). Par exemple, la CNUCED (2012:101) estime qu'environ 1 000 docteurs en médecine éthiopiens travaillent aux États-Unis, tandis que le nombre de médecins en Éthiopie en 2009 était juste de 2 154. En d'autres termes, parmi tous les médecins éthiopiens qualifiés, ils sont entre un tiers et la moitié à travailler à l'étranger (CNUCED 201 2b) <sup>xxviii</sup>.

Compte tenu du prix à payer pour soutenir l'enseignement supérieur dans les pays à faible revenu, cela devient très problématique lorsqu'une grande partie de la main-d'œuvre qualifiée parvient à émigrer. Si les pays à revenu élevé contrôlent assez strictement l'immigration de la main-d'œuvre non qualifiée, en général, les contrôles sont beaucoup plus permissifs dans le cas des travailleurs qualifiés, rendant d'autant plus difficile le défi de rétention des travailleurs qualifiés.

*« Si les pays à revenu élevé contrôlent assez strictement l'immigration de la main-d'œuvre non qualifiée, en général, les contrôles sont beaucoup plus permissifs dans le cas des travailleurs qualifiés, rendant d'autant plus difficile le défi de rétention des travailleurs qualifiés. »*

#### Encadré 4.3 : Impact de la fuite des cerveaux sur les universités éthiopiennes

L'Éthiopie a, au cours des 15 dernières années, fait des efforts concertés pour développer son enseignement supérieur. Pourtant, comme l'a souligné un récent rapport de la CNUCED, le secteur subit l'incidence négative de la fuite des cerveaux. Le nombre de diplômés au niveau du baccalauréat a fortement augmenté passant de 29 800 en 2007 à 75 300 en 2011. Dans le même temps, cependant, le chiffre correspondant pour l'éducation de niveau supérieur (maîtrise et doctorat) a augmenté plus modérément passant de 2 700 à 6 200. Parmi les 15 192 enseignants et chercheurs travaillant dans les 25 universités du pays, seuls 979 (soit 6,4 pour cent) sont titulaires d'un doctorat. La majeure partie des enseignants et chercheurs dans les universités possède seulement une maîtrise (43,4 pour cent) ou une licence (42,6 pour cent). Les établissements d'enseignement supérieur éthiopiens manquent cruellement de personnel très qualifié. Pourtant, dans le même temps, le nombre d'enseignants et chercheurs titulaires de doctorats actifs dans les universités du pays, est beaucoup plus faible que le nombre de membres de la diaspora éthiopienne aux États-Unis et au Canada uniquement qui ont ce niveau d'instruction : 1 600 selon des estimations prudentes.

L'étude de cas de la CNUCED sur la diaspora universitaire éthiopienne a identifié 200 professeurs qui travaillent actuellement dans des universités étrangères, dont 148 aux États-Unis. Parmi ceux-ci, 72 sont des professeurs titulaires. En Éthiopie, par contre, seulement 65 personnes détiennent un poste équivalent. En d'autres termes, il existe plus de professeurs titulaires éthiopiens qui travaillent aux États-Unis qu'en Éthiopie, en dépit du grand besoin en personnel extrêmement compétent des universités éthiopiennes. Afin de lutter contre le déficit d'enseignants et de chercheurs d'université, le gouvernement éthiopien a récemment lancé une campagne de recrutement de plus de 600 enseignants et chercheurs, ciblant en particulier l'Inde.

Source: Rapport sur les PMA de la CNUCED (2012)

Un second défi majeur est l'évidente inadéquation des qualifications dans la plupart des profils éducatifs de la région. Les chiffres disponibles pour l'ensemble de l'Afrique subsaharienne en ce qui concerne les professions choisies par les diplômés universitaires indiquent un déficit net par rapport à la moyenne de l'OCDE (un bonne référence pour la comparaison avec les économies « matures ») dans les carrières liées à l'ingénierie, à la production et la construction, à la santé et au bien-être, et dans les secteurs des services. En revanche, il semblerait que les sciences sociales, les affaires et le droit sont surreprésentés. On a souvent observé que les « Etats en développement » exemplaires comme la Corée du Sud ou Singapour ont beaucoup plus insisté sur des carrières liées à l'ingénierie ou sur d'autres carrières techniques – les sciences sociales comme l'économie ayant bénéficié d'une faible priorité. En effet, les personnes chargées de la planification du développement dans ces pays étaient souvent des ingénieurs et avaient rarement une formation en sciences sociales.

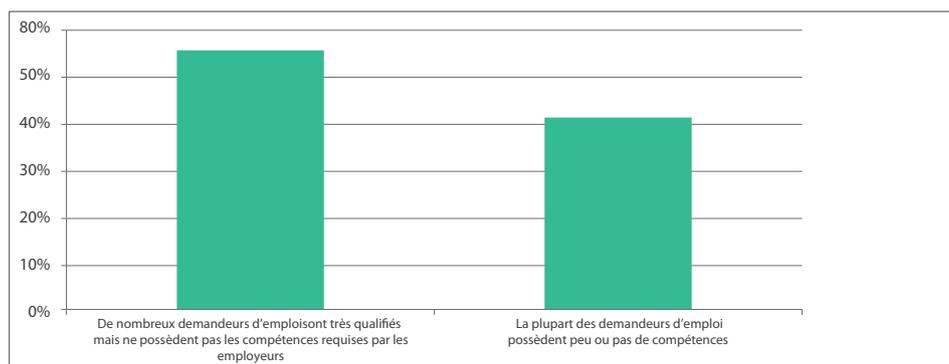
**Tableau 4.3: Qu'est-ce que les élèves étudient? Taux d'obtention de diplômes universitaires en Afrique et dans le monde (2008-2010)**

	Enseignement, sciences humaines et lettres	Sciences sociales, affaires et droit	Sciences	Ingénierie, production et construction	Agriculture	Santé et bien-être	Services	Outres
Afrique sub-saharienne	26 %	44%	12% (3% ICT)	4%	2%	5%	0%	7%
Afrique du Nord	22%	51%	8% (1% ICT)	10%	1%	6%	1%	1%
Asie	23%	30%	6%	20%	4%	9%	4%	4%
Amérique latine	23%	38%	7%	9%	2%	13%	3%	5%
OCDE	25%	37%	10% (3%ICT)	11%	2%	11%	4%	1%

Source: Données AEO, UNESCO

Il n'est pas surprenant de constater, par conséquent, que « l'enseignement supérieur en Afrique a été confronté au défi de l'inadéquation entre les qualifications acquises par les diplômés des universités et celles demandées par l'industrie. »<sup>xxix</sup> Comme le montre la figure 4.16, l'Enquête Experts Pays AEO semble confirmer ce fossé entre les qualifications et les profils professionnels. Des enquêtes réalisées en Afrique de l'Est brossent un tableau similaire. En Somalie, par exemple, les jeunes diplômés des universités connaissent des taux de chômage élevés, car ils ne répondent pas aux besoins formels du marché du travail. Les établissements de formation technique et professionnelle ne disposent pas de normes claires en matière d'élaboration de programmes et de formation en fonction de la demande du marché du travail (PNUD, 2012: 64).

**Figure 4.16 : Manque des compétences contre inadéquation des compétences**



Source: Étude AEO des experts nationaux en 2012

La nécessité de ressources humaines de haute qualité pour le développement national est reconnue depuis longtemps<sup>xxx</sup>. Cependant, l'offre d'un enseignement de qualité a été entravée par les maigres ressources disponibles, tandis qu'un plus grand nombre d'étudiants s'inscrivent dans l'enseignement supérieur. Un autre défi est né de la libéralisation de l'enseignement et de la création d'universités privées. Dans la plupart des cas, les gouvernements n'ont pas pu veiller à ce que les prestataires privés d'enseignement respectent les normes de qualité requises.

Les principaux acteurs de l'enseignement supérieur en Afrique ont convenu qu'il était nécessaire de revitaliser les systèmes d'enseignement supérieur à travers au moins trois grandes stratégies:

- ⊙ Le développement de nouvelles formes d'offre d'enseignement supérieur, comme notamment les établissements d'enseignement supérieur privés et l'enseignement ouvert et à distance<sup>xxxi</sup>
- ⊙ L'identification de nouvelles sources de financement, et
- ⊙ La promotion de la qualité et de l'équité (UNESCO, 2005).

La mise en œuvre reste le défi le plus grand. Il est évident que l'amélioration de la qualité de l'enseignement constitue un défi à long terme, d'où la nécessité de réformes continues. *La Conférence sur l'accréditation, l'assurance de qualité et la reconnaissance des qualifications dans l'enseignement supérieur en Afrique* qui a eu lieu à Nairobi en 2006, a relevé que l'Afrique subsaharienne est le continent le moins bien logé en termes de garantie de normes plus élevées d'enseignement.

---

« Dans des pays comme la RDC, l'Éthiopie et le Rwanda, à peine 10 pour cent de la population lit un journal une fois par semaine, même parmi les quintiles les plus riches. »

---

Les États partenaires est-africains (Kenya, Tanzanie, Ouganda) ont créé dès 1980, le Conseil Interuniversitaire d'Afrique de l'Est (IUCEA), plateforme destinée à discuter des questions universitaires et des autres questions relatives à l'enseignement supérieur et aider à maintenir des normes académiques élevées et comparables. Le nombre de membres a augmenté depuis sa création. L'IUCEA a mis en place de nouvelles directives de qualité pour les organismes de réglementation de l'enseignement supérieur au Kenya, en Tanzanie et en Ouganda, dans le but de favoriser des normes de qualité régionales communes dans l'enseignement supérieur<sup>xxxii</sup>. Comme indiqué précédemment, le défi est d'autant plus difficile en raison de la prolifération des prestataires de services éducatifs privés dans la région. Cela est particulièrement vrai dans le cas de l'enseignement universitaire où de nombreuses nouvelles universités privées ont ouvert, mais des doutes légitimes ont été émis sur la qualité des diplômes délivrés<sup>xxxiii</sup>.

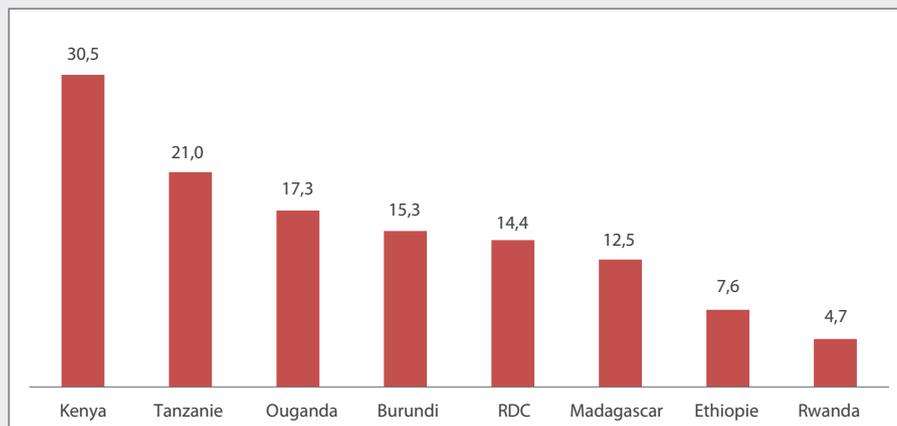
En somme, la consolidation de l'offre d'enseignement secondaire et supérieur dans la région est une tâche de grande ampleur et nécessite un plan de mise en œuvre à long terme. Selon la Banque Mondiale (2009), l'Afrique dispose d'un délai de 15 à 20 ans pour commencer à introduire les technologies et construire les infrastructures matérielles et immatérielles nécessaires pour répondre aux changements structurels majeurs nécessaires afin de rendre l'économie plus résiliente. Ainsi, cela obligerait les pays africains à faire et maintenir des investissements importants dans l'enseignement secondaire et supérieur pour garantir le volume et la qualité des compétences nécessaires pour desservir efficacement les besoins du marché et de la société.

#### Encadré 4.4: Vers une culture de la lecture?

L'un des résultats surprenants qui ressort des études EDS est le très faible pourcentage de la population qui s'adonne à la lecture de la presse écrite de façon régulière. Par exemple, dans des pays comme la RDC, l'Éthiopie et le Rwanda, à peine 10 pour cent de la population lit un journal une fois par semaine, même parmi les quintiles les plus riches. Le Kenya a la meilleure culture de lecture de la presse écrite, suivi de la Tanzanie, de l'Ouganda et de Madagascar. Mais même dans ces cas, il ya une énorme disparité

entre les groupes de revenu – tandis que plus de 50 pour cent du quintile supérieur lit la presse au Kenya par exemple, dans le quintile inférieur, le pourcentage est inférieur à 5 pour cent. Ces chiffres reflètent l'analphabétisme généralisé, en particulier dans les quintiles les plus pauvres de la population, et soulignent la nécessité de reconsidérer l'importance des campagnes d'éducation des adultes et d'alphabétisation.

**Figure 4.17: Pourcentage de la population qui lit un journal au moins une fois par semaine**



Source: CENUA pour les études EDS (divers)

Expérimenter d'autres manières d'encourager une « culture de la lecture » est aussi important. Un certain nombre de pays de la région a par exemple détaxé les livres (suppression de la TVA) et supprimé les taxes à l'importation. Les bibliothèques sont des ressources rares cependant. D'autres mesures visant à lutter contre le problème sont notamment le lancement de festivals dits « semaine du livre », la formation spécifique des enseignants afin qu'ils sachent mieux encourager les élèves à lire davantage, et le lancement de « bibliothèques communautaires ». L'un des moyens les plus efficaces est peut-être le lancement de campagnes d'alphabétisation actives pour adultes. Avoir des parents analphabètes est très décourageant pour les enfants en ce qui concerne une culture de bonnes habitudes de lecture<sup>xxxiv</sup>.

*« Un bon enseignement/ une bonne formation technique et professionnel axé sur la demande est potentiellement l'un des outils les plus importants pour la qualification des jeunes, à l'école et hors de l'école. »*

#### 4.6.2. Enseignement et Formation Techniques et Professionnels

L'enseignement et la formation professionnels ont, ces dernières années, connu un renouveau dans la recherche universitaire ainsi que dans l'arène politique. Ils sont également considérés comme un moyen privilégié de favoriser la croissance économique. L'enseignement et la formation techniques et professionnels (EFTP) ont traditionnellement servi à doter les jeunes de compétences pratiques pour accéder au marché du travail. Dans les pays en développement, ces programmes se concentrent généralement sur le secteur informel. En Afrique, le secteur privé joue un rôle important dans la fourniture de ce type de service, et l'expérience montre que la participation du secteur privé, tant en termes de financement qu'en termes de prestation, permet de garantir que le contenu de la formation est adapté aux besoins du marché du travail, que les coûts de formation sont maîtrisés et que les réseaux d'employeurs potentiels sont mis sur pied afin de faciliter la transition des stagiaires vers la vie active.

Un bon enseignement/une bonne formation technique et professionnel axé sur la demande est potentiellement l'un des outils les plus importants pour donner de bonnes qualifications aux jeunes, à l'école et hors de l'école (USAID, 2011: 3). Dans les pays de l'OCDE, les systèmes d'EFTP bénéficient d'une communication et de liens étroits avec le

secteur privé. Malheureusement, la plupart des pays en développement ont peu, voire aucun passé de collaboration entre les employeurs et le système éducatif. Un modèle particulièrement emblématique d'EFTP est le modèle allemand, qui est très apprécié pour ses programmes de stage et d'apprentissage, et qui a contribué à soutenir la croissance économique et la compétitivité du secteur manufacturier. Un investissement substantiel du secteur privé, des normes de qualification sectorielles et un processus collaboratif d'élaboration des programmes d'apprentissage dans les écoles et sur les lieux de travail permettent de former des diplômés davantage capables de contribuer immédiatement à la population active. Les examens de fin d'étude débouchent sur des emplois techniques bien rémunérés avec l'aide d'associations sectorielles et professionnelles profondément enracinées et d'autres intermédiaires qui regroupent les différentes parties prenantes pour se responsabiliser les uns les autres et partager les coûts et avantages<sup>xxxv</sup>.

Le modèle de développement coréen est souvent considéré comme un autre exemple dans lequel l'enseignement technique a joué un rôle majeur dans la réduction de l'inadéquation qualification/emploi à un niveau minimum. Dans les années 1960, le gouvernement coréen a poursuivi une stratégie agressive de développement économique dans laquelle les collèges étaient d'importants pourvoyeurs de ressources humaines qualifiées (Banque Mondiale 2009: 73). Afin d'obtenir un succès similaire, les pays de la région devraient essayer de soutenir les industries qui s'installent dans leurs pays en fournissant une main-d'œuvre spécifique au secteur. Cela peut être développé grâce à des programmes de formation qui fonctionnent en tandem avec les entreprises en question en formant sur le tas, comme c'est le cas en Allemagne.

Le rapport 2008 des PEA a mis l'accent sur l'EFTP et proposé une typologie des pays africains, en les regroupant en trois catégories différentes : le premier groupe comprend les pays ayant une proportion relativement élevée (supérieure à 10 pour cent de la population scolaire secondaire) inscrite dans des programmes d'EFTP; le Rwanda (36 pour cent) et la RDC (10 pour cent) ont été classés dans ce groupe. Le deuxième groupe a une proportion d'inscription à l'EFTP dans l'enseignement secondaire général de 5 à 9 pour cent. Ce groupe de pays comprend le Burundi et Djibouti (8 pour cent). Enfin, le troisième groupe de pays comprend l'Ouganda (4 pour cent), l'Éthiopie, l'Érythrée et le Kenya (1 pour cent). L'EFTP en Ethiopie est institutionnellement séparée du reste du système éducatif, et forme un groupe parallèle (Krishnanand Shaorshadze, 2012:12).

Un certain nombre de pays de la région ont annoncé des plans ambitieux visant à développer l'EFTP pour répondre à la demande croissante. En Éthiopie, le gouvernement prévoit d'augmenter ses admissions à l'enseignement technique et professionnel de 103 708 en 2005 à 312 826 en 2010 et 624 095 en 2015. En outre, 3 300 salles de classe et ateliers seront construits tandis que 4 500 enseignants supplémentaires d'EFTP seront embauchés. Par ailleurs, de nouveaux programmes et normes pour l'enseignement technique et professionnel sont en train d'être mis en place. Le Rwanda, qui présente l'EFTP le plus élevé (36 pour cent) prévoit également d'augmenter le nombre d'établissements d'enseignement technique et professionnel de 50 pour cent d'ici à 2015.

#### 4.6.3. Investissements dans les Programmes de Développement de la Petite Enfance

L'importance des programmes de développement de la petite enfance (DPE) pour l'amélioration des performances scolaires est de plus en plus reconnue. Les raisons de cet investissement dans les programmes de DPE sont nombreuses et interreliées. Les projets de recherche ont également montré que les enfants qui suivent des programmes de DPE bien conçus ont tendance à avoir une scolarité plus brillante dans le futur, sont socialement et émotionnellement plus compétents, et font preuve d'un développement intellectuel et verbal avancé pendant leur petite enfance, contrairement aux enfants qui ne sont pas inscrits dans des programmes de haute qualité. Les programmes de DPE préparent les enfants aux études, améliorent leur performance et réduisent leur besoin de répétition,

favorisant un développement sain de l'enfant; il s'agit par conséquent, d'un investissement pour la future main d'œuvre du pays, et d'un moyen de prospérer économiquement en tant que société. Les programmes intégrés pour les jeunes enfants peuvent modifier les conséquences des inégalités socioéconomiques et celles liées au genre, qui font partie des causes les plus inébranlables de la pauvreté (Twaweza, 2012, Carneiro et Heckman, 2003, Van der Gaag et Tan, 1998).

Prenant acte de ces conclusions, plusieurs pays d'Afrique de l'Est investissent désormais dans des programmes de DPE, comme le projet de développement de la petite enfance au Kenya (35,1 millions de dollars), le développement intégré de la petite enfance en Érythrée (49 millions de dollars), ainsi que le projet de développement pour la nutrition et la petite enfance en Ouganda (40 millions de dollars). Dans la région de la CAE, le nouveau document d'harmonisation des programmes d'études propose que les enfants âgés de 3 à 5 ans soient inscrits dans un programme de DPE. En R.D. Congo, le projet Mesures pour l'amélioration de la qualité de l'éducation (PIEQ) vise à améliorer l'apprentissage du français et des mathématiques. Il renforce la capacité des enseignants, des écoles et des communautés dans trois provinces congolaises à améliorer l'apprentissage des élèves par le biais d'un enseignement et d'un environnement scolaire de qualité (DPE)<sup>xxxvi</sup>. Ces programmes de 40 millions de dollars, financés par l'Agence des Etats-Unis pour le développement international, visent 3 600 écoles, 21 000 enseignants et 900 000 élèves.

#### Encadré 4.5: Appliquer les nouvelles technologies pour améliorer les systèmes éducatifs

Parmi les 14 états membres de la région d'Afrique de l'Est, même si l'éducation traditionnelle en face-à-face est monnaie courante, les gouvernements ont commencé à adopter d'autres moyens qui ont également prouvé leur efficacité. Par exemple, aux Comores et à Madagascar, le programme ATEC (Appui Technologique aux Educateurs et Communautés) a essayé d'améliorer la qualité de l'éducation publique par le biais de la production de matériel audio axé sur l'enrichissement de la formation préalable et continue des enseignants. Il comprend également la création et l'appui à des groupes d'écoute formés par des associations de parents d'élèves à travers des émissions radio qui donnent des conseils pour l'amélioration des écoles, de l'enseignement et de l'apprentissage, et offre également de meilleures pratiques d'enseignement de la langue anglaise au secondaire et à l'université. Il a été possible d'obtenir ce résultat grâce à l'organisation d'une série de séminaires destinés à répondre aux besoins identifiés liés à l'enseignement et à favoriser de petites subventions en faveur de l'apprentissage de l'anglais. Au Sud-Soudan, un projet d'instruction de radio interactive a été mis en place pour compléter l'enseignement en classe des langues locales, de l'anglais, des mathématiques et des compétences de la vie. Le Ministère de l'éducation, des sciences et des technologies utilise également des émissions radio pour améliorer la pratique de l'enseignement. Etant donné qu'il s'agit d'émissions radio programmées, les écoles ont décidé de les utiliser comme des technologies d'enseignement alternatives. Un projet semblable existe en Somalie, conçu pour aider les enfants et les jeunes qui ont un accès limité à la scolarisation<sup>xxxvii</sup>.

Une autre initiative qui intègre les nouvelles technologies est le programme sub-saharien de l'université virtuelle DPE (DEP-ASS) qui est décrit comme étant « une approche innovante et aux multiples facettes destinée à favoriser le renforcement des capacités de DPE et le développement du leadership en Afrique. » Ce programme de formation axé sur les résultats utilise une approche en « face à face » et des méthodes d'enseignement telles que: des séminaires résidentiels, des enseignements en ligne, du matériel imprimé et des CD-Rom, et une stratégie de « communauté des apprenants » dans les pays concernés. Les cours de DPE de l'UV sont entièrement accrédités et font partie de la School of Child and Youth Care de l'University of Victoria, située en Colombie Britannique au Canada.

#### 4.7. CONCLUSIONS

Il est largement reconnu qu'un enseignement de qualité est une condition nécessaire mais non suffisante pour que les pays d'Afrique de l'Est atteignent le statut de pays à revenu intermédiaire auquel ils aspirent. Les exigences de l'économie moderne et du marché du travail sont telles que, sans une population active hautement qualifiée appropriée, la transformation structurelle des économies régionales n'aura pas lieu.

---

*« Les exigences de l'économie moderne et du marché du travail sont telles que, sans une population active hautement qualifiée appropriée, la transformation structurelle des économies régionales n'aura pas lieu. »*

---

Ces dernières années, les gouvernements de la région ont (à juste titre) mis l'accent sur l'enseignement primaire, en vue de respecter l'objectif des OMD et offrir une meilleure base pour un développement plus large. Cependant, à mesure que les économies des pays se développent et amorcent une transformation structurelle, un programme éducatif plus ambitieux est nécessaire, ce qui inclut une plus grande focalisation sur l'enseignement secondaire et supérieur. Les donateurs semblent de plus en plus reconnaître ce fait, de même que les gouvernements, ce qui est un signe encourageant. Mais il est également nécessaire de mettre beaucoup plus l'accent sur la formation professionnelle et sur une offre de cours adaptés aux besoins du marché local du travail.

En matière budgétaire, dans la plupart des pays de la région, l'éducation a bénéficié d'une part relativement généreuse parmi les dépenses totales du secteur public. Dans ce rapport, nous ne plaidons donc pas en faveur d'une augmentation majeure des dépenses, mais plutôt pour une utilisation plus efficace des fonds existants. « La qualité d'abord » doit être le mot d'ordre des gouvernements de la région pour faire face à leurs défis éducatifs. Une partie du défi consiste à réduire les nombreuses « fuites » du système. Il existe quelques initiatives intéressantes dans la région qui tentent de s'attaquer frontalement à ce problème. En Tanzanie, par exemple, l'ONG Twaweza a mobilisé la communauté pour contrôler la baisse du niveau de financement public consacré à l'école (Twaweza) (ICAI, 2012:13). Bien qu'il incombe en grande partie aux gouvernements d'améliorer l'utilisation efficace des ressources du secteur de l'éducation, la pression du public – notamment des parents et de la société civile – est l'incitation ultime pour produire de meilleurs résultats.

---

*« À mesure que les économies des pays se développent et amorcent une transformation structurelle, un programme éducatif plus ambitieux est nécessaire, ce qui inclut une plus grande focalisation sur l'enseignement secondaire et tertiaire. »*

---

Cela dit, il est clair que dans certains pays, les dépenses sont tout à fait insuffisantes. La RDC est un bon exemple, l'ensemble du budget de l'éducation ne représente en effet pas plus de 2 pour cent du PIB. Ces dernières années, la communauté des donateurs a compensé une partie du déficit, mais dans un pays de 75 millions de personnes, le budget total est encore insuffisant vu l'ampleur des défis à relever. De même, les longues crises politiques et humanitaires en Somalie mettent en lumière le sort de trois générations privées de scolarisation depuis que le système éducatif s'est effondré dans le milieu des années 1980 (PNUD, 2012). Avec la stabilisation croissante du pays, le système éducatif se reconstruit lentement (PNUD 2012:98) <sup>xxxviii</sup>. Dans ces cas cependant, des ressources plus importantes constituent clairement une priorité.

Enfin, dans ce chapitre, nous demandons que les pays redoublent d'efforts pour promouvoir l'alphabétisation des adultes, domaine qui ne reçoit pas l'attention qui lui est due lorsqu'il s'agit de politique d'éducation dans la région. Pourtant, l'édification d'une société alphabétisée exige de lutter contre les déficits éducatifs dans toutes les tranches d'âge; par conséquent, la région doit compenser des années de négligence (bénigne ou autre) des secteurs de l'éducation, qu'elles soient dues à des conflits civils ou tout simplement à l'échec des politiques. Se focaliser uniquement sur les enfants et les jeunes dans de telles circonstances, est probablement une erreur.

## Notes de bas de page

<sup>i</sup> Le consensus sur l'importance de l'éducation pour la croissance économique et la résilience n'est pas partagé par tous. Chang (2011:181) pense que le lien entre l'éducation et une meilleure productivité est ambigu, et note que si certains pays en développement comme l'Argentine, qui a connu des niveaux élevés d'éducation au début des années 1960, n'ont pu pas la suite se développer rapidement, d'autres, qui ont connu des niveaux d'éducation initialement faibles, comme le Taipei chinois, ont connu une croissance beaucoup plus rapide. Chang souligne que de nombreuses études économétriques indiquent des liens faibles ou ambiguës entre l'éducation et la croissance économique– il avance que la fourniture d'une main-d'œuvre plus instruite en elle-même est peu susceptible de donner un sérieux coup de pouce à la croissance économique et à la résilience– plus important encore, soutient-il, est la manière dont l'économie est organisée et ses ressources humaines déployées. En d'autres termes, l'efficacité dans l'utilisation de s ressources est tout aussi importante. Voir aussi Prichett (2004)

<sup>ii</sup> L'East African a signalé la mauvaise gestion des fonds dans le cadre du programme d'enseignement primaire et secondaire universel par le biais d'écoles, d'enseignants, d'apprenants et de personnel de soutien fantômes. "Probe unearths ghost UPE schools in Uganda" par Halima Abdullah, 14 avril 2012, The East African

<sup>iii</sup> Voir « Suivi des progrès 2012' » (CENUA, 2012)

<sup>iv</sup> Dans « Suivi des progrès 2012 » (CEA, 2012), par exemple, nous avons calculé que, bien que six des treize pays de la région consacrent plus de 20 pour cent de leurs budgets nationaux à l'éducation, ce montant s'élève rarement à plus de 100 \$US par personne. Dans certains cas extrêmes, par exemple en RDC, les dépenses s'élevaient à 5 dollars par personne–construire un type de système éducatif quel qu'il soit à partir de si faibles dépenses est évidemment une tâche extrêmement difficile

<sup>v</sup> Comme Archer (2012) l'affirme, c'est une erreur de penser « qu'une focalisation sur les résultats des systèmes éducatifs signifie que les « intrants » ne sont plus importants. Quand j'ai fait remarquer aux représentants de la Banque mondiale que de nombreux enfants en Afrique rurale se retrouvent dans des classes de plus de 100 élèves, avec des enseignants non ou mal formés et peu de manuels scolaires ou stimuli visuels, on m'a dit d'arrêter de m'attarder sur le vieux « modèle intrant ». Je rejette cela. Rien n'est plus important pour l'apprentissage qu'un enseignant bien formé, travaillant dans une classe de taille gérable, avec des ressources fondamentales d'enseignement - apprentissage. Notre focalisation sur les résultats devrait rappeler l'importance fondamentale de ces intrants de base– et nous ne pouvons pas nous étonner si les enfants qui sont dans des classes surchargées en manque de ressources ne parviennent pas à apprendre. Nous devons d'abord mettre en place les fondamentaux. » <http://www.guardian.co.uk/global-development/poverty-matters/2012/apr/23/children-school-learn-literacyeducation?intcmp=239>

<sup>vi</sup> Rapport du secrétaire général, Mise en application des objectifs internationalement définis et des engagements en faveur de l'éducation, E/2011/L.28 (New York, 2011)

<sup>vii</sup> Cadre d'action de Dakar. Disponible sur <http://unesdoc.unesco.org/images/0012/001211/121147e.pdf>

<sup>viii</sup> Les périodes de référence à la période 2000 et 2010, mais sont différentes pour Djibouti (2000-2007), les Comores (2002-2008), Madagascar (2000-2009), les Seychelles (2002-2006), l'Ouganda (2000-2009) et la Tanzanie (2008-2010)

<sup>ix</sup> Fait référence aux données de 2011 pour la période plus récente, mais à celles de 2010 pour Djibouti, de 2004 pour l'Érythrée et les Seychelles, de 2008 pour la Tanzanie et les Comores, de 2006 pour le Kenya et de 2012 pour l'Ouganda. La période de départ est

l'année 2000 pour le Burundi, le Kenya et le Rwanda, 2001 pour l'Érythrée, 2002 pour Madagascar et les Seychelles et 2004 pour l'Ouganda

\* Celles-ci incluent les dépenses consacrées aux politiques et à l'administration, aux installations, à la formation des enseignants et à la recherche en éducation. Il est donc un difficile d'affirmer si ces dépenses ont été réalisées dans l'ensemble du système éducatif ou ont ciblé un certain secteur du système éducatif

<sup>xi</sup> Soutenant cet avis, le Guardian a critiqué les programmes d'aide du DFID qui mettaient l'accent sur la scolarisation sans vraiment tenir compte de l'efficacité ou des résultats relatifs à l'aptitude des enfants à lire et à écrire. « UK aid for education in East Africa is failing » par Claire Provost, 18 mai 2012, The Guardian

<sup>xii</sup> Cette affirmation est étayée par une étude menée par Al-Samarrai (2003), qui relève que le lien entre les dépenses d'éducation et les résultats scolaires sur un échantillon de pays semble être faible. Elle suggère plutôt qu'il est important de se concentrer sur ce qui permet d'améliorer les résultats scolaires en vue d'améliorer l'efficacité des dépenses d'éducation, plutôt que de simplement augmenter les budgets

<sup>xiii</sup> Des évaluations indépendantes suggèrent que cela a été particulièrement efficace en Tanzanie

<sup>xiv</sup> Dans son examen d'études de cas de développement humain « réussi » dans un certain nombre de pays en développement, Mehrotra (1997:104) conclut que la législation sur l'enseignement primaire obligatoire n'a pas été essentielle pour atteindre une éducation primaire universelle – elle n'est efficace que si les taux de scolarisation sont déjà assez élevés

<sup>xv</sup> Les enfants de plus de sept ans n'étaient pas admis à l'école primaire

<sup>xvi</sup> Comme le soulignent les études réalisées par Uwezo et USAID

<sup>xvii</sup> En fait, l'existence d'une disparité dans l'éducation a été signalée par l'UNESCO (2012) qui soulignait des disparités dans les taux de scolarisation en termes de richesse des ménages, du genre et de l'emplacement géographique. Au fur et à mesure que l'enfant se dirige vers des études supérieures, cet écart entre les groupes favorisés et défavorisés s'est élargi en fonction de l'aptitude des enfants à lire et à écrire. Selon le baromètre d'apprentissage africain du Brookings Center for Universal Education, « « si vous êtes un fille pauvre actuellement scolarisée dans une zone rurale, vous ne pourriez peut-être pas acquérir les compétences importantes telles que la lecture, l'écriture et le calcul », avis émis pour appuyer les conclusions du rapport. « Poverty, Inequality and Africa's Education Crisis » Julius Agbor, 26 septembre 2012

<sup>xviii</sup> Le gouvernement rwandais a mené des études similaires au niveau des districts sur la qualité de l'enseignement, dénommées « Acquis scolaires dans les écoles rwandaises ». Ces études ont relevé de grandes différences dans la capacité des enfants à lire en fonction du district d'où ils vivent et ont reconnu bon nombre de problèmes auxquels le système scolaire rwandais est confronté depuis la fin du génocide

<sup>xix</sup> Le REE est souvent utilisé comme un indicateur de la qualité de l'éducation car on considère souvent que les petites classes sont meilleures pour la progression des élèves. Notez, cependant, que l'étude PISA de l'OCDE constate que la qualité des enseignants est la variable essentielle qui influe le plus sur les résultats scolaires, plutôt que l'effectif des classes. Le rapport de la CENUA met par contre l'accent sur des classes de petite taille, considérant que les classes de grande taille ont conduit à un taux d'abandon élevé dans la région. CENUA, Union Africaine (2011). "Governing Development in Africa: The Role of the State in Economic Transformation," Page 40

<sup>xx</sup>, Le ratio élèves/manuels est de 1, 3, 2, 2 et 7 respectivement pour les mathématiques, le kinyarwanda, l'anglais, les sciences sociales, les sciences élémentaires et la technologie selon l'annuaire 2012 des statistiques sur l'éducation publié par le Ministère de l'éducation de la République du Rwanda en 2013 (Annexe 8, page 42) tandis qu'en Tanzanie, l'UNICEF faisait état d'une moyenne de 5:1. [http://www.unicef.org/tanzania/6911\\_10874.html](http://www.unicef.org/tanzania/6911_10874.html)

<sup>xxi</sup> Les Seychelles n'ont pas dépensé plus de 5,25 pour cent sur la période 2002-2007 (Base de données de la Banque Mondiale: 2012), ce qui est comparable aux dépenses sud-africaines au cours de la même période

<sup>xxii</sup> Les frais nominaux ont au moins été supprimés dans tous les pays de la région. Toutefois, les problèmes politiques à Madagascar en 2009 et l'arrêt résultant du financement des donateurs signifiaient à nouveau une mise à contribution des parents (IRIN: 2011). Il reste que de nombreux parents sont encore invités à apporter des contributions informelles à l'école

<sup>xxiii</sup> Uwazi, 2010. Capitation grant for éducation: when will it make a difference. Policy brief TZ.08/201 OE. La 2ème phase du programme de développement de l'enseignement primaire (PEDP) en Tanzanie a enregistré une baisse des financements atteignant environ 7 USD par enfant inscrit (REPOA, 2012)

<sup>xxiv</sup> Dans une étude PISA de l'OCDE (2011), pour 16 pays de l'OCDE et 10 pays partenaires, l'élève typique du privé surpasse l'élève typique du public. Cet « avantage » de l'école privée se révèle dans les notes de lecture du PISA qui sont de 30 points supérieures dans les écoles privées. Le rapport reconnaît que près du dixième de cet avantage de l'école privée est attribuable à une concurrence accrue et aux niveaux plus élevés d'autonomie dans la définition du programme et l'allocation des ressources dont les écoles privées bénéficient. « Mais plus des trois quarts de cette différence de 30 points peuvent être attribués à la capacité des écoles privées à attirer des élèves socialement et économiquement favorisés. Les écoles qui attirent les élèves favorisés sont également plus susceptibles d'attirer des élèves plus travailleurs ainsi que des ressources plus importantes. En fait, dans la plupart des systèmes scolaires, les écoles privées ont une population étudiante plus favorisée, plus de ressources matérielles, moins de pénurie d'enseignants et un meilleur climat disciplinaire que les écoles publiques de ces systèmes. » <http://www.oecd.org/pisa/pisaproducts/48482894.pdf>

<sup>xxv</sup> Le taux effectif de passage correspond au nombre d'élèves qui terminent toutes les années de l'école primaire, puis poursuivent leurs études en s'inscrivant à l'école secondaire, et les données concernent la cohorte qui a terminé l'école primaire en 2008

<sup>xxvi</sup> En supposant que chaque classe comptait 45 élèves

<sup>xxvii</sup> Selon le rapport mondial du suivi 2011 de l'EPT et l'UNESCO, si l'on tient compte des coûts directs et indirects impliqués en termes de perte de revenus éventuels gagnés par l'enfant, les parents feraient moins d'efforts pour maintenir leurs enfants à l'école lorsque l'enseignement reçu n'est pas de qualité suffisante

<sup>xxviii</sup> Selon le rapport (2012) susvisé de la CNUCED, un certain nombre de PMA (5 au total) de la région ont enregistré un niveau élevé de « fuite des cerveaux », avec plus de 20 pour cent de la main-d'œuvre hautement qualifiée résidant à l'étranger. Les données sur ce phénomène datent, il est vrai, d'un peu longtemps (elles remontent à 2000), car des données plus récentes ne sont pas encore disponibles. Cependant, il ya de bonnes raisons de supposer que certaines de ces tendances se sont peut-être améliorées depuis l'an 2000 – sur fond de stabilité politique accrue et de forte croissance économique, de nombreux travailleurs qualifiés de la région peuvent avoir choisi de rester sur place, ou d'autres issus de la diaspora seraient de retour

<sup>xxxix</sup> Ibid

<sup>xxx</sup> Par exemple, au cours de la troisième session de la Conférence des ministres de l'éducation de l'Union africaine (COMEDAF), ce point de vue a été réitéré. Union africaine 3ème session COMEDAF 2007

<sup>xxxi</sup> Le volet éducation et formation du NEPAD vise, entre autres, à assurer la disponibilité d'enseignants en nombre suffisant et correctement formés, grâce à l'apprentissage ouvert et à distance, afin de répondre aux besoins des systèmes éducatifs en Afrique. Ce projet se concentre pour l'instant sur certains pays des régions de la SADC et de la CEDEAO

<sup>xxxii</sup> L'IUCEA n'est pas unique à la région. Par exemple, le Conseil Africain et Malgache pour l'enseignement Supérieur (CAMES) a pour but d'améliorer la reconnaissance mutuelle des qualifications et de promouvoir la mobilité professionnelle, définir le rôle et la fonction de l'enseignement supérieur en Afrique francophone

<sup>xxxiii</sup> Voir, par exemple, la récente controverse en Ouganda concernant l'Université internationale de Kampala et l'attribution de 42 doctorats à la fois. Le commissaire kenyan en charge de l'enseignement supérieur a par la suite déclaré que les certificats de l'Université internationale de Kampala ne seraient pas reconnus au Kenya. Comme un éditorial du journal The Observer l'a relevé, il est important dans ces cas que l'organisme national de réglementation (dans ce cas, le Conseil national de l'enseignement supérieur) intervienne audacieusement afin de veiller au respect des normes. <http://allafrica.com/stories/201211280154.html>

<sup>xxxiv</sup> Voir la réflexion de Stephen Mugisha, 'A Reading Culture: Its Relevance and Challenges', The New Times, Mardi 27 novembre 2012, page 14

<sup>xxxv</sup> Ibid

<sup>xxxvi</sup> Centre de développement de l'éducation. <http://idd.edc.org>

<sup>xxxvii</sup> Centre de développement de l'éducation. CDE. <http://idd.edc.org/resources>

<sup>xxxviii</sup> Par exemple, l'UNICEF travaille en partenariat avec le Centre d'éducation Galkayo pour la paix et le développement (GECPD) et prend en charge 12 000 filles des écoles primaires et femmes des communautés vulnérables (PNUD, 2012:98)

## 4.8 RÉFÉRENCES

- Agenor, Pierre-Richard (2004), *The Economics of Adjustment and Growth* (Second Edition), Harvard University Press
- AfDB (2012), "Youth Employment in Africa" Brief for the C1 0. April 2012, Washington, DC
- AfDB, OECD, UNDP and UNECA (2013), *African Economic Outlook 2013 - "Structural Transformation and Natural Resources"*, OECD Publishing, Paris
- Africa's Pulse (2012), "An Analysis of Issues Shaping Africa's Economic Future", The World Bank, Washington African Development Bank (2012), *Inflation Dynamics in Selected East African Countries*
- African Economic Outlook (2008), "Access to Technical and Vocational Education in Africa," <http://www.africaneconomicoutlook.org/en/in-depth/developing-technical-vocational-skills-in-africa/the-rationale-for-technical-and-vocational-skillsdevelopment/taking-stock-of-technical-and-vocational-skills-development/access-totechnical-and-vocational-education>
- African Progress Panel (APP) (2012), *Jobs, Justice and Equity- Seizing opportunities in times of global change* Geneva: African Progress Panel
- African Renewal (2012), "African schools keep an eye on the prize: Meeting the target for universal primary Education" [online] <http://www.un.org/africarenewal/magazine/august-2012/african-schools-keep-eye-prize> (Accessed on 29/10/2012)
- African Union (2009), "Harmonisation of Higher Education Programmes in Africa: Opportunities and Challenges", 3rd Ordinary session of the Conference of Ministers of Education of the AU (COMEDAF III)
- Alesina and Rodrick (1994), "Distributive Politics and Economic Growth" *Quarterly Journal of Economics*, 109 (2), pp. 465-490
- Allen, Franklin, Elena Carletti, Robert Cull, Jun Qian, Lemma Senbet, Patricio Valenzuela (2012), "Resolving the African Financial Development Gap: Cross-Country Comparisons and a Within-Country Study Of Kenya", NBER Working Paper 18013, <http://www.nber.org/papers/w18013> April 2012
- Al-Samarrai, Samer. (2003), "Financing Education for all: public expenditure and Education outcomes in Africa" Institute of Development Studies, University of Sussex, Brighton, UK
- Amsden, A. H. (2001), *The Rise of "the Rest": Challenges to the West from Late Industrialising Economies* Oxford: Oxford University Press
- Atkinson, A B & M A Lugo (2010), "Growth Poverty and Distribution in Tanzania." IGC Working Paper 10/0831 [online] [http://eprints.lse.ac.uk/36376/1/Growth\\_poverty\\_and\\_distribution\\_in\\_Tanzania.pdf](http://eprints.lse.ac.uk/36376/1/Growth_poverty_and_distribution_in_Tanzania.pdf)
- AU and NEPAD (2011), "Infrastructure Development as Catalyst for Economic Growth" Thematic Paper presented at 17th APF [online], Available at: <http://www.oecd.org/site/africapartnershipforum/48908487.pdf> (Accessed on 15/11/2012)
- Bairoch, P. (1992), *Le Tiers-Monde dans L'Impasse: Le dEmarrage Economique duXVIIIe au XXe siècle*, Paris, Gallimard

Bangladesh Bank Website (<http://www.bangladesh-bank.org/>)

Banque Centrale du Congo (2013), Condensé Hebdomadaire D'informations Statistiques, N° 35/2013, 30th August, [http://www.bcc.cd/downloads/pub/condinformat/Cond\\_Info\\_Stat\\_N35.pdf](http://www.bcc.cd/downloads/pub/condinformat/Cond_Info_Stat_N35.pdf)

Bastagli, F., D. Coady and S. Gupta (2012), Income Inequality and Fiscal Policy, IMF Working Paper

Beradi, N. and F. Marzo (2009), "The Elasticity of Poverty with respect to Sectoral Growth in Africa", mimeo, OECD Development Centre, Paris

Berg, Andrew and Jonathan Ostry (2011), "Inequality and Unsustainable Growth: Two Sides of the Same Coin?", IMF Research Department, April <http://www.imf.org/external/pubs/ft/sdn/2011/sdn1108.pdf>

Berthelemy and Soderling (2001), "Will there be New Emerging Countries in Africa by 2020?" Paper prepared for the Conference on Development Policy in Africa: Public and Private Perspectives, Oxford University, CSAE, 29-31 March 2001

Bigsten, A., Kebede, B., Shimeles, A. and Tadesse, M., (2003), "Growth and Poverty Reduction in Ethiopia: Evidence from Household Panel Surveys," *World Development*, 31 (1), pp. 87-106

Bines H. and Wood E. (2007), "Country Profile commissioned for the EFA Global Monitoring Report 2008, Education for All by 2015: will we make it?" <http://unesdoc.unesco.org/images/0015/001555/155508e.pdf> (Accessed 1/11/2012)

Birdsall, Nancy (2007), "Income Distribution: Effects on Growth and Development", Centre for Global Development Working Paper No. 118, Center for Global Development, Washington, D.C. [http://www.cgdev.org/files/13505\\_file\\_Income\\_Distribution\\_Birdsall.pdf](http://www.cgdev.org/files/13505_file_Income_Distribution_Birdsall.pdf)

Bosworth, Barry and Susan M. Collins (2003), "The Empirics of Growth: An Update," *Brookings Papers on Economic Activity*, Economic Studies Programme, The Brookings Institution, vol. 34, issue 2, pages 113-206

Buigut, Stephen (2009), "Monetary Policy Transmission Mechanism: Implications for the Proposed East African Community (EAC) Monetary Union." <http://www.csaе.ox.ac.uk/conferences/2009-EDiA/papers/300-Buigut.pdf>

Burke, Jason Hammadi Saad, and Neville Simon (2013), "Fashion chains sign accord to help finance safety in Bangladesh factories," *The Guardian*, Monday 13 May 2013 [online] <http://www.theguardian.com/world/2013/may/13/fashion-chain-financesafety-bangladesh-factories>

Caldwell, J.C. (1979), Education as a factor in mortality decline: an examination of Nigerian data. *Population studies*, vol. 33(3), 395-413

Carneiro, Pedro and James J. Heckman (2003), 'Human Capital Policy.' In Benjamin W. Friedman (ed) *Inequality in America: What Role for Human Capital Policies?* Cambridge, MA: MIT Press

Chenery, H. B. (1960), "Patterns of industrial growth" *The American Economic Review*, 50(4): 624-654. Chenery, Hollis B, et al., (1971), *Studies in Development Planning*, Harvard University Press

Christiaensen, L., Demery, L., and Kuhl, J. (2011), "The (evolving) role of agriculture in poverty reduction- An empirical perspective" *Journal of Development Economics*, 96 (2), pp. 239-254

Cockburn, J. (2000), "Child Labour Versus Education: Poverty Constraints or Income Opportunities?" [online], Oxford Centre for the Study of African Economies, <http://www.csae.ox.ac.uk/conferences/2000-OiA/pdfpapers/cockburn2.PDF>

Cornia, G. (2012), "Inequality Trends and their Determinants: Latin America over 1990-2010" WP/09

Cummins and Ortiz (2011), Isabel Ortiz & Matthew Cummins, 2011. "Global Inequality: Beyond the Bottom Billion – A Rapid Review of Income Distribution in 141 Countries", Working papers 1105, UNICEF, Division of Policy and Strategy

Dadush U. and Zaahira Wyne (2011). "Don't be afraid of the service sector." *International Economic Bulletin* [online], <http://carnegieendowment.org/2011/11/10/rise-ofservices-sector/8mtf>

Das, J., Dercon, S., Habyarimana, J., Krishnan, Muralidharan, K., Sundararaman, V. (2011), "School Inputs, Household Substitution, and Test Scores" [online] <http://www.econ.yale.edu/seminars/develop/tdw11/muralidharan-111107.pdf>. (Accessed on 6/11/2012)

De Herdt, Tom, Titeca, Kirstof and Wagemakers, Inge. (2012), Make schools, not war? Donors' Rewriting of the Social Contract in the DRC. *Development Policy review*. Volume 30, Issue 6, pages 681–701, November 2012. Deininger, K. (2003), "Does cost of schooling affect enrolment by the poor? *Universal primary Education in Uganda*", *Economics of Education Review*, 22, pp. 291-305

Devarajan, Shantayanan, Wolfgang Fengler, (2012), "Is Africa's Recent Economic Growth Sustainable?", Programme Moyen-Orient/Maghreb, page 28

Development Initiatives (2012a), "Kenya Resources for Poverty Eradication" <http://devinit.org/report/kenya-resources-for-poverty-eradication/>

Development Initiatives (2012b), "Uganda Resources for Poverty Eradication" <http://devinit.org/report/uganda-resources-for-poverty-eradication/>

DFID (2012), "Learning for All: DFI D's Education Strategy 2010-2015" <http://consultation.dfid.gov.uk/Education2010/files/2010/04/learning-for-all-strategy.pdf>.

Driffield, Nigel and Chris Jones (2013), "Impact of FDI, ODA and Migrant Remittances on Economic Growth in Developing Countries: A Systems Approach", *European Journal of Development Research* (2013) 25, 173–196. doi:10.1057/ejdr.2013.1

Duflo, E. Dupas, P. and Kremer, M. (2012), "School Governance, Teacher Incentives, and Pupil-Teacher Ratios: Experimental Evidence from Kenyan Primary School" [online], National Bureau of Economic Research, [http://www.nber.org/papers/w17939.pdf?new\\_window=1](http://www.nber.org/papers/w17939.pdf?new_window=1). (Accessed 27/10/2012)

Easterly William and Freschi Laura (2009), "Madagascar textile workers ask President Obama to keep their jobs for Christmas, but nobody is listening." Aidwatch, 2009 [online], <http://aidwatchers.com/2009/12/last-ditch-effort/>

- Easterly, W., Levine, R. and Roodman, D. (2004), Aid, policies, and growth: Comment. *American Economic Review* 94(3): 774–780
- Easterly, William & Loayza, Norman & Montiel, Peter (1997), "Has Latin America's post-reform growth been disappointing?," *Journal of International Economics*, Elsevier, vol. 43(3-4), pages 287-311, November
- Economist Intelligence Unit (2012), Country Report Ethiopia, 4th Quarter 2012
- Economist Intelligence Unit (2013a), Country Report Burundi, 1st Quarter 2013
- Economist Intelligence Unit (2013b), Country Report Somalia, 1st Quarter 2013
- Education International (2012), "Djibouti: Interview with a champion of the independence of teaching unions" [on line] [http://www.ei-ie.org/en/news/news\\_details/2103](http://www.ei-ie.org/en/news/news_details/2103) (Accessed on 25/10/2012)
- EFA (2003), *Education for All Global Monitoring Report: Gender and Equality for all the Leap to Equality* Paris: UNESCO Publishing
- EFA (2005), *Education for All Global Monitoring Report: Education for All: The Quality Imperative*, Paris: UNESCO Publishing
- EFA (2009), *Education for All Global Monitoring Report: Overcoming inequality: Why Governance Matters*, UNESCO: Oxford University Press
- EFA (2011), *Education for All Global Monitoring Report: The Hidden Crisis: Armed Conflict and Education*, Paris: UNESCO
- EFA (2012), *Education for All Global Monitoring Report: Youth and Skill Putting Education to Work* Paris: UNESCO Publishing
- EIU (2012), Economist Intelligence Unit database), <http://www.eiu.com/>
- Emran, Hossain (2013), "Muhammad Yunus' Bangladesh Workers Proposal Criticised as "The Business of Begging." [huffingtonpost.com. The Huffington Post](http://www.huffingtonpost.com/2013/05/13/muhammad-yunusbangladesh-workers_n_3267851.html), 05/13/2013 3:46 pm [online] [http://www.huffingtonpost.com/2013/05/13/muhammad-yunusbangladesh-workers\\_n\\_3267851.html](http://www.huffingtonpost.com/2013/05/13/muhammad-yunusbangladesh-workers_n_3267851.html)
- European Commission (2004), The European Union's Generalised System of Preferences GSP, Directorate General for Trade [online] [http://trade.ec.europa.eu/doclib/docs/2004/march/tradoc\\_116448.pdf](http://trade.ec.europa.eu/doclib/docs/2004/march/tradoc_116448.pdf)
- FAO (2012), "FAO Statistical Yearbook Africa- Food and Agriculture", Rome, <http://www.fao.org/docrep/018/i3137e/i3137e00.htm>
- FAO Statistics (2013); <http://www.fao.org/economic/ess/en/#.UkGolxYznzl>
- Feldstein, Martin and Charles Horioka, (1980), "Domestic Saving and International Capital Flows", *Economic Journal*, Vol.90 (358): 314–329
- Financial Times (FT), (2012), Special Issue on Rwanda, September
- Finn, J., Gerber, S., Achilles, C., Boyd-Zaharias, J. (2001), "The enduring effect of Small Classe" Teachers College Record, Volume 103, Number 2, April pp. 145-183 New York: Columbia University

- Fosu, Augustin (2011), "Growth, Inequality, and Poverty Reduction in Developing Countries: Recent Global Evidence", Working Papers UNU-WIDER, Working Paper W, World Institute for Development Economic Research (UNU-WIDER)
- Fosu, Augustin (2009), "Inequality and the Impact of Growth on Poverty: Comparative Evidence for Sub-Saharan Africa" *The Journal of Development Studies*, 45(5), pages 726-745
- Gallup (2012a), "Kenya Votes 2013: Attitudes Toward the Election, Judicial System, and Security", <http://www.gallup.com/poll/157898/kenya-votes-2013-attitudes-towardelection-judicial-system-security.aspx>
- Gallup (2012b), "Global Payroll to Population Employment Rate at 27% for 2011", 5th September <http://www.gallup.com/poll/156944/global-payroll-populationemployment-rate-2011.aspx>
- Global Partnership for Education: Quality Education for a ll Children, (2012), Strategic Plan 2012-2015, [http://www.globalpartnership.org/media/docs/library/GPE\\_Strategic\\_Plan\\_2012-2015\\_English.pdf](http://www.globalpartnership.org/media/docs/library/GPE_Strategic_Plan_2012-2015_English.pdf)
- Gökgür, Nilgün (2012), "Rwanda's ruling party-owned enterprises: Do they enhance or impede development?" IOB Discussion Paper/2012.03, October, Antwerp
- Gollin, Douglas, (2009), "Agricultural Productivity and Economic Growth," chapter for *Handbook of Agricultural Economics*, Volume 4, June 2009
- Griffin, Keith (1999), *Strategies of Economic Development*, Oxford University Press.
- Hart, K. (1973), "Informal Income Opportunities and Urban Employment in Ghana" *Journal of Modern African Studies*, 11(1): 61-89
- Harttgen, Kenneth, Stepan Klasen and Sebastian Vollmer.(2012), "An African Growth Miracle? Or: What do Asset Indices Tell Us about Trends in Economic Performance?", Courant Research Centre, University of Gottingen
- Hausmann, Ricardo, Jason Hwang, and Dani Rodrik (2007), "What you export matters", *Journal of Economic Growth*, 12 (1), pages 1-25
- Henley, David (2012), "The Agrarian Roots of Industrial Growth: Rural Development in South-East Asia and sub-Saharan Africa", *Development Policy Review* Volume 30, Issue Supplement s1, pages s25-s47, February 2012
- Herndon, Thomas, Ash M. and Pollin R. (2013), Does High Public Debt Consistently Stifle Economic Growth? A Critique of Reinhart and Rogoff <http://www.peri.umass.edu/236/hash/31e2ff374b6377b2ddec04deaa6388b1/publication/566/>
- Hoeffler, Anke (2002), "Openness, Investment, and Growth." *Journal of African Economies*, vol.1 0, Issue 4, Pp. 470-497
- Huang, Yasheng (2008), *Capitalism with Chinese Characteristics – Entrepreneurship and the State*, Cambridge University Press, Cambridge
- Hungi, N. (2011), Policy Brief: *Quality of Primary School Inputs in Kenya* [online] [http://www.sacmeq.org/downloads/School%20inputs/KEN\\_School\\_Inputs\\_17Nov2011\\_FINAL.pdf](http://www.sacmeq.org/downloads/School%20inputs/KEN_School_Inputs_17Nov2011_FINAL.pdf) (Accessed on 29/10/2012)

ICAI (2012), "DFID's Education Programmes in Three East African Countries."  
[http:// www.oecd.org/countries/ethiopia/50360183.pdf](http://www.oecd.org/countries/ethiopia/50360183.pdf)

ICO Statistics, (2013), Indicator prices <http://www.ico.org/prices/p2.htm> Imbs, Jean and Romain Wacziarg (2003), "Stages of Diversification," American Economic Review, American Economic Association, vol. 93(1)

IMF (2012a), Regional Economic Outlook – Sub-Saharan Africa: Sustaining Growth amid Global Uncertainty", April 2012, <http://www.imf.org/external/pubs/ft/reo/2012/afr/eng/sreo041.2.htm>

IMF (2012b), Debt Sustainability Analysis (various countries), Washington, DC.

IMF (2012c), World Economic Outlook: Coping with High Debt and Sluggish Growth, Washington, DC. IMF (2012d), The Government of Seychelles, Letter of Intent (Sixth Review), November 2012

IMF (2013a), Regional Economic Outlook: Sub-Saharan Africa Building Momentum in a Multi-Speed World, Washington, DC

IMF (2013b) Uganda: Letter of Intent, Memorandum of Economic and Financial Policies, and Technical Memorandum of Understanding

IPAR (2012), "School funding and Equity in Rwanda: Policy Brief," Institute of Policy Analysis and Research- Rwanda

IRIN (2011) "Madagascar: No more free primary schooling", 18th March, 2011.  
[http:// www.irinnews.org/report/92235/madagascar-no-more-free-primary-schooling](http://www.irinnews.org/report/92235/madagascar-no-more-free-primary-schooling)

Jenkins, G. P., Jenkins, H. P. and Kuo, C. Y. (2006), "Is the Value Added Tax Naturally Progressive?" Available at SSRN: <http://ssrn.com/abstract=897677> or <http://dx.doi.org/10.2139/ssrn.897677>

Jerven, Morten.(2009), "Random Growth in Africa? Lessons from an Evaluation of the growth evidence on Botswana, Kenya, Tanzania and Zambia, 1965-1995", Simon Fraser University, Vancouver, Canada

Jeune Afrique, 9-15 June 2013; <http://www.jeuneafrique.com/Article/JA2735p032-034.xml0/>

Kavuma, R. (2011), "Free Universal Secondary Education in Uganda has yielded mixed results" [online], The Guardian, <http://www.guardian.co.uk/global-development/poverty-matters/2011/oct/25/free-secondary-education-uganda-mixed-results> (Accessed on 9/11/2012)

Kelsall, Tim (2013), "Business, Politics and the State in Africa – Challenging the Orthodoxies on Growth and Transformation", Zed Books, London.

Knight, Malcolm, Norman Loayza, and Delano Villanueva, (1993), "Testing the Neoclassical Theory of Economic Growth: A Panel Data Approach," IMF Staff Papers, Palgrave Macmillan, vol. 40(3), pages 5 12-541, September

Krishnan, Pramila and Irina Shaorshadze (2012), "Technical and Vocational Education and Training in Ethiopia", Paper for the International Growth Centre-Ethiopia Country Programme, London School of Economics and Political Science, London, UK.

Lambert, S. (2004), "Teachers' pay and conditions: an assessment of recent trends in Africa" [online], UNESCO Background Paper, <http://unesdoc.unesco.org/images/0014/001466/146656e.pdf>. (Accessed 29/11/2012)

Leste, A. and Benstrong, E. (2011), "Policy Brief: Quality of Primary School Inputs in Seychelles"; [http://www.sacmeq.org/downloads/School%20inputs/SEY\\_School\\_Inputs\\_15Oct2011\\_FINAL.pdf](http://www.sacmeq.org/downloads/School%20inputs/SEY_School_Inputs_15Oct2011_FINAL.pdf) (Accessed on 5/11/2012)

Levine, R. and Renelt, D. (1992), "A Sensitivity Analysis of Cross-Country Growth Regressions" *The American Economic Review*, Vol. 82 (4), pp. 942-963

Lewis, W. A. (1954), "Economic development with unlimited supplies of labour" *The Manchester School*, 22, May: 139-92

Lopez, H. and Serven, L. (2009), "Too poor to grow", Policy Research Working Paper Series, 5012, The World Bank

Martinez, Marcelo and Mlachila, Montfort (2013), The Quality of the Recent High Growth Episode in Sub-Saharan Africa (February 2013). IMF Working Paper No. 13/53. Available at SSRN: <http://ssrn.com/abstract=2233755>

Martins, Pedro (2012), "Growth, Employment and Poverty in Africa: Tales of Lions and Cheetahs." Background paper prepared for the World Development Report 2013, World Bank

Mathieu, P and P. Imam (2009), Reforms, IMF Support Pull Seychelles Back From the Brink, IMF Survey, June 30

<http://www.imf.org/external/pubs/ft/survey/so/2009/car063009a.htm>

Matovu, J. M. (2010), Domestic Resource Mobilisation in Sub-Saharan Africa: The Case of Uganda. Ottawa, Canada, North-South Institute McKinsey

McAuliffe, Catherine, Sweta C. Saxena, and Masafumi Yabara (2012), "The East African Community: Prospects for Sustained Growth", IMF Working Paper

McCormick, Dorothy, J.A. Kuzilwa and Tegegne Gebre-Egziabher (eds) (2009), "Industrialising Africa in the era of globalisation: challenges to clothing and footwear", Nairobi University Press

McKinsey Global Institute (2010) "Lions on the move: The progress and potential of African economies",

McKinsey Global Institute (2012), *Africa at Work: Job Creation and Inclusive Growth* [online] [http://www.mckinsey.com/insights/mgi/research/africa\\_europe\\_middle\\_east/africa\\_at\\_work](http://www.mckinsey.com/insights/mgi/research/africa_europe_middle_east/africa_at_work)

MDG Report (2012), *Assessing Progress in Africa toward the Millennium Development Goals* Addis Ababa: United Nations

McMillan, Margaret S. and Dani Rodrik (2011), "Globalisation, Structural Change and Productivity Growth," Working Paper No. 17143, NBER (<http://www.nber.org/papers/w17143>), June 2011

Mehrotra, S. and Panoramukhi, P. R. (2007), Universalising Elementary Education in India: is the private sector the answer?, in Srivastava, P. & Walford, G. (eds.), *Private Schooling In Less Economically Developed Countries*, Oxford: Symposium Books

- Mehrotra, Santosh (1997), "Health and Education Policies", in Santosh Mehrotra and Richard Jolly, "Development with a Human Face", Clarendon Press, Oxford. Chapter 3
- Mehrotra, Santosh and Richard Jolly (1997), "Development with a human face: Experiences in social achievement and economic growth", Clarendon Press, Oxford
- MINECOFIN (2012), EDPRS Lessons Learned 2008-2011, Ministry of Economy and Finance, Kigali
- MININFRA (2010), *National Policy and Strategy for Water Supply and Sanitation Services*, Ministry of Infrastructure, Kigali: Government of Rwanda.
- Ministry of Education (2000), *Education for a Learning Society: Policy Statement of the Ministry of Education Seychelles* [online] [http://planipolis.iiep.unesco.org/upload/Seychelles/Seychelles\\_Education\\_for\\_a\\_Learning\\_Society.pdf](http://planipolis.iiep.unesco.org/upload/Seychelles/Seychelles_Education_for_a_Learning_Society.pdf) (Accessed on 4/11/2012)
- Ministry of Education (2010), *The Seychelles Education and Training System: Education Reform Plan* [online] [http://planipolis.iiep.unesco.org/upload/Seychelles/Seychelles\\_Education\\_Reform\\_Action\\_Plan\\_2009-2010.pdf](http://planipolis.iiep.unesco.org/upload/Seychelles/Seychelles_Education_Reform_Action_Plan_2009-2010.pdf) (Accessed on 3/11/2012)
- Ministry of Education, Republic of Rwanda (2012), 2012 Education Statistics Yearbook
- Ministry of Finance Planning and Economic Development: Republic of Uganda (2013), The Background to the Budget 2013/14 fiscal year
- Mold, Andrew, Acevedo Alejandra and Perez Caldentey, Esteban (2010), "The Analysis of 'Leading Sectors': A Long term view of 18 Latin American economies," Cuadernos Economicos de ICE N.º 78, Madrid Mottaleb, Abdul, Khondoker and Tetsushi
- Mugisha, Stephen "A Reading Culture: Its Relevance and Challenges" [online], *The New Times*, Tuesday November 27th, 2012, page 14. <http://www.newtimes.co.rw/news/index.php?i=15189&a=61118> (Accessed on 28/11/2012)
- Mugisha, Stevenson "Search for English Teachers continues" [online] *The New Times*, <http://www.newtimes.co.rw/news/index.php?i=14960&a=52392> (Accessed on 28/11/2012)
- Mungai C. (2012), "East Africa: School Transition Blues As Kenya's Secondary Education Misses Out [online]" 18 February, <<http://allafrica.com/stories/201202202273.html>> (Accessed on 2/11/2012)
- National Bank Ethiopia, 2013 <http://www.nbe.gov.et/>
- National Bureau of statistics, South Sudan, 2013; <http://ssnbs.org/>
- National Institute of Statistics of Rwanda (2012a), National Data on Employment by Sector, 2011, Press Release
- National Institute of Statistics of Rwanda (NISR) (2012b), "The evolution of poverty in Rwanda from 2000 to 2011: Results from the household surveys (eicv)" February
- Ndulu, Benno J. (with L. Chakraborti, L. Lijane, V. Ramachandran, and J. Wolgin) (2007), *Challenges of African Growth– Opportunities, Constraints, and Strategic Directions*, World Bank, Washington

NEPAD, (2009), "Education and Training Annual Report". [http://www.nepad.org/system/files/NEW\\_NEPAD\\_AR\\_LR\\_FINAL\\_ENGLISH.pdf](http://www.nepad.org/system/files/NEW_NEPAD_AR_LR_FINAL_ENGLISH.pdf)

Nilsson, Anders. (2010), Vocational education and training- an engine for economic growth and a vehicle for social inclusion. *International Journal of Training and development*. 14:4. p. 251-271

NISR (2012), "Tremendous Growth in the Savings Culture in Rwanda", <http://www.statistics.gov.rw/publications/article/tremendous-growth-savings-culture-rwanda>

OECD (2001), *The characteristics and quality of service sector jobs*, OECD [online], Paris. <http://www.oecd.org/els/employmentpoliciesanddata/2079411.pdf>

OECD (2011), *Perspectives on Global Development - Shifting Wealth*, OECD Development Centre, Paris

OECD (2011), "Strong Performers and Successful Reformers in Education: Lessons from PISA for the United States". <http://www.oecd.org/pisa/pisaproducts/48482894.pdf>

OECD (2012), OECD Stat, (database) [online] <http://stats.oecd.org/> (Accessed on 14/11/2012)

OECD (2012), *Perspectives on Global Development Social Cohesion*, OECD Development Centre, Paris. OECD Statistics 2013; <http://www.oecd.org/statistics/>

Oman, Charles and Christiane Ardent (2010), "Measuring Governance", OECD Development Centre Policy Briefs (October) [http://www.oecd-ilibrary.org/development/oecd-development-centre-policy-briefs\\_20771681](http://www.oecd-ilibrary.org/development/oecd-development-centre-policy-briefs_20771681)

Overseas Development Institute (ODI) (2012), *The Euro zone crisis and Developing countries*

Page, John (2011), "Aid, Structural Change, and the Private Sector in Africa" WIDER Working Paper 2012/21 Helsinki: UNU World Institute for Development Economics Research

Page, John (2012), *Youth, Jobs, and Structural Change: Confronting Africa's "Employment. Problem"* Working Paper Series N° 155 African Development Bank

Prasad, Eswar S., Raghuram G. Rajan, and Arvind Subramanian (2007), "Foreign Capital and Economic Growth", NBER Working Paper No. 13619, November 2007

Prichett, Lant, (2004), "Does learning to add up add up? The returns to schooling in aggregate data", BREAD Working paper No. 053. Bureau for Research in Economic Analysis of Development

Rajan, Raghuram G. and Arvind Subramanian (2005), "Aid and Growth: *What Does the Cross-Country Evidence Really Show?*", NBER Working Paper No. w11513

Rashid, M. A. (2006) "Rise Of Readymade Garments Industry In Bangladesh: Entrepreneurial Ingenuity Or Public Policy", Paper presented at the Workshop on Governance and Development organised by the World Bank and BIDS, Dhaka 11-12 November 2006

Ravallion, Martin (1997). "Can high-inequality developing countries escape absolute poverty?" *Economics Letters*, Vol. 56 (1997): 51-57

- Razzaque, Abdur and Selim Raihan, (2008), "Venturing Into A Quota-Free World: The Ready-Made Garment Industry Of Bangladesh", Pathak Shamabesh
- Reinhart, Carmen M. and Rogoff, Kenneth S., (2010), *Growth in a Time of Debt*, American Economic Review, American Economic Association, vol. 100(2), pages 573- 78
- Reinikka, Ritva and Nathanael Smith, (2004), "Public expenditure tracking surveys in Education" Paris: UNESCO Publishing
- REPOA (2012), "The Governance of the Capitation Grant in Primary Education in Tanzania: Why Civic Engagement and School Autonomy Matter" Kenny Manara and Stephen Mwombela. Special Paper 12/1. [http://www.repoa.or.tz/documents/SP\\_12-1\\_.pdf](http://www.repoa.or.tz/documents/SP_12-1_.pdf)
- Rodgers, F. and Vegas, E. (2009), "No More Cutting Class? Reducing Teacher Absence and Providing Incentives for Performance" [online] <https://openknowledge.worldbank.org/bitstream/handle/10986/4043/WPS4847.pdf?sequence=1> (Accessed on 7/11/2012)
- Romily Greenhill, Annalisa Prizzon and Andrew Rodgerson (2013), "The age of choice: how are developing countries managing the new aid landscape?" Overseas Development Institute, London. <http://www.odi.org.uk/publications/7345-aiddevelopment-finance-china-brics>
- Ronnas, Pet et. Al. (2010), "Rwanda forging ahead – the Challenge of getting everyone on board", Employment working paper 62, ILO, Geneva
- Rotunno, Lorenzo, Pierre-Louis Vezina and Zheng Wang. (2012), "The rise and fall of (Chinese) African apparel exports", CSAE Working Paper WPS/2012-12, Centre for the study of African Economics, Department of Economics, University of Oxford, Oxford, U.K.
- Roy, R., Heuty, A., and Letouzé, E. (2006), "Fiscal Space for Public Investment: Towards a Human Development Approach," Paper prepared for the G-24 Technical Meeting in Singapore, September 2006, UNDP, New York
- Sewanyana and Yoewanyana, S and Younger, SD. (2008), "Infant mortality in Uganda: determinants, trends and the Millennium Development Goals", *Journal of African Economies*, 17(1), pp. 34-61
- Shakya, Mallika (2011), "Yes Africa Can", The World Bank, Washington D.C.
- Shaohua, C. and Ravallion, M (2004), "How Have the World's Poorest Fared Since the Early 1980s?" *World Bank Research Observer*, 19 (2), pp. 141–70
- SID (2012), "The State of East Africa Report 2012 - Deepening Integration, Intensifying Challenges" [http://www.sidint.net/docs/SoEAR2012\\_final.pdf](http://www.sidint.net/docs/SoEAR2012_final.pdf)
- Sonobe. (2011). "An inquiry into the Rapid Growth of the Garment Industry in Bangladesh", Tokyo: GRIPS
- Southern and Eastern Africa Consortium for Monitoring Educational Quality (SACMEQ), (2011), Trends in achievement levels of Grade 6 Learners in Seychelles, no. 1, August 2011. Accessed at <http://www.sacmeq.org>
- Srivastava, P. and Walford, G. (2007), (Eds), *Private Schooling in Less Economically Developed Countries: Asian and African Perspectives*. Oxford, UK, Symposium Books, pp. 129–52

Staritz, Cornelia (2011), "Making the Cut?: Low-Income Countries and the Global Clothing Value Chain in a Post-Quota and Post-Crisis World", World Bank, Washington, D.C.

Stiglitz, Joseph (2013), "Sub-Saharan Africa's Eurobond borrowing spree gathers pace - Why are an increasing number of developing countries resorting to expensive sovereign bond issues?" The Guardian online, [www.theguardian.com](http://www.theguardian.com), 26/6/2013

Stein, H. (2012), "Africa, Industrial Policy and Export Processing Zones: Lessons from Asia" in Norman, A., K. Botchwey, H. Stein and J. Stiglitz, "Good Growth and Governance in Africa – Rethinking Development Strategies", Oxford University Press.

Tamausuza Anthony (2011), "Leaving School Early: The Quest for Universal Primary Education in Uganda" *Journal Statistique Africain*, 13, November, pp.110-151

The Africa Report (2012), Country profiles, November 2012  
<http://www.theafricareport.com/country-files.html>

The Free Library (2010), "Hard times for Madagascar textile and clothing industry following AGOA suspension." [online] <http://www.thefreelibrary.com/Hard+times+for+Madagascar+textile+and+clothing+industry+following...-a0284324570>

Thirlwall A. P. (2005), *Growth and Development, with Special References to Developing Economies*, Eight Edition, Palgrave MacMillan, Basingstoke

Tracking Chinese Development Finance to Africa– BETA (2013) [China.aiddata.org](http://China.aiddata.org)

Tumusiime-Mutebile (2013), "Uganda must attract new investments and boost productivity to grow economy", *The East African*, 7th September, [www.theeastafrica.co.ke](http://www.theeastafrica.co.ke)

Twaweza (2012), Three experiments to improve learning outcomes in Tanzania: Delivering capitation grants better and testing local cash on delivery. <http://twaweza.org/uploads/files/Twaweza%20Education%20Experiments%20Note.pdf>

Uganda Bureau of Statistics, 2013; <http://www.ubos.org/>

UIS (2012) UNESCO Institute of Statistics [online database] <http://stats.uis.unesco.org/>

UN (2012), "Needed: 2 million teachers, 4 million classrooms, 16 billion dollars" [online], <http://www.unric.org/en/latest-un-buzz/27860-needed-2-million-teachers-4-millionclassrooms-16-billion-dollars>. (Accessed on 8/11/2012)

UNCTAD (2002), "Economic development in Africa: from adjustment to poverty reduction- what's new?", UNCTAD, Geneva

UNCTAD (2004), *The Least Developed Countries Report 2004: Linking International Trade with Poverty Reduction*. United Nations publication, sales no. E.04.II.D.27, Geneva and New York

UNCTAD (2012a), "Trade and Development Report 2012 - Policies for Inclusive and Balanced Growth", Geneva

UNCTAD (2012b), "The Least Developed Countries Report 2012", New York and Geneva: United Nations

UNCTAD (2013), *World Investment Report; Global Value Chains: Investment and Trade for Development*, UNCTAD, Geneva

UNCTADStat (2012). Database

UNDESA (2013), World Economic Situation and Prospects 2013, Update as of mid-2013

UNDP (2012), "Somalia Human Development Report 2012: Empowering Youth for Peace and Development", UNDP, Mogadishu

UNECA (2012), "Tracking Progress on Macroeconomic and Social Conditions in Eastern Africa Region 2011- 12: Sustaining Economic Growth and Development in Turbulent Times," Economic Commission for Africa publications, Addis Ababa

UNECA and African Union (2011), "Governing Development in Africa: The role of the state in economic transformation"

UNECA Economic Report on Africa, (2013), "Making the Most of Africa's Commodities: Industrializing for Growth, Jobs and Economic Transformation". UNECA AU. [http://www.uneca.org/sites/default/files/publications/unera\\_report\\_eng\\_final\\_web.pdf](http://www.uneca.org/sites/default/files/publications/unera_report_eng_final_web.pdf)

UNESCO (2011a) Financing Education in Sub-Saharan Africa: Meeting the Challenges of Expansion, Equity and Quality, Montreal: UNESCO Institute of Statistics.

UNESCO (2011b) Global Education Digest 2011: Comparing Education Statistics Across the World Montreal: UNESCO Publishing

UNESCO (2012). Education for all: Global Monitoring Report.

UNIDO (2009), Industrial Development Report 2009: Breaking In and Moving Up: New Industrial Challenges for the Bottom Billion and the Middle-Income Countries", [http://www.unido.org/fileadmin/user\\_media/Publications/IDR\\_2009\\_print.PDF](http://www.unido.org/fileadmin/user_media/Publications/IDR_2009_print.PDF)

University of Oxford (2012), "Oxford Poverty and Human Development Initiative (OPHI): Rwanda", Oxford Department of International Development, University of Oxford

USAID (2011), Technical and Vocational Education and Training : A study of Promising models in international development. <http://www.equip123.net/docs/e3-TVET.pdf>

Uwazi (2010), "Capitation grant for education: When will it make a difference?" Policy Brief TZ.08/2010E, Dar es Salaam <http://www.twaweza.org/uploads/files/Capitation%20Grant%20for%20Primary%20Education.pdf>

UWEZO (2012), Are our Children learning? Literacy and Numeracy across East Africa, Nairobi: Uwezo & Hivos/Twaweza

Van der Gaag, J & Tan, J.P (1998), "The benefits of Early Child Development Programmes: An Economic Analysis". Education, the World Bank. [http://www-wds.worldbank.org/servlet/WDSContentServer/WDSP/IB/1999/04/13/000094946\\_99032505565335/Rendered/PDF/multi\\_page.pdf](http://www-wds.worldbank.org/servlet/WDSContentServer/WDSP/IB/1999/04/13/000094946_99032505565335/Rendered/PDF/multi_page.pdf)

Vaughan , S. and Gebremichael, M. (2011), Rethinking business and politics in Ethiopia - The role of EFFORT, the Endowment Fund for the Rehabilitation of Tigray, African Power and Politics Research Report No. 2, August 2011

Wade, R. (2012), "How can Low-Income Countries Accelerate their Catch-Up with High-Income Countries? The Case for Open-Economy Industrial Policy," in Norman, A., K. Botchwey, H. Stein and J. Stiglitz, "Good Growth and Governance in Africa- Rethinking Development Strategies" , Oxford University Press

Wilkinson, Richard and Pickett, Kate (2009), *The Spirit Level: Why More Equal Societies Almost Always Do Better*, London: Penguin Books

World Bank (2009), *Accelerating catch-up: Tertiary education for growth in SSA*, Washington, DC, World Bank. [http://siteresources.worldbank.org/INTAFRICA/Resources/e-book\\_ACU.pdf](http://siteresources.worldbank.org/INTAFRICA/Resources/e-book_ACU.pdf)

World Bank (2012), *Education in the Republic of South Sudan: Status and Challenges for a New System*, Washington, DC, World Bank

World Bank (2012), "Tanzania Economic Update 2012 – From Growth to Shared Prosperity", November <http://www.worldbank.org/en/news/feature/2012/11/01/tanzania-economic-update-from-growth-to-shared-prosperity>

World Bank (2012), "World Development Report 2013 – Jobs", Washington, DC, World Bank

World Bank (2013), *Global Economic Prospects: Sub-Saharan Africa Region*, Washington, DC, World Bank. <http://siteresources.worldbank.org/>

[INTROSPECTS/Resources/334934-1322593305595/8287139-1358278153255/GEP13aSSARegionalAnnex.pdf](http://siteresources.worldbank.org/INTROSPECTS/Resources/334934-1322593305595/8287139-1358278153255/GEP13aSSARegionalAnnex.pdf)

Young, Alwyn. (2012), "The African Growth Miracle", National Bureau of Economic Research, Cambridge

Yunus, Muhammad, "After the Savar Tragedy, time for an international minimum wage." *The Guardian*, 12 May 2013. <http://www.theguardian.com/commentisfree/2013/may/12/savar-bangladesh-international-minimum-wage>

Zenawai, Meles (2012), "States and Markets: Neoliberal Limitations and the Case for the Developmental State", in Norman, A., K. Botchwey, H. Stein and J. Stiglitz, "Good Growth and Governance in Africa– Rethinking Development Strategies", Oxford University Press

## CRÉDITS PHOTO

1. Illustration de la couverture, Nina Magra
2. Page 24 -25 *Siège de l'Union africaine, Addis-Abeba, Ethiopie* dreamstime.com
3. Page 54 - 55 *Pêcheurs traditionnels lac Kivu, Gisenyi, Rwanda* dreamstime.com
4. Page 88 - 89 *Plantation de thé au Rwanda* Antonella
5. Page 114 -115 *Écoliers chantant* Martin Applegate





UNITED NATIONS  
ECONOMIC COMMISSION  
FOR AFRICA

Sub-Regional Office for Eastern Africa

NATIONS UNIES  
COMMISSION ECONOMIQUE  
POUR L'AFRIQUE

Bureau Sous-Régional pour l'Afrique de l'Est

